

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DROIT FRANÇAIS

DES MESURES PRISES

PAR LES LÉGISLATIONS MODERNES

POUR

COMBATTRE LA RÉCIDIVE

ET

FAVORISER LE RELÈVEMENT DES COUPABLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 3 juillet 1896, à 3 h. 1/2

PAR

Augustin DELVINCOURT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE

Président : M. J. LAISNÉ DES HAYES, professeur.

Suffragants : { *MM. MARIE, professeur.*
 { *GRANDMOULIN, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ
CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS
20, RUE SOUFFLOT, 20

1896

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

DROIT FRANÇAIS

DES MESURES PRISES

PAR LES LÉGISLATIONS MODERNES

POUR

COMBATTRE LA RÉCIDIVE

ET

FAVORISER LE RELÈVEMENT DES COUPABLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 3 juillet 1896, à 3 h. 1/2

PAR

Augustin DELVINCOURT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
SECRÉTAIRE DE LA CONFÉRENCE

Président : M. J. LAISNÉ DES HAYES, professeur.

*Suffragants : { MM. MARIE, professeur.
 GRANDMOULIN, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1896

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Année scolaire 1895-1896

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. CAREL (*, I. ☉, C. ✕), professeurs de *Code civil*.

TOUTAIN (*, I. ☉), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie politique* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ☉), professeur de *Droit romain*.

GUILLOUARD (I. ☉, C. ✕), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ☉), professeur de *Code civil* (élu député du Calvados).

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Procédure civile*, chargé des cours de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

GAUCKLER (I. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé du cours d'*Histoire du Droit public français* (Doctorat).

MARIE (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit criminel*, et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

Ambroise COLIN (A. ☉), chargé d'un cours de *Code civil*, en remplacement de M. Lebreton, et du cours de *Droit constitutionnel comparé* (DOCTORAT).

BIVILLE, chargé des cours de *Procédure civile* et de *Voies d'exécution*.

GRANDMOULIN, chargé du cours d'*Histoire des Doctrines économiques* et du cours d'*Économie politique* (DOCTORAT).

BOUVIER, docteur en droit, chargé de cours. *Histoire du Droit* (LICENCE ET DOCTORAT).

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire du Conseil général et du Corps des Facultés de Caen.

DROIT FRANÇAIS

DES MESURES PRISES

PAR LE

LÉGISLATEUR MODERNE

POUR COMBATTRE LA RÉCIDIVE
ET FAVORISER LE RELÈVEMENT DES COUPABLES

INTRODUCTION

Quand on jette les yeux sur les statistiques criminelles, « ce vaste examen de conscience d'un peuple » (1), on est véritablement effrayé de constater l'augmentation sans cesse croissante de la criminalité. Hélas ! la raison ne s'en trouve pas dans la multiplication des naissances, — ce qui pourrait jusqu'à un certain point paraître logique — mais bien dans le nombre toujours plus grand des impénitents, des révoltés quand même, que la Loi française appelle des récidivistes. La progression en est même si

1. Labroguère. Discours de rentrée à la cour de Bordeaux, 1888.

considérable que l'on n'y pourrait croire, si les chiffres ne l'imposaient aux moins clairvoyants avec leur éloquente et infaillible précision.

La statistique générale de la justice criminelle en France, depuis 1851 jusqu'en 1880, constate que le nombre annuel moyen des accusés récidivistes s'est accru de 48 0/0 et celui des prévenus récidivistes de 41 0/0 (1). En 1860, il a été établi que dans une période de deux ans et demi environ, 34 0/0 de libérés étaient amenés de nouveau devant la justice ; en 1876 cette proportion montait à 40 0/0, en 1878 à 45 0/0 ; dans ces dernières années les chiffres ont encore grossi : le nombre total des individus en état de récidive, condamnés par les Cours d'assises et les tribunaux correctionnels, qui était en 1885 de 91.332, en 1886 de 92.825, en 1887 de 93.887, s'est élevé en 1888 à 95.871, soit une augmentation de 7,5 0/0 pendant cette courte période (2) ; enfin en 1892, le nombre des condamnés à l'emprisonnement a été de 143.784 (3).

1. Rapport de M. Valdeck-Rousseau sur le projet de loi relatif à la transportation des récidivistes, paragraphe 3.

2. A l'étranger, les chiffres sont tout aussi significatifs : En Italie, par exemple, pendant ces six dernières années, le nombre des individus traduits en justice est passé de 1070 à 1550 pour 100.000 habitants d'après la statistique de 1895. En Allemagne de 1888 à 1893 le nombre des condamnés est passé de 350.665 à 430.403 d'après les statistiques de Von Mayz. (*Bulletins de la Société des prisons*, année 1895 page 436 et 1896 page 145.

3. Comptes de la justice criminelle annuels au paragraphe Récidive.

Cette édifiante comparaison met à nu l'existence du mal que les moralistes et les jurisconsultes dénoncent, tous les jours, à l'attention du pays, et à la sollicitude du législateur ; elle établit également, chose plus effrayante encore, la rapidité avec laquelle ce mal s'étend, malgré les efforts de la civilisation qui l'étreint, et qui cherche, mais en vain, à l'étouffer. Plus on le combat, plus il s'acharne, et loin de reculer devant les découvertes de la science et le développement de la richesse, il y puise, au contraire, de nouvelles forces ; « c'est, dit l'éminent auteur des *Chemins de la prison*, qu'il n'est pas, comme voudrait le faire croire notre orgueil de gens civilisés, une sauvagerie primitive et bestiale ; il est un des éléments de l'humanité et ne disparaîtra qu'avec elle » (1).

Cette explication, si juste soit-elle, n'est cependant pas de nature à décourager les généreuses conceptions des hommes d'ordre, qui veulent protéger la société à laquelle ils appartiennent, sinon contre les coups des malfaiteurs, tout au moins contre le triomphe des criminels. Aussi bien les désolantes constatations que nous venons de faire ne peuvent-elles nous empêcher de croire à l'utilité de l'œuvre pénitentiaire si courageusement entreprise il y a quelques années et si vaillamment continuée depuis lors. Mais pour mieux saisir toute la portée des mesures prises par le Législateur moderne, pour en goûter davantage les fruits, pour comprendre bien toutes les améliorations dont notre Loi Pénal a été l'objet, et aussi toutes celles qu'elle réclame encore, il nous paraît nécessaire d'aller jusqu'à

1. *Les prisons de Paris*. Guillot, page 104.

la racine du mal, d'en pénétrer les causes, et d'en démontrer toute l'étendue.

On peut, croyons-nous, ranger les causes du mal dans deux classes : la première comprend les causes domestiques ; la seconde, celles qu'on pourrait appeler les causes sociales. « Une des principales causes de la démoralisation, écrit M. Guillot, c'est la désorganisation de la famille » (1). Et, en effet, n'est-ce pas pitié de regarder le tableau repoussant qui nous est offert à tout instant, à Paris surtout, par un grand nombre de foyers, où le mauvais exemple du père de famille jette, avant l'âge, les enfants dans le vice et la débauche : c'est un fils trop confiant dans le gros salaire qu'un travail machinal lui apporte chaque jour, qui abandonne le toit paternel pour aller vivre en concubinage ; c'est une fille à qui la promiscuité de l'atelier a été fatale, ou à qui la surveillance de parents indifférents, divorcés, sans morale et sans cœur, a totalement manqué, qui se prostitue pour échapper à l'inexorable loi du travail, se jetant ainsi volontairement dans les bras des pires suppôts du crime. Ce sont des parents délaissés par des enfants qui n'ont pas appris à connaître leur devoir, et qui, atteints par les chômages, les infirmités, la misère « ce grand facteur du crime (2) » vont demander au vol ce que le travail et la prévoyance ne peuvent plus leur donner, ce que l'assistance filiale leur refuse. C'est un homme chez qui l'abus des boissons alcooliques a tellement épuisé la santé physique et amené

1. *Prisons de Paris*, page 112.

2. Joly : *La France criminelle*, p. 346.

une telle perversion morale, qu'il en est venu jusqu'à perdre toute force et toute volonté pour résister aux tentations mauvaises, et à « considérer le crime comme une profession, les attentats à la propriété d'autrui comme un moyen de subsistances » (1), la prison comme un asile et un abri contre la faim.

Nous pourrions continuer encore cette énumération déjà longue et ajouter à la nomenclature de toutes ces misères, la difficulté de donner aux enfants une éducation saine et robuste, l'ignorance qui en résulte trop souvent, les mauvaises fréquentations, les dangers semés comme à plaisir sous les pas de l'honnête homme dans les rues de nos grandes villes, l'attrait du jeu et des courses qui pousse les moins favorisés à se servir de l'argent des autres, les bals publics, les cabarets mal famés dont l'existence proclame la déchéance de la femme, la prostitution quelquefois provoquée par la famille besogneuse, trop souvent acceptée par le peuple, ce qui faisait dire à Francisque Sarcey, après une audience où il avait été juré : « Il semblait que tous les témoins vivaient avec cette prostituée sur un pied d'estime réciproque et de douce intimité » ; la prostitution enfin, qui fait peser sur la femme le plus honteux de tous les esclavages, en laissant à l'homme le droit de vivre, sans gagner son pain, d'un métier infâme, qui l'oblige à voler pour se nourrir, lorsqu'il est privé du produit de sa maîtresse.

Contre tous ces désordres, hélas ! trop réels, que peut la loi ? Rien ou presque rien, car elle est impuissante à

1. Georges Dubois : *Les données de la statistique criminelle en Prusse*, par M. Illing (analyse).

relever le niveau déjà si bas du sens moral dans les classes inférieures.

Comme le remarque fort justement M. Illing (1), la religion est la véritable base de la morale, et l'union du sens moral et de la foi religieuse est plus intime encore dans les couches sociales où se recrute le plus généralement l'armée du crime, que dans les classes supérieures : lorsque les croyances y sont attaquées, les mœurs s'y corrompent plus rapidement. Aussi bien est-il nécessaire de développer cette idée religieuse sans laquelle un peuple ne saurait avoir de moralité, et dont la négation constitue, ainsi que le dit si bien M. Guillot, le crime social (2).

Ajoutez à tout cela l'affaiblissement croissant de la répression, qui excitait déjà les regrets de Napoléon I^{er}, et lui faisait dire : « le ressort de la justice criminelle n'est pas assez tendu » ; ajoutez encore l'abus sans pareil des circonstances atténuantes, qui aide aux pires résolutions par l'espoir de l'impunité ; la trop grande indulgence du jury que déplorait si éloquemment M. l'avocat général de Vaujal, en 1859, et qui rend parfois si désirable la suppression de cette institution ; « l'inaltérable sérénité des juges, lorsqu'ils voient reparaitre devant eux les mêmes criminels et la sérénité non moins altérable avec laquelle ils appliquent aux chevaux de retour les mêmes peines (3), l'emploi exagéré des courtes détentions (4),

1. *Op. cit.*

2. *Prisons de Paris*, p. 131.

3. Planchet, *Revue des Deux-Mondes*, 1^o novembre 1884.

4. Choppin, Analyse de la statistique de 1874, montre que chaque année la moyenne de l'emprisonnement s'abaisse : en 1863, elle s'élevait

pendant lesquelles les condamnés n'ont que le temps de s'initier au mal ou de s'y perfectionner; la défectueuse organisation du travail des détenus qui laisse place à l'oisiveté, cette mauvaise conseillère; l'insuffisance des pécules qui livre les malheureux libérés sans ressources et sans gagne-pain, en proie à la honte et à la réprobation (1); ajoutez-y enfin et surtout la promiscuité, l'odieuse promiscuité des prisons, qui en fait une véritable école de corruption mutuelle, puis la difficulté extrême de reclasser ceux qui ont expié leur faute, dans la société qu'ils ont offensée, et vous aurez à peine terminé l'énumération des causes sociales de la criminalité (2).

Fort heureusement, ces misères trop réelles ont ému les hommes sages, et dans le monde civilisé tout entier, nous les voyons à l'heure actuelle travailler sans relâche

à 3 ans $\frac{2}{10}$ pour les hommes et 2 ans $\frac{9}{10}$ pour les femmes; en 1869, 3 ans $\frac{1}{10}$ pour les hommes; en 1874, elle tombe à 2 ans $\frac{6}{10}$ pour les hommes et 1 an $\frac{9}{10}$ pour les femmes. Depuis lors, le niveau s'est de plus en plus abaissé. Le compte général de la justice criminelle constate que les circonstances atténuantes sont admises 90 à 94 fois 0/0, en matière de mendicité ou de vagabondage; elles sont accordées à 86 prévenus sur 100 condamnés pour vol.

1. D'après les renseignements fournis au Ministère de l'Intérieur, 34 0/0 des hommes et environ 47 0/0 des femmes paraissent avoir des ressources à la sortie des maisons centrales; 21 0/0 des hommes et 29 0/0 des femmes ont un pécule de plus de 100 francs; enfin 36 0/0 des hommes et 25 0/0 des femmes n'ont aucun pécule.

2. Il faudrait pouvoir citer en entier le magnifique ouvrage de M. Joly, pour être complet. Nous y renvoyons pour les détails.

pour y porter remède par des moyens préventifs et par des mesures répressives.

« Dans la prison, dit l'éminent magistrat que nous aimons à consulter sur tous ces sujets, on est en présence du fait accompli, le mal est consommé et souvent il est irréparable !... C'est en s'y prenant à l'avance qu'on peut combattre le mal, ce sont les chemins de la prison qu'il importe de barrer, c'est là qu'il convient d'accumuler les obstacles, d'organiser la résistance, si l'on veut se ménager quelques chances de succès » (1).

Prévenir le mal, pour n'avoir pas à le réprimer, tel est donc le grand secret, sans lequel toutes les sévérités sont inutiles, et toutes les rigeurs, fussent-elles cruelles, demeureraient impuissantes. Aussi croyons-nous que le moyen le plus efficace de diminuer l'armée des criminels, c'est d'en entraver le recrutement, en barrant la route à la jeunesse qui court vers elle s'enrôler dans ses rangs. C'est qu'en effet, « les offenses commises par les jeunes gens sont pour la plupart les indications de caractère qui démontrent ses défauts latents » (2) ; elles sont, par suite, un guide précieux pour ceux qui ont à cœur de les pousser dans la voie du bien.

La discipline de l'école, l'instruction dans les ateliers, l'apprentissage des métiers, l'habitude du travail, de l'économie sont autant de préservatifs, et néanmoins encore insuffisants, si l'on ne prend soin de faire connaître en

1. Guillot, *Prisons de Paris*, p. 104.

2. Richard Vaux. Rapport au Congrès de Rome, 1886.

même temps à l'enfant les grands principes d'honnêteté, de loyauté, de justice, de charité, de morale, d'honneur, de patriotisme et de foi qui font l'homme véritablement grand par la suprématie de l'esprit et du cœur qu'ils lui assurent sur tous ceux qui en sont privés.

La jeunesse, éminemment impressionnable, reçoit, avec la même facilité, toutes les leçons ; elle en garde le souvenir et lorsqu'elle parvient à l'âge d'émancipation et de liberté, les met à profit pour le bien ou le mal, suivant qu'elles ont été bonnes ou mauvaises. L'enfant du peuple, dont l'éducation est plus délicate et plus importante, peut-être encore que celle de l'enfant du riche, l'enfant du peuple, auquel on aura donné de bons principes, deviendra un honnête citoyen, un laborieux ouvrier, un père de famille droit et bon qui aura certainement à cœur de faire souche ; celui, au contraire, à qui des maîtres sans conscience auront enseigné l'internationalisme, l'impudeur ou l'athéisme, restera marqué de la tache ineffaçable qu'ils auront imprimé sur son jeune front, pour son malheur et la honte de son pays. Si quelque jour, cet infortuné, sorti des mains de ces tristes éducateurs, se trouve livré à lui-même, sans travail, sans argent, sans appui, sans scrupule d'enfreindre une loi dont il rit, sans crainte d'un au-delà qui pour lui n'est que le néant, face à face avec la faim, animé de l'envie d'avoir aussi ce que les autres possèdent, que fera-t-il ? Que peut-il faire ? Si ce n'est de prendre ce que le labeur quotidien ne lui apporte plus. Dès lors il est perdu : la Justice le saisit, la prison le corrompt et l'expiation terminée le rejette sur le pavé plus malheureux et plus pervers. Désormais rien ne lui coûte

plus, et de voleur qu'il était, il devient aisément assassin, si l'occasion s'en présente.

Telle est l'histoire si simple, mais si lamentable de beaucoup de criminels, de ces jeunes gens de vingt ans, dont regorgent nos Cours d'assises, qui tuent un passant pour lui voler une montre, un camarade par jalousie, et leur maîtresse par cupidité ; témoin ce Maillot qui répondait au président l'interrogeant sur les causes de son crime : « Que voulez-vous, depuis l'âge de sept ans je me suis trouvé seul sur le pavé de Paris... enfant, j'étais abandonné à tous les hasards, je me suis perdu. J'ai toujours été malheureux ; ma vie s'est passée dans les prisons. Voilà tout, c'est une fatalité. Je ne dirai pas que j'ai commis ce crime par des circonstances indépendantes de ma volonté, mais enfin je n'ai jamais eu personne à qui me recommander, je n'avais en perspective que le vol, j'ai volé ; j'ai fini par tuer » (1).

Qui oserait affirmer que ce malheureux serait allé, chargé de crimes, mourir à la Nouvelle-Calédonie, s'il avait trouvé dans l'éducation de la famille ou de ses représentants, la force nécessaire pour lutter contre une première tentation, ou tout au moins dans l'éducation correctionnelle le repentir de sa faute et l'énergie pour l'avenir.

Il importe, par conséquent, d'assurer à l'enfant un foyer sain et honnête, des asiles contre la misère, des écoles d'apprentissage, et pour celui que déjà le vice a

1. Roussel. *Etude sur l'éducation correctionnelle et l'éducation préventive.*

saisi, des maisons de réforme, qui tiennent à la fois de la famille et de la prison, où s'accomplira l'œuvre si importante et si belle du salut de la jeunesse. Nous étudierons donc les mesures prises par le législateur sur ces différents points.

Hélas ! ce n'est pas assez de prévenir le crime, il faut encore compter avec la faiblesse humaine qui peut être, malgré tout, vaincue par la passion ou la misère ; il faut aussi prévoir l'œuvre de la perversité contre laquelle échoueront les plus généreux efforts ; en un mot, il faut enfin songer à punir la faute que l'on n'a pas pu réussir à faire éviter.

L'expiation, le régime pénitentiaire seront donc le second objet de notre étude. Nous rechercherons quelles conditions doit remplir le châtiment imposé au coupable pour lui être salulaire, après avoir affirmé que pour être utile et juste, il doit avoir pour résultat non seulement de punir, mais surtout de rendre meilleur. La peine, dirons-nous, sera d'ailleurs proportionnée à l'être qui la subit : tantôt elle consistera dans une simple menace, dont les effets ne se réaliseront que si les mauvaises intentions sont rendues plus certaines par un second délit ; tantôt elle deviendra un véritable traitement individuel, à l'abri de toutes les influences funestes, capable de faire impression sur le malade, de le moraliser en lui faisant connaître, aimer, pratiquer la vertu et le travail ; tantôt enfin, plus rigoureuse à l'incorrigible, elle se confondra avec le véritable exil : quant à ce dernier en effet, la seule préoccupation que l'on puisse avoir est de le mettre hors d'état de nuire ; pour les autres, nous constaterons que le

Législateur a déjà fait beaucoup en leur permettant d'abréger la durée du châtiment par leurs propres efforts et de rentrer pleins de bonnes résolutions dans la société qui les repousse, par la voie du patronage et de la réhabilitation.

Faut-il dire, qu'arrivé à ce terme, nous serons en présence d'une œuvre parfaite ? Certes non, et nous devons reconnaître que bien des choses manquent encore. Peut-être trouverons-nous une inspiration dans l'étude des législations étrangères, que nous rapprocherons de la nôtre. Mais si elles ne nous suffisent pas, nous demanderons aux savants et aux hommes de cœur qui consacrent leurs travaux et leur vie à l'amélioration des coupables, de compléter par de nouveaux labeurs la grande œuvre qu'ils ont entreprise, pour l'honneur de leur nom et la gloire de la civilisation moderne.

PREMIERE PARTIE

Mesures préventives et répressives concernant l'enfance abandonnée ou coupable.

C'est un fait bien attristant que l'augmentation toujours croissante du nombre des enfants arrêtés par la police. En 1885, il y en avait 1519; en 1886, 1527; en 1887, 1629; en 1888, 1750; et en 1890, 2102, parmi lesquels la plupart étaient des vagabonds. La statistique nous indique, en effet, que pour les mêmes années on comptait 850, 877, 910, 933 et 954 enfants mineurs de 16 ans, arrêtés pour vagabondage. L'année 1889 s'était particulièrement distinguée, et il faut croire que l'exposition et ses merveilles avaient exercé sur les jeunes imaginations un empire sans égal, puisqu'on évalue à 1528 le nombre des arrestations (1).

Qui donc n'a pas vu dans les carrefours des grandes villes, autour des monuments publics, devant les théâtres, ces enfants de 12, 14, 15 ans, au teint livide, au corps amaigri par les privations, au visage décharné, qui tendent la main au passant, se précipitent sur les voitures pour en ouvrir les portières, ou bien vous accablent d'of-

1. Ces chiffres extraits des comptes annuels de la justice criminelle sont groupés dans le rapport que M. Passez lu au comité de défense des enfants traduits en justice dans la séance du 27 juillet 1892 (2^e page).

fres de service et de lamentations trop souvent justifiées? Quels sont ces malheureux? Autant d'orphelins, d'abandonnés, de délaissés. Et qui donc les amène ici? Tantôt la solitude qu'un beau matin ils ont trouvée au foyer paternel, tantôt la colère d'un père dénaturé ou d'une mère sans entrailles qui les a chassés après les avoir brutalisés; quelquefois le dégoût de ce qu'ils ont vu ou entendu à la maison; souvent l'insouciance des parents qui ne s'inquiètent jamais de ce qu'ils font, des camarades ou des endroits qu'ils fréquentent; plus souvent encore la paresse, l'horreur de toute contrainte qui leur font fuir l'école; l'instinct même du vagabondage qui « est à leurs yeux la première forme de la liberté (1). » Observez-les dès que le soir arrive : vous les verrez se rassembler chez les marchands de vins, dépensant les quelques sous que leurs petites industries respectives ont rapportés pendant la journée; après quoi ils se battront ou joueront en bousculant les passants. Mais la nuit est venue, ne vont-ils pas rentrer? Quelques-uns sans doute, sachant l'heure du retour de leurs père et mère, se sont déjà dirigés vers la mansarde où la famille, si nombreuse soit-elle, doit s'entasser, faute d'argent, et cela, pour l'honneur du progrès et de la civilisation! Mais les autres vont rester là : vers minuit, quand vous sortirez du théâtre, vous les verrez, déjà transis par la fraîcheur de la nuit, se remuer en petits groupes, se consulter sur ce que l'on va faire, ainsi qu'hier soir je les voyais moi-même, et vous pourrez

1. Rapport de M. Manuel Fourcade au comité de défense dans ses séances des 2 mai et 6 juin (1895), sur le nombre des enfants assistés et les causes ordinaires de leur arrestation.

entendre ce petit dialogue, que M. le Pasteur Robin entendit, lui aussi, une fois à pareille heure : « Que faites-vous ? dit l'un des trois aux deux autres, il est trop tard, moi je découche. — Eh bien ! nous aussi nous découchons. » Ils se mettent alors en quête d'un logement pour la nuit. Les plus prévoyants ont su garder de quoi payer une place dans un de ces ignobles garnis, où tous les âges, tous les sexes, toutes les misères morales et physiques sont confondues ; les autres, moins privilégiés, se contenteront d'un dessous de pont, d'un hangar, d'une maison en construction, d'un tonneau vide abandonné par les mariniers sur les bords du fleuve, d'une cabane désertée par les chiffonniers aux abords de la ville ; mais, les uns comme les autres, recommenceront la même journée le lendemain, et tôt ou tard, finiront par voler à la devanture d'un épicier ou d'un marchand de comestibles : ce jour-là, ils mettront le pied dans le chemin de la prison, d'où ils ne sortiront plus désormais que pour y rentrer bientôt, plus coupables et plus endurcis.

Pour porter remède à une pareille situation, il faut organiser à la fois, des mesures préventives pour les enfants abandonnés matériellement ou moralement, et des mesures répressives pour ceux que les mauvais penchants auront entraîné à une première faute : les unes sont du domaine de la charité, les autres appartiennent à la Législation pénale. Nous les étudierons successivement, en essayant d'indiquer ce qui manque et ce qu'il faudrait faire.

CHAPITRE PREMIER

ASSISTANCE DES ENFANTS ABANDONNÉS.

Cette première catégorie de malheureux n'est pas seulement connue d'hier; car de tout temps, il s'est trouvé des mères assez peu dignes de ce nom pour délaisser leurs enfants. Dès le 13 août 1552, nous rencontrons un arrêt confirmant un état de choses antérieur, qui confie « aux seigneurs haut justiciers, comme devoir corollaire des droits d'épave, d'aubaine et d'appartenance de trésors trouvés, la charge des enfants abandonnés le long des chemins ou sous le porche des églises ». Il y avait cependant depuis Charles V déjà, des établissements destinés à recevoir ces infortunés, l'hôpital du Saint-Esprit et l'hospice Saint-Jacques; plus tard, sous François I^{er}, avait été créé l'hospice des Enfants-Rouges, dont les pensionnaires pleuraient aux enterrements, ou qu'étaient à la porte des églises. Vers 1640, fut fondée par Mlle Legras et quelques-unes de ses amies, la Maison de la Couche; puis s'élevèrent l'hôpital Saint-Antoine et l'hospice de Bicêtre, donné par Louis XIII. Mais le nombre des enfants exposés (tel était le terme courant) augmentait si rapide-

ment, la charité de saint Vincent-de-Paul était si perspicace pour les découvrir et si généreuse pour les recueillir, que ces fondations restèrent insuffisantes, jusqu'au jour où Louis XIV, dans un édit de 1670, créa l'hospice des Enfants-Trouvés. En 1790, un décret releva les seigneurs haut justiciers de leurs anciennes obligations ; en 1793, la Convention donna le droit à toute mère de se faire hospitaliser au moment de sa grossesse dans un hôpital quelconque de la République, où l'enfant serait élevé aux frais de la Nation, sous le nom d'Enfant de la Patrie. En 1811, un décret organique institua le Tour qui vécut jusqu'en 1862, époque où il fut définitivement fermé à la suite d'abus qu'il importait dans l'intérêt de la morale de faire cesser au plus tôt : « Ce système, disait l'honorable M. Brueyre, dans une conférence faite au Cercle Saint-Simon en 1886, ce système est barbare, multiplie les abandons d'enfants légitimes, favorise les enlèvements et les substitutions, supprime leur état civil, et a été la source d'un commerce déplorable. »

C'est pour suppléer à tout ce que ces moyens d'assistance avaient eu d'incomplet ou d'imparfait que fut faite la Loi du 5 mai 1869, sur l'Assistance Publique. Elle divise les pensionnaires de cette administration en cinq groupes :

- 1° Les enfants trouvés ;
- 2° Les enfants abandonnés, c'est-à-dire ceux nés de parents inconnus ou disparus ;
- 3° Les orphelins ;
- 4° Les enfants dont les parents sont en prison ou dans les hôpitaux ;

5° Les enfants de filles mères, qui reçoivent seulement des secours à domicile.

Le Conseil général de la Seine a, dans sa session de décembre 1880, créé une nouvelle catégorie : celle des enfants moralement abandonnés. On entend par là les mineurs de 16 ans que leurs parents vivants connus et résidents, cessent pour des causes dépendant ou non de leur volonté, de surveiller et laissent dans un état habituel de vagabondage, mendicité ou prostitution. On évalue à 20.000 environ le nombre de ces malheureux jetés sur le pavé de Paris et à 10.000 le nombre de ceux qui sillonnent la France entière. Ils méritent tout autant que les autres les secours de la charité et sont traités comme eux, avec cette différence que certaines précautions, dont nous aurons à parler plus loin, sont usitées pour empêcher toute revendication scandaleuse ou nuisible à l'enfant, de la puissance paternelle.

Voyons donc, maintenant, comment l'Administration les prend et les garde. L'Assistance Publique reçoit les enfants de diverses sources. Tantôt ils sont recueillis dans la rue par un agent de police, ou une personne charitable, qui les porte directement à l'hospice de la rue Denfert (1) ; tantôt ils y sont amenés par la mère elle-même, ou par le commissaire de police, chez lequel elle l'a préalablement abandonné ; parfois des maires ou des conseillers municipaux sollicitent l'admission d'enfants notoirement délais-

1. Dans quelques villes de province, un hospice s'occupe spécialement de la centralisation des enfants et de leur placement à l'instar de ce qui se passe à Paris.

sés; tantôt ils sont envoyés par la Préfecture de Police ou le Petit Parquet, lorsqu'arrêtés et relâchés ensuite, faute de mauvaise intention, ils ont paru aux divers fonctionnaires ou magistrats chargés de les interroger plus malheureux que coupables. Bien entendu, dans ce dernier cas, lorsque les parents viennent, en temps utile, réclamer leur enfant, et que, d'ailleurs, ils présentent des garanties de moralité et d'honnêteté désirables, l'enfant leur est remis et l'affaire n'a pas de suite.

Il faut dire à la louange du Conseil général de la Seine, que l'admission à l'Assistance Publique est faite à bureau ouvert sans distinction entre les enfants légitimes ou naturels; parisiens ou provinciaux. Aussi bien peut-on affirmer que dans le département de la Seine, les mères sont inexcusables, qui recourent à l'exposition, ce vieux mode barbare de délaissement, ou aux crimes épouvantables contre l'enfance et l'humanité.

Le seul reproche que l'on pourrait faire au système adopté à Paris, c'est d'être trop large et par là, ainsi que le disait un jour, à l'audience, M. l'avocat-général Van Cassel, de favoriser trop l'inconduite et l'immoralité. Cependant l'Administration a su obvier à cet inconvénient et se soustraire à ce reproche, au moins en grande partie, par les règles sévères et inflexibles, qui, une fois l'abandon consommé, interdisent de faire connaître aux parents le placement de l'enfant et tout ce qui le concerne. Tout au plus, leur apprend-on verbalement, chaque trimestre, s'il est en bonne santé.

Quelle que soit la provenance des enfants, après une très sommaire enquête, ils sont admis à l'hospice. Les

moralement abandonnés subissent là un stage d'une quinzaine de jours, pour deux raisons d'ordre différent : il faut d'abord reconnaître ceux d'entr'eux qui sont malades ou infirmes et qui, par suite, ne sont pas propres à être mis en apprentissage, ceux-là sont à la charge exclusive de l'Assistance Publique, et non du département, qui supporte seulement les dépenses occasionnées par les enfants assistés et moralement abandonnés valides, ou même malades, lorsque les parents ont complètement disparu. En second lieu, le délai de quinze jours sert à étudier l'enfant, à distinguer ses aptitudes, ses mauvais penchants, à connaître ses antécédents, et à voir s'il n'est pas moralement trop malade. Si rien de grave ne lui est reproché, son admission définitive est prononcée. Si, au contraire, le vice, la débauche ou les mauvais instincts l'ont complètement perverti, si l'on estime, par suite, que son exemple ou son contact doit être funeste à ceux qui l'entourent, il est renvoyé à ses parents avec quelques vêtements neufs et un secours en argent. L'œuvre préventive pour lui, n'a plus, en effet, de raison d'être : il appartient tout entier à la correction dont nous parlerons plus loin.

Supposons l'enfant admis : il va aussitôt partir pour la province, où l'administration s'est réservée des auxiliaires, en la personne de cultivateurs, d'industriels qui ont bien voulu accepter la difficile mission de faire de ces malheureux abandonnés des honnêtes citoyens et de bons ouvriers.

Les enfants-assistés sont plus particulièrement affectés aux travaux agricoles et les enfants moralement abandon-

nés aux occupations industrielles et commerciales les plus variées, parfois à Paris même.

Les placements sont tantôt individuels, tantôt collectifs : les premiers procurent à ceux qui en sont l'objet, toutes les douceurs d'une vie de famille, mais ont l'inconvénient de leur laisser trop de liberté en dehors des heures de travail ou de repas. Aussi, pour les moralement abandonnés, habitués trop souvent à ne rien faire, l'administration préfère-t-elle les placements par groupes de 10, 15, ou 20 dans des usines où ils sont comme enrégimentés sous une discipline sévère qui les saisit à toute heure du jour. Un employé de la fabrique, spécialement préposé à ce service, veille sur leur conduite, leur propreté, et les accompagne dans leur promenade du dimanche ; en général, un bâtiment leur est spécialement affecté, où se trouvent installés des dortoir, réfectoir, lingerie, etc..., agencés sans luxe, mais avec les commodités que l'hygiène réclame. Au nom de chaque enfant, le directeur de l'établissement ouvre un compte, au passif duquel on porte ses dépenses de toute nature, sauf les frais de maladie, d'instruction et de récompenses que l'assistance garde à sa charge ; les salaires sont inscrits à l'actif ; de telle sorte que, un jour ou l'autre, l'enfant parvient à payer lui-même tout ce qu'il a dépensé, tandis qu'il se fait un véritable pécule qui, pour 300 apprentis de 3 ou 4 ans, s'est élevé, en 1886, à la somme de 35.000 francs. Certains d'entr'eux, parvenus à leur majorité, avaient acquis une petite fortune de 1000, 1500, 2000 et même 3000 francs (1), placés à la Caisse d'épargne par les soins de l'administration.

1. Brueyre. Conférence faite au Cercle Saint-Simon en 1886.

Le système de placement par groupes a le grand avantage d'initier l'enfant à la vie d'ouvrier qui l'attend, mais il faut reconnaître qu'il l'associe de bien bonne heure à toutes les crises de l'industrie. Jusqu'ici, aucun inconvénient n'en est résulté, et il paraît que toutes les fois qu'une industrie a été atteinte par le chômage, l'assistance publique a été assez heureuse pour pouvoir placer ailleurs ceux de ses pupilles qui se trouvaient sans travail.

Le placement individuel, au contraire, isole l'enfant de ses camarades, c'est certain, le fait sortir de son cercle, si l'on peut ainsi parler, mais il est pour lui, quand il sait en profiter, la source du bonheur retrouvé.

De nombreux exemples attestent, en effet, que lorsque le pupille de l'assistance publique s'est bien conduit, quand il a donné pleine satisfaction à ses patrons, plus d'une fois il a conquis l'affection de la famille, une place au foyer domestique, auquel il s'est lui-même attaché pour ne plus le quitter. Celui-là est définitivement sauvé, et le but que nous cherchons est atteint.

Pourra-t-on toujours en dire autant des autres, quand séparés par les nécessités de la vie, ils se trouveront sans travail, face à face avec la solitude, qui pour eux sera d'autant plus pesante, qu'elle leur était plus inconnue ?

A côté de ces placements, l'Assistance publique a fondé des écoles professionnelles, comme celle de Villepreux pour l'horticulture, de Montevrain pour l'ébénisterie, où la production est si abondante et si parfaite, qu'en une seule année, la maison Kriéger, qui en achète tous les produits, y a versé pour plus de 40.000 francs de salaires (1) ; celle

1. Brueyre. Conférence au cercle Saint-Simon.

d'Alençon pour l'imprimerie, et d'autres encore, dont l'énumération serait trop longue.

Quel que soit d'ailleurs le mode de placement employé, l'Assistance publique tient à ce que ses pupilles reçoivent l'instruction, et elle veille tout particulièrement, pour eux, à ce que les prescriptions de la loi de 1886 soient ponctuellement observées.

Nous regrettons de ne pas trouver, à côté de tant de bien si généreusement fait à tous ces malheureux abandonnés, le souci de leurs intérêts plus intimes, mais supérieurs encore à ceux que sert l'administration, nous voulons dire les intérêts spirituels. La religion a pourtant bien ici sa place, comme dans toute œuvre de relèvement moral, qu'elle doit encourager et préserver dans l'avenir, car elle est vraiment, ainsi que le disait l'éminent Illing, au Congrès de Stockholm en 1880 « la force vivante qui pénètre, vivifie et élève l'homme tout entier, en le rattachant à un principe supérieur ». Aussi croyons-nous que le placement dans les familles, qui peut en assurer les avantages à l'enfant, est préférable à tout autre, indépendamment des raisons auxquelles nous avons déjà fait allusion plus haut.

Tels sont les efforts de l'Assistance publique pour arracher au vice et au crime les infortunés que leurs parents abandonnent. Il serait regrettable de voir tant de peines devenir inutiles après quelques années; et c'est cependant ce qu'on pouvait à juste titre redouter de ceux-là même qui semblaient s'en désintéresser davantage.

Lorsqu'en effet l'apprentissage du pupille était terminé, et qu'il commençait à gagner un peu d'argent, il

arrivait souvent que son père venait le réclamer. Que pouvait-on faire pour le lui refuser ? Lui persuader que, dans son intérêt, il valait mieux le laisser où il était ? c'était inutile de le tenter. Repousser purement et simplement sa demande, c'était se mettre en lutte ouverte avec la puissance paternelle, dont les droits absolus ne pouvaient être discutés. Aussi l'Assistance publique avait-elle imaginé de faire signer aux parents, au moment de l'internement de l'enfant moralement abandonné à l'hospice de la rue Denfert, une renonciation au droit qu'ils avaient de reprendre leur enfant avant sa majorité.

Ce moyen, sur le compte duquel, d'ailleurs, personne ne s'était fait illusion, était, on le comprend, bien loin de présenter toutes les garanties désirables. Aussi la loi du 24 juillet 1889 fut-elle accueillie avec empressement par ceux qui cherchaient à tourner des difficultés insurmontables, dont la source même se trouvait dans le Code civil.

Dès l'année 1883, M. Théophile Roussel avait été assez heureux pour faire adopter, au sénat, un projet de loi, au frontispice duquel était inscrit ce principe fondamental : « Tout mineur, de l'un ou l'autre sexe, abandonné, délaissé ou maltraité, est placé sous la protection de l'autorité publique. » Le législateur avait donc compris qu'il ne suffisait point d'assister les enfants dont les parents avaient disparu, mais encore ceux qui étaient abandonnés à eux-mêmes par des parents sans conduite et sans moralité. La Chambre des Députés, malheureusement, attendit jusqu'en 1889 pour examiner ce projet, dont est sortie la loi actuellement existante.

Cette loi comprend deux titres : dans le premier, il est question de la déchéance et de la restitution de la puissance paternelle, ainsi que de l'organisation d'une tutelle pour la remplacer ; dans le second, il s'agit des mineurs de 16 ans, qui ont été confiés à des administrations d'assistance ou à des personnes charitables, par leurs parents, ou qui ont été recueillis sans l'intervention des père et mère, et pour lesquels la puissance paternelle peut être, après certains délais et sous certaines conditions, déléguée à leurs bienfaiteurs.

Le titre premier, qui a un rapport plus direct avec notre étude, nous occupera seulement.

Le Code Pénal avait déjà porté atteinte à l'omnipotence de la puissance paternelle, en la retirant aux parents coupables d'attentat aux mœurs sur la personne de leurs enfants (1). Il dérogeait en cela au vieux droit romain, dont notre législation toute entière est, en général, imprégnée : « Le Père Romain, s'écrie M. Bonjean, il n'y a que lui dans la maison : femme, enfants, clients, serviteurs, tous ne sont que des choses, instruments de travail, personnes sans volonté et sans nom, soumises à la toute puissance du père. A la fois prêtre et juge, son autorité est absolue... Comme père, il tuera l'enfant né difforme et vendra les autres jusqu'à trois fois, avant de perdre son droit sur eux ».

Dieu merci ! notre Code civil n'avait pas donné au père de famille des pouvoirs aussi exorbitants ; mais il en avait fait cependant un être trop grand pour être jamais atteint, dans ses plus chères prérogatives, par la Justice ou par la Loi ; même quand il usait en vue de la

1. C. P. art. 325, § 2.

perte de ses enfants, de la légitime puissance, qui ne lui avait été accordée que pour leur bien et l'honneur du foyer.

Les Lois du 23 janvier 1873 et 7 décembre 1874 ajoutèrent une nouvelle exception aux règles de la puissance paternelle, en déclarant passibles de déchéance les parents, chez qui l'ivresse serait une habitude constatée par deux jugements, et ceux qui auraient été assez vils, nous pourrions dire assez Romains, pour vendre leurs enfants aux vagabonds qui font métier de mendiants, de saltimbanques, et de prostitués.

Ce n'était point suffisant. Combien de parents faisaient pire encore, en abandonnant au ruisseau les 100.000 enfants de cinq générations, qui foulent chaque jour le pavé de Paris, attendant la première occasion pour aller peupler Mazas et la Nouvelle-Calédonie !

C'était ceux-là qu'il importait surtout d'atteindre, et c'est pour eux qu'a été rédigé le paragraphe 6 de l'article 2 de la Loi du 24 juillet 1889, aux termes duquel : « En dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, ou par leurs mauvais traitements, compromettent, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants » peuvent être, sur la demande des parents du mineur, même au degré de cousin germain, et sur celle du ministère public, déclarés déchus de la puissance paternelle.

Mais la Loi ne s'en tient pas là, et c'est sur ce point, plus encore que sur tout autre, que l'innovation est considérable. Après avoir énuméré un certain nombre de cas,

dans lesquels la déchéance paternelle aurait lieu de plein droit ou serait facultative pour les tribunaux, elle organise une nouvelle tutelle pour l'enfant qu'elle prive de père, en déléguant les droits et les devoirs de celui-ci à l'Assistance publique (art. 10). Rien n'empêchera désormais cette administration de donner la garde de son pupille à des personnes charitables, mais elle en conservera toujours la responsabilité (art. 11) ; à moins que celles-ci usant du droit que leur reconnaît la Loi, ne demandent aux tribunaux le soin de la tutelle. Cette réclamation peut être, en effet, portée devant la Chambre du Conseil de deux manières différentes, soit au moment de l'instance en déchéance, par toute personne présentant les garanties de moralité et d'honorabilité nécessaires, dans le but d'obtenir la remise de l'enfant ; soit après, alors que l'Assistance publique est déjà tutrice, par ceux à qui elle a confié la garde du pupille, afin de voir confirmer, entre leurs mains, la mission qu'ils ont déjà acceptée, et de se faire transmettre le droit de tutelle accordé à l'administration. Dans ce second cas, il est nécessaire que les demandeurs aient conservé l'enfant pendant trois années, et démontré par là l'étendue du dévouement et de l'attachement dont ils sont capables pour l'enfance malheureuse (art. 13, § 1 et 5).

Pendant l'instance en déchéance, l'article 5 donne aux Tribunaux le droit d'envoyer les enfants dans les hospices dépositaires, où une circulaire du Ministre de l'Intérieur a prescrit aux Préfets de les hospitaliser, jusqu'au jour de la décision définitive.

Il arrive parfois que la mère est chargée de la tutelle,

voire même dans le cas de décès ou de déchéance de celle-ci, quelqu'un de la famille, conformément aux articles 405 et suivants du Code civil. Sur ce point, la décision de la Justice est souveraine. Mais quelle que soit la personne sur laquelle elle a laissé tomber son choix, le législateur lui accorde dans l'article 10, dispense d'hypothèque légale sur tous ses biens ; ce qui ne veut pas dire cependant que toute garantie est enlevée au mineur, puisqu'aux termes du § 3 de ce même article, le Tribunal est toujours autorisé à ordonner qu'une hypothèque générale ou spéciale sera constituée jusqu'à concurrence d'une somme à déterminer, pour le cas où le mineur posséderait ou bien serait appelé à recueillir certains biens.

On voit donc que toutes les précautions nécessaires ont été prises dans la Loi du 24 juillet 1889, pour conserver à l'enfant sa fortune, s'il en a, avec son honnêteté et sa liberté que le législateur désirait surtout sauvegarder.

Cependant on avait redouté, et l'honorable M. Flandin, vice-président au Tribunal de la Seine, s'était fait l'interprète autorisé de cette crainte, que la Loi ne reçoive pas son application toute entière, à raison de ce que la déchéance étant prononcée par les Tribunaux correctionnels, ceux-ci n'avaient pas reçu la compétence nécessaire pour organiser la tutelle, sur laquelle il appartenait au Tribunal civil seul de statuer, aux termes du droit commun.

Quelques jugements essayèrent de lever ce doute, en décidant que la doctrine sur laquelle il s'appuyait devait être repoussée pour l'opinion contraire. Celle-ci, en effet, trouvait dans l'esprit de la Loi, dans l'intérêt des enfants, qu'elle voulait avant tout protéger, dans le texte même

adopté par le législateur, qui autorisait les juges correctionnels à « statuer sur la déchéance paternelle, dans les conditions établies par la présente Loi » (art. 9, § 2), une base suffisamment solide pour permettre aux Tribunaux de se prononcer dans son sens. C'est la thèse que soutint, en 1891, M. Leloir, procureur de la République à Nogent-le-Retrou, dans un excellent article de la *France judiciaire*, et celle que l'honorable M. Roulier adopta, en la recommandant à ses substituts, dans sa circulaire du 23 novembre 1893.

Depuis cette dernière date, elle est acceptée par les tribunaux répressifs, qui se reconnaissent, en général, la compétence nécessaire, non seulement pour statuer sur la tutelle, mais encore pour accueillir l'intervention du particulier charitable qui solliciterait, à son profit, l'établissement de la tutelle officieuse. Ainsi se trouve écarté l'un des obstacles les plus graves qui se soit élevé contre l'application de la Loi du 24 juillet, au point même de faire douter de son utilité (1).

Aujourd'hui, grâce à elle, notre pays peut, sur le point qui nous occupe, marcher de pair avec la plupart des nations étrangères sur lesquelles nous allons maintenant jeter un rapide coup d'œil.

On peut dire, croyons-nous, que l'idée d'enlever au père

1. Le rapport publié en 1895 sur l'administration de la Justice en 1891, fait connaître que pendant cette année, il a été prononcé 1861 déchéances, les deux tiers à la demande du ministère public, l'autre tiers, à celle de l'assistance publique. C'est à cette dernière administration que la plupart des enfants ont été confiés.

indigne la puissance paternelle est venue des législations slaves, si peu conformes en bien des choses à ce qui se faisait dans les régions latines. En Norvège, par exemple, le principe, qui est en ces matières le fondement du droit, peut se formuler en ces termes : *Pater est tutor legitimus*. Auprès de lui, en effet, la puissance tutélaire est organisée à l'aide de conseils électifs, devant lesquels les contestations entre le père et l'enfant sont jugées, « et qui trouvent dans leurs attributions, le droit de trancher toutes les difficultés, et de remédier à tous les abus, à toutes les défaillances de la puissance paternelle (1) ». Le père est d'ailleurs surveillé dans l'exercice de ses prérogatives par le clergé, et une commission de notables qui peut en dénoncer les abus à la commission des pauvres, pour que celle-ci réclame l'enfant et s'en empare. N'est-ce pas là véritablement, l'éviction de la puissance paternelle?

En Suède et en Danemark, elle est peut-être plus simple encore, car le Préfet aux mains duquel est remise l'autorité pupillaire, peut à lui seul prendre toutes les mesures qu'il estime être les plus appropriées à l'intérêt de l'enfant.

En Ecosse, la *patria potestas* est inconnue, et si la protection du père s'étend sur l'enfant impubère, elle n'est plus que nominale du jour où il a atteint sa puberté; elle cesse même complètement d'exister le jour où celui-ci se marie, ou bien est abandonné par celui-là.

Le droit anglais présente, en cette matière, beaucoup

1. Pradines. Discussion sur les modifications à faire subir à notre Code civil, sur la puissance paternelle.

d'analogies avec le droit écossais : le Roi, comme chef de toutes les familles, peut dépouiller le père indigne de ses droits et en déléguer l'exercice à un étranger ; le père lui-même a d'ailleurs aussi cette faculté. Nous verrons comment les Anglais ont su tirer de ces principes toutes les conséquences pratiques, par l'institution des Ecoles industrielles dont il nous faudra parler plus loin.

Les lois suisse, prussienne et autrichienne se rapprochent également beaucoup des législations occidentales.

La première qui s'applique à tous les cantons même français ou italiens, traite la puissance paternelle à l'égal de la tutelle, de telle sorte que le père se trouve soumis au même contrôle que le tuteur. C'est ainsi que dans chacun des cantons, est installée l'autorité appelée *Wagenant* (Chambre des orphelins), qui intervient, à l'exemple de ce qui se passe en Norwège, et même d'office, toutes les fois que les intérêts de l'enfant sont compromis. C'est elle aussi qui après avoir entendu le père coupable ou négligent vis-à-vis de ses enfants, sollicite contre lui, s'il y a lieu, du conseil du district, la déchéance paternelle prévue par le paragraphe 280 du Code civil de 1854. Le père peut être en outre condamné à une amende très forte et même à l'emprisonnement. Un tuteur est alors nommé à l'enfant, non-seulement pour gérer ses biens, mais encore pour prendre soin de sa personne, de son avenir et de ses intérêts les plus chers.

Le Tribunal des tutelles, institué par la loi prussienne, ressemble de fort près à la chambre des orphelins suisses. Il est également chargé de veiller sur la personne et les droits des enfants au besoin, et d'office de les placer aux

frais de leurs parents, dans l'établissement, ou la famille qui paraît convenir davantage. C'est qu'en Prusse, la législation proclame au regard du père, l'individualité de l'enfant et de ses droits. Aussi bien, à l'instar de la Suède, admet-elle que la puissance paternelle échappe au père de famille dès qu'il encourt une condamnation excédant dix années ou quand il abandonne ses enfants.

Il y a également en Autriche, une autorité pupillaire, chargée de veiller sur les enfants, dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, ce qui nous paraît se produire encore assez facilement : ainsi le paragraphe 414 du Code Autrichien punit les parents qui maltraitent leurs enfants, d'une sévère admonestation ; en cas de récidive, l'avertissement doit être plus dur encore et accompagné d'une mesure de déchéance, qui est toujours réalisée en cas de seconde récidive. Le tribunal doit alors se concerter avec l'autorité pupillaire sur le choix d'un curateur, et infliger aux parents, qui n'ont pas le moyen de pourvoir aux besoins de leur enfant, une peine de huit jours à trois mois de prison du chef de mauvais traitements (§§ 415 et 416).

Le Code Hongrois nous offre l'exemple d'une organisation analogue dans l'établissement du Wazenstuhl, chargé de surveiller les pères de famille et de recueillir leur charge, lorsqu'ils l'abdiquent, en négligeant l'entretien, la moralité, la santé ou la fortune de leurs enfants. De toutes les législations dont nous venons de parler, celle-ci nous paraît la plus sévère, puisqu'il suffit au père d'une simple négligence habituelle, pour être de plein droit déchu de la puissance qui lui appartient.

Mais quoiqu'il en soit, on sent à merveille, dans toutes les lois que l'on pourrait appeler d'origine germanique, la trace de cette institution, que notre loi de 1889 a eu justement pour but d'implanter en France.

Voyons maintenant ce que, dans cet ordre d'idées, ont déjà fait les pays de race latine.

Le Portugal n'a pas apporté d'innovations récentes à son Code Pénal, car il y a trouvé, dans un texte copié sur notre article 42, le pouvoir d'interdire l'exercice des droits de puissance paternelle, comme nos tribunaux correctionnels peuvent, dans certains cas, interdire tout ou partie des droits civiques, civils ou de famille.

Le nouveau Code Pénal Italien a fait davantage en décidant (art. 221) : « Que l'enfant peut être éloigné pour de justes motifs de la maison paternelle », à charge par le président du tribunal d'y pourvoir, sur simple requête de la partie intéressée ; et dans l'article 223 : « Que si les parents abusent de l'autorité paternelle par la violation ou la négligence de leurs devoirs, ou par une mauvaise administration des biens de l'enfant, le Tribunal, sur la demande des parents les plus proches ou même du ministère public, peut nommer un tuteur à la personne de l'enfant, ou un curateur à ses biens, et priver les père et mère de leur usufruit, ou enfin prescrire toutes mesures qu'il jugera convenables dans l'intérêt de l'enfant. » Le Code Pénal Italien en est donc venu au principe germanique, dont nous avons vu plus haut les applications, d'après lequel « la puissance paternelle devait désormais revêtir le caractère d'une magistrature domestique, con-

fiée au père au nom de la société, et dont il lui devait compte » (1).

La loi grecque et la loi espagnole n'en sont pas encore arrivées jusque-là et s'en sont tenues, comme la Russie d'ailleurs (seule de toutes les puissances du Nord), à la règle de la déchéance imposée au père condamné à certaines peines pour avoir négligé, maltraité ses enfants, ou commis sur leur personne quelque attentat criminel.

Telle est, brièvement exposée, la situation actuelle des principales législations européennes, sur la question qui nous occupe. Revenons maintenant à la France, où nous n'avons pas encore épuisé la longue liste des bienfaits prodigués à l'enfance moralement abandonnée ou malheureuse.

L'Assistance publique, sur le compte de laquelle nous nous sommes déjà trop étendu, n'est pas la seule qui ait essayé de résoudre le grand problème, que M. le juge d'instruction Guillot résume dans ces mots : Barrer les chemins de la prison. A côté du zèle très louable et très efficace de l'administration, se sont levés, à tous les coins de notre pays, des dévouements sans prétention à l'éclat, mais aussi sans bornes et prêts à tous les sacrifices pour la grande œuvre entreprise ; tel est cet ancien magistrat, M. Bonjean, fils du martyr de la commune et fondateur de la *Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable*.

Ainsi que son nom l'indique, cette société ne s'occupe pas seulement, comme l'Assistance publique, de faire la

1. Pradines, déjà cité.

charité, en recueillant les enfants abandonnés, elle se charge encore du redressement des natures dévoyées, que le délaissement ou le vice ont rendues coupables.

Son origine remonte à 1874, époque à laquelle, M. Bonjean, fonda l'orphelinat d'Orgeville (transformé plus tard en colonie pénitentiaire), sur les bases suivantes : 1° Tout particulier peut, par une direction toute paternelle, arriver à moraliser les enfants les plus corrompus ; 2° l'agriculture, le travail aux champs, tel est le moyen le plus sûr d'y parvenir.

L'expérience donna raison au fondateur, et consacra, en les vérifiant, les deux principes qui ont servi de point d'appui à la création de 1874. Aussi quelques années plus tard, en 1879, M. Bonjean, en faisant connaître au public les résultats de son heureuse entreprise, obtenait-il pour l'œuvre qu'il recommandait, plus de six cents adhérents dont les efforts, la générosité et le zèle, arrivèrent à organiser la grande société que nous connaissons.

Depuis lors, elle n'a cessé de prospérer. Plus de quarante groupes ou établissements se sont reliés à elle ; elle étend, maintenant, ses branches, jusque sur le continent africain, où les enfants sont allés planter des vignes, aujourd'hui en plein rapport, à quelques lieues d'Oran ; ses principales écoles — Crozatier et d'Orgeville — ont enregistré des milliers de noms d'élèves, et les généreux souscripteurs, dont le nombre augmente sans cesse, font affluer, chaque année, l'or dans les caisses, où il se compte par centaines de mille francs.

Faut-il s'étonner de ces résultats, lorsque l'on sait quel est le système qui les produit. A peine les enfants sont-

ils remis à la Société, qu'elle les soumet à une discipline sévère, sous le régime de l'internat, grâce auquel il devient facile de leur enseigner les divers éléments de l'instruction primaire, quelques exercices militaires, la gymnastique. L'éducation occupe aussi une large place dans leur vie scolaire, car M. Bonjean considère avec MM. Guillot et Joly, que l'instruction ne suffit pas à moraliser, et que tous les ressorts de la volonté se détendent, tous les liens sociaux se relâchent, si l'idée de Dieu ne vient relever l'action de l'instruction (1). Tel est le rôle préparatoire de l'Ecole Crozatier. Cela fait, les enfants, suivant leurs aptitudes, sont dirigés vers tel ou tel établissement appartenant à la Société, et plus particulièrement, presque exclusivement même, vers ces vastes colonies agricoles, installées, parfois à la demande des propriétaires qui les offrent gratuitement, sur de grands domaines, où les bras ont complètement manqué.

Souvent aussi, la Société place ses pupilles, en groupe de quelques-uns seulement, chez des particuliers qui leur assurent des soins constants, l'instruction professionnelle et toutes les conditions nécessaires au bonheur et à l'amélioration morale de ces enfants.

Les résultats sont, paraît-il, excellents; à preuve que l'Assistance Publique confie beaucoup de ses protégés à la Société, et que nombre de municipalités sollicitent, à chaque instant, les conseils et l'appui de ses fondateurs pour créer des patronages, des orphelinats dont elles leur donnent ensuite la haute direction. De ces essais sorti-

1. Discours de M. Bonjean, 26 avril 1891.

ra, peut-être, le remède pratique contre la crise si aiguë et si funeste à tous, qui sévit sur l'agriculture en France.

M. Bonjean a pensé, et nous partageons entièrement son opinion, qu'en retirant à la rue, tous ces jeunes bras, pour les livrer à la terre, il travaillait à la fois à la prospérité du pays et au bonheur de ses plus malheureux enfants. Puisse-t-il avoir fait, avec ces derniers, de braves citoyens et des hommes de cœur, qui n'oublieront jamais de mettre à profit les bons conseils qu'ils ont reçus, et de montrer, par leur exemple, que « la vie ne consiste pas seulement à poursuivre la réalisation d'ambitions malsaines, de rêves personnels, de jouissances sans cesse plus convoitées, mais qu'il est dans la vie, quelque chose de bien plus grand, de bien plus noble, de bien plus enviable, et que le principe supérieur des sociétés consiste à s'aimer les uns les autres, à se dévouer les uns aux autres, pour introduire dans la pratique sincère cette merveilleuse fraternité, qui a mis dix-huit siècles à passer bien timidement de l'Evangile sur les marges de nos lois positives (1). »

La Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable a donné un exemple fructueux, et derrière elle, se sont élevées d'autres associations ayant le même but et capables d'obtenir les mêmes résultats. Ainsi l'*Union française du sauvetage de l'enfance*, dont le président est M. Jules Simon ; la *Société lyonnaise du sauvetage de l'enfance*, par laquelle des comités locaux

1. Bonjean, Compte rendu, 1882.

ont été organisés à Marseille, à Montpellier, et dans différentes villes du Midi ; l'*orphelinat de Vallon*, en Savoie ; divers établissements connus sous le nom générique de *Bon Pasteur*, pour les filles, et dont les plus renommés sont à Nevers, Bourges, Villefranche et Rodez ; les sociétés de *protection pour l'enfance abandonnée et coupable de Bordeaux et Toulon* ; les *refuges de Saint-Cyr et de Toulon* ; la *Ligue protectrice des enfants abandonnés et orphelins du Havre* ; le *Sauvetage de l'enfance à Annanay* ; le *patronage de la rue Clavel*, dont le pasteur Robin est le fondateur, — ces deux derniers établissements pour les enfants protestants ; — et tant d'autres œuvres, tantôt laïques, tantôt religieuses, dont l'énumération serait trop longue, mais dont le grand nombre fait honneur à l'intelligence et à la charité des personnes qui les soutiennent.

Beaucoup de ces établissements, à l'exemple de la Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable, sont reconnus d'utilité publique. Dans chacun d'eux, on assure aux pensionnaires de bons principes, une instruction satisfaisante, et un métier pour plus tard ; quelques-uns s'attachent plus particulièrement à conduire les jeunes gens jusqu'au jour de l'engagement dans l'armée, où ils trouvent parfois la belle récompense de l'héroïsme, et toujours l'honneur et la réhabilitation. Tous, enfin, donnent à l'enfance malheureuse leur dévouement et leurs soins, avec un désintéressement digne des plus grands éloges.

Ce n'est pas seulement en France qu'il en est ainsi. A l'étranger également, on s'est beaucoup occupé des

enfants abandonnés pour essayer de les arracher au péril certain qui les menace.

L'institution la plus considérable qui ait existé, en Belgique et Hollande, a été la *Société de bienfaisance Néerlandaise*, fondée en 1817, par le général Van den Bosch. En 1848, ces deux pays se séparèrent sur le terrain de la charité et la Belgique admit, dans sa loi du 3 avril 1848, le principe des écoles de réforme. Quelques mois plus tard, elle fonda Berneem, Ruysselede et Wynghein, sur lesquels nous reviendrons, en parlant plus loin de l'éducation correctionnelle.

Quant à la Hollande, elle ne cessa de compléter les mesures de protection pour les enfants abandonnés, en fondant les colonies libres de Frederick'soord Willem'soord, et Willemina'soord. Le domaine de ces établissements s'étend aujourd'hui jusqu'à 2000 hectares environ, sur lesquels des anciens colons sont restés installés après y avoir fait souche. C'est chez eux que sont placés les enfants actuellement confiés aux soins de la Société de bienfaisance néerlandaise, comme abandonnés. Le nombre de ces derniers s'élève à 400 environ. Ils reçoivent l'enseignement élémentaire et sont mis en apprentissage après douze ans.

Le rôle de l'Etat est fort simple en Hollande, car, aux termes de la Loi du 1^{er} juin 1870, l'assistance des pauvres est abandonnée aux institutions ecclésiastiques et privées. Il est même défendu à une administration publique quelconque d'assister un pauvre, avant d'avoir obtenu la certitude que ce pauvre ne peut pas être secouru par une institution ecclésiastique, ou placé. C'est ce qui explique

le nombre relativement considérable des établissements destinés à l'enfance malheureuse, dans ce petit pays, où 13.000 enfants sont élevés. Celui d'Amsterdam mérite une mention particulière. On l'appelle l'*Inrichting voor Stadsbestedelingen*. La plupart des pensionnaires, après un court séjour à la maison, sont envoyés à la campagne chez des particuliers, qui les occupent suivant leur âge.

La charité est donc, on le voit, abandonnée, à peu près complètement, à l'initiative privée. C'est d'ailleurs également ce qui a lieu en Suisse, où les cantons et les particuliers, pourvoient, sans le secours de l'Etat, à la protection de l'enfance malheureuse, par l'intermédiaire de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf associations d'assistance libre, dont le budget annuel s'élève à la somme déjà respectable de 2.218.962 fr. y compris 395.574 fr. de subventions.

L'assistance communale veille sur les orphelins pauvres et pourvoit à leur entretien, jusqu'à l'âge de 16 ans révolus. Ils sont ensuite placés, d'accord avec le tuteur, chez des particuliers, dont l'autorité s'assure les soins vigilants, par des inspections périodiques, qui ont pour but de constater, si l'éducation des enfants n'est pas négligée.

Si bien organisée que soit cette institution, elle nous paraît présenter une lacune, en ce sens qu'il manque un établissement central, où l'on puisse, à tout événement, mettre l'enfant à l'abri du vice et de la misère.

A ce point de vue particulier, le système adopté à Hambourg nous paraît préférable. La « *Rauhe haus* » est un établissement aujourd'hui considérable, puisqu'il

s'étend sur 200 acres de terrain, où s'élèvent une église, 25 maisons, entourées de magnifiques jardins, de prairies et de champs, et qui date de soixante années environ. Il fut fondé en 1833, par le Dr Wichern et le syndic Sievehing. Situé près de la grande ville, dans un site qui réveille un peu le souvenir de l'incomparable lac des Quatre Cantons, il se distingue des nombreuses institutions philanthropiques que compte Hambourg par sa renommée, actuellement répandue dans toute l'Allemagne. Il est dirigé par la confrérie dite des « frères de Horn » (du nom du faubourg le plus proche), qui depuis sa création a pris la direction d'un autre établissement similaire, situé près de Berlin, et dont le nom rappelle celui de l'apôtre saint Jean. L'un et l'autre ont le même but charitable et social, et tous deux s'appuient, pour l'atteindre, sur les mêmes principes et les mêmes convictions.

La Rauhe haus commença par n'être qu'un refuge pour ceux que nous appellerons, plus loin, les petits arabes des rues; aujourd'hui elle a considérablement étendu ses limites pour devenir une véritable école de réforme. On montre encore aux visiteurs la petite maison où furent recueillis les premiers pensionnaires de l'œuvre, et l'institution a conservé la mémoire de ses premiers pas, en réservant une catégorie aux enfants abandonnés, ses hôtes les plus anciens. Ils sont environ cent vingt, tant garçons que filles, vivant dans des petits pavillons séparés, où ils prennent en commun et par douzaine, les repas et les récréations, et passent les heures de repos et de prière. Dans la journée, ces petits groupes placés sous la direction d'un « Frère » aîné, se réunissent à

d'autres pour travailler, soit en classe, soit dans les ateliers. Les frères sont eux-mêmes à la fois, les instituteurs et les instructeurs professionnels. Ils appliquent leurs enfants à divers métiers qu'ils leur enseignent : la forge, la menuiserie, le charronnage, l'imprimerie, la reliure, l'horticulture, le jardinage, l'élevage des bestiaux, etc...

Chose remarquable, tout se passe comme en famille, sous la discipline la plus paternelle : pas de mur d'enceinte à l'établissement, liberté d'aller et de venir pour les pensionnaires, de recevoir leurs amis, et, ce qui vaut mieux que la contrainte et la force, entre tous un lien impérissable d'affection fraternelle. Inutile de dire que l'éducation donnée par les frères repose sur les principes chrétiens les plus sûrs, à l'application desquels ils apportent tout leur dévouement et dont ils se sont faits les missionnaires dans le monde entier. A l'heure actuelle, en effet, on les rencontre non seulement en Allemagne, mais en Hollande, en Danemark, Italie, Suisse, Angleterre, Etats-Unis, dans l'Inde et en Afrique, tantôt gardiens de prison, tantôt maîtres d'école, ou prédicateurs, ou infirmiers, et parfois même directeurs d'ateliers, d'hôtellerie, de maisons de réforme. Tous sont soumis à la maison mère de Hambourg, et unis entr'eux, à défaut de vœux, par des liens de véritable fraternité. Ils appartiennent à toutes les classes de la société, sont choisis parmi les jeunes gens les plus vertueux, les plus forts, et les plus travailleurs. C'est sur leur dévouement, leur courage, et leurs labeurs incessants que reposent l'espérance et l'avenir de la Rauhe haus.

Ils ont pris soin, d'ailleurs, d'appeler à leur aide le

puissant auxiliaire du patronage, en confiant aux notables de Hambourg, qui se la disputent à l'envi, la protection des groupes, ou des individus qu'ils renferment. Celui qui accepte cette mission, devient en quelque sorte le parrain de l'enfant : il le reçoit chez lui, lui fait des cadeaux, l'encourage, le soutient par de bons conseils, l'assiste dans toutes les difficultés ; et lorsque l'heure de la sortie est venue pour le pupille, il lui trouve un bon gagne pain, une situation dans laquelle il ne l'abandonne pas. Le patronage ainsi pratiqué, nous dit M. Tallack, secrétaire de la société Noward, à qui nous avons emprunté ces détails, produit les meilleurs résultats et les plus grands avantages.

A côté de la Rauhe haus, il existe encore dans l'Etat de Hambourg, qui s'est, on le voit, distingué, d'autres établissements dont le but identique est également atteint. Il faut citer : 1° l'École de répression, fondée en 1833, pour les enfants pauvres, sur qui les punitions n'ont point produit d'effet, et qui ne se sont cependant pas rendus coupables de délits ; ils y reçoivent l'instruction élémentaire, et y travaillent, comme dans toute autre école, sous la discipline sévère du silence et des châtiements corporels ; 2° La fondation Pestalozzi, faite en 1846 parla loge maçonnique « la Fidélité fraternelle de l'Elbe ». Elle a pour but l'amendement moral des enfants des deux sexes, qui, dans le milieu où ils vivent, sont exposés à contracter des germes de corruption, par la pratique de la devise favorite du célèbre instituteur suisse qui lui a donné son nom « Penser, Prier et Travailler ». Le régime est sévère, et le programme ressemble à celui des écoles

françaises; le travail aux champs y est considéré comme un élément fondamental et on s'attache surtout à former de bons ouvriers et d'honnêtes domestiques; 3° La fondation Nicolaï, dite « Ecole chrétienne », véritable maison de préservation, où les enfants bien portants trouvent la science; les malades et les faibles d'esprit, les soins que leur état comporte.

Le duché d'Oldenbourg, voisin de Hambourg, n'est pas resté en retard, et s'inspirant des progrès qui étaient accomplis près de lui, et aussi de la Loi prussienne du 13 mars 1878, il s'est donné une législation qui prescrit la construction d'une maison d'éducation et de correction pour les garçons, et permet d'y interner ou de confier à une famille honorable choisie par le Ministre de la Justice, les enfants de 8 à 18 ans, ayant commis quelque action punissable; ceux qui ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, et même ceux qui ont été condamnés comme ayant agi avec discernement, lorsqu'ils ont subi une peine inférieure à six mois; enfin les insoumis en correction paternelle. Le placement peut être demandé par le magistrat de police, les parents ou le tuteur; il est prononcé par le Tribunal de baillage, qui peut l'ordonner même d'office; il a lieu de préférence dans une famille, que la loi reconnaît plus apte qu'un établissement correctionnel, à réussir dans la tâche difficile d'amendement et de relèvement qui lui incombe. La famille nourricière doit s'engager à faire vivre l'enfant qui lui est confié, à son foyer et de la même manière qu'elle-même; ceci nous paraît être une garantie indispensable du succès des placements de ce genre. Enfin la libération conditionnelle peut être accordée, mais

elle n'est que provisoire jusqu'au jour où l'enfant a atteint ses 18 ans, et peut toujours être révoquée par le ministre de la justice.

Nous avons quelque peu anticipé, en donnant ces détails, sur ce que nous devons dire en discutant les mesures repressives contre l'enfance coupable. Mais nous aurons encore suffisamment à parler alors de l'Allemagne, en exposant la législation qu'elle s'est donnée en 1878, sur l'éducation forcée.

La Suède, où le prince Oscar a été le véritable promoteur de la civilisation, par ses travaux et son zèle, mérite d'être citée parmi les premières : elle possède aujourd'hui, un nombre relativement considérable d'établissements grands et petits, en faveur de l'enfance malheureuse et abandonnée, dus à la charité privée.

Au surplus, les mineurs de 25 ans, dépourvus de moyens d'existence ont droit à l'assistance publique. Ils sont, en général, mis en pension chez des particuliers, ou dans des fermes, maisons de travail, appartenant à l'administration.

Il y a quelques années, un de nos regrettés confrères, Fernand Desportes, après avoir visité la Suède, d'où il revenait émerveillé, rapportait que l'assistance publique possédait 2134 établissements. Il avait donc raison de constater combien était grande en Suède l'extension de ce service charitable.

Le Portugal s'est également intéressé aux enfants abandonnés, et trouvés sans secours, pour lesquels il a fondé la colonie agricole de la villa Fernando en 1880. A l'heure actuelle, une autre colonie doit être sur le point de

s'ouvrir, aux portes mêmes de Lisbonne, si déjà elle n'a reçu des pensionnaires.

Arrivons maintenant à l'Angleterre. Cette nation marche la première sans contredit, dans la voie où nous suivons en ce moment, l'effort de la civilisation pour prévenir le crime, par les soins donnés à l'enfance délaissée, contre les séductions du vice et les tentations de la débauche. Nous croyons bien voir, en effet, cette nation réaliser la perfection, dans l'institution de ce qu'elle appelle du nom général *d'écoles industrielles* (industrial schools), où l'éducation, l'instruction, les soins, le vivre et le couvert sont assurés aux plus pauvres enfants.

L'origine de ces établissements remonte au Dr Bernardo et au Rév. Stephenson. Le premier de ces hommes était encore étudiant en médecine, lorsqu'il fonda le home pour les enfants abandonnés. Il recueillit, un soir de l'hiver 1870, dans sa modeste chambre, un pauvre enfant, mourant de faim et de froid; il le fit causer, après l'avoir réconforté, et apprit ainsi la retraite d'autres malheureux. Dès lors, le Dr Bernardo se mit en campagne, à la recherche des enfants abandonnés, passant ses nuits à découvrir leur gîte, et ses journées à trouver le moyen de les nourrir et de les instruire. Dans son home, il organisa, à force de zèle, de démarches, de privations et de meetings, l'instruction primaire et un atelier, où des contremaîtres enseignèrent aux enfants les métiers les plus usuels. Quelques-uns, les plus réfractaires à la civilisation, furent envoyés dans la Marine, pour laquelle il créa une école préparatoire (School-ship), qui a donné, depuis, de brillants résultats. Par contre, certains enfants, les plus maniables, furent employés dans

la ville à des petites industries, telles que commissionnaires (messenger brigade), cireurs de bottes (school black brigade), fendeurs de petit bois (Wood chapping brigade), etc.....

Peu à peu, le Dr Bernardo fut amené à s'occuper également des filles : il les envoya d'abord dans une ferme, à la campagne, et aujourd'hui elles sont groupées en familles de vingt, dans des cottages bâtis pour leur procurer les bienfaits inconnus du foyer paternel.

L'œuvre du pieux philanthrope n'a cessé de s'étendre, elle a multiplié les institutions de préservation nécessaires, ou même simplement utiles à l'enfance malheureuse, au fur et à mesure que les dons affluaient, par centaines de mille francs, chaque année.

Le Rev. Stephenson, dont nous avons plus haut cité le nom, suivit l'exemple du Dr Bernardo, en créant à Bonner-Road, des maisons où garçons et filles vivent en familles constituées, suivant l'âge et le sexe des différents membres de la communauté. Depuis quelques années, une ferme près de Botton, dans le nord de l'Angleterre, reçoit ceux de ces enfants qui ont quelques aptitudes pour l'agriculture. Quant aux plus difficiles, ils sont expédiés chaque année au Canada, où un home a été établi dans l'Ontario à Hamilton, pour les recevoir jusqu'au jour où ils se placent, et les recueillir toutes les fois qu'ils manquent de travail.

Telles sont les grandes œuvres privées, dont la conception a servi d'origine à l'école industrielle officielle (certified), dont il nous faut maintenant parler.

La législation qui la régit est l'Act du 10 août 1866, d'a-

près lequel, tout enfant mendiant, vagabond, orphelin, in-soumis à ses parents ou son tuteur, fréquentant la compagnie de voleurs notoires, et dont les parents sont en prison, peut être envoyé à l'industrial school. Il est une autre catégorie d'enfants, pour lesquels l'école industrielle est un avertissement et en même temps une menace d'internement dans une Reformatory ; ce sont les mineurs de 12 ans coupables d'un délit punissable de l'emprisonnement, mais qui n'ont pas été déjà condamnés pour crime en Angleterre (felony), ou pour vol en Ecosse (theft), et paraissent au Juge dignes d'indulgence (art. 15).

Nous nous trouvons là, nous semble-t-il, en face d'un gros inconvénient. On confond en effet dans les mêmes établissements, l'orphelin, le vagabond et le petit délinquant, pour lesquels un traitement absolument différent nous paraît s'imposer, tandis qu'en France, on envoie les uns à l'Assistance publique et les autres dans les maisons de correction. On peut, il est vrai, remédier à ces difficultés, par le système des catégories, mais la loi anglaise n'a pas établi cette classification préservatrice.

Comment et en vertu de quel ordre tous ces enfants sont-ils envoyés dans les maisons de correction ? C'est ce que nous apprend l'acte de 1866, dans les articles 15, 16, 17 et 18. Dans les comtés, l'ordre écrit doit être signé de deux juges de paix, et à Londres par le Lord maire, ou par deux aldermen of the City, ou encore par le magistrat de police. La loi donne à toute personne le droit de conduire devant ces divers fonctionnaires, les enfants vagabonds, mendiants, abandonnés ou fréquentant la compagnie des voleurs. Mais en fait les choses ne se passent pas

ainsi. A l'instigation de la Société de l'Union des écoles de réforme et des refuges, le comité scolaire de Londres a nommé des agents (*boy's beadle*), qui parcourent les différents quartiers de la ville, ramènent les enfants aux écoles publiques, et livrent aux magistrats ceux qui refusent d'obéir. Le plus souvent c'est le policeman qui a arrêté l'enfant en état de vagabondage ou de mendicité, qui le conduit directement devant le juge, à moins que l'audience ne soit passée, auquel cas il est gardé dans une cellule jusqu'au lendemain; une courte enquête est faite, dont le policeman rend compte au magistrat; les parents sont entendus, et suivant la décision, l'enfant est immédiatement remis en liberté ou conduit à l'Ecole industrielle.

Les familles qui le peuvent faire, sont obligées, et au besoin contraintes par corps, à verser entre les mains d'un receveur public; le prix de la pension, dont le maximum ne peut jamais excéder quatre shillings par semaine (art. 39). Ce simple trait indique déjà que l'école industrielle n'est pas une prison; il est plus exact de dire qu'elle est un internat, où l'on impose aux pensionnaires, sous une rude discipline, faite cependant de compassion et de bonté, les bienfaits d'une instruction primaire très suffisante et d'une éducation professionnelle complète. La religion y est enseignée, et les enfants ne sont placés dans un établissement industriel, qu'autant que le juge s'est, par avance, assuré qu'on y donne un enseignement conforme au culte dont ils dépendent.

Les enfants sont gardés à l'école jusqu'à l'âge de seize ans; ils peuvent, cependant, y rester plus longtemps, mais alors de leur propre volonté. Si l'un d'eux tente de

s'évader, il est condamné à quelques jours de prison, à l'expiration desquels, sa réintégration dans l'école a lieu; s'il se montre insoumis, il est envoyé au Reformatory, après avoir passé par la prison. Par contre, ceux qui se conduisent bien, peuvent, à tout moment, être mis en liberté conditionnelle, obtenir la « licence » de demeurer chez une personne respectable, qui accepte de les recevoir, ou même encore être placé en apprentissage, par les soins de l'administration.

Telle est la législation de 1866. Elle a produit d'excellents résultats, au point que le nombre des enfants élevés dans les Reformatories, a diminué dans des proportions considérables, et que celui des crimes commis par des jeunes gens est descendu de 13.981 qu'il était en 1856, à 5.700 en 1882. C'est ce résultat consolant que constatait, à la fin de sa laborieuse carrière le Rev. Turner, ancien inspecteur des écoles de réforme et industrielles, en exprimant l'espoir de voir couronnée de succès l'œuvre de rédemption, à laquelle il avait consacré sa vie. « Il est permis de penser, disait-il, qu'on ne bâtira plus aucune école de réforme, et que plusieurs sont appelées à disparaître dans l'avenir. Pour ce qui est des écoles, si on cesse d'y envoyer les enfants sans protecteur, les orphelins pauvres, dont la place est dans les écoles de charité, il est probable que le nombre de ces établissements ne s'accroîtra pas davantage... ils serviront surtout aux enfants qui font l'école buissonnière, et seront un moyen d'obtenir une fréquentation plus régulière des écoles du jour (1)... »

1. Rapport sur les Ecoles de Réforme et les écoles industrielles, 1876.

Voilà ce qu'a pu l'Angleterre, avec les seuls secours de l'initiative privée, dont l'Etat encourage seulement les efforts, en donnant aux établissements créés le titre d'écoles certifiées. Nous ne pouvons en terminer avec la Grande-Bretagne, sans citer le nom d'Addleston (Surrey), où se trouve le *village des familles de la Princesse Marie*. Les juges de paix peuvent y envoyer les enfants du sexe féminin, qui ont un de leurs parents condamné pour crime, ou sont sans domicile, ou encore exposés, par une circonstance quelconque, à des influences démoralisantes. Les jeunes filles de la première catégorie sont toujours préférées, et les autres n'y trouvent place, qu'autant que celles-ci ne remplissent pas l'établissement.

L'instruction des enfants est avant tout religieuse. Ce principe qui a servi de base à l'œuvre de la duchesse de Teck est celui de M. de Metz dont les Anglais ont reconnu les avantages par plusieurs fondations, notamment celle de Red Hill, le Mettray britannique.

Les Etats-Unis ont fait plus encore que l'Angleterre, en organisant à côté de l'enseignement industriel, des agences d'émigration et de placement dans l'Ouest, pour les jeunes gens mineurs de 23 ans, dont le nombre s'élève à 50.000 environ chaque année ; et l'œuvre des logements à bon marché (*lodging houses*), où tous les abandonnés peuvent se présenter, avec l'assurance d'y trouver le gîte, le couvert, le blanchissage et l'habillement, gratuits pour ceux qui n'ont rien, et moyennant une contribution qui ne peut jamais excéder six cents (30 centimes) par jour, pour ceux qui possèdent au contraire quelques ressources. L'établissement est muni de gymnase, salle de bain,

école où l'on donne l'enseignement primaire et enfin d'une caisse d'épargne (Saving Bank), où chaque pensionnaire peut déposer ses économies. L'administration de ces logements s'occupe de faire réintégrer aux enfants, la maison paternelle, quand cela est possible, ou de les placer, mais sans cependant leur laisser oublier que chacun doit se suffir par son travail. Les résultats obtenus sont excellents : en un an, l'une de ces maisons de logements à bon marché, avait fourni 91.253 repas et 86.880 couchers; 1311 enfants avaient déposé à la Saving Bank, environ 1708 francs; 527 avaient été placés, et 973 renvoyés à leurs parents ou amis.

Mais les Etats-Unis ne se contentent pas de ce moyen de préservation; ils en ont un autre : les Ecoles Industrielles de jour. A la différence de ce qui existe en Angleterre, elles ne sont que des externats, et n'avaient primitivement reçu de la Loi, ni tutelle, ni droit de détention : les enfants s'y rendaient volontairement. Le 12 avril 1853 (1) une loi a été votée à l'instigation de l'American Female Guardian Society, qui permet au magistrat de police, aux juges de paix, etc., d'y envoyer tout enfant âgé de 5 à 14 ans, jouissant d'une bonne santé, vagabond et paresseux, trouvé sans occupation légale, à moins que les parents ne veuillent prendre l'engagement de le garder

1. Texte dans le rapport fait à la Chambre par M. Gerville-Réache (séance du 26 mai 1884) auquel nous empruntons quelques détails, notamment sur les législations Anglaise et Américaine.

Y voir Documents parlementaires Chambre, I^{re} Partie, 1884 page 228.

et de l'occuper (art. 5). Mais de quelque manière qu'ils entrent à l'école, ils y trouvent tous, avec l'instruction primaire, et l'apprentissage d'un métier, la nourriture et le vêtement. Après deux années de fréquentation assidue, ils sont en état de suivre les cours de grammaire des écoles publiques ou de gagner leur vie. Les filles y sont tout aussi bien partagées que les garçons, et de nombreuses sociétés de dames se sont formées pour s'occuper d'elles. L'une de ces associations, dont nous avons déjà rappelé le nom « female guardian society », a même créé un internat. D'autres se sont élevés ensuite, et depuis une quarantaine d'années environ, multipliés dans des proportions considérables. Les plus célèbres d'entr'eux : l'Ecole Publique de Michigan pour les enfants abandonnés, et le New-York Juvenile Asylum, méritent une mention spéciale.

1° Ecole Publique du Michigan. — L'Ecole publique du Michigan pour les enfants abandonnés a été ouverte en 1874. Jusqu'à cette époque les malheureux qu'elle recueille aujourd'hui et qu'elle sauve, n'avaient d'autre refuge que les maisons des pauvres du comté, où ils étaient confondus avec des hommes, des femmes, de tout âge, au préjudice de leur avenir et de leur sincérité.

Trois principes lui ont servi de base, que M. Randall nous rappelle dans la notice qu'il publiait en 1881, dans le *Bulletin de la Société des Prisons*, (1) et qui peuvent se résumer de la façon suivante :

1° C'est un devoir pour l'Etat de veiller à l'éducation des enfants abandonnés, et de les rendre à la vie de famille. C'est aussi son intérêt, il est facile de le comprendre sans autre commentaire.

2° Il faut les préserver de tout contact avec les condamnés ;

3° Le séjour dans un établissement public est nécessaire pour eux, mais ne doit être qu'une préparation à la vie de famille, un moyen de la rétablir et non un équivalent pour la remplacer.

Ces trois principes ont trouvé leur application pratique à l'Ecole publique du Michigan : tous les pauvres et les abandonnés y sont recueillis ; on les y groupe en cottages, sous la direction d'une mère de famille, qui veille tout particulièrement à leur conduite, à leur éducation morale et religieuse, et préside à leurs repas et à leurs jeux. Des professeurs choisis donnent l'instruction dans des classes appropriées à l'âge de ceux qui les suivent, tandis que des métiers soit agricoles soit industriels, sont enseignés à tous, suivant leurs aptitudes. Enfin lorsque l'occasion s'en présente, l'enfant est placé dans une famille dont le chef s'engage par écrit à continuer son éducation et à le traiter comme un des siens. « Combien d'enfants ont été ainsi sauvés de la misère et du crime, nous ne saurions le dire, écrit M. Randall ; mais nous pouvons affirmer au nom de notre expérience passée, et de celle des autres pays, que ce nombre est considérable ».

2° New-York Juvenile Asylum. Avant d'y entrer, l'enfant est admis dans la maison de réception, qui est, aux Etats-Unis, l'antichambre obligatoire de toutes les institu-

tions qui s'occupent de l'enfance abandonnée. On l'y met seul dans une chambre, on l'entoure de soins et d'affection, pour gagner sa confiance, et lorsqu'on a agi ainsi sur son esprit, on le place dans l'école.

Après avoir passé vingt jours dans la maison de réception, l'enfant peut être mis en liberté par le magistrat. Les Américains attachent avec raison, une très grande importance à ce stage, car ils comprennent à merveille, combien est grave la responsabilité qu'assume la société, en retirant à l'enfant sa liberté : « C'est la responsabilité du bien ou du mal qu'il peut recevoir des influences dont il va être entouré, dit M. Sanborn, secrétaire du comité de charité de l'Etat de Massachussets. A ce moment critique, effrayé, troublé, incertain de ce qu'il doit faire, il faut qu'il soit placé sous la meilleure influence. » Tel est le but de la maison de réception.

Dans l'asile, le temps est partagé entre l'instruction et le travail manuel, approprié au sexe des pensionnaires : couture, lingerie, cuisine pour les filles, jardinage, boulangerie, cordonnerie, vêtements, etc., pour les garçons. La religion y est enseignée, et on essaie de donner aux enfants des principes de morale, de probité et d'ordre, capables d'en faire de bons citoyens.

Pour leur apprendre le nécessaire, il faut compter en moyenne de six mois à deux ans, après lesquels ils sont placés en apprentissage, rentrent dans leur famille, ou partent pour les régions de l'ouest, chez de grands fermiers. Plusieurs des anciens pensionnaires du New-York Juvenile Asylum, ont acquis, paraît-il, dans l'Illinois, des biens considérables, et sont devenus dans ces pays si ri-

ches et encore presque déserts, de gros propriétaires.

Les fonds publics, au contraire de ce qui a lieu en Angleterre, viennent ici en aide à l'initiative privée, et contribuent pour moitié aux dépenses nécessitées par l'entretien du New-York, Juvenile, Asylum (Loi de 1852, art. 27 et suiv.).

Les autres états civilisés de l'Amérique ont suivi l'exemple de New-York, en fondant des écoles industrielles. Le Massachussets a même inauguré un système digne de remarque : En 1869 et 1870, un agent de l'Etat a été chargé de prendre soin des jeunes délinquants. Toute plainte contre eux doit être portée devant lui. Il fait une enquête, assiste à l'audience et réclame dans l'intérêt de l'enfant, tantôt l'acquittement, tantôt une admonestation, quelquefois une amende contre les parents, et s'il ne s'agit pas d'une première poursuite, il obtient une sentence « of probation », pour un temps déterminé, pendant lequel, il se charge de faire à nouveau l'éducation de l'enfant, de veiller sur lui, et de tenter tout le possible pour l'améliorer. Dans ces divers cas, l'enfant ne quitte pas sa famille. Si l'agent de l'Etat pense qu'il n'y doive trouver que de mauvais exemples, il demande au tribunal de le mettre à la disposition du Conseil d'hygiène et de bienfaisance, par les soins duquel il sera placé.

Ainsi, on le voit, on a recours à tous les moyens préventifs, avant d'envoyer l'enfant en prison ou dans un établissement correctionnel. Ce système a produit d'excellents résultats, au point qu'en 1880, il y avait dans le Massachussets, 300 jeunes délinquants de moins qu'en 1870, malgré l'accroissement de la population, pendant ce même

laps de temps(1). On avait d'ailleurs vendu les deux bateaux destinés à recevoir les enfants mis en correction, puis promulgué une loi portant application de même principe aux mauvais sujets adultes.

Le Massachusets a donc fait un pas de plus que les autres Etats, en montrant que l'Ecole industrielle qui coûte fort cher, peut être remplacée par quelque chose de moins dispendieux et de meilleur encore, la surveillance des familles, la substitution des familles d'adoption à celles qui négligent leurs enfants ; deux institutions qui ont entr'autres avantages, celui de conserver l'enfant dans l'état social, où il doit vivre plus tard.

Le législateur français ne pourrait-il pas les adopter également, avec les organisations qui en sont l'accessoire, sans passer par l'Ecole Industrielle, dont les projets d'établissement chez nous, ont donné lieu à de si vives discussions. Il ne s'agit pas de faire aux lois étrangères, des emprunts dont la nôtre ne saurait s'accommoder, mais simplement d'étendre le champ d'application de la loi de 1889, en investissant, non pas seulement l'Assistance Publique, mais des orphelinats, des asiles ouverts par la charité privée, du droit de recevoir et de garder les enfants qui leur seraient confiés. Créons des établissements comme les New-York Juvenile Asylum, aussi puissants, aussi bien appuyés que lui, nous obtiendrons le désirable résultat que depuis longtemps les Etats-Unis ont enregistré : la diminution incessante des enfants mis en

1. Ces chiffres sont rapportés par M. de Corny. *Revue pénitentiaire*, 1881, p. 206.

correction. Au lieu d'être obligés de réprimer le crime, nous n'aurons plus qu'à le prévenir, et nous cesserons d'avoir chaque jour sous les yeux, le spectacle écœurant de ces jeunes gens de vingt ans, voleurs, faux-monnayeurs, assassins, qui sont entrés dans la maison correctionnelle, chargés d'une faute quelquefois insignifiante, et en sont sortis tout à fait corrompus.

C'est qu'en effet, chez nous, les moyens préservatifs et l'assistance ne sont pas suffisamment développés, tandis que la prison est toujours ouverte pour recevoir de nouveaux hôtes.

Entrons-y donc maintenant derrière eux, et voyons ce qu'a fait le législateur moderne pour punir les chûtes, qu'il n'a pas réussi à conjurer.

CHAPITRE II

MESURES RÉPRESSIVES CONTRE L'ENFANCE COUPABLE.

Notre Code pénal a édicté pour les mineurs de 16 ans (1), une législation spéciale, dont on justifie l'existence, en fixant à cet âge ce qu'on a appelé la majorité pénale. Elle ne correspond donc pas dans l'esprit du législateur à la majorité civile. Il y en a, dit-on, une bonne raison. Jusqu'à vingt-et-un ans, l'adolescent est incapable de comprendre les subtilités de la Loi, la portée d'un engagement, l'étendue d'un contrat, mais après seize ans, il sait quand et comment une action est répréhensible. La distinction du bien et du mal est naturelle, pour ainsi dire, chez l'homme; au contraire, celle de ce que permet et défend la Loi écrite s'apprend, et pour la saisir entièrement, il est nécessaire de mettre en œuvre l'intelligence et la raison.

1. Au Congrès de Saint-Petersbourg, il s'est trouvé quelques orateurs, pour proposer d'étendre jusqu'à 18 ans l'irresponsabilité des mineurs. La Belgique, comme nous le verrons plus loin, a, en effet, adopté cette limite.

Donc, toutes les fois qu'un enfant se présentera devant le Tribunal, la question se posera d'abord, de savoir s'il est ou non majeur de seize ans. A-t-il dépassé cet âge? il doit être jugé, comme tous les délinquants, avec la même loi et les mêmes sévérités. Ne l'a-t-il pas encore atteint au contraire? les juges devront examiner un autre point, tout d'abord, et se demander si en accomplissant l'acte mauvais, le mineur de seize ans a agi avec ou sans discernement (C. P., art. 66 et 67). Et la solution qui sera donnée est bien importante : car, suivant qu'il sera déclaré avoir agi, avec ou sans discernement, il sera envoyé en prison, ou bien, au contraire, acquitté, remis à ses parents, ou placé dans une maison de correction (1).

Tout ce système est-il bien logique et bien conforme à l'intérêt de la Société, qui en punissant les coupables, doit avant tout chercher leur amélioration?

Nous pensons, quant à nous, que si à seize ans l'enfant est capable généralement de distinguer le bien du mal, il

1. Il existe même à Paris, des établissements, dits patronages, dans lesquels sont envoyés par l'administration, les enfants acquittés comme ayant agi sans discernement. Il y en a cinq : trois pour les filles, et deux pour les garçons. M. le président Flandin, après les avoir visités, a fait sur leur organisation, un intéressant rapport relaté dans le *Bulletin de la Société des prisons* (1888 page 327 et suivantes). Dans tous, l'instruction élémentaire est donnée quelques heures par jour et on apprend aux enfants des métiers appropriés à leur sexe. A l'expiration du temps pour lequel ils ont été envoyés en correction, on les place chez des patrons connus du Directeur. Les plus connus de ces établissements sont ceux de la rue de Mézières 9, pour les garçons, et de la rue de Vaugirard, 71, pour les filles.

l'est aussi à dix ans, mais que, ni à dix, ni à seize, il ne peut en principe comprendre l'étendue de sa faute, en prévoir les conséquences, et connaître la Loi qui punit l'infraction commise par lui. Il n'y a donc pas, selon nous, de raisons majeures, pour séparer la majorité pénale de la majorité civile. Mais nous allons plus loin encore, et nous nous demandons quelle peut être l'utilité pratique de la distinction du discernement et du non discernement.

Si le Tribunal déclare que le mineur a agi avec discernement, il l'envoie dans une prison, soit pour une longue, soit pour une courte peine.

Est-ce pour des mois ou des années? Pendant ce temps, l'enfant se décourage, perd sa santé, dont la formation n'était pas achevée, s'habitue à la prison, s'y pervertit par le commerce des autres criminels, et quand il sort, c'est pour tomber sans énergie, sans force physique, accablé de honte et de vices, dans les bras du crime. Tant est vraie cette parole de M. le sénateur Bérenger : « La préoccupation qui inspire la plupart de ses actes, c'est le désir de se montrer homme à son tour; de là, ce besoin d'imitation des malfaiteurs qui l'entraîne inévitablement vers le mal ».

Est-ce au contraire pour quelques jours seulement? cela suffit encore à l'enfant qui, par étourderie ou même dans un moment de méchanceté, a commis une faute, pour devenir foncièrement mauvais. Il est fort rare, en effet, qu'il puisse être mis en cellule, tant est petit le nombre des prisons françaises qui en sont pourvues; il est donc, en général, soumis à tous les dangers, à toutes les

promiscuités du régime commun. Un geste, un mot, suffisent alors pour décider de son avenir et pendant la journée entière, il n'entend et ne voit autour de lui que paroles immorales, exemples funestes, tentations de toutes sortes, et complots pour le jour même de la libération.

Cet enfant, après huit jours seulement de ce régime horrible, sortira de la prison, où vous aviez espéré pouvoir lui suggérer le repentir et de bonnes résolutions, entièrement corrompu et capable de tout; témoin ce malheureux, qui sur le point d'être condamné à mort, écrivait à ses parents, leur reprochant amèrement de l'avoir autrefois fait interner à la petite Roquette, pour quelque peccadille, et ajoutait : « A ce moment-là, je pouvais me relever, je n'étais que blessé, mais aujourd'hui je suis mort » (1).

L'intérêt du justiciable et le bien public attestent donc l'inutilité pratique de la distinction faite par le Législateur entre le discernement qui conduit à la prison, et le non discernement, grâce auquel, l'envoi en correction devient possible.

Mais, bien plus, c'est au nom de la Justice même, qu'il faut en réclamer la suppression, comme M. Gauckler, le savant professeur de Caen, le faisait si éloquemment et avec tant de conviction au congrès de Berne, en 1890. A quoi aboutit-elle, en effet? Lorsqu'une faute légère a été commise par un enfant, s'il est déclaré avoir agi avec discernement, le Tribunal lui infligera quelques jours de prison. Le lendemain, un autre mineur de seize ans, lui sera déféré sous la prévention du même fait, celui-ci sera

1. Guillot. *Les prisons de Paris*, page 317.

reconnu avoir agi sans discernement, et, en conséquence, acquitté. Mais comme ses parents n'offrent aucune espèce de garantie, on l'enverra dans une maison de correction « pour tel nombre d'années que le jugement déterminera », dit le texte de l'article 66. De sorte que pour un même fait, l'enfant des deux le moins coupable, celui-là même qui ne l'est pas du tout, sera le plus sévèrement puni, car, en réalité, la peine consiste bien dans la privation de la liberté, qui semble si bonne aux enfants; peu importe d'ailleurs, le nom dont on décore l'établissement dans lequel elle est subie, qu'il s'appelle prison ou maison de correction.

Voilà la première conséquence injuste du système suivi par le Code Pénal. Beaucoup de tribunaux essayèrent de l'éviter, en déclarant toujours que l'enfant avait agi avec discernement, alors qu'ils ne pouvaient avoir confiance dans les parents. De cette façon, il leur était possible d'infliger au mineur une peine de prison très minime, plutôt que de l'envoyer, pour une peccadille, pendant quelques années ou même une seule, dans une maison de correction. Ils croyaient assurer ainsi, d'une manière efficace, le salut de l'enfant; mais pour obtenir ce résultat, ils étaient obligés de violer la lettre de la Loi, en faisant un mensonge; et chose plus grave encore d'imposer un casier judiciaire à un enfant désormais flétri.

Ce n'était pas seulement pour éviter à l'enfant de longs jours d'internement et de dépendance qu'ils agissaient ainsi, c'était également et peut-être surtout, par aversion pour les maisons de correction, dont la réputation, il faut le reconnaître, n'avait rien de flatteur, il y a

quelques années. Leur régime a été cependant amélioré ces temps derniers, et le Tribunal correctionnel de la Seine, sous la direction d'un de ses membres les plus distingués et les plus compétents, M. le vice-président Flandin, en face de ce nouvel ordre de choses, est entré dans une voie tout opposée, se mettant en cela d'accord avec M. Gauckler, dont nous avons déjà plus haut cité le nom.

C'est à la suite d'une enquête sur les maisons d'éducation correctionnelle, dont il avait été chargé par M. le Procureur général, en 1887, que M. Flandin, qui avait jusque-là éprouvé, nous dit-il lui-même, une réelle répugnance à demander le renvoi d'un mineur de seize ans, dans une maison de correction, changea d'avis, en essayant, avec succès d'ailleurs, d'entraîner après lui les magistrats de sa chambre, spécialement chargée du service des enfants. Il constata de si évidents avantages à l'éducation correctionnelle donnée sagement avec le concours du patronage, qu'il a pensé trouver en elle la sauvegarde de l'enfance coupable. Et c'est avec raison, croyons-nous, qu'en principe, aujourd'hui, le Tribunal de la Seine décide que le mineur a agi sans discernement, ce qui lui permet de l'envoyer en correction jusqu'à l'âge de dix-huit ou vingt ans, suivant le conseil donné par un homme dont l'expérience est incontestée. « La prison, dit M. Guillot (1), ne vaut rien pour l'enfant », il lui faut une éducation prolongée, des travaux qui l'intéressent, lui préparent des moyens d'existence, la vie à l'air libre et

1. Guillot. Déjà cité, page 335.

une forte discipline » (1). M. Lèveillé reprochera peut-être à cette nouvelle jurisprudence, d'énervier la répression en manifestant son étonnement de ce que « un misérable âgé de quinze ans, dix-huit ans, vingt ans, qui le soir éventrerait un passant pour lui voler un porte-monnaie, une montre, ne devrait jamais, bien qu'il eût compris en fait et voulu son acte, encourir une répression quelconque ». Mais nous espérons qu'elle pourra lui répondre par des résultats, que le crime épouvantable qu'il suppose, sera pour ainsi dire une pure hypothèse, le jour où chacun aura fait son devoir, pour aider à prévenir le délit des enfants, par les mesures dont nous avons longuement parlé pus haut, et où les tribunaux comprenant tout le

1. Il faut cependant citer, contrairement à cette opinion, celle de M. l'abbé Crozes, le vénérable aumônier de la Petite Roquette, décédé en 1888, et qui dans l'enquête de 1872, sur les établissements pénitentiaires, déclarait que l'emprisonnement individuel était à ses yeux « le seul système qui puisse procurer la solution de problèmes si débattus, et il ajoutait qu'il n'est pas d'école, où les enfants fassent des progrès plus rapides qu'en cellule ». Il avait soin néanmoins de bien mettre en lumière que ce résultat ne pouvait être obtenu qu'à une seule condition absolument *sine qua non*, à savoir que toutes les précautions soient prises pour sauvegarder la santé de l'enfant, telles que plusieurs heures par jour d'exercices physiques au grand air. (Enquête parlementaire Tome I. page 256).

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion adoptée, il faut bien reconnaître que certaines règles communes s'imposent aussi bien à la maison de correction qu'à la prison, telle, par exemple, celle de la séparation nocturne, et même de jour pendant les premiers temps de la détention. Dans une prison, il faut appliquer la cellule, si cela est possible pendant tout le séjour du condamné.

bienfait d'une éducation correctionnelle éclairée, se seront décidés à confier aux maisons qui la donnent, tous les mineurs, dont une faute première peut faire soupçonner un caractère dangereux ou des tendances perverses (1). Cependant on pourrait encore réserver la prison, à condition qu'elle soit strictement cellulaire, pour quelques crimes horribles, tels que le viol et l'assassinat, ainsi que l'a fait M. Hass, dans son nouveau projet de code pénal suisse. Aussi, sous réserve de cette exception, croyons-nous que le législateur ferait une œuvre de justice et d'utilité, en abrogeant les articles 66 et 67 du code pénal, et en déclarant que tout mineur coupable de délit ou de crime, sera renvoyé dans une maison de réforme, où il suivra un régime moral, en rapport avec sa faute, dont la sévérité sera exactement mesurée à son degré de corruption.

Il ferait mieux encore, en décidant, comme cela existe dans certains pays, en Italie, en Espagne, en Hongrie (2) qu'au dessous d'un certain âge minimum, l'enfant ne saurait encourir aucune responsabilité, et ne pourrait être placé, après un délit, que dans un patronage, école indus-

1. Les tribunaux peuvent être très utilement aidés dans la détermination de leur opinion sur ce point par les membres du barreau qui font partie du comité de défense, à l'exemple de celui de Paris, qui depuis trois années fonctionne avec la plus parfaite régularité et le plus incontestable succès sous la présidence de M. le bâtonnier Cresson.

2. En Italie, l'âge minimum de l'irresponsabilité pénale est 9 ans, en Espagne également. La Législation Hongroise va plus loin et décide (8 3 C. P.) qu'au dessous de 12 ans, le mineur ne peut être responsable de ses actes.

truelle ou autre institution semblable, n'ayant aucun caractère répressif.

C'est qu'en effet, entre la maison de réforme et la prison, il y a une distance considérable et presque un abîme.

La prison n'imprime-t-elle pas au front de celui qui l'a subie un stigmat ineffaçable, dont il ne sera pas possible ou tout au moins pas facile de se débarrasser? S'il tente, en un jour de courage, de rentrer dans la voie du travail, il trouvera devant lui, comme un obstacle infranchissable à sa bonne volonté, le casier judiciaire, dont la production est tous les jours exigée davantage. Il errera donc en vain de porte en porte, d'atelier en atelier, demandant à tous un morceau de pain, qui lui sera partout impitoyablement refusé, à cause de ses antécédents. Qu'on ne parle pas de la réhabilitation; elle n'est pas à la portée des délinquants de cette catégorie. Le délai qu'il est nécessaire de laisser écouler, avant de la demander, les lenteurs qu'elle subit, en font un remède assez peu pratique. Au contraire, celui qui aura été envoyé dans une maison correctionnelle ne s'entendra pas reprocher le reste de sa vie, d'y avoir passé quelques années, aucune trace de son internement ne devant subsister.

Mais ce n'est pas tout : s'il est vrai que le but le plus désirable à atteindre soit l'amélioration, il faut reconnaître pour être juste, que l'on y parviendra bien plus sûrement à la maison de réforme, où les efforts persévérants auront le temps de se multiplier et de porter des fruits, qu'en prison, où les quelques jours de détention s'écouleront en pensées de haine contre la justice, peut-être de vengeance, et toujours en aspirations vers la liberté

recouvrée pour de nouveaux méfaits. La prison est donc funeste à l'enfant, et M. Rivière a bien raison de dire que « les condamnations ne peuvent avoir aucun effet sur son âme ; elles la déshonorent, et l'habituent à la honte de la peine, sans pouvoir arriver à la réforme ». Cela est si vrai que nous en trouvons l'aveu dans la bouche d'un jeune condamné de la Petite Roquette, qui disait un jour à M. Guillot : « Le monde sait que quand on y a été une fois, on y retourne ; bien qu'on soit en cellule, on se voit en venant à l'école, à la promenade et on se communique bien des choses ; on sort de là plus mauvais que quand on y est entré ; d'reste il en est de même de toutes les prisons... »

Quant au patronage, il sera également impuissant à entraver la progression du mal, car l'enfant le refusera, comme une contrainte capable de gêner sa liberté qu'il attend, qu'il désire, dont il veut jouir sans entraves.

Les choses iront tout autrement pour le pensionnaire de la maison de réforme. Lorsqu'après plusieurs mois de soins moraux, on aura de bonnes raisons de croire qu'il s'est amendé, on pourra le faire bénéficier de la libération conditionnelle, et le placer chez un patron agréé par le Directeur. Il possèdera grâce à lui tous les agréments de la liberté, sans avoir à en supporter les dangereuses tentations, et il s'efforcera de lui donner entière satisfaction pour éviter d'encourir la réintégration qui le menace sans cesse.

Mais pour en arriver là, il faut nécessairement avoir sous la main des moyens de redressement et de réforme

1. Guillot, *op. cit.* p. 317.

puissants, employés par des mains habiles, dans des établissements modèles où tout est fait en vue de l'œuvre de rédemption à réaliser.

Examinons ce qui, sous ce rapport, a été accompli en France.

La Loi de 1850 est la première qui s'occupa de l'éducation et du patronage des jeunes détenus. Elle les divise en plusieurs catégories : 1^o les détenus par voie de correction paternelle (1) ; 2^o les mineurs de seize ans en détention préventive ; 3^o les condamnés à une peine n'excédant pas six mois. Les enfants de ces trois catégories sont mis en commun dans les quartiers spéciaux, faisant partie des maisons d'arrêt et de justice. Inutile de dire que la cellule serait indispensable au moins pour ceux-là ; 4^o les mineurs acquittés et envoyés en correction ; 5^o les mineurs condamnés à moins de deux ans. Ceux-ci sont indistinctement dirigés sur les colonies pénitenciaires ; et nous regrettons qu'un tel mélange soit fait, alors qu'aux graves inconvénients qui en résultent, des séparations même, ne peuvent que très imparfaitement remédier ; 6^o les condamnés à plus de deux ans ; 7^o les insubordonnés

1. La critique des articles 375 et suivants du Code civil n'entre pas dans le cadre de cette étude. Il nous suffit de constater, en le regrettant, qu'un père puisse ranger lui-même son enfant dans la classe des délinquants. N'y aurait-il pas eu moyen, pour concilier les exigences de la sévérité paternelle, avec la crainte que nous éprouvons pour l'avenir d'un enfant en cellule, dans une prison, ou mis en commun dans une colonie avec des camarades déjà vicieux, de trouver un autre moyen, comme par exemple des écoles ou collèges dont les rigueurs disciplinaires seraient la seule distinction ?

des colonies pénitenciaires. Ces deux catégories forment la population des colonies correctionnelles. Les jeunes filles mineures de seize ans, détenues pour quelque cause que ce soit, sont enfermées dans des maisons pénitenciaires et astreintes à des travaux qui conviennent à leur sexe.

Entre les diverses catégories de garçons que nous venons d'énumérer, il y a fort peu de différence, car tous doivent recevoir « une éducation morale, religieuse et professionnelle » (art. 1). C'est seulement l'interprétation de ce dernier mot qui varie suivant les lieux de détention. Dans les prisons, le travail est sédentaire et industriel. Dans les colonies pénitenciaires, il est surtout agricole ; néanmoins, il est sédentaire et industriel pendant les trois premiers mois, pour les condamnés à moins de deux ans qu'elles renferment (art. 4). Enfin, dans les colonies correctionnelles, il est industriel, pour les six premiers mois de détention, après lesquels l'enfant peut être admis, si sa conduite a été bonne, à participer aux travaux agricoles de la colonie (art. 14).

A part ces quelques détails, le régime des colonies pénitenciaires et celui des colonies correctionnelles sont à peu près identiques. La loi le dit elle-même, dans son article 12 : « Sauf les prescriptions de l'article précédent, les règles fixées par la présente loi pour les colonies pénitenciaires sont applicables aux colonies correctionnelles ».

Mais la loi des 5 et 12 août 1850 n'a pas seulement fondé le système d'éducation que nous venons de faire connaître, elle a fait mieux encore, en posant le principe de la libération conditionnelle, dont toutes les législations pénitenciaires qui l'ont suivie, se sont emparées avec cer-

titude d'obtenir, grâce à lui, des résultats qu'on ne pouvait certainement pas attendre de longues années de prison. Nous verrons plus tard quelle extension il a pris en France et à l'étranger, comment et avec quelle raison on en est venu à l'appliquer aux adultes. Pour le moment, il nous suffit de remarquer que la loi de 1850, dans son article 9, en a déterminé bien nettement les caractères lorsqu'elle a édicté « que les jeunes détenus des colonies pénitenciaires pourraient obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées, d'être placés provisoirement hors de la colonie. » N'y a-t-il pas pour eux un encouragement précieux dans cette aurore d'une demi-liberté, qui apparaît comme le terme de leurs efforts? Que ne fera pas l'enfant pour l'obtenir? Et quels prodiges de sagesse et de bonne volonté n'accomplira-t-il pas, pour mériter, par sa conduite satisfaisante chez le patron, entre les mains duquel il aura été placé, de la conserver jusqu'à complète expiration de la durée de son internement?

Ce n'est pas d'ailleurs le seul parti qu'il y ait à tirer de la libération conditionnelle. On peut l'utiliser avec plus de profit, en l'accordant à l'enfant dès le jour de sa mise en correction. Au lieu de l'enfermer dans une colonie pénitentiaire, placez le d'ores et déjà, chez un honnête homme, dont vous vous serez assuré le concours bienveillant et éclairé ; dites-lui que du jour où il cessera de contenter entièrement celui qui veut bien le prendre sous sa protection, vous êtes armé contre lui; et vous aurez réalisé ce qu'on pourrait appeler l'œuvre de correction par le patronage. C'est peut-être le moyen le plus sûr et le plus rapide de l'accomplir.

Cependant la loi de 1850 n'est point parfaite. Nous avons déjà dit plus haut, combien nous regrettions qu'elle n'ait pas établi de différences mieux marquées entre les enfants acquittés puis envoyés en correction, et les enfants condamnés à moins de deux ans. Le départ n'est pas non plus suffisant, entre les établissements destinés aux premiers et les maisons correctionnelles réservées à ceux qui, ayant été reconnus coupables, doivent subir une peine. Et surtout la préférence à peu près exclusive du législateur pour les travaux agricoles, nous paraît exagérée ; elle peut même parfois conduire à des résultats tout à fait mauvais. De quelle utilité, en effet, le jardinage et le labourage peuvent-ils être pour l'enfant des villes, arraché trop tard à ses habitudes pour devenir paysan et que la nostalgie saisira certainement, peu après son installation à la campagne (1).

Enfin, pourquoi cette prééminence absolue accordée aux établissements privés au préjudice des établissements dirigés par l'Etat. N'y a-t-il pas chez les uns et chez les autres quelques qualités excellentes qui les rendent dignes de concourir ensemble à une bonne œuvre ?

Telles sont les différentes considérations qui dès 1879 avaient décidé MM. Dufaure, Béranger et Théophile Roussel, à présenter au Sénat un projet de loi portant révision des articles 50, 66, 67, 69 et 271 du Code Pénal, puis de la loi du 5 août 1850. Ces Messieurs cédaient

1. Dans l'enquête de 1872 les cours de Rennes (T. IV p. 205) de Lyon (T. V p. 177) le Procureur général de Paris (T. V p. 602 et 369) s'élèvent énergiquement contre la prééminence donnée par la loi de 1850 au travail agricole.

alors au vœu qui leur avait été présenté par la société générale des prisons, dont le zèle intelligent pour atteindre le but de ses efforts, la réforme pénitentiaire, est au-dessus de tout éloge ; et ils le faisaient d'autant plus volontiers, qu'ils avaient déjà devant eux un chemin tracé par le beau rapport de M. Félix Voisin, qui forme le dernier volume du compte-rendu des travaux de la commission d'enquête instituée en 1872, et dont sont issues les deux propositions de lois, pour la discussion desquelles, l'assemblée nationale n'eut ni le temps ni le calme d'esprit nécessaires.

La première de ces propositions introduisait les réformes suivantes :

1° Distinction des *maisons de réforme*, où devaient être placés les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, et des *maisons correctionnelles*, où seraient détenus les mineurs condamnés comme ayant agi avec discernement ;

2° Pour ceux-ci, après l'accomplissement de leurs peines, ils devaient être placés, jusqu'à leur majorité, dans des quartiers spéciaux d'éducation correctionnelle ;

3° La limite de détention dans les établissements correctionnels était désormais fixée à 21 ans.

4° Pour les jeunes vagabonds, la peine de la haute police était supprimée.

La seconde de ces propositions se référait plus directement à la législation de 1850 et avait pour but d'y apporter les améliorations suivantes :

1. Désormais le travail agricole ne serait plus l'unique occupation des enfants :

Suivant leur origine, leurs aptitudes, leur avenir présumable, ils pourraient être soumis à une éducation industrielle ou maritime ;

2° La libération provisoire serait employée d'une façon plus large ;

3° Les établissements publics concourraient dorénavant avec les établissements privés à l'accomplissement de l'œuvre correctionnelle ;

4° L'autorité des commissions de surveillance s'exercerait plus utilement, et par elles le patronage se développerait.

Ces deux propositions, malgré tout ce qu'elles avaient de bon et renfermaient de précieuses et sages réformes, n'eurent point de suite, ainsi que nous l'avons dit. MM. Dufaure, Béranger et Théophile Roussel, les reprirent donc pour leur compte en 1879, en y ajoutant encore quelques-unes de leurs idées. C'est ainsi qu'ils inscrivirent dans leur projet de loi, les dispositions suivantes :

1° Dès l'instant de son arrestation, le mineur de seize ans doit être placé dans une cellule ;

2° Les débats dans lesquels il est intéressé auront lieu à huis-clos ;

3° Les enfants acquittés et non remis à leurs parents seront envoyés, soit dans une maison de réforme, soit dans un patronage ;

4° Aucun mineur de seize ans ne pourra plus être soumis à la surveillance de la haute police ;

5° Au dessous de douze ans, il n'y aura pour l'enfant aucune responsabilité, et celui qui aura commis un acte répréhensible sera placé dans une maison semblable aux écoles industrielles ;

6° Dans les maisons de réforme les détenus seront élevés, soit en commun, soit sous le régime de la séparation individuelle ; dans les maisons correctionnelles, sous le régime de la séparation individuelle de jour et de nuit, lorsque la condamnation n'excèdera pas un an et un jour et sous celui de la séparation de nuit seulement, lorsque la condamnation sera d'une durée plus longue ;

7° Pendant la période de libération provisoire les parents ne pourront se prévaloir d'aucun des droits de la puissance paternelle pour faire opposition aux engagements contractés au nom et en faveur de l'enfant : et pour assurer mieux l'exécution de cette disposition ils pourront même, dans certains cas spécifiés, être privés de la garde de sa personne jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

On le voit, les honorables sénateurs qui avaient successivement, et à sept années d'intervalle, pris en main la cause de l'enfance coupable, n'avaient rien ménagé pour son succès. Hélas ! leurs généreux efforts furent vains, et c'est en 1889, dix ans après, que le Parlement se décida enfin à prendre en considération l'une seulement de leurs excellentes propositions en votant la loi sur la puissance paternelle, que nous avons eu déjà l'occasion d'analyser plus haut. Nous le regrettons, en exprimant le souhait bien sincère de voir prochainement accueillir par nos représentants les *desiderata* si pressants qui leur ont été adressés.

La loi de 1850 est donc restée notre Loi : il est par suite nécessaire que nous sachions comment elle est appliquée.

Actuellement, les établissements destinés à recevoir les enfants envoyés en correction sont nombreux ; mais il en

est deux surtout, dont le nom revient immédiatement à la mémoire : la petite Roquette et Mettray (1). Ils sont l'un et l'autre antérieurs à notre loi sur l'éducation de l'enfance coupable ; mais c'est au dernier que celle-ci a donné la préférence, bien que tous deux aient réussi, malgré l'opposition absolue des principes sur lesquels ils ont été fondés respectivement.

A la petite Roquette, c'est le régime cellulaire qui a pu produire, nous n'en disconvenons pas, de bons résultats, et dont un jeune détenu, après avoir entendu à la chapelle le sermon d'un célèbre prédicateur, le père Millerio, pouvait dire : « Le Père prêche bien, la cellule prêche mieux encore » ; mais contre l'application duquel nous nous élevons, lorsqu'il s'agit de la jeunesse, pour les raisons que nous avons précédemment fait savoir, et que nous résumons toutes en répétant : « La prison ne vaut rien pour les enfants. »

Aussi lui préférons-nous Mettray, où les conditions d'existence et de travail paraissent convenir davantage au développement et à la santé des jeunes délinquants. A Mettray, en effet, plus de murailles élevées ni de solitude, plus d'ennui, compagnon inséparable des longs jours de détention, plus de larmes stériles ni de désespoir, plus d'horribles cauchemars ; c'est la liberté dans la dépendance nécessaire, c'est la joie, le travail fécond, le passé mis en oubli, l'avenir préparé, c'est enfin la famille avec ses douceurs pour des malheureux qui ne les ont jamais

1. Le rapport de M. Félix Voisin sur les jeunes détenus, rédigé après l'enquête de 1872 fait en détail la comparaison que nous résumons ici entre Mettray et la Roquette. (Page 71 et suiv.)

connues. « Le génie créateur de cette précieuse fondation, au lieu de bâtir des murailles, a cherché et trouvé la clef des cœurs ; » il a pris pour point d'appui de sa délicate mission, la religion, l'honneur, la justice, la discipline, et demandé aux labeurs quotidiens qui fatiguent le corps et reposent l'âme, à l'éducation et à l'instruction, aux récompenses méritées, aux justes châtimens, les secrets du succès et la réalisation de ses vœux.

Mettray n'est plus à décrire à l'heure où nous sommes, car les rapports de ceux qui l'ont visité, admiré, sont nombreux et complets. Il n'est d'ailleurs, croyons-nous, personne s'intéressant un peu à la jeunesse abandonnée ou coupable, qui, au seul nom de Mettray, ne voit repasser dans sa mémoire l'œuvre toute entière de M. de Metz, établie dans cette belle propriété des de Courteille, à quelques kilomètres de Tours, avec ses maisonnettes et son église entourées de magnifiques jardins, dont la porte est toujours ouverte. C'est un véritable village où chaque habitant appartient à une famille composée d'une quarantaine d'enfants, placés sous la direction d'un père ou de frères aînés.

Chacun de ces groupes habite une maisonnette, dans laquelle ses membres prient, mangent, dorment, et devant laquelle ils jouent à l'heure des récréations.

Chaque matin, ils en sortent au son du clairon pour se joindre aux autres colons, avant de se diriger vers les travaux qui les occupent, soit dans des ateliers de tailleurs, de peintres, de serruriers, de menuisiers, de charçons ; soit à la ferme ou au jardin, soit en pleins champs où la grande majorité est employée. Chaque jour, l'ins-

truction primaire et professionnelle est donnée par des maîtres compétents pendant au moins une heure et demie après le déjeuner. Le dimanche après la messe, le directeur fait connaître les notes de la semaine à chaque enfant, au milieu de l'Assemblée générale de la colonie, et suivant les cas, les accompagne de blâmes ou d'éloges publics, parfois même de punitions ou de récompenses (1).

La famille qui s'est le plus distinguée par les meilleures notes, reçoit le drapeau de la colonie, qu'elle transporte solennellement à la porte de sa maison, pour l'y conserver pendant huit jours.

L'après-midi est consacrée aux promenades avec la musique, aux exercices corporels, etc..., particulièrement la gymnastique et la manœuvre maritime sur le trois-mâts installé au milieu de la cour.

Tout est donc disposé pour ne laisser inoccupé aucun instant de la journée, car c'est du travail comme de la religion que Mettray attend le succès de tous ses efforts. L'expérience a, d'ailleurs, montré que son fondateur ne s'était pas trompé. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les comptes rendus annuels de la société, où l'on voit figurer deux choses bien consolantes : les lettres pleines de gratitude des anciens colons placés par les soins du directeur, et le chiffre de la récidive chez les enfants, qui s'abaisse jusqu'à 10 0/0, alors qu'il était de 75 0/0 avant la construction de Mettray. Telle est la magnifique fondation qui a

1. Les punitions sont : la retenue, la corvée, la radiation du tableau d'honneur, la cellule et l'expulsion de la colonie. Quant aux récompenses, elles consistent dans l'inscription au tableau d'honneur, la remise de couronnes, de livres, de petits objets.

mérité, tant par les principes qui l'inspirent que par les résultats obtenus, de servir de type au législateur de 1850.

Depuis lors la philanthropie et la charité n'ont cessé de multiplier des merveilles, en élevant de nombreux établissements pour abriter et relever l'enfance coupable, parmi lesquels il en est quelques-uns auxquels nous devons une mention spéciale (1).

A la différence de ce qui se passe à Mettray, la colonie des Douaires dans l'Eure a été fondée sur le principe de la vie en commun de tous les pensionnaires, au nombre de cinq cents environ. Pour rendre possible leur direction, on les a enrégimentés et ils sont devenus de véritables petits soldats. C'est la caserne ; rien n'y manque, ni les gradés, dont les galons de laine, puis d'or, sont la récompense des plus sages et des meilleures volontés, ni le rapport, ni l'ordre du jour, ni la chambre, ni la salle de police, qui s'exécute en tournant autour d'un hangar sous la surveillance d'un gardien, pendant un certain temps, après lequel cinq minutes de repos sur une chaise permettent de recommencer, ni la prison, ni l'exercice, ni la musique. On y a même prudemment ajouté quelques bonnes choses qui ne sont pas les moins utiles à la réalisation de l'œuvre entreprise, la gaieté par les jeux, les fêtes de toutes sortes, l'instruction, tous les travaux de la maison, l'apprentissage des métiers les plus divers, qui se fait dans les ateliers de for-

1. Le Val d'Yèvre créé par M. Ch. Lucas, sur le modèle de Mettray, réalise le principe de son fondateur : l'amendement de l'enfant par la terre, et de la terre par l'enfant.

gerons, charrons, serruriers, ferblantiers, cordonniers, boulangers, etc... ou sur des chantiers de construction, de terrassement, etc..., sous la surveillance et la direction d'un gardien ; l'agriculture (1) pour laquelle la colonie forme d'excellents garçons de ferme, et des cultivateurs éclairés ; enfin les principes plus élevés de morale et de religion, dont on a fait le pivot de toute cette grande organisation.

Voilà qui est, à la vérité, bien près de la perfection, si l'on en juge par les témoignages de satisfaction que toute la contrée environnante ne cesse de prodiguer à la colonie. Et cependant ce n'est pas fini. On a tout mis en œuvre, nous l'avons vu, pour faire des enfants les plus dépravés, des jeunes gens honnêtes et laborieux. Mais que vont devenir tous ces efforts après la libération ? Cessons de nous inquiéter : le zèle de M. Barthès, le directeur qui a reconstitué les Douaires il y a quelques années, a tout prévu. Il ne lâche son pensionnaire qu'à bon escient : s'il n'a pu le faire engager dans l'armée, malgré ses efforts, il ne le rend à sa famille qu'après une enquête minutieuse sur la moralité de celle-ci. Les renseignements recueillis sont-ils défavorables ? Il le place chez un patron qu'il connaît, ou le confie à la Société du patronage des jeunes libérés.

Les résultats de tout ce système paraissent lui donner raison : sur cent jeunes gens sortis des Douaires, la statistique affirme que six seulement tournent mal, et que

1. L'Etat a récemment acheté la ferme de Vigny, entièrement payée depuis fin 1894. Ce qui porte à 228 hectares le domaine des Douaires.

2. *Bulletin des Prisons*, Janvier 1890 page 150 et suiv.

les autres, au contraire, persévèrent dans la bonne voie, où on a tout fait pour les engager. Nous pouvons donc dire de cette colonie qu'elle est un modèle du genre. C'est qu'en effet, on ne s'y est pas contenté de garder les enfants, pour mettre la Société à l'abri de leurs méfaits; on a franchement et loyalement entrepris de les relever en les rendant meilleurs, et il faut bien reconnaître que d'obscurs mais incessants dévouements ont réussi à faire des hommes, là où autrefois, on ne parvenait à faire que des bandits (1).

Voilà pour les garçons. Transportons-nous à Rouen maintenant; nous allons y voir réaliser les mêmes espérances, et le même but atteint pour les jeunes filles. Nous voulons parler cette fois d'un établissement fondé à Darnetal par l'abbé Podevin en 1847. Les commencements furent pénibles. Quelques jeunes filles ramassées dans la rue, à leur sortie de prison, par les soins de la Directrice du quartier d'éducation correctionnelle d'une des prisons de la ville, furent les premières pensionnaires. Pour les

1. Nous sommes obligé de mentionner seulement en note l'établissement modèle fondé à Montesson (Seine-et-Oise) par le Conseil général du département de la Seine et dont l'inauguration a eu lieu au mois de juin 1895. « Tout y est fort bien compris et aménagé : on y voit des ateliers nombreux, une ferme, des terrains maraîchers... mais on y constate avec regret cependant l'absence absolue de chapelle. Cette particularité a donné lieu lors de la visite des congressistes pénitentiaires à un incident des plus vifs entre M. Lucipia, ses collègues du Conseil général de la Seine et les délégués étrangers, notamment M. Galkine-Wraskoy et M. Armengol y Cornet qui ne pouvaient pas comprendre que l'on essaye de lutter contre le vice s'attaquant à l'âme des enfants, sans leur parler des vérités éternelles. »

abriter et les nourrir, pas de ressources, on attendait tout de la charité. Cette fois encore l'espoir des fondateurs ne fut pas déçu et quelques mois s'étaient à peine écoulés, que l'œuvre louait une maison et créait un patronage; l'atelier refuge de Darnetal était fondé. Ce n'était pas suffisant. Le pays, en effet, étant tout au moins aussi agricole qu'industriel, il fallait se mettre en mesure de donner aux enfants de la campagne un métier dont ils pussent à leur sortie faire usage. On joignit à la maison deux hectares de terrain, où sous la direction de l'abbé on entreprit le jardinage et un peu de culture; mais l'espace fut bientôt trop petit, lorsqu'en 1850, l'établissement ajouta au Refuge, une Ecole de Réforme qui n'a pas peu contribué à le rendre célèbre. C'est alors qu'on fit l'acquisition de la Ferme de la Grande Mare, située à 4 kilomètres de là, où sont maintenant logées les jeunes filles envoyées en correction. Il y a, dans ce domaine, 160 hectares de terre d'un seul tenant, que ces enfants labourent, ensemencent, fauchent et moissonnent, conduisant les chariots, entretenant les bestiaux, construisant les voies d'accès nécessaires, sous la direction de quelques sœurs, aujourd'hui aussi habiles que de bons fermiers.

Mais la culture n'absorbe pas la journée entière et le temps de toutes les pensionnaires. Beaucoup sont occupées aux soins du ménage, font la lessive, repassent, cousent, fabriquent le pain, le cidre, préparent les repas; toutes confectionnent leurs vêtements; quelques-unes sont plus spécialement affectées à la lingerie; un grand nombre enfin emploient leurs journées à l'apprentissage de certaines professions industrielles que peut exercer la

femme, par exemple, le dévidage du coton qui a pris une grande extension et une importance prépondérante dans la région.

Il faut reconnaître cependant, qu'à Darnetal, l'instruction élémentaire est assez faible : une heure par jour lui est seulement consacrée. On a pensé sans doute, qu'il était déjà beau d'arracher au vice et au crime toutes ces malheureuses créatures, sans qu'il soit besoin d'en faire des savantes. Inutile d'ajouter que l'instruction religieuse est la base de l'éducation, sans cependant qu'elle en soit l'unique élément, car le fondateur a cru, avec juste raison, qu'il ne fallait pas ennuyer ses pensionnaires par l'abus des exercices religieux et il a préféré les limiter aux offices du dimanche et des grandes fêtes.

Les résultats de ce système, ont été, comme aux Douaires pour les garçons, tout à fait satisfaisants. Sur 1278 jeunes filles admises depuis 1858 jusqu'en 1877, 22 seulement ont dû être transférées à Nevers; 700 ont été placées et 500 rendues à leurs familles (1).

Voilà donc encore un modèle. A ceux qui veulent assumer la difficile mission du relèvement de l'enfance coupable, de s'en inspirer et de le suivre.

Deux autres maisons de réforme méritent d'être mentionnées pour leur bonne organisation : l'*Ecole Saint-Eloi* à Limoges, et l'établissement *Saint-Joseph de Frasne-le-Château*, près Vesoul, où les sœurs de la Providence de Ribeauvillé (Alsace), se sont installées après l'annexion. Dans l'une et dans l'autre, l'instruction a la préférence

1. Bulletin de la Société des prisons, 1877, page 139.

sur les travaux manuels. Six heures de classe par jour occupent les élèves, et on leur enseigne toutes les matières nécessaires pour le brevet. A Frasne-le-Château, on apprend même l'allemand. Les loisirs de la journée sont occupés au jardinage, au soin des bestiaux, à quelques travaux de culture, et surtout aux diverses occupations du ménage. Après la première communion, les enfants sont placés en apprentissage.

L'administration a été tellement satisfaite des résultats obtenus qu'elle a engagé les sœurs de la Providence à fonder un autre établissement en Seine-et-Oise. Ce vœu doit être bientôt réalisé, s'il ne l'est déjà.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres noms à côté de ceux que nous venons de rappeler, si nous ne craignons de sortir des limites que nous nous sommes imposées ; car la liste des bienfaits de la philanthropie est encore longue. Faut-il s'en étonner dans un pays comme le nôtre, où la charité opère à chaque instant des merveilles, et dans lequel tant d'âmes généreuses se dépensent tout entières au service des pauvres ou des abandonnés ?

Voyons maintenant ce que nos voisins ont fait de leur côté, dans le même ordre d'idées. C'est, ici encore, l'Angleterre qui mérite d'être citée en première ligne parmi les nations de l'Europe (Nous verrons plus tard qu'en Amérique, les Etats-Unis ont également accompli de grands progrès et obtenu de magnifiques résultats). A côté des Ecoles Industrielles, les Anglais ont créé des établissements appelés Réformatoires et destinés exclusivement aux mineurs de seize ans, coupables de quelques délits, sauf bien entendu, les enfants qui n'ayant pas

douze ans et aucune condamnation doivent, ainsi que nous l'avons déjà dit, être internés dans une Industrial School.

Deux catégories d'enfants forment la population des réformatoires : 1° ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement de dix jours au moins, pour un fait puni de la servitude pénale, ou de l'emprisonnement simple (act de 1866, § 4) ; 2° ceux qui ont été condamnés à la transportation, à la servitude pénale ou à l'emprisonnement après une grâce accordée par la Reine, sous condition qu'ils seront renvoyés dans une école de correction (act de 1866, § 32).

Pour les premiers, la peine doit être subie, sauf application de la libération conditionnelle, avant leur entrée à l'école. Pour les autres, l'administration des prisons fixe un certain temps d'emprisonnement à purger pour mériter d'être admis au Reformatory. Dans tous les cas, l'internement dans la prison, qui précède l'entrée à l'école, doit avoir été au moins de quatorze jours. La législation des Reformatories ressemble de très près à notre loi de 1850, qui l'a inspirée, et à celle qui régit les Ecoles Industrielles, avec lesquelles ils présentent fort peu de différence. Le but leur est commun : donner l'éducation aux enfants qui ne peuvent la recevoir ; avec cette seule distinction que dans les premiers de ces établissements elle est correctionnelle et seulement préventive dans les autres. Le degré de sévérité de la discipline caractérise seule l'école de réforme, où la faute grave est punie de dix-huit coups de baguette de bouleau sur le bas des reins.

Il y avait autrefois comme punition le renvoi de l'E-

cole, on s'est vite aperçu qu'elle faisait la joie de ceux qui en étaient l'objet et on l'a supprimée. La commission royale de 1883 a pensé que des maîtres expérimentés devaient toujours, par eux-mêmes, venir à bout des volontés les plus difficiles à courber, ainsi qu'elle le constate pour l'école de réforme établie à Spark's Lake, et dirigée par les sœurs de la Charité, en rendant hommage « à l'expérience acquise par ces excellentes femmes dans le maniement des caractères les plus rebelles. »

Dans les Reformatories on donne aux enfants l'ins'truction élémentaire, dont on doit, paraît-il, regretter le peu d'extension, s'il faut en croire le rapport de la même commission, et surtout un métier qui leur permettra plus tard de vivre honnêtement. Mais ce métier n'est point forcément agricole, l'enseignement portant, en effet, sur un grand nombre de professions industrielles. Lorsque l'apprentissage est terminé et que l'enfant s'est bien conduit, il peut être mis en liberté provisoire. On s'occupe ordinairement de le placer et s'il y consent, on lui donne autant de facilités que possible pour émigrer.

Nous venons de dire que l'act de 1866, plus pratique en cela que notre loi de 1850, avait laissé aux directeurs des Reformatories, toute latitude pour l'organisation du travail. Ce principe a été fécond en heureuses conséquences, et pour n'en citer qu'un exemple, nous rappelons la création des « Training Ships ». Tout anglais naît marin, et tout marin contribue à la richesse, et à la gloire de l'Angleterre, puisque pour elle, sans vaisseaux, il n'y a ni commerce, ni transactions, ni fortune, ni colonies possibles. Aussi a-t-on pensé à faire servir à cette

cause, tant d'efforts et de bras qui auraient pu se perdre ou devenir nuisibles, en créant de véritables écoles de Réforme navales. Elles donnent au cabotage et à la marine marchande de bons et utiles auxiliaires. Quant à l'Etat il ne consent point à accepter leur concours et réserve ses faveurs aux anciens élèves des vaisseaux-écoles industrielles, qui sont fort populaires en Angleterre et se multiplient sans cesse.

Enfin, il nous faut mentionner les « Truant Schools », réservées aux enfants vagabonds et fainéants à qui l'on parvient jusqu'à faire aimer le travail avec une discipline très sévère, le régime de la séparation de nuit, peu de récréation, beaucoup d'exercices corporels et un enseignement élémentaire et professionnel sagement et parfaitement donné.

La Belgique n'est pas restée inférieure à ce modèle. Elle aussi possède des Écoles de Réforme depuis 1849, et trois d'entre elles sont célèbres. Elle portent les noms suivants : Ruysselède et Wynghem pour les garçons, Beernem pour les filles ; toutes trois sont situées à quelques kilomètres du chemin de fer de Bruges à Gand.

Ruysselède est une ferme modèle admirablement tenue. On y forme d'excellents cultivateurs, mais ce n'est pas le seul métier qu'on y apprend. On y voit d'abord des ateliers où l'on fabrique tout le matériel de culture, puis d'autres de tailleurs, de cordonniers, de fileurs, de tisserands, de fabrication de chapeaux de paille, de menuisiers, de charrons, de forgerons, de serruriers. Il y a encore un potager où l'on cultive les primeurs, et où ont été établies les premières fameuses serres pour le raisin

d'hiver. Enfin les pupilles reçoivent à la colonie une excellente instruction élémentaire. Tous sont obligés de participer par le travail à la vie de la communauté, mais ils sont libres de choisir celui qui leur convient le mieux. C'est donc dire que l'école de Ruysselede n'a rien de la prison ; elle ressemble plutôt à une famille, avec tout ce qu'elle peut avoir de réconfortant, de moralisateur, et d'aimable, dégagée qu'elle est par contre, de tous les mauvais exemples que trop souvent l'enfant coupable, n'a dès l'âge le plus tendre cessé de rencontrer au foyer paternel.

A quelque distance de Ruysselede, sur le terroir de Wynghem, on a construit une école spéciale pour ceux des enfants qui se destinent à la marine. Un grand trois-mâts tout armé, avec ses agrès, ses voiles, etc., leur sert de champ d'exercice. Il est entre les ponts, très confortablement installé, et les jeunes mousses y trouvent avec des salles d'armes et d'étude, des réfectoires, dortoirs, etc.... On enseigne à ses habitants non seulement les principes techniques, mais encore le français et l'anglais. Les résultats ont été très bons à en juger par le rapport lu à la Chambre des Représentants en 1861 par M. Ducpétiaux. Sur 78 enfants sortis en une année de Ruysselede, 68 ont une très bonne conduite, six laissent à désirer, enfin quatre seulement sont signalés comme mauvais sujets.

Beernem est, nous l'avons déjà dit, exclusivement réservé aux filles. L'établissement renferme trois cents vagabondes ou abandonnées, qui, sous la direction des Sœurs de Notre-Dame, sont employées à la couture, au tricot, à la buanderie, à la basse-cour, au jardinage, aux

soins du ménage. Beaucoup font de la broderie et de la dentelle qui sont les principaux produits de Flandre, au moins pour les femmes, confectionnent les trousseaux et entretiennent les vêtements et le linge des écoles de garçons. Leur travail est payé et les profits qu'il rapporte servent à la constitution du pécule.

Au jour de la libération, un comité de dames patronesses se charge de placer l'ancienne pensionnaire, suivant ses aptitudes.

La Belgique a créé postérieurement à ces trois établissements d'autres écoles de réforme, sur le même modèle, pour faire face aux nouvelles obligations qui lui ont été imposées par sa loi de 1891, sur la répression du vagabondage et de la mendicité. Les articles 25 et suivants de cette loi, disposent, en effet, que les mineurs de seize ans trouvés vagabonds ou mendiants, ou poursuivis pour une infraction punissable d'un emprisonnement de moins de huit jours, seront mis à la disposition du Gouvernement et enfermés dans une école de bienfaisance de l'Etat, ainsi que les mineurs de dix-huit ans condamnés à l'emprisonnement par les cours et tribunaux.

La loi conserve également aux communes le droit de faire interner dans les écoles de réforme, colonies agricoles, etc..., ceux de leurs enfants, pour qui elles le jugent nécessaire. Les municipalités ont aussi la faculté, lorsque le président du tribunal met à leur disposition les mineurs enfermés dans les écoles de bienfaisance, de les retirer pour les placer à leur gré et sous leur responsabilité.

Il y a là une application nouvelle de l'assistance com-

munale, dont nous aurons plus tard à examiner le principe.

L'Allemagne, qui était restée un peu en retard, a fait un grand pas en 1882, lors de la promulgation de son nouveau Code Pénal qui, tout en maintenant le principe de l'irresponsabilité au-dessous de douze ans, permet cependant de placer le délinquant de cet âge, dans un établissement d'éducation ou de réforme, après que, sur la décision de l'autorité de tutelle, l'action punissable est établie, et le placement déclaré admissible.

Déjà la loi du 13 mars 1878 avait établi le régime d'éducation forcée, pour le cas où un mineur de douze ans commettait un acte punissable. Le juge de tutelle (juge de paix), aux termes de cette loi, doit faire une enquête sur l'enfant et sa famille, et, s'il y a lieu, ordonner qu'il sera soumis à l'éducation forcée. Le corps provincial est chargé de l'exécution de sa décision. Le directeur de la province (Lands director) décide du mode de placement, soit dans un établissement, soit dans une famille dont il a le choix. Dans le but de le faciliter, des contrats d'éducation sont faits à l'avance, avec divers établissements; mais il en est, à chaque besoin, dressé un nouveau avec la famille désignée par le Lands director.

Celle-ci, aux termes du règlement de la Prusse Orientale doit envoyer l'enfant dans une école publique ou dans une école privée, faute de quoi le contrat pourra être résilié.

Le règlement de la Prusse Occidentale n'entre pas dans ces détails et il prescrit seulement que l'éducation forcée n'ait pas le caractère de punition, mais qu'elle tende à la

correction, à l'amélioration physique et morale de l'enfant, par l'instruction, l'habitude de l'ordre, l'assiduité au travail, et la crainte de Dieu (Reg. Pr. Oc. § 1, 5 et 6). Le Conseiller provincial (landrath), avisé de la conclusion du contrat, doit se charger de faire conduire l'enfant dans la famille choisie; où il sera désormais surveillé par le Lands director, les autorités publiques, le conseil des orphelins.

Quant au placement dans les établissements, il n'offre rien de particulièrement intéressant. Il a lieu dans des maisons du genre de la Rauhe haus dont nous avons précédemment parlé et qui est en elle-même à la fois une école industrielle et une véritable école de réforme.

L'éducation forcée prend fin, soit par décision du juge qui rapporte son jugement, soit à l'âge de 16 ans, sauf prolongation au besoin, soit par renvoi conditionnel et révocable au cas de mauvaise conduite (§ 10 de la loi). A sa sortie de l'établissement d'éducation forcée, l'enfant continue à être soumis à la surveillance du corps provincial.

La Loi recommande aux corps municipaux de procurer au jeune libéré une situation convenable. Lorsque le Lands director a trouvé pour lui un abri honnête, le Landrath est averti d'avoir à venir le retirer de l'établissement ou de la famille où il a été élevé. Le Bureau de bienfaisance supporte les frais de son transport à son nouveau domicile.

Telle était la Loi du 13 mars 1878 sur l'Education forcée. Elle a été complétée par la Loi du 14 juillet suivant et étendue aux enfants délaissés; de telle sorte que l'on

peut faire à la Législation allemande le reproche de n'avoir pas suffisamment séparé les malheureux des coupables, que les Anglais distinguent au contraire avec tant de soins, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer précédemment.

Mais ce n'est là qu'un petit défaut à côté de ce qui existait en Portugal, où jusqu'en 1872, les mineurs de 14 ans étaient recueillis dans un quartier d'une vieille prison destinée aux femmes, tandis que tous ceux qui avaient dépassé cet âge étaient jetés pêle-mêle dans les cachots du Limoeiro, au milieu de la plus horrible promiscuité. Aujourd'hui, et depuis le 20 octobre 1872, une maison de correction reçoit à Lisbonne les délinquants mineurs de dix-huit ans, qui appartiennent à l'arrondissement de la capitale. On les applique aux travaux industriels et horticoles; ils ont des professeurs, des aumôniers pour leur donner des leçons de lecture, de calcul, d'écriture, de morale et de religion, et sont dressés aux manœuvres de la Marine. En 1888, M. Beirao, ministre de l'Intérieur, a déposé un projet de loi tendant à la création de trois nouvelles maisons de correction, sur le modèle de celle de Lisbonne.

L'œuvre des enfants délinquants progresse en Portugal, c'est incontestable, et tout fait espérer que d'ici quelques années, ce petit Etat sera parmi les plus avancés, si toutefois les ressources de son Trésor lui permettent de réaliser les projets que nous venons de rappeler.

L'Espagne était, il y a peu de temps encore, bien en retard, et sa Législation sur les mineurs de quinze ans fort insuffisante.

Jusqu'à neuf ans, aucune responsabilité ne pouvait être encourue. De neuf à quinze ans, le délinquant pouvait être condamné, mais le Juge devait toujours résoudre la question préalable du discernement (1). Si l'enfant était déclaré avoir agi sans discernement, il était purement et simplement remis à sa famille ; dans le cas contraire, il était envoyé dans une prison ordinaire et confondu avec cinquante ou soixante gamins plus ou moins corrompus, quelquefois criminels, comme cela arrivait à Madrid, dans cet horrible « *patio de los micos* » (cour des Singes), du Saladéro aujourd'hui disparu. Il en était de même pour les enfants insoumis qui subissaient la correction paternelle, ce qui faisait justement dire à Don Lastrés, dans le beau discours qu'il prononçait aux Cortès le 2 janvier 1885 : « Le père qui se voit lui-même allant demander justice, pour mener son fils, non pas dans un établissement de correction, mais dans une prison publique, quand il vient à se rappeler que son fils va être marqué de la même manière que les condamnés de la pire espèce, s'effraie de ce résultat, cède devant son fils et quoiqu'il soit pleinement convaincu de sa culpabilité, il ne le dénonce pas et protège de cette façon son impunité et sa désobéissance ; c'est pour cela que tant de pères malheureux versent des larmes, regrettant que la loi ne porte pas secours à leur autorité. »

Cette loi « que le prestige du père et la sainteté du

1. Au-dessus de quinze ans et jusqu'à dix huit ans, le jeune homme, quoiqu'absolument responsable, bénéficie, à raison de son âge, d'une réduction dans l'application de la peine encourue.

foyer domestique réclamaient », fut enfin votée et à l'heure actuelle l'Espagne possède une Législation qui permet de mettre les enfants, pour qui cela est nécessaire, en correction jusqu'à 18 ans, et des « Ecoles de Réforme », dont le modèle est certainement celle de Santa-Rita, près de Madrid. On y renferme les mineurs de dix-huit ans vagabonds, les fils ou pupilles insoumis, qui sont l'objet d'une correction paternelle, enfin les enfants âgés de plus de neuf ans et de moins de quinze ans, qui ont commis un délit et ont été reconnus avoir agi sans discernement. Dans les Ecoles de Réforme, les pensionnaires reçoivent l'instruction élémentaire, ils sont soumis à des travaux en harmonie avec leur âge et leurs aptitudes, en tenant compte de leurs antécédents et de leur avenir probable. De plus, comme le disait le projet de 1885 (art. 5) on a soin « d'élever leur esprit et leur conscience, au moyen de prédications et de pratiques morales et religieuses. » Une société de patronage a même été constituée à Madrid, ayant à sa tête des hommes, dont les noms et la réputation sont universellement connus, qui s'occupe de trouver aux libérés un placement honorable pour le jour de leur sortie.

L'œuvre du sauvetage de l'enfance est donc commencée en Espagne ; il faut dire même qu'elle y a rencontré, comme toute réforme pénitentiaire d'ailleurs, des partisans convaincus et de laborieux collaborateurs ; mais, malgré tout, elle n'est pas encore achevée.

Plus avancée était cette malheureuse nation Polonaise, qui rayée aujourd'hui de la carte politique de l'Europe, n'a pas voulu laisser enfouir dans les ruines de sa puis-

sance et de son autonomie, les œuvres de civilisation auxquelles elle avait consacré quelques-uns des jours de prospérité qui ne sont plus. Et c'est ainsi que, grâce à l'initiative privée, elle a créé et conserve encore cette belle colonie de Studzieniec, établie sur le modèle de notre Mettray et dont les fondateurs ont eu pour but : 1° de veiller sur les mineurs délinquants condamnés par jugement ; 2° d'élever et d'amender les mineurs vagabonds, mendiants ; en un mot, tous les enfants sans tutelle, orphelins, ou abandonnés par leurs parents. La préférence y est donnée à l'agriculture, néanmoins d'autres métiers usuels sont enseignés et l'instruction élémentaire, morale et religieuse, y est donnée à tous, avec le plus grand soin.

La Russie, a fondé des asiles correctionnels pour les jeunes délinquants. Elle en possédait déjà onze en 1883. Depuis lors le nombre en a encore augmenté, et les plus célèbres de ceux qui existent actuellement se trouvent à Saint-Petersbourg et à Moscou. Dans la première de ces deux villes, un quartier spécial de la prison de Vyborg a été réservé aux jeunes délinquants, tandis qu'à quelques kilomètres de ses murs, une société privée a fondé une véritable colonie correctionnelle à l'instar de Mettray. Les enfants qu'elle possède lui ont été envoyés par les Tribunaux, pour trois ans au moins. Ils y sont partagés en familles et appliqués aux travaux agricoles ou industriels à leur choix. Néanmoins, la première année de leur internement, ils ne peuvent être employés qu'à la culture pendant les heures que l'instruction primaire leur laisse libres.

Le principe qui sert de base à l'organisation du travail dans cette colonie nous paraît assez extraordinaire. Il se résume en ces mots : pas de pécule, pas de récompenses ; l'amour du devoir doit être pour l'enfant un suffisant motif de travailler. Il paraît cependant que les résultats constatés ne sont pas mauvais. L'enfant qui est libéré à l'expiration de sa peine, mais jamais par anticipation, quoique la loi le permette formellement, reçoit quelques roubles, mais garde le costume de la colonie, qui est loin d'être pour lui une recommandation.

A Moscou, il existe quatre établissements célèbres, dont la fondation est due à l'initiative privée : 1^o L'asile Koukawitschnikow porte le nom d'un jeune homme enlevé à la fleur de l'âge, et qui s'était dévoué tout entier à l'éducation des jeunes délinquants. Il est destiné à recevoir les jeunes gens qu'une sentence du juge y envoie, pour un séjour dont elle fixe la durée. L'instruction primaire y est donnée. L'été, les pensionnaires y sont occupés à des travaux d'horticulture ; en hiver, dans les ateliers de menuisiers, de tailleurs et de relieurs, de telle sorte qu'à leurs ortieils sont à même de gagner honorablement leur vie. On s'occupe d'ailleurs de les placer au jour de leur libération. 40 pour 0/0 des anciens élèves se conduisent bien.

2^o L'asile Dôlgoroukow fondé en 1877, par le comité de mendicité de Moscou, et destiné aux jeunes garçons vagabonds et mendiants âgés de neuf à quinze ans. L'organisation est la même que pour le précédent.

3^o L'asile municipal Rukvitchnikow, qui a pour objet de réformer moralement les enfants envoyés en détention

à la suite de délits, par les Tribunaux de la ville et du gouvernement de Moscou. Ils sont divisés en sections, suivant leur degré de perversion et les circonstances de leur faute.

La surveillance y est très étroite, même de nuit, et les moindres infractions à la discipline sont sévèrement réprimées. Chaque enfant reçoit les leçons primaires et professionnelles qui lui sont nécessaires; dans tous les cas, il connaît toujours, à sa sortie, un métier dont il peut vivre honorablement.

Si, postérieurement à sa libération, il continue à bien se conduire, et reste en relation avec l'asile, il reçoit lors du troisième anniversaire de sa mise en liberté, un secours en argent qui n'est pas, on le comprend, un mince encouragement à la persévérance.

4° Enfin, l'asile Bolchewo, où sont internées les jeunes filles de quatre à quatorze ans, abandonnées, mendiante, vagabonde, et condamnées pour vol. A l'exemple de Darnetal, elles sont occupées aux travaux des champs l'été, et l'hiver aux soins du ménage, à la confection des vêtements, etc... L'instruction primaire est donnée dans la maison, où les pensionnaires peuvent être tenues de rester jusqu'à seize ans.

M. Yakowlew, vice-président du comité de Moscou, de qui nous tenons ces détails, ne nous a pas dit quels sont les résultats pour les jeunes filles; s'ils sont conformes à ceux que nous avons constatés pour Darnetal, on peut affirmer qu'ils sont excellents, et récompensent parfaitement la générosité moscovite.

A Kiew, Nijni Novgorod et Varsovie, il existe des colo-

nies agricoles, copiées sur Mettray et qui ne possèdent aucune particularité intéressante.

La Suède, dont il nous faut dire un mot, était restée longtemps sans établir de maison de réforme pour les jeunes délinquants, malgré la perfection qu'avait atteinte déjà l'assistance des enfants malheureux et l'ensemble des mesures préventives prises en leur faveur, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le montrer précédemment. Cela s'explique, suivant M. F. Desportes, par la législation relative aux mineurs encore en vigueur aujourd'hui. Audessous de 15 ans, en effet, l'enfant coupable n'est passible d'aucune peine et le juge doit se borner à ordonner qu'il sera corrigé dans la famille, ou à l'envoyer dans un établissement de réforme. Mais un usage s'était établi, et jamais on n'avait recours à cette deuxième alternative, de telle sorte que la condamnation restait trop souvent lettre morte. On a cependant fini par le reconnaître et par créer quelques colonies pénitentiaires. La plus importante d'entr'elles est celle de Hall, près Stockholm, fondée par la Société Oscar Joséphine (du nom de la reine Joséphine qui lui fit une importante donation, en mémoire de son mari Oscar I). Ici encore, comme à Santa Rita, c'est Mettray qui a sur tous points servi d'exemple, avec cette différence que les proportions ont été surpassées, la colonie de Hall possédant aujourd'hui près de 800 hectares.

Le Code Pénal Italien présente en ce qui touche les mineurs quelques traits dignes, à notre avis, d'être remarqués. Avant neuf ans, le jeune délinquant ne peut encourir aucune responsabilité, et cependant il peut être envoyé en correction jusqu'à sa majorité. De neuf à quatorze

ans, le juge doit élucider avant tout la question de discernement. S'il la résoud affirmativement, une peine doit être prononcée, mais cependant réduite dans certaines limites indiquées par l'article 54. Dans le cas contraire, l'enfant peut être envoyé en correction si la faute commise était de nature à entraîner la peine de la réclusion. De quatorze à dix-huit ans, la responsabilité est considérée comme existante, mais la peine prononcée est toujours réduite de moitié, et si le juge doit, vu les circonstances de la cause, appliquer l'ergastulum, il le remplace par la réclusion.

Enfin le code italien, considérant que jusqu'à vingt et un ans le jeune homme mérite compassion, le fait encore bénéficier jusqu'à cette limite extrême d'une indulgence que, pour notre part, d'accord en cela avec les quelques observations que nous avons présentées au commencement de ce chapitre, nous considérons comme entièrement justifiée. Il décide que le majeur de dix-huit ans, mineur de vingt et un, verra dans tous les cas la peine prononcée contre lui réduite d'un cinquième et transformer l'ergastule en simple réclusion (art. 55). Des maisons de réforme et de correction ont été créées en Italie, où sont appliquées les différentes dispositions législatives que nous venons de faire connaître.

Le système suivi par le Code pénal italien paraît être aujourd'hui, le plus en faveur, et c'est de lui que s'est inspiré un éminent professeur de droit de l'Université de Berne, M. Stoss, dans le projet de Code pénal (1) qu'il

1. Traduit en français par M. Gautier, professeur à Genève.

vient de publier pour la Suisse, en écrivant que jusqu'à quatorze ans, une présomption absolue d'irresponsabilité pénale couvre le mineur, sauf à l' « autorité de poursuite » si elle croit l'enfant moralement en danger, à le remettre aux mains de l'autorité administrative, qui prend les mesures nécessaires. Au-dessus de quatorze ans, il mérite un examen attentif du juge ; s'il lui paraît que son développement moral et mental ne soit pas plus avancé que chez un mineur de cet âge, on appliquera les dispositions précédentes ; dans le cas contraire, il doit être puni. Mais la prison ne lui sera infligée que si, majeur de seize ans, il a manifesté des tendances criminelles particulièrement graves, en commettant un crime comme le viol ou l'assassinat. Dans toute autre circonstance, il sera puni soit des arrêts scolaires, soit d'une détention solitaire de trois jours à trois mois, ailleurs que dans la prison, soit d'au moins un an de correction, soit enfin d'une simple réprimande. Le jury a donc un grand pouvoir d'appréciation, et le moyen de proportionner exactement la peine à la gravité de la faute, et à l'effet qu'il est nécessaire de produire.

Voilà qui nous paraît s'approcher beaucoup de la perfection, et nous pouvons dire qu'elle serait presque atteinte, si, pour le majeur de quatorze ans, le projet décidait que la remise aux mains de l'autorité administrative sera obligatoire dans tous les cas, de façon à permettre le placement dans une école industrielle ou de réforme, suivant que le besoin se fera sentir.

Tels sont les efforts des civilisations modernes pour venir au secours de l'enfance coupable. Ils grandissent et

s'étendent chaque jour, au point que l'Egypte elle-même, ce pays attardé aux gloires du passé, maintenant ensevelies dans le tombeau des Pharaons, semble vouloir aussi ouvrir un œil sur l'avenir. Il y a dix-huit mois environ, le Khédive approuvait une proposition de son conseiller, sir John Scott et de Cookshaak Pacha, ayant pour but la création d'une école de réforme agricole. Ces ministres se proposaient de faire bientôt un voyage en Europe, pour se livrer à toutes les enquêtes nécessaires. Mais ne pourraient-ils pas avec autant de profits au moins, jeter un regard sur les institutions américaines. C'est du moins la réflexion qui vient tout naturellement à l'esprit lorsqu'on envisage l'œuvre magnifique accomplie au-delà de l'Océan, où l'on peut, croyons-nous, aller chercher des modèles sans rivaux.

Les Juvéniles Reformatories, des Etats-Unis, diffèrent profondément des prisons qui n'ont pas toute la perfection désirable. Les résultats des uns et des autres sont tout à fait différents, « et tandis que dans les premiers, tous les efforts des fonctionnaires tendent à éveiller l'espérance, on ne rencontre trop souvent dans celles-ci que l'indifférence d'un côté et le désespoir de l'autre » (1). Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir la statistique affirmer que sur 12.000 élèves que comptent le Reformatories, 60 0/0 deviennent de très bons citoyens. Ces établissements se sont multipliés d'une façon inouïe depuis quelques années. Le premier fut fondé à New-York en 1825, par Edouard Livingstone ; en 1826, un autre était élevé

1. Sanborn. *Les établissements de réforme aux Etats-Unis* chap. I.

sur les mêmes bases à Boston et enfin en 1827, un troisième encore à Philadelphie (1). Depuis on a construit des Reformatories dans le Connecticut, où la loi impose la correction jusqu'à vingt et un ans, dans l'Indiana, sous le nom de maisons de réforme et de maisons de refuge pour les enfants coupables, dans le Maine, dans l'Illinois à Pontiac, dans l'Etat de New-Jersey à Jamesburh, dans le Michigan, où nous avons précédemment constaté tout le bien fait aux enfants pauvres et délaissés, à Chicago, où existe une maison de correction, dans le Massachussets, et dans l'Etat de New-York à Elmira.

Pour ce qui a trait à l'éducation correctionnelle, dans le Massachussets, nous avons déjà, en parlant des mesures préventives et par anticipation, rappelé l'institution du State Agent, dont le rôle est double, on l'a vu plus haut, et consiste tant à soustraire l'enfant moralement en danger, à l'action de sa famille ou de ses camarades, soit à l'aide d'une sentence of probation, soit en le plaçant dans une famille honnête, par l'intermédiaire du Conseil de santé, d'interdiction et de charité, qu'à obtenir contre celui qui s'est rendu coupable de quelque délit, une mesure de répression, telle que l'internement dans une école de réforme, ou même dans une prison, ce qui est,

1. Cet établissement porte à Philadelphie le nom de Refuge. On y reçoit les jeunes gens indociles, les orphelins sans amis qui se sont abandonnés au vice, enfin les vagabonds et les enfants convaincus de petits larcins. Les magistrats de la ville le visitent. Grâce à une discipline sévère, quoique paternelle, on y assure aux enfants l'enseignement élémentaire, professionnel, moral et religieux. De plus, la direction les place à leur sortie.

il faut bien le dire, très rare. Sur cent enfants traduits en justice, soixante-quinze sont retenus et condamnés, un cinquième de ceux-ci est envoyé dans les asiles, etc., un neuvième à l'Ecole de réforme, un tiers est soumis à la sentence of probation, moitié de ces derniers seulement est confiée au Conseil de charité. Nous avons déjà rappelé précédemment combien les résultats obtenus étaient excellents, nous n'y reviendrons pas.

L'emprisonnement, avons-nous dit, n'est que très rarement appliqué. C'est qu'en effet, en dehors des autres moyens de punir qui sont à la disposition du juge, il n'est jamais permis, aux termes de la loi du 28 mars 1882, d'enfermer en prison un mineur de douze ans, sauf le cas où il aurait commis un méfait entraînant la détention perpétuelle. Quant à la maison de correction, on n'y doit placer que les enfants âgés de quatorze ans, au moins, ils ne peuvent y séjourner plus de trois ans. Cette dernière disposition mérite peut-être une petite critique et le système adopté dans l'État de New-York nous paraît préférable. Ceci nous amène à dire quelques mots du Reformatory d'Elmira.

Cet établissement présente sur ses semblables cette particularité intéressante de recevoir aux termes de la loi du 24 avril 1877, non seulement des jeunes gens majeurs de seize ans, et mineurs de vingt-et-un, mais même des hommes jusqu'à l'âge de trente ans, pourvu qu'ils n'aient point été déjà condamnés. Le Conseil d'administration peut garder le détenu jusqu'à l'extrême limite de la peine afférente au délit qu'il a commis, ou bien le mettre provisoirement en liberté, ou lui restituer entièrement son

indépendance. Mais avant de parvenir jusque-là, le détenu doit s'élever à la première catégorie des trois classes établies, au moyen de marques qui lui sont distribuées comme récompense de son travail, de sa bonne conduite, et de ses progrès scolaires. L'instruction y est, en effet, très développée et on ne se contente pas d'enseigner la lecture, l'écriture et le calcul ; l'histoire et la géographie nationales, les principes généraux du droit et de l'économie politique font aussi partie du programme. Une excellente bibliothèque permet aux internes de l'établissement, qui en ont le goût, de faire de véritables études. Un journal (*the Summary*) rédigé par eux, paraissant chaque semaine, donne la mesure de leurs progrès en littérature. Qu'il nous soit permis de dire en passant, que cette institution est aujourd'hui regardée comme un véritable bienfait.

A côté de l'instruction, la loi a sagement placé l'enseignement professionnel, aussi bien théorique, au moyen de cours faits chaque soir, par des patrons de la ville, que pratique, donné dans les ateliers, de telle sorte qu'à sa libération, le détenu emporte avec lui un honnête gagne-pain. D'ailleurs le Directeur fait tout le possible pour ne pas le laisser partir, avant qu'il n'ait trouvé le moyen d'utiliser son travail et sa science.

Un mot encore pour faire remarquer un détail qui ne nous paraît pas être tout à fait sans intérêt : l'administration du Reformatory exerce une sorte de patronage sur ses anciens pensionnaires, par l'obligation où la loi les a mis de rendre compte de leur conduite pendant six mois au moins après leur libération. Il y a là, croyons-

nous, comme une garantie nouvelle d'amendement, qui mérite quelque attention et pourrait peut-être trouver sa place dans nos législations modernes.

En donnant tous ces détails, nous avons paru sans doute nous éloigner de l'objet de cette petite étude, sur les mesures répressives contre l'enfance coupable. Néanmoins nous en sommes resté plus près qu'on ne pourrait le croire tout d'abord, si on veut bien tenir compte que le Reformatory d'Elmira n'est en quelque sorte qu'un prolongement des écoles de réforme destinées aux mineurs de seize ans, et que l'adolescent qui a dépassé cet âge, sans avoir atteint sa vingt-et-unième année, mérite encore s'il a été coupable quelque compassion et quelques ménagements de la part de la Société qui le punit. Sa jeunesse vaut bien, qu'avant de le jeter en prison, on fasse une dernière tentative pour essayer de le sauver par l'éducation sévère et correctionnelle, plutôt encore que par la cellule et la marque d'infamie qu'elle imprime fatalement sur le front de celui qui l'a une fois endurée.

Puissent tous ces exemples porter leurs fruits, et le législateur français, se dire, un jour prochain, que la réforme intéressant l'enfance coupable réclame enfin ses soins, ses études, son talent. Il fera alors une œuvre nécessaire, plus utile peut-être que toute autre, pour empêcher l'accroissement incessant de la criminalité, et nous pouvons le dire, une œuvre d'humanité et de patriotisme. N'est-ce pas en effet accomplir le bien et servir son pays, que de travailler à rendre toujours plus difficile le recrutement de l'armée des malfaiteurs, qui s'opère davantage chaque année dans les rangs de la jeunesse.

Oui c'est bien vrai « la France a remporté trop de victoires par la plume et par l'épée ; elle a compté trop de triomphes dans les sciences et dans les arts ; elle a obtenu trop de succès par la chaire et la tribune, pour dire aujourd'hui qu'elle a un devoir qu'elle est incapable de remplir » (1).

1. Randall. *Ecole publique du Michigan*, cité dans le texte.

SECONDE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DE LA RÉPRESSION DU CRIME CHEZ LES ADULTES.

Nous venons d'examiner, dans les pages précédentes, les moyens que le législateur moderne avait employés, pour prévenir le développement de la criminalité, d'abord en arrachant aux mauvaises occasions l'enfant abandonné à ses seuls instincts, ou conduit au mal par ceux-là, que la Providence avait chargés de lui montrer la voie du bien ; ensuite en s'efforçant d'inspirer une crainte salutaire des nouvelles chutes, à celui qui est déjà une fois tombé, en le relevant, en lui enseignant les grandes leçons de la morale, du travail et de la religion. Il faut maintenant envisager l'éventualité, hélas ! trop souvent réalisée, où tous ces efforts ont été inutiles. Nous sommes dès lors en présence du délinquant ou du criminel adulte, et il ne suffit plus maintenant de prévenir ; le moment est venu de songer à la répression, par la peine et le système pénitentiaire.

Ces deux mots semblent rappeler le long cortège de tortures que les peuples barbares, et notre Moyen-Age même, avaient coutume d'imposer aux coupables, à titre de châtimement; cependant il n'en est rien. « Il y a quelques siècles, s'écriait M. Jules Simon en 1880 (1), on traitait l'accusé comme un coupable, le coupable comme un ennemi du genre humain. Une des plus grandes conquêtes de l'humanité a consisté à rappeler aux hommes ces deux maximes, qu'on trouve déjà dans Platon, et qu'on n'aurait jamais dû perdre de vue dans le monde chrétien : d'abord que l'accusé doit être réputé innocent jusqu'à sa condamnation, et ensuite que même le condamné, même le criminel est un homme, et par conséquent un frère. On peut et on doit le condamner s'il est coupable, mais il faut songer, en le punissant, qu'on punit un membre de la famille qu'il faut, dans l'intérêt du reste de l'humanité, le corriger plutôt que le détruire moralement. »

Le relèvement, l'amélioration du coupable, telle est, en effet, l'œuvre capitale : « *Pœna constituitur in emendationem hominum* » (2). C'est qu'en effet, le criminel n'est pas seulement un misérable qui doit être puni, c'est encore et surtout un malheureux qui doit être guéri, non seulement parce que la grande loi de fraternité, sur laquelle repose la Société, le veut ainsi, mais parce que l'intérêt de la Société le commande impérieusement. Pourquoi donc la prison et les sacrifices que son entre-

1. Discours prononcé à la Société générale pour le patronage des libérés repentants.

2. Paul. *Sentences de Pœnis*, § 20.

tien impose aux honnêtes gens, si elle ne doit point rendre bon ce qu'elle a pris mauvais, et si elle n'assure pas la tranquillité générale en nous mettant tous à l'abri de nouvelles entreprises criminelles ? Qu'on ne dise pas que l'amendement est impossible à obtenir ! Il n'est pas si grand coupable qui ne conserve au fond du cœur quelques bons instincts, quelques cordes sensibles que l'honnête homme ne puisse faire vibrer : nous en appelons à l'expérience de ces visiteurs dévoués de nos prisons, et surtout à celle des aumôniers appelés à donner parfois à ceux qui vont mourir sur l'échafaud, les suprêmes consolations. Ils ont pu constater plus d'une fois, les uns et les autres, dans l'exercice de leur beau ministère, l'exactitude de notre affirmation ; témoin le vénérable aumônier de la prison de Versailles qui écrivait, il y a quelques années : « J'ai vu souvent pleurer des prisonniers, lorsque je leur rappelais leur bonheur d'autrefois..... »

Les anciens n'avaient pas compris ces vérités, et nos ancêtres eux-mêmes n'avaient point assez calculé l'avantage que la Société retire de l'amendement d'un criminel et celui qu'elle perd en le châtier sans le rendre meilleur. C'est à l'Eglise que revient l'honneur d'avoir entamé la lutte contre les faux principes, dont nous venons d'entendre M. Jules Simon déplorer l'existence au sein des anciennes Sociétés.

Aussi bien M. Guizot, dans son *Histoire de la civilisation en Europe*, a-t-il pu dire justement : « Il y a dans les institutions de l'Eglise un fait en général trop peu remarqué : c'est son système pénitentiaire ; système d'autant plus curieux à étudier, qu'il est quant aux principes

et aux applications du droit pénal, presque complètement d'accord avec les idées de la philosophie moderne. Si vous étudiez la nature des peines de l'Église, des pénitences publiques, qui étaient son principal mode de châtimement, vous verrez qu'elles ont surtout pour objets d'exciter dans l'âme du coupable le repentir, dans celle des assistants, la terreur morale de l'exemple..... » Il suffit pour s'en convaincre d'une façon absolue, de lire l'ouvrage publié dernièrement à Fribourg par l'abbé Krauss, où l'auteur montre l'Église ennemie de la peine de mort qui tue le corps et ne sauve pas l'âme, tandis qu'elle laisse à la solitude des cloîtres le soin de jeter dans la conscience du prisonnier le germe du repentir.

Bien plus à ceux-là même qui se sont rendus coupables de crimes atroces et ont mérité pour châtimement la prison perpétuelle, l'Église dit encore : *Vade in pace*. Telle est sa condamnation capitale ! Mais n'allez pas croire cependant qu'elle soit éternelle et sans pardon. Car bien avant les législations modernes, l'Église pratiquait la libération conditionnelle après 15 ou 20 ans de peine, et dès 1303, elle avait écrit sur la porte de la prison de Florence, ce mot de pitié : *Oportet misereri*.

Et notons-le en passant, l'Église a su mettre en pratique ce généreux conseil.

Il suffit pour le démontrer de rappeler l'institution des Buoni omni de Florence en 1514, sorte de commission de surveillance dont un règlement en 49 articles définit les attributions; la Confraternita della misericordia, qui visite les prisonniers et les secourt, la Compagnia della Croce, dont le dévouement soulage les dernières heures

des condamnés à mort, les Sacconi à Rome, la confrérie de saint Jean décapité, au sein de laquelle se recrutent les confortatori dont le rôle consiste à donner les suprêmes consolations à ceux qui vont payer de leur vie le prix d'un crime, l'œuvre entière de saint Charles Borromée, dont Thomas Vaughan a écrit : « En matière de patronage, on n'a jamais fait mieux (1) », les Pères de la Miséricorde établis à Marseille en 1555 ; les Prieurs à Orléans ; la confrérie, dite de la Miséricorde, pour le soulagement des pauvres prisonniers, fondée en l'église saint Sernin de Toulouse dès 1570 ; la Délivrance, en faveur des détenus pour dettes ; l'assistance pour les condamnés, sous le patronage de Lamoignon, organisées à Paris au xvi^e siècle. Faut-il rappeler, enfin, le grand exemple donné par le pape Clément XI, lorsque, « frappé de l'inalité de la répression, au point de vue de la réforme, et, en même temps, de l'efficacité des souffrances volontaires de la vie claustrale pour le perfectionnement des âmes », il résolut de l'imposer aux condamnés et de mettre en pratique cette belle devise : « *Parum est improbos coercere pœna, nisi efficias disciplina probos.* » C'est à la suite de cet essai dans la prison Saint-Michel, qu'en 1772, le comte Vilain XIV inaugurait à Gand, le système de l'emprisonnement cellulaire, auquel l'Amérique allait donner son nom, en l'introduisant l'an 1786 dans la nouvelle prison de Philadelphie.

Ces progrès ne doivent pas nous étonner, car ils procédaient naturellement de cette idée que nous mettions en

1. *The visitation of prisoners*, 19.

relief, il n'y a qu'un instant, la peine réformatrice, et que saint Augustin exprimait en ces termes : « Toute peine doit tendre à l'amélioration morale du coupable ».

Il était facile de voir que pour obtenir le résultat recherché, la privation de la liberté était insuffisante et qu'à côté du châtiment, il fallait placer l'intimidation dont l'action simultanée ferait naître, à la fois ou successivement, le repentir et les bonnes résolutions. Si bien que l'on peut résumer de la façon suivante, les caractères de la peine équitable et légitime : elle doit être proportionnée à l'étendue de la faute, laisser une impression profonde à celui qui l'a subie et assurer en même temps son relèvement définitif. C'est d'après ces principes que doit être compris et organisé tout système pénitentiaire, afin de réaliser les résultats que l'on peut attendre, à l'aide des divers moyens qu'il nous faut maintenant indiquer.

Le Dr Wines, dans un opuscule intitulé : « *Un programme de réforme pénitentiaire aux Etats-Unis* », a posé ce principe qui nous paraît fondamental en la matière : « un véritable système de réformation doit travailler de concert avec la nature, et non pas contre elle. Le Créateur, continue-t-il, a imprimé dans l'âme humaine, d'une façon ineffaçable, certains grands principes ; et parmi eux, l'Espérance et la Sociabilité sont les plus profondément enracinés, les plus actifs, les plus puissants et les plus bienfaisants ». Le savant américain conclut, ainsi qu'il est facile de le comprendre, à la nécessité d'utiliser l'un et l'autre de ces deux puissants auxiliaires, dans l'accomplissement de la tâche si délicate de la réformation des coupables.

Il nous semble qu'il a bien raison ! Que ne fait pas l'espérance ? C'est elle qui soutient l'homme dans les plus terribles luttes de l'existence, c'est elle qui apporte la force au malheureux à qui la vie échappe, pour résister encore quelques instants aux étreintes de la mort. Parfois elle conduit aux pires résolutions, et même jusqu'au crime, lorsqu'elle se confond avec la cupidité ou la passion ; souvent aussi, elle montre le chemin des plus inaccessibles sommets, où l'héroïsme seul peut atteindre, et devient une vertu. C'est elle que le poète épicurien lui-même a chanté dans des vers mémorables ; elle dont saint Marc Girardin disait justement qu'elle est la nourriture de l'âme, et que le malheureux Chénier se félicitait d'avoir pour compagne de solitude dans les mauvais jours :

D'une prison, sur moi les murs pèsent en vain,
J'ai les ailes de l'espérance.

Mais alors qu'elle doit être puissante pour pousser au progrès vers le bien, lorsqu'elle montre au prisonnier l'heure de la liberté s'avancant de plus en plus, au fur et à mesure que son travail, sa conduite témoignent davantage de son amélioration.

Il faut donc lui dire que sa destinée est entre ses mains, qu'en méritant les récompenses décernées chaque jour, il arrivera plus vite à la libération, et qu'avant même de recouvrer son indépendance, il jouira bientôt d'une amélioration sensible dans son état, s'il sait obtenir la faveur de la libération conditionnelle. Il faut lui dire tout cela, il faut le lui répéter sans cesse ; c'est le moyen infailible d'utiliser ce caractère dominant chez

l'homme, que le Dr Wines appelle la Sociabilité. « L'homme est un être social, disait Maconochie, ses devoirs sont des devoirs sociaux, et c'est seulement en Société qu'il peut être convenablement élevé pour la Société ». Il est donc nécessaire de donner au prisonnier la compagnie de ses semblables. Mais comme il ne peut trouver dans leur fréquentation que de mauvais exemples, et autant d'obstacles à son relèvement moral, on demandera au dévouement et à la charité de lui fournir, dans l'isolement de ses co-détenus, dans la cellule, des visiteurs jouissant de l'estime générale, et capables par leurs conseils d'aider puissamment à la réalisation de l'œuvre entreprise. Ce n'est point assez encore, et ce rôle de direction vers le bien, les gardiens eux-mêmes devront le remplir, en s'intéressant au sort et à l'avenir de ceux dont ils sont chargés, au point de vouloir aussi leur amélioration, et d'enregistrer jour par jour leurs progrès ou leurs défaillances; punissant paternellement ces dernières et récompensant largement les premières. Les récompenses ainsi obtenues donneront droit à une sorte de liberté préparatoire, qui servira d'épreuve concluante et de garanties d'amendement offertes à la Société.

Peut-être, pour lui donner plus de confiance encore, pourrait-on adopter le système des condamnations indéterminées, dont le prisonnier lui-même marquerait le terme par ses efforts. Quelques législations ont admis ce principe, mais nous croyons qu'il répugne autant au caractère qu'à la Loi de notre pays, tant la franchise et l'indépendance française redoutent l'hypocrisie et l'arbitraire.

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, il faut encore ajouter quelque chose à tout cela, et appeler au secours du régime pénitentiaire, les forces morales dont l'assistance sera certainement salutaire, telles par exemple que l'enseignement du respect de soi-même et des autres, une certaine affection bien comprise de la part des agents de la justice pour ceux qu'ils châtient en son nom ; l'instruction pour combattre l'ignorance, quelquefois cause des plus profondes chutes ; le travail qui apporte avec lui le calme, la paix ; le travail, moralisateur par excellence, qui chasse l'ennui et prépare l'avenir, le travail dont les effets sont si excellents que le fameux Howard pouvait répéter sans cesse : « Faites des hommes travailleurs et ils seront honnêtes » ; la religion enfin, la première en importance, parce que son action est toute puissante sur le cœur et la vie de l'homme, et dont M. d'Olivecrona a pu justement dire : « L'instruction religieuse du condamné est la base la plus sûre de toute amélioration morale, la racine d'où doit sortir toute régénération, pour être saine et porter de bons fruits. Sans elle, tout changement extérieur dans la conduite du condamné n'est que de l'hypocrisie, son cœur conserve tout son endurcissement, seulement avec une addition de finesse et de ruse » (1). Telle doit être, nous semble-t-il, l'organisation théorique de l'expiation, si l'on veut pouvoir en espérer quelque utile influence sur la récidive.

Voyons maintenant ce qui a été fait dans la pratique :

1. *Causes de la récidive et moyens d'en restreindre les effets*, 1872.

Il est facile d'analyser le système adopté par le Code pénal français, dans ses articles 57 et 58, pour combattre la récidive. Il nous faut distinguer trois cas différents :

1^o La récidive de peine criminelle à peine criminelle. Lorsqu'après avoir été puni d'une peine afflictive et infamante, le condamné se sera rendu coupable à nouveau d'un fait passible d'une autre peine du même ordre, il y aura lieu à une aggravation conformément à l'échelle établie par l'article 56, qui se peut résumer ainsi : en principe on monte d'un échelon sur chaque échelle de peine. Quelques exceptions sont faites à cette règle : on ne passe jamais d'une peine temporaire à une peine perpétuelle : on se contente d'appliquer le maximum ou même le double de la peine temporaire ; on ne monte pas davantage d'une peine perpétuelle à la condamnation à mort ; après une première condamnation à la déportation, réservée aux délits politiques, les juges prononceront la peine de droit commun des travaux forcés à temps ; enfin la peine du bannissement sera appliquée, préférablement à la réclusion, lorsqu'une condamnation à la dégradation civique, peine à la fois politique et criminelle, aura déjà été encourue ;

2^o Récidive de peine correctionnelle à peine criminelle. Un individu a subi précédemment une condamnation à une peine correctionnelle, il se rend coupable d'un fait entraînant une peine criminelle, il n'y aura pas lieu à aggravation, sauf au juge bien entendu à user du maximum que la loi met à sa disposition ;

3^o Enfin la récidive de peine correctionnelle à peine correctionnelle. L'aggravation consiste dans l'élévation de la

seconde peine au maximum et même jusqu'au double, avec surveillance pendant cinq ans au moins et six ans au plus. Mais encore cette aggravation n'est-elle passible aux termes de la Loi du 13 mai 1863, qu'autant que la première peine est supérieure à une année de prison.

On peut adresser à ce système une critique qui, à notre avis, paraît très grave ; c'est la suivante : dans le cas de récidive correctionnelle que nous avons cité en dernier, le législateur s'est montré extrêmement sévère, de telle sorte que, pour un second délit de très minime importance, le juge devra prononcer le maximum de la peine, parfois cinq ans. Beaucoup de Tribunaux se refusent à le faire, et cela se comprend aisément : aussi, pour éviter de frapper trop durement, auront-ils recours à l'admission de circonstances atténuantes, alors même qu'en réalité, il ne s'en trouvera pas. Dans une audience, plusieurs jugements seront ainsi rendus ; d'autres semblables suivront, en grand nombre, dans le cours d'une année judiciaire, et légitimeront ainsi les réclamations de ceux qui constatent, avec peine, l'abus de l'indulgence et l'énervement de la répression. De telle sorte que, loin de châtier la récidive, le Code pénal l'aura encouragée. Mais ce n'est pas tout encore.

On sait que les articles 57 et 58, modifiés par la loi de 1863, n'édicteut pour la récidive, de peine plus sévère qu'autant que la première condamnation aura été supérieure à une année. C'est donc dire que les condamnations premières à moins d'un an, qui sont la grande majorité (68 0/0) (1), ne produiront aucun effet ; et cepen-

1. *Compte général de la justice criminelle pour 1884.*

dant il est une série de délits tels, par exemple, que la mendicité, le vagabondage, la rébellion ordinaire et individuelle, etc., pour lesquels le juge ne voudra ou ne pourra pas donner plus d'une année d'emprisonnement, de telle sorte que toutes ces infractions à la Loi Pénale, se renouvelleront sans danger pour leur auteur, et que nous entendrons, à l'audience, le Président, donnant connaissance du casier judiciaire, compter dix, quinze, vingt condamnations pour le même fait (1). Cette crainte, loin d'être chimérique, se justifie si bien que le compte général de la justice criminelle de 1884, nous apprend que parmi les vagabonds poursuivis dans cette année, soixante-quinze pour cent sont des récidivistes, tandis que le nombre des récidivistes en matière de rébellion s'élève pour la même période au chiffre déjà très respectable de quarante-sept pour cent : ce qui est énorme si l'on songe que la rébellion n'est pas un délit d'habitude, mais plutôt commis dans des moments d'oubli ou d'ivresse qui devraient être, en général, assez rares dans la vie d'un homme.

La critique adressée au Code pénal est donc bien fondée, et nous pouvons répéter, à notre tour, cette vérité indéniable aujourd'hui : les résultats de la répression n'ont point répondu aux espérances.

Mais nous allons plus loin encore, et nous pensons que l'œuvre législative dont nous nous occupons n'est pas conforme à l'équité, qui, surtout en droit criminel, doit

1. Le même reproche peut être adressé au Code pénal Belge (art. 56).

être la base première de toute disposition. En effet, toutes les fois que l'aggravation par suite de récidive est possible, elle *devra* (ce qui déjà porte une atteinte sérieuse au droit d'appréciation du juge) être prononcée, quel que soit d'ailleurs le temps écoulé, entre la première condamnation et celle qui est actuellement encourue, sans que la loi tienne le moindre compte de la bonne volonté la plus certaine et des efforts peut-être considérables qui ont été faits depuis cinq ou dix ans.

Cela n'est pas juste.

Enfin la récidive du Code Pénal est générale, de telle sorte qu'un individu qui a été une première fois condamné pour vol à plus d'un an, qui après avoir purgé sa peine, est sorti de prison pour tomber dans la misère, pourra subir le maximum et même le double de la peine édictée pour la mendicité (trois à six mois, ou un à trois mois suivant qu'il y aura ou non un dépôt dans l'arrondissement), s'il a été une fois surpris tendant la main pour avoir un morceau de pain.

Quel rapport y a-t-il entre le vol et la mendicité, et comment peut-on soutenir que la seconde de ces infractions à la loi, commise après la première des deux, dénote chez leur auteur commun une augmentation de perversité qui légitime une plus grande sévérité dans le châtiment (1). Ici, par conséquent, encore, le reproche que

1. La question de la spécialité ou de la généralité de la récidive a fait l'objet d'une longue et très intéressante discussion à la première section du Congrès de Paris (juillet 1895), nous sommes obligés de nous borner à résumer les conclusions votées par l'assemblée géné

nous avons déjà adressé à notre Code Pénal est justifié, et sur ce point ses dispositions n'ont pour base ni la justice ni l'équité.

Aussi bien, les tristes résultats de ce système sont-ils constatés par la statistique officielle, et le rédacteur du *Compte général* de 1884, que nous citons encore à dessein, a-t-il pu écrire : « L'inefficacité de la peine au triple point de vue de la correction, de l'intimidation et de l'amendement, ressort davantage des indications de la statistique : le flot de la récidive monte toujours : 89.169, tel est le chiffre des accusés et prévenus, qui après avoir été déjà frappés par la justice, ont été condamnés de nouveau en 1884 » (1).

rale : 1^o La récidive peut être suivant les cas générale, spéciale ou subordonnée à des conditions de temps ; 2^o La répression doit être combinée en vue : a) d'une aggravation progressive des peines sauf l'exception ci-dessous ; b) de l'infliction d'une pénalité plus rigoureuse aux malfaiteurs de profession ; 3^o il ne peut être dérogé par les tribunaux à la première de ces règles, que s'ils reconnaissent l'existence de circonstances exceptionnellement atténuantes, par une décision expresse et motivée. La loi doit fixer un minimum spécial pour éviter l'abus des courtes peines ; 4^o Pour le deuxième cas la loi doit fixer le nombre des condamnations à partir duquel il appartient aux tribunaux de décider, d'après la nature des condamnations encourues et le degré de perversité de l'agent, si l'inculpé est un malfaiteur de profession. Ajoutons que dans la discussion un courant d'idées s'est nettement dessiné dans le sens suivant : les malfaiteurs de profession doivent être soumis aux effets de la récidive générale, car chez eux c'est un genre de vie qu'il s'agit d'entraver dans son développement quotidien menaçant.

1. Chapitre des récidives, 1^{re} phrase.

Il fallait donc trouver autre chose de plus satisfaisant, de plus utile dans la lutte contre la récidive que les pénalités des articles 57 et 58 du Code Pénal, et c'est précisément l'effort législatif, qui s'étend de 1875 jusqu'à nos jours, que nous voulons étudier maintenant, en suivant non l'ordre chronologique, mais celui dans lequel les réformes trouvent place dans la pratique et que nous croyons plus capable d'en faire mieux apprécier la portée et les bienfaits.

CHAPITRE II

LOI BÉRENGER.

Lorsqu'un homme est déféré à la Justice, celle-ci doit examiner, avant de se prononcer, non seulement l'étendue et la gravité de la faute reprochée, mais encore les antécédents, le passé, les habitudes de celui qui l'a commise. Cette enquête a, selon nous, une très grande importance, pour éclairer le juge sur la véritable responsabilité du prévenu. S'il acquiert, grâce à elle, la certitude qu'il se trouve en face d'une première faute, inconciliable avec la conduite antérieure de son auteur, regrettée sincèrement par lui, il pourra et devra même se montrer indulgent.

C'est de ce principe qu'est parti M. le Sénateur Bérenger, après avoir constaté que la prison (par suite de la promiscuité qui trop souvent y règne malgré la Loi de 1875), est elle-même une cause de récidive, pour proposer le remède que contient la loi du 26 mars 1891.

Cette loi peut, en effet, se diviser en deux parties ; l'une, la plus en vue peut-être, qui contient l'innovation du sursis et l'autre qui concerne la récidive. Occupons-nous seulement de la première.

L'article premier de la Loi dispose que « en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison, pour crime ou délit de droit commun, les Cours ou Tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution de la peine. »

Cette mesure a été inspirée par la pensée que nous venons de rappeler d'un mot et que l'on peut résumer ainsi : le danger des courtes peines.

Nous avons précédemment montré que l'emprisonnement de quelques jours ou de quelques semaines était impuissant à réaliser l'œuvre de relèvement du coupable, mais que, par contre, il achevait de le corrompre et le faisait rentrer dans la société tout à fait mauvais. Il est, en effet, bien exact de dire avec l'exposé des motifs de la proposition de loi présentée au Sénat en 1885, par MM. Michaux, Schœlcher, Béral, Mazeau, Naquet et Tolain : « (La Prison) subie en commun est comme une sorte d'école du vice, où s'achève la dépravation du coupable, et où se recrute l'armée du mal. Elle fait des criminels ; à la place d'un délinquant elle restitue un scélérat. Subie dans l'isolement, elle ne peut produire un effet de préservation sociale, qu'autant qu'elle dure assez longtemps pour permettre à un système pénitentiaire moralisateur, d'entreprendre et d'accomplir le redressement moral du sujet. Et si ce temps nécessaire ne lui est pas accordé, elle a peut-être l'inconvénient de flétrir l'homme qu'elle atteint, de le désigner à la défiance, de le déclasser, de l'irriter contre la société, et, chose grave, de priver sa famille du produit de son travail pendant la durée

de sa peine et souvent au-delà. » Aussi depuis longtemps avait-on pensé à l'éviter à l'homme, que sa première faute avait surpris au milieu d'une vie de travail et d'honneur.

Plusieurs moyens avaient été proposés, sur chacun desquels nous devons dire quelques mots.

Trois de ces moyens avaient trouvé place dans le projet Michaux, Schoelcher, etc., que nous venons de rap-peler. L'article premier autorisait en effet, les tribunaux correctionnels, auxquels un prévenu n'ayant jamais subi de condamnation était déféré, à prononcer, après avoir constaté l'existence du délit, le pardon de la faute com-mise.

« Le fait de comparaître devant la justice, disait-on, doit laisser une trace ineffaçable, et l'esprit ne passe pas impunément par cette terrible épreuve » ; si bien que l'honorable M. Béranger, ancien président de Chambre à la Cour de Cassation, a pu affirmer sans être contredit, que l'on voit rarement revenir devant les juges, un homme acquitté une première fois. Si l'acquittement produit de pareils effets, que serait-ce du pardon qui créerait au bénéficiaire un devoir de gratitude envers la société qui l'a épargné !

Et pour appuyer cette affirmation de la supériorité du pardon, on en cherchait une preuve nouvelle dans l'as-sentiment universel qu'il avait jadis reçu de la part des nations civilisées. On rappelait que la législation d'Athènes et de Thèbes, plus tard celle de Rome, enfin plus près de nous celle de Pologne, l'avaient accepté ; que dans le droit des Germains, on le nommait Werzeld, en Scandina-vie Siaelfdaemi et Dié chez les Musulmans. Si, disait-on,

il a disparu chez nous, en 1789, c'est qu'on en avait fait un privilège de caste, et encore était-il si vivace et si usité sous l'ancien régime qu'il n'a pas été complètement anéanti par la Révolution ; il a, au contraire, laissé des traces que l'on retrouve aisément dans le droit de grâce reconnu au chef de l'Etat par la constitution.

L'article 2 du même projet avait trait au sursis dont nous parlerons plus loin. Ce projet donnait donc au juge la faculté, suivant les cas, de pardonner ou de menacer. C'est là une idée qu'exprimait quelques années plus tard M. Bernardino Alimena, dans la belle monographie qui a pour titre : « *La réprimande judiciaire et la suspension de la peine* », où après avoir fait un soigneux exposé de l'une et de l'autre au point de vue théorique et pratique, en Italie et dans les autres pays, il conclue ainsi : « pour quelques délinquants entraînés plutôt que coupables, le pardon ; pour certains le pardon et la menace, pour les autres la peine. »

Enfin l'article 4 permettait aux tribunaux correctionnels, après avoir prononcé une peine inférieure à deux mois, d'ordonner que les jours de prison seraient remplacés par un nombre égal de journées de travail. Le condamné, aux termes du second paragraphe, pouvait même, à son gré, convertir ces journées de travail, en une amende égale à leur évaluation.

C'était, on le voit, un projet qui tenait compte de bien des critiques et supprimait beaucoup de difficultés pratiques. Il fut pris en considération par le Sénat le 12 décembre 1885. Mais déjà à cette époque une commission était chargée d'examiner la proposition faite par M. Béranger,

qui l'emporta et devint une loi six années plus tard.

Au pardon, dont il vient d'être question, certaines législations, comme celle de l'Italie, par exemple, ont préféré l'admonition ou réprimande. Elle consiste dans un avertissement public donné au délinquant primaire, dont l'infraction a été accompagnée de circonstances très atténuantes. Selon M. Bonneville de Marsangy, qui en est un partisan convaincu, elle ne doit pas être une peine, suivant d'autres elle est bien une peine, particulière il est vrai, toute morale, ou, comme la qualifiaient nos anciens auteurs, une sorte de peine dont il ne reste pas trace.

L'admonition se justifie par cette règle de raison et d'humanité, qu'avant de frapper, il est nécessaire de prévenir : « *Moneat Lex antequam feriat.* » Elle n'a d'ailleurs rien d'injuste, ni d'illogique ; car si elle confère au Juge le pouvoir d'abaisser la peine au-dessous du minimum pour une première faute il ne faut pas oublier que la Loi lui donne également la faculté de l'élever au-dessus du maximum pour les récidivistes. Elle a de plus le grand avantage de permettre au Juge dans certains cas intéressants, où cependant une pénalité est nécessaire, de ne prononcer ni un acquittement, qui dénoterait une indulgence excessive, ni une condamnation à la prison ou à l'amende, qui pourrait être l'objet de la réprobation universelle.

Le droit canonique admet parfaitement l'admonition, ainsi que le démontre cette maxime, élevée à la hauteur d'un principe : « *Itaque admonitio quedam præcedere sententiam pœnalem censuræ debet, qua nunc vere con-*

tinua et peccator sit, demonstretur. » Dans l'ancien Droit Français, Domat disait d'elle que c'était « une correction par la bouche du Juge », et Merlin la définissait : « une sorte de peine qui consiste dans une réprimande que le Juge fait à l'inculpé, en l'avertissant d'être plus circonspect à l'avenir, et de ne pas retomber dans la même faute à peine d'être puni plus sévèrement. » Elle s'est conservée jusqu'en 1789, mais n'a pas reparu dans les Codes pénaux de 1791, de l'an IV, et de 1810. L'Angleterre, au contraire, pratique depuis longtemps l'admonition et c'est à elle, suivant M. Bonneville de Marsangy, qu'on doit la popularité et le respect dont jouit la Loi criminelle.

L'Italie aussi a gardé cette libérale institution empruntée au vieux Code sarde, sous le nom de réprimande, et elle en fait un large usage, puisqu'en la seule année 1884, 14004 délinquants en ont profité.

L'admonition offre sur le pardon l'avantage d'une plus grande intimidation, par le blâme public dont elle est accompagnée, par la menace du châtiment plus dur, en cas de rechute, mais elle eût été impuissante, croyons-nous, sur le caractère français si souple et si léger. Le réprimandé, sortant de l'audience, après un simple avertissement du Juge, eût-il été sévère, aurait pensé tout bas, s'il n'avait osé le dire tout haut, que de faire le mal ne coûtait pas cher, comme le candidat au baccalauréat, reçu avec l'extrême indulgence du jury, qui, en quittant la salle d'examen, fredonnait entre ses dents, avec une satisfaction profonde : « Je suis reçu, c'est tout ce qu'il me faut. »

Aussi le législateur a-t-il préféré adopter le sursis proposé par M. Béranger.

La loi du 26 mars 1891 donne, en effet, au sursis le même caractère d'avertissement public que celui qui est reconnu à la réprimande, par l'obligation qu'elle impose au Président, dans son article 3, de prévenir le condamné, que si dans un délai de cinq ans, il commet une nouvelle faute, la peine à l'exécution de laquelle on surseoit, sera exécutée sans confusion avec celle qui serait alors prononcée.

N'y a-t-il pas dans cette menace quelque chose d'assez effrayant pour garantir l'homme sur qui elle pèse et dont le repentir est sincère, contre toute chute nouvelle, mieux que ne saurait le faire la plus dure des réprimandes.

C'est, il faut bien le remarquer, en effet, une véritable condamnation qui a été prononcée, c'est une menace perpétuelle qui pèse sur celui qui bénéficie, grâce à ses bons antécédents, du bienfait de la Loi ; c'est une éventualité qui peut à chaque instant se réaliser, à la moindre faute et au prochain faux-pas. Quel moyen peut être aussi puissant pour soutenir une volonté déjà guidée par de bons instincts, que celui qui ne lui laisse d'autre alternative que la ligne droite ou la prison ?

C'est bien là ce qui fait la supériorité du sursis tel que l'a compris M. le sénateur Béranger, sur tous les autres systèmes dont nous avons déjà dit quelques mots.

D'ores et déjà, on le voit, une peine est suspendue sur la tête de celui qui est tombé une fois, et il sait que si,

une autre fois encore, il vient à défaillir, il subira et sans confusion possible, le châtement de son ancienne faute et celui de la nouvelle.

Ajoutez à cela qu'en pratique les tribunaux pourront être très durs dans la répression de l'une et de l'autre. La première peine prononcée atteindra, en effet, sans inconvénient, le maximum de la sévérité, puisque dans la pensée du juge, comme dans celle du prévenu, elle ne doit être qu'une garantie de bonne conduite à l'avenir. Quant à la seconde, elle sera amplement justifiée par la mesure bienveillante, dont le délinquant avait été une première fois l'objet, et qu'il n'a pas su reconnaître. Tout le monde y trouvera donc son compte, le coupable, la justice et la raison.

Pour bien apprécier l'exactitude de cette affirmation, il faut connaître un peu l'économie de la loi que nous allons essayer d'analyser aussi brièvement que possible.

Nous avons déjà rapporté plus haut (1) le texte de l'article premier qui résume, en peu de mots, tout le système de la loi. Nous ferons néanmoins remarquer que dans le projet, présenté primitivement au Sénat par l'honorable M. Béranger, et que la commission elle-même proposait après lui d'adopter, les seules condamnations à l'emprisonnement pouvaient être l'objet d'un sursis. C'est la Chambre qui, sur le rapport de M. Barthou, accorda la même faculté aux Tribunaux, pour une condamnation à une simple amende. La menace de payer une forte amende ne sera-t-elle pas, en effet, aussi efficace sur le riche, que

1. V. S. Page 127.

celle de la prison sur le misérable, à qui le fisc ne peut rien prendre. A l'heure actuelle, toute condamnation, soit à l'emprisonnement, pour une infraction quelconque à la Loi pénale, sauf pour délit militaire, l'article étant formel sur ce point, soit à l'amende, autant qu'elle revêt un caractère pénal, peut donc être accompagnée d'une déclaration que l'exécution en sera suspendue ; mais bien entendu, à certaines conditions que le texte énumère.

D'abord, l'inculpé doit présenter un casier judiciaire absolument indemne de toute condamnation antérieure, à la prison, pour crime ou délit de droit commun ; et cela se justifie à merveille par la pensée qui a guidé l'auteur de la loi : épargner la rigueur de la peine à ceux que la justice n'a jamais atteints et frapper, au contraire, plus durement les récidivistes.

On remarquera que par son silence, le législateur a montré qu'il entendait bien qu'une condamnation antérieure à l'amende serait insuffisante pour faire obstacle à l'application de la faveur qu'il créait. Quant à l'emprisonnement, le texte est bien net : il est nécessaire, pour empêcher le sursis, qu'il ait été prononcé pour délit ou crime de droit commun. Cela signifie donc qu'un délit ou crime politique déjà puni, ne saurait priver son auteur du bénéfice de la loi du 26 mars 1891. La raison en est fort simple ; c'est que, dans ce cas, il n'est guère possible de supposer la perversité.

La Loi Belge du 31 mai 1888 se sépare de la nôtre, en ne distinguant nullement, suivant la nature des infractions qui ont motivé la condamnation antérieure.

L'article 9 s'exprime ainsi : « Les Cours ou Tribunaux...

peuvent, lorsque l'emprisonnement... et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure pour crime ou délit, ordonner... »

Cette disposition nous paraît trop sévère, surtout lorsqu'elle a pour but d'assimiler, tout au moins, à ce point de vue, les délits politiques aux délits de droit commun.

Ce regret unanimement partagé en France, n'a pas été aussi vivement ressenti, quand il s'est agi de distinguer les infractions au Code pénal ordinaire des infractions au Code de Justice militaire et maritime, et de bons esprits déclarent, avec la majorité des jurisconsultes, qu'une condamnation à la prison antérieurement prononcée par un conseil de guerre, suffirait pour empêcher un tribunal d'accorder à celui qui l'a subie, un sursis, dans le cas où il commettrait dans la suite, et postérieurement à sa sortie du régiment, un nouveau délit.

Nous pensons, au contraire, que c'est là une opinion trop absolue, et qu'il y a lieu pour être juste, et se conformer à l'esprit de la Loi, de faire une distinction qui n'a rien que de très logique.

Le Code de Justice militaire prévoit et réprime deux sortes de délits : 1° Les délits que l'on pourrait appeler purement militaires, tels que la désertion, l'abandon de poste, l'insubordination. Le soldat qui en est accusé ne peut jamais obtenir le bénéfice de l'article 463 ; 2° les délits qui appartiennent au droit commun. Pour ceux-ci tantôt il renvoie au Code pénal, aussi bien pour l'application de la peine, que pour les circonstances aggravantes et atténuantes, comme par exemple, le vol simple, l'abus de la confiance, l'attentat à la pudeur ; tantôt il

édicte lui-même un châtement plus sévère, à raison du caractère de gravité qu'ils empruntent à la qualité de l'auteur ou de la victime, tel le vol au préjudice d'un militaire ou d'un habitant.

Il nous semble, quant à nous, que la condamnation antérieure, pour l'une des infractions de cette deuxième catégorie, ferait seule obstacle en cas de nouvelle poursuite, à l'application du sursis, tandis que les juges, dans la même occurrence, ne devraient tenir aucun compte du délit purement militaire.

Cette distinction nous paraît imposée par le texte de l'art. 1^{er} de la Loi de 1891 lui-même, qui déclare expressément, que l'inculpé ne doit point avoir subi de condamnation antérieure à la prison, pour *crime ou délit de droit commun*.

Et que, sous la pression des événements, on n'essaie pas de contester notre solution, par le seul motif qu'il y a des crimes, tels que la trahison et l'espionnage, plus horribles que l'incendie volontaire ou l'assassinat ! Car il nous serait facile de répondre que ceux-là rentrent dans l'expression « droit commun », dont s'est servi le législateur, puisqu'ils ne sont en réalité que des crimes contre la sûreté de l'Etat, auxquels un chapitre du Code pénal est consacré.

Il est inutile d'ajouter que des condamnations antérieures pour délits spéciaux et contraventions de simple police, ne sauraient faire obstacle au sursis, le but de la Loi étant de se montrer indulgente, sauf peut-être celles que l'on qualifie quelquefois de contraventions correctionnelles (exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie

par exemple), que la Cour de Cassation (1) semble avoir rangé dans la classe des délits (2).

Mais il est plus intéressant de savoir ce qu'il devrait advenir dans le cas où la condamnation antérieure pour crime ou délit de droit commun aurait été effacé par une réhabilitation ? Il nous semble, quant à nous, qu'alors le sursis pourrait être accordé, la réhabilitation ayant pour effet, aux termes de l'article 634 du Code d'Instruction criminelle, modifié par la loi de 1885 sur les récidivistes, d'*effacer* la condamnation, de telle sorte qu'elle ne peut plus jamais être prise en considération. Quand aux paragraphes 2 et 3 de ce même article, dont on pourrait, dans la doctrine opposée, tirer objection, ils nous paraissent être simplement des exceptions à la règle générale à laquelle l'auteur de la loi de 1891, qu'il l'est aussi de la loi de 1885, a dû se référer en connaissance de cause. Enfin, en ce qui touche la loi Belge, de l'interprétation de laquelle on voudrait se servir contre nous, il est facile de répondre que, si elle permet, sinon formellement, du moins tacitement, de dire qu'une première condamnation même après réhabilitation empêche le juge d'accorder un sursis, c'est que la réhabilitation n'a pas en Belgique les mêmes effets qu'en France : Accordée par décision

1. C. 23 février 84, S. 86. 1. 233 et C. 22 avril 87, S. 88. 1. 397.

2. Pour les condamnations atteignant les enfants à raison d'une faute dont ils se sont rendus coupables, il faut distinguer avec soin le cas où la peine prononcée a été l'emprisonnement, de celui où elle a été, au contraire l'internement dans une maison de correction, qui ne compte, en réalité, que comme mesure d'éducation.

gracieuse du souverain, elle efface seulement certaines incapacités, « elle ne détruit pas le fait », pour employer les expressions de M. Lejeune, à la tribune des Représentants en 1888.

Nous pouvons donc maintenant résumer d'un mot, la première condition du sursis : elle consiste, pour celui qui le sollicite, à n'avoir point de casier judiciaire, où soit relevé une condamnation à la prison, pour crime ou délit de droit commun.

Il en est une autre encore : le sursis doit être accordé dans une décision *motivée* en fait et en droit (et ce, suivant M. Bregeault, à peine de nullité) (1), par les Cours ou Tribunaux.

Ces derniers mots ont fait naître des difficultés. Nous pensons, quant à nous, qu'ils comprennent toutes les juridictions chargées, à un titre quelconque, d'appliquer une loi pénale ; sauf celles qui ont été expressément exceptées, comme les Conseils de guerre. Ceux-ci ont été mis hors du droit commun, par crainte de l'énervement et de la discipline et malgré le sentiment de M. Béranger, qui partageant l'opinion que nous avons déjà fait connaître, déclarait en répondant à une interruption de M. de Langle Beaumanoir, à la séance du 3 juin 1890, que : « dans son opinion de jurisconsulte, le militaire français poursuivi devant une juridiction militaire pour fait de droit commun, devait participer au bénéfice de la loi. »

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, il importe de remarquer que le sursis est dans tous les cas une faveur laissée au

1. Bregeault, *Lois Nouvelles*. Loi du 26 mars 1891, page 327.

pouvoir absolument discrétionnaire des juges, qui peuvent toujours refuser de l'accorder.

Supposons qu'ils aient bien voulu faire droit sur ce point, aux conclusions du prévenu, et voyons quels seront les effets de la « condamnation conditionnelle ». Cette expression souvent employée de « condamnation conditionnelle », signifie qu'elle produira tous les effets des sentences judiciaires sauf ceux qui seraient incompatibles avec la modalité dont elle est affectée. Cette condition, on le comprend, n'est autre que la condition résolutoire. La condamnation sera rétroactivement anéantie, si après cinq années écoulées celui qui l'a subie n'en a pas encouru d'autre à la prison, pour crime ou délit de droit commun. C'est bien en effet, ce que décide l'article 4 : « La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée. Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1, paragraphe 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties. » Ajoutons immédiatement, que si elle subsiste dans ceux qui seront délivrés aux magistrats, c'est à titre de simple renseignement.

Telle est aussi la raison pour laquelle le sursis ne s'applique pas, d'après l'article 2 aux peines accessoires et aux incapacités résultant de la condamnation qui pourront, sans difficulté, cesser d'avoir effet du jour où cette condamnation sera, par application de l'article 1, réputée non avenue. Il y a d'ailleurs, de cette conséquence, une excellente justification ; elle nous paraît ressortir de la pensée qui a inspiré l'auteur même de la loi. M. Béranger n'a

pas voulu éviter au coupable, tant la peine elle-même, que le danger moral en face duquel son mode d'exécution le place. Ce n'est pas de la prison seulement qu'il a voulu le dispenser, mais surtout de la flétrissure morale qu'elle n'aurait pas manqué de lui imprimer. L'honorable M. Bernard avait raison de dire à la Chambre : « On l'admet à prouver la réalité de son repentir et à gagner sa libération. Mais jusque-là qu'est-il ? Juridiquement un condamné, et les incapacités sont l'accessoire de la condamnation, non de l'emprisonnement ; moralement : un coupable, et c'est à sa culpabilité qu'a été attachée, dans certains cas, une présomption défavorable, moins pour le frapper personnellement, que pour sauvegarder l'intérêt d'autrui. Qu'on le relève de cette présomption, quand il aura prouvé qu'elle n'était pas justifiée soit, mais attendons que cette preuve soit faite, pour lui en attribuer le bénéfice ».

Et cela est si vrai que, pendant le délai de cinq ans, une grâce peut intervenir, car il y a véritablement condamnation. Il n'en est pas de même, par contre, de la réhabilitation judiciaire, pour l'obtention de laquelle, celui qui la sollicite, doit établir qu'il a subi la peine principale ou qu'il lui en a été fait remise en tout ou en partie.

De même il faut décider qu'en cas de condamnation à l'amende, la solidarité n'a pas d'effet, *pendente conditione*, contre celui qui a obtenu le sursis ; car s'il en était autrement, il serait facile, malgré l'application faite par le tribunal de l'article 1^{er}, d'arriver à l'exécution de la condamnation, et le sursis deviendrait illusoire.

Il est bien entendu d'ailleurs que pour produire ses effets, la condamnation conditionnelle doit être devenue définitive et avoir cessé d'être susceptible d'un recours quelconque.

La condition résolutoire, avons-nous dit, se réalise si cinq années se sont écoulées sans nouvelle condamnation à la prison pour crime ou délit de droit commun. Il y a donc un grand intérêt à savoir le moment exact, à partir duquel ce délai commence à courir. On a beaucoup discuté sur ce point. Les uns prétendent le faire courir du jour de la première décision, parce que l'article 1^{er}, selon eux, donne le choix entre l'arrêt et le jugement, d'autres parce que, disent-ils, l'opposition et l'appel remettent tout en question, mais seulement conditionnellement, de telle sorte que le point de départ du délai dont il est question sera différent, suivant qu'il y aura confirmation, sur le recours du condamné, ou sur celui du Ministère public. C'est, ajoutent-ils, l'application pure et simple de l'article 24 du Code pénal.

La réponse à ceux-ci et à ceux-là nous paraît facile. L'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, est formel et s'exprime ainsi : « Si pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt », ce qui signifie, à n'en pas douter, que ces cinq années commenceront à courir du jugement ou de l'arrêt, suivant qu'il y aura eu un jugement, ou un arrêt confirmant la première décision. Quant à l'application par analogie de l'article 24, il ne peut en être question, car il a été édicté pour l'emprisonnement préventif et ne saurait être raisonnablement étendu aux cas qu'il n'a pas voulu prévoir.

Nous concluons donc que le point de départ du délai de cinq ans, doit être fixé au jugement, ou à l'arrêt s'il y a eu appel, et dès lors il ne nous reste plus qu'à nous occuper de la condition résolutoire.

Deux hypothèses peuvent se présenter en effet : 1° La condition résolutoire se réalise par la faute de l'inculpé. Dans ce cas, la première condamnation cesse d'être conditionnelle, les effets qu'elle a produits sont consolidés pour l'avenir et quant à ceux qui étaient suspendus, ils vont de ce jour recevoir leur exécution, avant même le commencement de la seconde peine prononcée, quelle qu'elle soit. Certains jurisconsultes trop logiques pour être humains, affirment, en conséquence, qu'il en va même ainsi, lorsque la seconde poursuite aboutit à une condamnation capitale. La confusion est donc, dans tous les cas, impossible, et l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la loi du 26 mars 1891 le dit expressément. Cette règle constitue une dérogation formelle à l'article 365 du Code pénal dans le cas où la deuxième infraction aurait été commise, avant que la première condamnation ne soit devenue définitive.

On a beaucoup discuté la question de savoir quel acte établissait l'indignité du prévenu, qui, une première fois, avait bénéficié du sursis. Certains jurisconsultes prétendaient que le délit en lui-même était suffisant pour faire arriver la condition résolutoire ; d'autres que la condamnation qui légalement établissait seule le délit, était le critérium nécessaire. Le législateur a adopté une troisième opinion, en décidant que la poursuite, lorsqu'elle serait suivie de condamnation, serait une preuve suffisante.

Cette solution a une grande importance, on le comprend

aisément, car il peut arriver que le jour où la poursuite commence officiellement soit encore compris dans le délai de cinq ans, tandis que celui de la condamnation sera tout à fait en dehors. Dans cette hypothèse qui n'a rien que de très naturel et de tout à fait ordinaire, le prévenu aurait pu, légalement au moins, obtenir un nouveau sursis, au cas où le législateur aurait exigé, non pas une nouvelle poursuite mais une nouvelle condamnation dans le délai de cinq ans. Actuellement, cela serait impossible, en face de la précision avec laquelle le paragraphe 3 de l'article 1^{er} a été rédigé.

2^o La condition résolutoire vient à défaillir, et le délai expire sans qu'une nouvelle poursuite ait lieu. Dans ce cas il s'opère, au profit du condamné, une véritable réhabilitation légale qui ne se confond pas, il faut le remarquer avec la réhabilitation judiciaire. Cette dernière suppose, nous l'avons déjà rappelé, l'exécution ou tout au moins la remise de la peine, tandis qu'il n'en est pas de même pour la première. Néanmoins, entre l'une et l'autre de grandes analogies subsistent, et c'est ainsi que toutes deux ont pour effet d'empêcher la première condamnation d'être comptée pour la récidive, de laisser aux Tribunaux la possibilité d'accorder un nouveau sursis, de faire cesser pour l'avenir, sans néanmoins les supprimer dans le passé, les pénalités accessoires et les incapacités, enfin d'effacer sur le casier judiciaire délivré aux parties, la mention de la condamnation autrefois encourue.

Telle est la première partie de la loi Bérenger, aussi brièvement analysée que possible et qui a pour but, on le voit, en encourageant au bien le délinquant primaire, de

lui éviter la flétrissure morale de la prison. C'est là certainement un grand progrès de notre législation, mais elle a été devancée dans cette voie par quelques autres nations dont nous allons citer les noms.

L'Angleterre possède depuis le 8 août 1887 l'« Act to permit the conditional release of first offenders in certain cases », dont M. Vincent Howard a été l'initiateur.

Ainsi que le donne à entendre le titre de loi que nous venons de rappeler, il s'agit non pas d'une condamnation conditionnelle, mais d'un élargissement (release) conditionnel; c'est-à-dire que le juge renvoie le prévenu sans avoir prononcé la peine, se réservant de le faire à la première infraction nouvelle, et ce sans préjudice de celle qui aura été encourue alors. Et encore cette faveur ne peut-elle être accordée qu'autant que l'emprisonnement applicable au délit commis est inférieur à deux ans. Comme en France, le prévenu qui la sollicite doit justifier d'un passé sans tache, et prendre de plus l'engagement, avec ou sans caution, de se représenter à toute réquisition et de garder une bonne conduite. Si après l'enquête il était établi un jour ou l'autre, qu'il n'a pas tenu ses promesses, il pourrait être arrêté, ramené devant le même juge, qui prononcerait alors la peine, laquelle devrait être à l'avenir purgée sans sursis. Avant d'accorder le release, les tribunaux doivent examiner également si les circonstances leur paraissent atténuantes, et ils ne peuvent l'appliquer qu'autant qu'il en est ainsi.

Mais ce que la législation anglaise a de plus remarquable peut-être, c'est qu'elle laisse au juge le soin de déterminer le délai pendant lequel, la bonne conduite est

nécessaire, pour éviter que la peine ne soit prononcée, tandis que, en France, il est uniformément fixé à cinq ans.

Le système anglais nous paraît peut-être supérieur, s'il est possible, à celui de M. Béranger, car l'incertitude, où le bénéficiaire du release se trouve, de la quotité de la peine qui lui serait appliquée, pour sa première infraction, au cas de récidive, nous paraît constituer une menace plus efficace encore que celle résultant de notre loi du 26 mai 1891.

Cependant ce n'est point ainsi que la Belgique a procédé dans sa loi du 31 mars 1888. Elle a, en effet, dans l'article 9, adopté le sursis tel qu'il est pratiqué en France, mais avec quelques petites modifications. La suspension d'abord n'est possible que dans les condamnations à l'emprisonnement, et encore seulement dans celles qui n'excèdent pas six mois. Mais à l'exemple de ce qui se passe en Angleterre, c'est le juge qui fixe le délai d'épreuve à son gré, sans qu'il puisse, cependant, dépasser cinq ans. Dans le cas où pendant ce laps de temps, le condamné n'encourrait aucune nouvelle « condamnation pour crime ou délit », le premier jugement serait considéré comme non avenu.

Il faut remarquer que cette disposition législative ne fait aucune distinction entre les délits ou crimes politiques, ou de droit commun. De plus, elle n'a pas restreint la faveur du sursis au délit (pas plus d'ailleurs que notre loi), aussi la Cour de Cassation Belge a-t-elle décidé qu'il pouvait être appliqué en cas de condamnation à l'emprisonnement pour contravention (1).

1. Pasicrisie, 1889, 1, 168. Arrêt du 1^{er} avril 1889.

Cette législation a été étendue au Grand Duché de Luxembourg, par la loi du 10 mai 1892.

Le canton de Neuchâtel, en Suisse, a adopté, également, la condamnation conditionnelle, ou, plus exactement, pour employer l'expression anglaise, le *conditional release*, ou sursis au prononcé du jugement. Mais les cas en sont très restreints. Il ne peut être, en effet, appliqué qu'au mineur de vingt-cinq ans, coupable des seuls délits de vol, escroquerie ou abus de confiance, ayant un objet inférieur à cent francs, et lorsqu'il a fait des aveux complets. Encore le sursis est-il précédé d'une réprimande et accompagné d'une mise en surveillance pour trois ans. Si à l'expiration de ce délai, il a donné entière satisfaction, l'action publique est réputée éteinte; par contre, si dans les dix ans qui suivent, il vient à commettre un nouveau délit, les peines de la récidive peuvent lui être appliquées.

Le sursis, on le voit, doit donc être assez rarement employé, mais le Code Neuchatelois prévoit aussi la Réprimande.

Celle-ci s'applique surtout, mais non exclusivement, aux mineurs de douze à dix-huit ans, qui sont déclarés avoir agi avec discernement, et aux ascendants qui, pour la première fois, abusent de sévérité contre les enfants mineurs soumis à leur autorité.

La plupart des cantons suisses ont également adopté la réprimande, de laquelle, l'article 310 du Code Fribourgeois donne la définition suivante : Elle « consiste dans la répression, par voie de censure ou de blâme, d'une infraction à la loi pénale. » C'est, d'ailleurs, la mesure ordina-

rement admise par les législations européennes qui, à part les trois exemples, par nous cités plus haut, ne connaissent pas le véritable sursis.

L'Italie est parmi toutes, celle dont le Code est le plus complet sur la matière. Les articles 26 et 27 réglementent la « réprimande judiciaire », issue, nous l'avons déjà dit, de l'admonition préventive des vieux codes Sarde (art. 47 à 50) et Toscan (art. 13 à 23).

Il résulte de l'examen de ces dispositions législatives, que la « *reprezzione giudiziale* », peut être appliquée au délinquant primaire, en faveur de qui les circonstances atténuantes ont été admises, toutes les fois que la peine édictée par la loi « n'excède pas un mois de détention ou d'arrêt, trois mois de confinement, ou trois cents liras de l'une ou l'autre amende. » Elle peut être admise, même en faveur du délinquant, condamné une première fois, comme contrevenant, à condition que la peine prononcée n'ait pu être supérieure à un mois d'arrêt. Dans chacun de ces cas, le tribunal prononce la peine qu'il croit juste, et ordonne, par la même décision, que la réprimande judiciaire lui sera substituée.

C'est alors qu'en audience publique, le président adresse au coupable « l'avertissement approprié à sa situation particulière, et aux circonstances du fait », en insistant sur les prescriptions de la loi violée, et les conséquences de l'infraction commise.

Le prévenu qui bénéficie de la *reprezzione giudiziale*, doit, à titre d'amende, verser une certaine somme, pour le cas, où dans un délai que fixe le jugement, et qui ne peut excéder deux ans pour délit et un an pour contra-

vention, il viendrait à commettre une nouvelle faute ; bien entendu, sans aucun préjudice pour la peine encourue à raison de la seconde infraction.

Ce système, que nous avons pu esquisser grâce à la traduction du Code italien par M. Lacointa, nous paraît aussi parfait que possible, étant donné que le respect des anciennes institutions, imposait à l'Italie, l'obligation de conserver, en la rajeunissant un peu, la vieille admonition.

La Russie a inscrit, aussi, la réprimande dans son Code Pénal. Mais elle est surtout employée pour les crimes ou délits de fonctionnaires, vis-à-vis desquels elle constitue une peine très sévère (art. 65, § 8 et 9).

En Allemagne, la réprimande existe également, mais elle est réservée aux mineurs de douze à dix-huit ans, qui ont commis un délit ou une contravention sans discernement.

Après le Congrès de l'Union Internationale de droit pénal, tenue à Bruxelles, en 1890, le ministre de la justice en Prusse a adressé aux procureurs généraux et présidents des tribunaux supérieurs, une circulaire pour leur demander leur avis sur l'opportunité de l'adoption d'une loi semblable à la nôtre. Sur treize rapports, douze ont été nettement défavorables. Quelques-uns cependant, acceptaient le principe pour les jeunes délinquants, mais encore n'étaient-ils pas la majorité. M. Bachem a fait paraître, en 1894, un ouvrage intitulé : « *La condamnation conditionnelle* », dans lequel il cherche à populariser un peu l'objet de son travail. Il s'appuie, pour l'essayer, sur le vœu émis en 1891, par le Congrès des juris-

consultes allemands, tenu à Cologne. Mais il ne se dissimule pas l'obstacle à peu près infranchissable, auquel se heurteront les plus généreux efforts, et qu'il nomme : « Les tendances bureaucratiques de l'administration judiciaire. »

Cependant, à la séance du 13 février 1895, la question de la condamnation conditionnelle a été posée devant la Chambre des députés de Prusse. Le ministre de la justice M. Schoenstedt, sans contester l'utilité de la mesure réclamée, a seulement demandé d'attendre les résultats donnés par les lois Belge et Française. Il a même été plus loin, en ajoutant que le moment venu, il proposerait de tenter l'expérience d'abord sur les jeunes délinquants. Le jour est donc prochain où après bien des hésitations, l'Allemagne sera enfin dotée d'une loi de sursis, qui lui permettra de vider un peu ses prisons, surabondamment pleines, s'il faut en croire les déclarations de M. Roeren, juge à la Cour suprême de Prusse.

La réprimande dans le Code espagnol et dans le Code portugais est une peine correctionnelle, si elle est prononcée en séance publique et une *pœna læve*, si elle est au contraire, administrée à huis-clos.

L'Autriche-Hongrie ne connaît pas encore les faveurs qui, dans d'autres pays, dispensent de la peine. Cependant son projet de Code pénal consacre l'article 25 au sursis, mais avec quelles restrictions ! La suspension ne serait, d'après lui, applicable qu'aux peines d'emprisonnement n'excédant pas un mois ; le délai d'épreuve serait fixé par le Juge, entre un et trois ans, et à l'expiration, l'extinction de la peine devrait être prononcée

par le Juge; le sursis ne pourrait être accordé, ni aux personnes qui n'ont aucun domicile connu, ni à celles qui sont privées de leurs droits civils, ni à celles à qui certaines professions ont été interdites, etc... (1).

On voit donc qu'il y a loin de là à notre Loi du 26 mars 1891, qui reste le modèle de toute législation en pareille matière.

1. Un projet de loi pour la Hongrie modifiant le Code pénal dans un sens plus large, vient d'être rédigé et sera prochainement présenté à la Chambre des Députés de Buda-Pesth.

CHAPITRE III

RÉGIME PÉNITENTIAIRE.

Nous venons d'examiner le cas où, vu les bons antécédents du prévenu, sa qualité de délinquant primaire, le peu de gravité des faits, le Tribunal lui accordait la faveur d'une suspension de sa peine. Supposons qu'il n'en soit pas ainsi, que la condamnation à l'emprisonnement prononcée soit ferme, et voyons comment elle va être exécutée. C'est le débat tant de fois agité déjà, et cependant toujours ouvert sur la question de savoir quel est le meilleur régime pénitentiaire, de la prison en commun, avec ses diverses modifications, ou de la cellule, dans lequel nous allons entrer à notre tour.

Un célèbre criminaliste américain, le D^r Wines, si nos souvenirs sont exacts, a écrit dans son projet de réforme pénitentiaire, ces mots, qui nous paraissent un principe fondamental dans la matière que nous traitons : « L'organisation théorique et pratique des peines est le pivot, sur lequel repose toute la législation répressive d'un peuple ».

Tant il est vrai de dire, avec Livingston, que « toute législation qui édicte des peines, est incomplète et pres-

qu'impuissante, si elle ne statue en même temps, par des dispositions spéciales et détaillées sur le mode d'exécution de ces peines ».

Combien de savants, de philanthropes, d'hommes inspirés par la charité ou le patriotisme, se sont réunis pour essayer de résoudre en commun, ce difficile problème, auquel les lumières d'un seul ne suffisent point. Londres, Stockholm, Rome, Saint-Petersbourg, Paris, sont autant de noms qui font époque dans l'histoire pénitentiaire, et rappellent les plus louables efforts tentés, pour parvenir au but, qu'ils avaient eux-mêmes assignés à leurs labeurs et à leur vie.

Dans les siècles passés, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, on ne s'occupait pas de ces graves questions. Le criminel était sacrifié ; il importait fort peu de savoir quel était son sort, sa condition, son avenir, du moment où l'on avait assuré son incarcération. « Sous l'ancien régime, dit M. d'Haussonville au commencement de son magnifique rapport sur l'enquête pénitentiaire ordonnée par l'Assemblée Nationale, les prisons ne sont considérées que comme des lieux de répression et d'infamie, et, sauf quelques esprits adonnés aux chimères comme Mabillon, nul ne songe à s'inquiéter de l'amendement moral de ceux qu'elles renferment. »

Et plus près de nous, quel ne serait pas le lamentable tableau qu'un peintre sentimental pourrait esquisser en prenant pour modèle les prisons, dans l'état où elles étaient encore au commencement de ce siècle, et jusqu'en 1830 ?

A quoi pouvaient-elles donc servir alors ? A la démoralisation, sans nul doute ; car il ne fallait attendre au-

cun autre résultat de ces geôles infectes, où les prisonniers étaient victimes de mauvais traitements, d'abus de toutes sortes, surtout de cette abominable promiscuité des crimes, des âges et des sexes ; d'où le vice s'exhalait sous ses formes les plus honteuses et les plus répugnantes.

Qu'on se souviene de l'idée qui présida, en 1819, à la fondation de la Société royale des prisons, instituée, aux termes de ses statuts pour « concourir avec l'administration publique, à apporter dans les prisons toutes les améliorations que réclament la morale, la justice, et l'humanité » ; qu'on se rappelle l'ordonnance royale du 9 avril 1819, dont les articles 7, 8, 9, 10, 11 et 12, chargeaient le conseil général des prisons qu'elle créait, de surveiller l'administration et le régime intérieur, le classement des détenus selon l'âge, le sexe, la nature des délits, l'introduction du travail, la discipline, l'organisation de l'enseignement moral et religieux, et l'on aura une idée à peine exacte du chaos, qui, jusqu'alors, rendait impossible toute tentative d'amélioration ou de relèvement des coupables. On comprendra peut-être, ainsi que le disait en 1819, M. Bigot de Préameneu que « le Roi ait été touché de l'horreur du séjour dans presque toutes les prisons du Royaume. »

Mais, il faut le reconnaître, Louis XVIII était animé des meilleures intentions ; il décréta également la fondation d'une prison modèle et de son règne date la réforme du régime pénitentiaire en France.

A l'heure actuelle, elle n'est point encore achevée. En 1875, la fameuse loi sur la séparation individuelle est venue comme pour lui donner un terme. Car avant elle, en

effet, le but poursuivi ne pouvait être atteint. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler le régime autrefois adopté dans les prisons françaises, et les inconvénients de la communauté.

Nous avons déjà dit précédemment en effet, que la communauté est un obstacle presque infranchissable à la moralisation. Sans compter les mauvaises leçons qui, données par un seul portent toujours des fruits pour plusieurs, sans parler des bons exemples qui font absolument défaut, il est facile de voir que toute tentative de relèvement est impossible. L'homme de bien, le visiteur, l'aumônier ne pourront entretenir qu'en particulier le détenu, mais dès que celui-ci rentrera dans le rang, que de sarcasmes, de quolibets, d'injures peut-être, il devra supporter, qui l'empêcheront de mettre en pratique ses plus fermes résolutions. « La tyrannie du mal y est telle, qu'il est à peu près impossible de s'y soustraire », disait une cour d'appel consultée sur ce sujet. Sans doute, le silence est la règle dans les prisons, mais toute règle n'existe-t-elle pas pour être violée ? et là plus encore qu'ailleurs. La tentation est si forte ! et la sévérité du châtiment ne double-t-elle pas, pour les natures hardies, le plaisir de mal faire ?

Quant au travail il est improductif, et malgré une diligente surveillance, on ne peut obtenir qu'il absorbe les instants de la journée au point de devenir moralisateur.

De telle sorte qu'un éminent magistrat (1) pouvait écri-

1. M. Delpech, conseiller à Montpellier. *De l'influence du régime pénitentiaire français sur les récidivistes*. Revue pénitentiaire, 1878, p. 851 et s.

re, il y a quelques années : « La peine est un agent suprême de démoralisation... Les malfaiteurs de toute sorte, de tout âge, de toute condition, s'y trouvent réunis. Ils s'enseignent mutuellement à devenir plus mauvais. Dans ces abîmes du mal, où une surveillance efficace est impossible, l'estime de soi-même, ce premier et le meilleur des freins, se perd complètement. Que de complots s'ourdissent là pour être exécutés à la sortie ; que d'enseignements pervers et mutuels, que d'instructions données par les demeurants à ceux qui sortent pour commettre tous les crimes. Là se préparent et se concertent les récidives à réaliser ». Et cependant tel était le système d'emprisonnement employé en France, jusqu'en 1875. Il comportait, il est vrai, quelques correctifs, tels que les quartiers spéciaux pour les mineurs de vingt ans ; depuis 1865, des quartiers d'amendement et de préservation pour les condamnés qui se signalent par leur bonne conduite, des quartiers cellulaires pour les incorrigibles. Mais tout cela était insuffisant, car dans chacune de ces catégories, c'était encore la promiscuité.

Que n'a-t-on fait pour remédier à cet inconvénient ? Nous avons déjà eu l'occasion de citer le nom de la prison de Gand. C'est dans cet établissement correctionnel, que dès 1772, avait été tenté un essai de système mixte comportant la communauté de jour et la séparation de nuit. En 1821, la ville d'Auburn (New-York) lui donna son nom en l'introduisant chez elle. Mais à Gand comme à Auburn, les résultats ont été insignifiants, et cela est facile à comprendre. S'il est vrai que l'encellulement nocturne empêche bien des honteux désordres, que la plus

sérieuse surveillance est impuissante à prévenir dans les dortoirs en commun, il n'est pas moins certain que, pendant le jour, les causes de démoralisation subsistent tout entières. Cependant, c'est un moyen, qu'en attendant la reconstruction de toutes nos prisons, suivant le désir de la Loi 1875, on pourrait employer en France.

Nous avons vu les modèles de ces cellules nocturnes, sortes de cages tout à fait suffisantes pour l'usage auquel on les destine. Le prix en est fort peu élevé et l'application très commode dans n'importe quelle chambre commune. En 1878, une circulaire ministérielle prescrivait à tous les directeurs de maison centrale, d'étudier un projet en ce sens, après un essai fait à Poissy, et dont les résultats avaient paru assez satisfaisants. Néanmoins l'idée n'a pas suivi son cours ; le système d'ailleurs, ainsi que nous l'avons déjà dit, n'était pas suffisamment bon pour mériter l'adoption.

Un Irlandais, sir W. Crofton, aujourd'hui célèbre, essaya de faire mieux, en inaugurant dans son pays, le système qu'il appela de son nom. Il se distingue de tout autre régime pénitentiaire en ce que les détenus sont soumis successivement à une série d'emprisonnements de moins en moins rigoureux, qui les font passer progressivement, sans brusque changement, d'une étroite séquestration à la pleine liberté. On le nomme aussi parfois le système progressif, à cause de trois stages qui constituent chacun, pour le condamné, une progression dans la voie du relèvement et de la libération. Ce système est passé d'Irlande en Angleterre, puis en Suisse, en Saxe, en Autriche, en Hongrie, et enfin en Croatie en 1877. Dans cha-

cun de ces pays il a subi quelques légères modifications, mais sa base essentielle est restée conforme à la pensée du fondateur.

D'après Walter Crofton, l'idéal de tout régime pénitentiaire est de préparer le détenu à reprendre sa place dans la société. Pour atteindre ce but, il croit pouvoir, avec sa longue expérience, indiquer le moyen suivant : il faut, d'après lui, diviser en trois périodes, la durée de toute longue peine. Pendant la première, le condamné doit être mis en cellule, pour un temps qui ne peut excéder neuf mois. Bien entendu, le prisonnier travaille dans sa solitude, y reçoit de bons conseils, etc. ; on le traite comme dans le régime de l'absolue séparation individuelle, dont nous parlerons plus loin.

A Lepoglava, où le système Irlandais a été adopté, cette détention préparatoire en cellule, ne peut excéder huit semaines. Le Directeur a même le droit, si le repentir du condamné lui inspire confiance, de faire cesser immédiatement l'encellulement, sauf réintégration, si la conduite postérieure le rendait nécessaire.

Pendant la seconde période, le détenu doit être soumis au travail en commun, dans de vastes ateliers de travaux publics, et réintégré dans la solitude pour les repas, le sommeil et les promenades. Dans cette deuxième période, on organise une série d'épreuves divisées en trois classes. A Lepoglava, la division a été faite en deux catégories seulement, subdivisées en dix classes, et le détenu ne passe dans la première catégorie qu'après avoir fait un stage de trois à sept mois dans la seconde. D'après le système irlandais pur, le condamné doit passer successive-

ment par chacune des trois classes, et atteindre à la première, au moyen de notes (marks), qui lui sont données, chaque jour, pour sa conduite et son travail. Enfin lorsqu'il a conquis le nombre de points suffisant, le prisonnier est mis en état de demi-liberté ; c'est la troisième période.

Sir Walter Crofton n'a pas voulu jeter immédiatement dans la rue, sans autre préparation, les malheureux qui ont été, souvent depuis de longs mois, soustraits malgré eux, à tous ses dangers. Il leur a donné un asile dans la prison intermédiaire, d'où ils peuvent sortir, chaque matin, pour aller travailler au dehors, mais qu'ils doivent réintégrer chaque soir, et dans laquelle ils reçoivent une large hospitalité en cas de chômage. Cette institution peut parfois remplacer, dans une certaine mesure, le patronage, aussi M. Jules Simon l'a-t-il justement appelé : « Le patronage à l'intérieur de la prison ».

A Lepoglava, la prison intermédiaire n'est pas ouverte ; les détenus y sont libres, mais leur liberté ne s'exerce que dans l'intérieur de ses murailles. Ils s'y livrent en commun à des travaux agricoles. Cette modification nous paraît apporter à l'idée de Crofton un regrettable changement, car elle a pour résultat de faire revivre tous les dangers, toutes les mauvaises influences de la communauté. D'ailleurs, le règlement semble bien accepter cette situation, puisque d'après son article 31, la prison intermédiaire n'a d'autre but que de fournir au prisonnier l'occasion de prouver son amendement définitif et sa force de résistance, malgré l'absence de discipline, malgré les mauvaises influences. C'est le régime de la tentation obligatoire.

Enfin lorsqu'arrivé à la moitié de la peine, le condamné a donné à ses chefs entière satisfaction, il peut être mis en liberté provisoire et recevoir son ticket of leave. A la première faute, il doit être d'ailleurs immédiatement reconduit en prison.

Le régime irlandais a donné de bons résultats là où il a été employé. Et comment, disent ses partisans, pourrait-il en être autrement, puisqu'il réunit les conditions nécessaires pour atteindre le but de tout bon système pénitentiaire. Et, en effet, le passage d'une période à l'autre, d'une classe à celle qui lui est supérieure, est le résultat d'un effort de volonté soutenu de la part du condamné, et par suite, l'indice certain d'un progrès volontaire dans la voie du bien. Le détenu devient donc l'arbitre de son sort, et peut comprendre par là, que la société, en le punissant, n'avait en vue que sa moralisation et non pas la vengeance. De plus, pendant la seconde période, le prisonnier peut mettre à l'épreuve le résultat de ses efforts, et se trouve au milieu de ses codétenus, dans une situation analogue à celle qu'il aura plus tard dans la société. Enfin, le condamné n'arrive que progressivement à la liberté, et la prison intermédiaire lui réserve un refuge contre les difficultés et les tentations qui ne manquent pas d'assaillir, en grand nombre, les nouveaux libérés.

Cela est bien vrai, mais hélas ! les partisans du système progressif ne disent pas tout.

Il est bon, et il est juste aussi, de donner au prisonnier l'espérance pour terme à ses efforts et à son travail ; mais pourquoi risquer d'en rendre vains tous les résul-

tats, pour quelques instants de mauvaise compagnie ? Vous le soustrayez à toute influence pernicieuse pendant plusieurs mois, à l'expiration desquels, grâce à votre dévouement et à la cellule, vous touchez au but ; et voilà que tout à coup il vous échappe ; vos sacrifices deviennent inutiles, le temps passé est perdu sans retour, parce que vous avez voulu l'introduire dans la compagnie de ses codétenus. Ne dites pas qu'il faut lui apprendre à faire usage de sa force de résistance au mal, dont il aura tant besoin dès qu'il rentrera dans la société, car les conditions ne seront pas les mêmes. Après sa libération, il pourra vivre, s'il le veut, au milieu des honnêtes gens et fuir ainsi les mauvaises occasions ; tandis que, dans votre prison, il ne le peut faire et malgré lui, il doit subir l'entourage de voleurs, d'escrocs, de criminels de tous genres, que vous lui imposez.

Et encore, êtes-vous bien assurés que tous ses efforts pour passer dans une classe supérieure, tous ses désirs d'y arriver, toutes les bonnes notes qu'il aura gagnées, seront un indice certain de son relèvement ou de son amélioration ? Non certes, car l'expérience prouve tous les jours que les « meilleurs détenus » (pour employer le style administratif), sont souvent les plus dangereux, les plus hypocrites, parce qu'ils savent, quelque temps, contenir leurs mauvais instincts, réprimer les saillies d'un caractère brutal, étouffer leurs plus ardents désirs, et faire taire leurs convictions, afin de mériter plutôt le jour de la libération, auquel ils ont réservé la mise en œuvre des projets criminels sournoisement conçus et patiemment nourris dans le silence.

Aussi croyons-nous, avec nombre de gens expérimentés qui ont pratiqué longtemps le monde des prisons, qu'à ce point de vue, comme à tant d'autres, le régime cellulaire mérite la préférence et doit être adopté par les nations civilisées. N'est-ce pas d'ailleurs la conclusion qui se dégage évidente, de tous les travaux, de tous les témoignages relatés dans cet admirable rapport dressé par M. le comte d'Haussonville (1) sur l'enquête de 1872?

On a beaucoup discuté sur la valeur de la cellule, et, aujourd'hui même encore, elle compte des ennemis. Ils prétendent que la séparation individuelle est un moyen barbare, qui a le tort très grave d'engendrer chez les malheureuses victimes qui la subissent l'anémie physique et morale, au prix de sacrifices pécuniaires inutilement exagérés.

Considérez, disent-ils, la pénible situation du prisonnier mis en cellule; voyez le seul avec ses remords, seul en face du passé qui, sans cesse, lui revient à la mémoire, seul avec les cauchemars affreux qui troublent les courts instants qu'il avait espéré donner au repos, et ajoutent aux fatigues du jour l'épouvantable lassitude des nuits sans sommeil; souvenez-vous qu'il ne peut à personne adresser la parole, que jamais il ne lui est permis d'ouvrir sa conscience et de soulager son cœur; ajoutez à toutes ces tortures le désespoir, la honte dont il se sent couvert, l'incertitude de l'avenir, l'accumulation de jours

1. Les Congrès pénitentiaires, et spécialement ceux de Londres et de Saint-Petersbourg, ont mis nettement en évidence les avantages de la cellule.

qui se pressent et se ressemblent, pendant des mois et des années, et avouez, avouez sincèrement, qu'il n'est peut-être pas sur la terre, de souffrances pareilles à celles qu'une société barbare inflige à cet être humain, parce qu'il est déchu.

L'auteur des *Prisons de Paris* a fait un saisissant tableau de toutes ces misères, et M. Jules Simon, qui l'avait contemplé, s'écriait un jour, dans un élan de pitié et d'attendrissement : « Non, la cellule n'est pas faite pour les hommes, elle est trop cruelle. »

L'honorable M. Marcou, lui aussi adversaire de la cellule, résumait en 1888, son sentiment devant le Sénat, de la façon suivante : « Par la cellule, vous ruinez, vous faites périr lentement le corps et l'âme du prisonnier, nous en avons des exemples !... Serait-ce par un effet d'atavisme que les idées, les habitudes, que le goût des supplices des anciens parlementaires eût été transmis à quelques individus de notre génération. Je vous répéterai, et j'espère que vous en serez touchés, cette parole de Saint Paul : « Le ciel et la terre passeront, les prophéties passeront, mais jamais ne passeront ni l'amour, ni la charité, ni la pitié. » M. Millerand, rapporteur du budget pénitentiaire à la Chambre, en 1888, exprimait les mêmes opinions.

Enfin, et pour en terminer avec les citations, M. da Silva Mattos dans l'ouvrage qu'il publiait en 1885, sur la réforme pénitentiaire (1), racontait qu'en visitant la prison de Gand, il avait vu trois des quatre condamnés, qui

1. *Reforma penitenciaria, passado e presente.*

avaient subi en cellule, à Louvain, une peine de dix années de réclusion et qui étaient devenus, à peu près, complètement idiots. M. Lèveillé, si nos souvenirs sont exacts, confirme le même fait, sans s'en étonner d'ailleurs, lorsqu'il se rappelle que le travail, pour l'un de ces malheureux, avait consisté chaque jour et pour tous les instants de la journée, à trier des grains de café.

Ce sont ces arguments qui ont, trop longtemps, emporté la conviction des masses, où l'on continue à peindre sous les couleurs les plus sombres, « tout ce qu'il doit y avoir de douleurs, dans le silence et dans la solitude. Il semble que l'intelligence et le cœur aient à faire chaque jour, un suprême effort pour ne pas s'éteindre au sein du vide où on les plonge; et, c'est pourquoi nous comprenons si bien, disent les adversaires de la cellule, la tendresse désespérée de ces tristes captifs, que l'histoire ou la légende nous montre au fond de leur prison, cherchant avec amour, dans la condition la plus humble des êtres, de doux et chers attachements pour charmer leur souffrance. » Mais tout cela, faut-il le dire, est trop poétique et trop loin de la réalité. Ce n'est pas ainsi que le régime cellulaire est compris et appliqué par ses partisans, par ses défenseurs. Aucun de ceux-ci n'a entendu faire de la cellule une solitude, « *a solitary confinement* », où le condamné serait abandonné seul, sans soutien et sans encouragements, au désespoir qui l'étreint, ou à la folie qui le menace.

Tous, au contraire, ont déclaré qu'il était pour lui nécessaire d'être visité, exhorté, conseillé; tous ont demandé que la porte de la cellule fût ouverte à ces hommes de

dévouement qui se souviennent des promesses évangéliques, faites à ceux auxquels le Christ disait : « J'étais pauvre et vous avez soulagé ma misère, j'étais nu et vous m'avez vêtu, j'étais prisonnier et vous m'avez visité », et qui, sous l'inspiration de la charité, vont porter aux malheureux l'efficace remède d'une parole consolatrice et d'un cœur compatissant.

Le prisonnier ne doit donc être séparé que de ceux qui, comme lui, expient leurs fautes, et non pas de toute société, comme affectent de le penser et de le dire, les adversaires du régime cellulaire. « Pour cellule, s'écriait M. de Metz, donnez au coupable, si vous le voulez, la place publique, j'y consens, pourvu que vous en écartiez les malfaiteurs. »

C'est, en effet, le point essentiel et la condition nécessaire pour atteindre la réforme désirée. Il ne faut pas qu'un seul instant, une influence mauvaise puisse venir contrebalancer les efforts de tous ceux, gardiens, directeurs, aumôniers, contremaîtres, médecins, patrons, membres d'associations charitables, qui auront entrepris l'œuvre de relèvement du condamné. Il faut, au contraire, introduire auprès de lui, ainsi qu'on l'a fort bien dit, la bonne compagnie, en barrant au vice tout seul, l'accès de sa solitude.

Mais cela ne suffit point. Il faut y ajouter encore le travail, l'instruction et l'enseignement religieux.

Le travail (1) est en effet un moyen puissant de mora-

1. La question du travail des prisons a fait l'objet de mémorables discussions au Congrès de Saint-Petersbourg, et c'est dans le compte-

lisation ; nous avons déjà eu précédemment l'occasion de le rappeler. Il assure la répression, en tant qu'il est imposé à des hommes, pour qui ne rien faire et bien manger, constituent le bonheur parfait ; il écarte l'oisiveté, mère de tous les vices, dissipe les pensées mauvaises, chasse l'ennui, fait passer le temps, enfin prépare l'avenir en inspirant (non pas à tous, mais à plusieurs) le goût du labeur quotidien, et en mettant aux mains de chacun un gagne-pain honnête et salulaire.

Voilà pour le côté moral. Si maintenant nous envisageons plus pratiquement le travail, nous constaterons qu'il est également bon à un autre point de vue. Les produits du travail, en effet, reviennent en partie aux prisonniers, suivant la peine à laquelle ils ont été condamnés et sont répartis de la manière suivante : trois dixièmes aux forçats, quatre dixièmes aux réclusionnaires, cinq dixièmes aux détenus, sept dixièmes aux prévenus. La récidive fait diminuer ces dixièmes, mais, dans aucun cas, la part du travailleur ne peut être inférieure à un dixième. Sur le produit attribué au prisonnier, une certaine portion, la plus large, est mise de côté par les soins de l'administration, qui lui constitue ainsi pour le jour de la libération, un petit pécule.

Il est facile de comprendre de quelle utilité cette sage réserve sera pour le libéré.

L'expérience a démontré que c'est surtout dans la pre-

rendu des débats que nous avons puisé la solution des questions qu'elle soulève, particulièrement à propos de la concurrence et du système d'organisation des travaux.

mière année qui suit la sortie de prison, que la récidive est plus fréquente, et cela pour une excellente raison, c'est que les places sont rares où l'on veuille accepter un condamné, c'est que l'inoccupation met l'homme le mieux intentionné en face de la pauvreté, des privations les plus dures et des mauvais desseins qu'elles suggèrent, ou des compagnies nuisibles qu'elles jettent sur ses pas.

Si, au contraire, notre libéré possède quelques économies, l'éloignement des lieux où sa honte est connue, le retour au pays, l'expatriation, au moins l'attente de plus fortes ressources lui deviennent possibles. Sans doute, il y a une autre institution capable de procurer ces avantages, et plus féconde encore, c'est le patronage que nous étudierons plus loin. Mais le patronage ne peut jamais, pour des raisons diverses, s'étendre à tous, de telle sorte que son développement ne saurait en rien diminuer la nécessité du pécule.

Pour toutes ces raisons, le travail doit être obligatoire dans tous les établissements pénitentiaires.

Mais où la difficulté se fait parfois sentir, c'est lorsqu'il s'agit d'organiser la tâche de chacun.

Nous devons avouer que la chose est peut-être plus facile dans le système de l'emprisonnement en commun que dans le régime cellulaire. On le comprend aisément.

Néanmoins, il n'est certes pas impossible de donner à chaque prisonnier son travail, et c'est d'ailleurs ce qui a été fait avec succès dans toutes les prisons cellulaires. Si nos souvenirs ne nous trompent pas, il en est une même, parmi elles, où dans certaines cellules, la force motrice produite par une machine à vapeur commune à tout l'é-

tablissement, est mise à la disposition de ceux qui les habitent.

Mais cette dépense n'est pas nécessaire, et la plupart des industries introduites dans les prisons, peuvent être facilement exercées dans la solitude. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner la liste qui en a été dressée.

En voici l'énumération : boutonnerie, brosserie, cadres, cartonnage, casseurs de noix, fabrication et rempaillage de chaises, tressage de chausses, cordonnerie, corsets, ébénisterie, menuiserie, gravure, charpie, ganterie, espadrilles, galoches, peignes, pipes, sacs à papier, serrurerie, vannerie, sparterie, mégisserie, etc., etc. (1).

Quelques métiers, nous le reconnaissons, sont inconciliables avec la cellule, par exemple : charpentier, briquetier, terrassier, cultivateur.

Ceux-là d'ailleurs peuvent être réservés pour les établissements en commun, jusqu'au jour où ils disparaîtront. Ils y rendent, en effet, de très grands services, en aidant à réaliser le vœu de certains philanthropes, qui réclament pour le prisonnier le travail à l'air libre (2).

1. Il faut dans chacun de ces travaux, éviter la trop grande division de l'ouvrage. Dans un livre remarquable, les « *Prisons de Paris* », M. le pasteur Arboux a montré combien de libérés sortaient des maisons centrales, incapables de gagner leur vie, parce que pendant deux ans, cinq ans, dix ans, ils n'ont jamais fait qu'une seule chose, toujours la même, et qui ne constitue qu'une minime partie du métier auquel elle est rattachée.

2. Le Congrès de Rome a émis le vœu suivant : « L'établissement des travaux publics à l'air libre pour les condamnés à des peines de

Cette manière de procéder peut être utilement employée dans certains cas. On cite, en effet, l'exemple de l'Angleterre, où les détenus ont été souvent occupés à bâtir de nouvelles prisons; celui de l'Italie, où la prison *Regina cæli* a été entièrement construite par eux; l'exemple des forçats qui, sous la direction des Pères Franciscains, ont desséché des marais, et entouré l'abbaye de Saint-Paul-trois-fontaines, de cette verdoyante campagne d'oliviers, que nous avons admirée il y a quelques années, et où l'on vient aujourd'hui guérir les fièvres paludéennes. Enfin on montre la Corse, où les prisonniers ont, pied à pied, disputé à des forêts fangeuses, et conquis sur le rocher des terrains aujourd'hui transformés, en vastes champs, où poussent le blé, le seigle, le maïs, etc. Par suite des travaux faits à Castelluccio et à Chiavari, le climat de la contrée, autrefois meurtrier, est devenu tout à fait sain, et la mortalité jadis considérable, s'est abaissée progressivement, pour arriver actuellement à la proportion normale du continent.

Tout cela est fort bien, mais nous paraît inconciliable avec le régime cellulaire. Aussi croyons-nous que ces diverses organisations du travail, doivent être laissées aux pays, qui croiraient pouvoir maintenir la transportation comme peine et la communauté ou les systèmes mixtes pour l'emprisonnement de longue durée.

quelque durée, peut être conseillé dans certains pays et dans certains milieux. Ces travaux ne doivent pas être considérés comme inconciliables avec les systèmes pénitentiaires appliqués actuellement dans les différents pays. » *Compte-Rendu officiel*.

Le Congrès de Saint-Petersbourg a reproduit le même avis.

Malgré cette élimination, il reste encore un assez grand nombre de métiers conciliables avec la séparation individuelle. Mais quels que soient ceux sur lesquels se portent le choix des directeurs de prison, une grave question se soulève contre eux. Nous voulons dire la question de la concurrence faite par les détenus aux ouvriers libres. C'est ainsi qu'en 1878, les 20.000 ouvriers d'Origny, d'Hirson, de Vervins, ont protesté violemment par la bouche de leur député, M. Soye, contre les entrepreneurs qui faisaient fabriquer des objets en osier dans les prisons, à des prix inférieurs de cinquante pour cent au cours du marché. Ils ont été suivis en 1891 par les chaisiers, les cordonniers, ferblantiers, mouleurs, cartonniers, bijoutiers en faux, galochiers, monteurs, coupeurs-chemisiers, seruriers, tapissiers, qui ont formé une « Ligue contre le travail des prisons », et ont voté dans une réunion tenue le 8 septembre à la Bourse du travail : 1° la suppression absolue du travail industriel dans les prisons ; 2° en attendant, que le travail des prisons soit payé au même taux que le travail libre ; 3° que le travail, auquel sont astreints les condamnés, soit organisé non au point de vue de l'exploitation, mais seulement de leur amélioration et de leur avenir. Ces résolutions indiquent un état d'esprit auquel il est sage, croyons-nous, de prendre garde. La question de la concurrence faite par les établissements pénitentiaires aux ouvriers libres et honnêtes, mérite donc toute notre attention.

Cette concurrence est de deux sortes et se manifeste sous deux formes : concurrence de quantités, concurrence de prix.

La concurrence de quantité est insignifiante. On compte en effet, par année, environ 19.300 hommes et 5.000 femmes travaillant dans tous les établissements pénitentiaires. Qu'est-ce que cela à côté des millions d'ouvriers libres, surtout si l'on se rend compte du nombre considérable d'industries introduites dans les prisons ? Et même à nombre égal, quelle différence entre la production du condamné et celle de l'ouvrier libre ! Ce dernier a pour auxiliaire des machines perfectionnées, que les maisons centrales ne possèdent qu'en très petite quantité ; il est stimulé par le besoin, la nécessité de gagner sa vie et celle de sa famille, tandis que le prisonnier est assuré du gîte, du couvert et du vêtement, quelles que soient sa besogne et son ardeur à l'ouvrage ; il est fort, robuste en général, tandis que l'hôte de la prison a contracté, depuis longtemps déjà dans le commerce du vice et de la débauche, le germe morbide qui a tari chez lui la source de la force physique comme de l'énergie morale.

Enfin il doit être tenu compte des heures de la journée où le condamné délaisse la tâche qui lui est imposée pour l'école, la promenade, ou le service intérieur, s'il en est chargé.

La concurrence de quantité est donc peu importante, et d'ailleurs comment s'en plaindre, si l'on réfléchit que le prisonnier eût pu rester libre dans la société et y exercer de lui-même la profession qu'on lui assigne en prison. Sa production eût été beaucoup plus considérable, nous venons d'en donner le motif, et personne cependant n'aurait osé élever une protestation. Pourquoi donc le faire, alors qu'il y en a moins de raison ?

La même réponse ne peut pas être donnée d'une façon aussi absolue, pour la concurrence de prix.

Le prix de revient se compose, en effet, de trois éléments :

1° Celui de la matière première qui est le même pour l'ouvrier libre que pour l'entrepreneur pénitentiaire.

2° Celui de la main-d'œuvre.

3° Enfin celui des frais généraux.

Certainement le salaire du prisonnier est loin d'être égal au salaire de l'honnête homme et cela n'est que justice ; mais les frais généraux du travail pénitentiaire compensent cette inégalité, par la différence qui existe entre eux et les frais généraux du travail libre. Ne faut-il pas tenir compte en effet, dans les premiers, de l'infériorité des condamnés, tant au point de vue technique, matériel que moral, des dépenses occasionnées par la nécessité d'avoir des surveillants, des maîtres d'apprentissage, et des préposés à la minutieuse comptabilité exigée par les règlements, des frais de transport de la prison à la maison de commerce, ordinairement éloignée, précisément afin d'éviter, autant que possible, de nuire trop aux ouvriers de la région, de l'obligation pour l'entrepreneur de fournir, même en cas de chômage, du travail aux détenus sous peine d'indemnité au Trésor, enfin des pertes résultant de l'inexpérience, de l'inhabileté, ou du mauvais vouloir des prisonniers.

Il y a donc lieu de prendre ces divers éléments en considération, pour la fixation du prix de la main-d'œuvre pénale qui, tout en restant inférieur à celui de la main-d'œuvre libre, devra cependant être suffisant, pour que

le prix total de revient des produits de la première soit à peu près égal au prix total de revient des produits de la seconde.

D'ailleurs, depuis l'arrêté du 15 avril 1882, les Chambres de commerce ou les Chambres consultatives des Arts et Manufactures, les Chambres syndicales de patrons et d'ouvriers, là où il en existe, devront être consultées sur la confection des tarifs. Si, malgré cela, il y a encore une légère différence entre le prix du produit des journées pénitenciaires et celui du produit fabriqué dans les usines ou les ateliers que l'ouvrier ne s'en plaigne pas trop, car, ainsi que le faisait remarquer M. de la Borde dans un rapport à la Société royale des prisons, c'est lui qui en profitera par la possibilité d'acquérir à meilleur marché les objets nécessaires à sa consommation.

Néanmoins et en dépit de ces constatations, on a plusieurs fois essayé de faire droit aux réclamations plus ou moins fondées que nous avons exposées plus haut, tantôt par des moyens inadmissibles parce qu'ils sont trop absolus, tantôt par des modifications discutables, mais encore inacceptables.

M. Laroche-Joubert avait cru tout arranger et donner entière satisfaction à chacun, en proposant il y a quelques années à la Chambre des Députés, au cours de la discussion sur le budget pénitenciaire, la suppression pure et simple du travail dans les prisons.

Au point de vue moral, il y a là, nous semble-t-il, une faute grave de raisonnement; mais au point de vue pratique combien elle est plus grande encore! Comment, en effet, employer les longues heures de détention si l'on

arrache des mains du prisonnier, l'ouvrage auquel il consacre son intelligence et son temps? En lui apprenant la gymnastique, répondait l'honorable député à une question semblable.

Cette réplique imprévue eut au moins la bonne fortune d'exciter l'hilarité de la Chambre, qui avait parfaitement compris jusqu'à quel point M. Laroche-Joubert s'était fourvoyé, en proposant d'apprendre aux voleurs des moyens plus habiles d'escalader les murs.

En Angleterre, la solution adoptée pour certaines peines n'est pas tout à fait la même, mais elle est bien près d'être aussi mauvaise. On assigne en effet, à chaque détenu un travail pénible, essentiellement pénal, tel que de faire tourner une roue pendant tant d'heures par jour. Il n'y a rien là de moralisateur, ni de consolant, au contraire, et de plus le procédé nous paraît inhumain.

Des esprits plus avisés ont cherché, dans une meilleure organisation du travail, le remède qui convenait le mieux à la situation.

Certains ont proposé de ne faire travailler les détenus que pour l'exportation; ce système est très employé en Allemagne et en Autriche. Il ne résout pas d'ailleurs la question; il la déplace simplement, car il donne aux ouvriers travaillant actuellement pour l'exportation, le droit de se plaindre.

D'autres ont chaleureusement préconisé, pour les prisonniers, les travaux extérieurs, et agricoles en particulier, mais sans obtenir la solution demandée. Nous avons déjà dit précédemment que, dans certains cas, les travaux à l'air libre avaient produit de bons résultats, mais qu'ils

étaient incompatibles avec le régime cellulaire, que la loi de 1875 impose pour les condamnations à une année et que nous allons plus tard réclamer pour toutes les peines.

Ce n'est pas tout, comment trouver assez de travaux agricoles pour occuper une année entière tous les prisonniers, et surtout comment les adapter, lorsqu'ils sont (et c'est la majorité) originaires des villes, à des ouvrages que seuls connaissent et sont susceptibles d'exécuter les gens de la campagne.

Aussi, un seul moyen nous paraît-il efficace, c'est de faire fabriquer dans les établissements pénitentiaires les vêtements, chaussures et autres objets qu'ils consomment, ensuite tout ce dont les divers services de l'Etat peuvent avoir besoin. Dans la discussion du budget pénitentiaire, il y a quelques années, M. Herbette, commissaire du gouvernement à la Chambre, déclarait qu'il avait fait, dans ce but, des propositions aux administrations de la Guerre et de la Marine et qu'elles étaient restées sans réponse.

C'est à tort, croyons-nous ; d'autant plus que de récents événements nous ont montré, jusqu'à l'évidence, qu'elles n'avaient pas grand chose à perdre, en confiant aux prisonniers l'exécution de leurs commandes.

Mais il nous semble que, pour faire mieux encore, il faudrait que ce travail fût exécuté, non pour le compte d'entrepreneurs, qui trop souvent abusent d'une situation facile, mais en régie et aux frais de l'Etat (1).

1. Voir le rapport de M. Maurice Faure, sur le budget pénitentiaire de 1895 : l'auteur propose une sorte de demi-régie, déjà em-

Il est propriétaire des prisons, les administre lui-même, veille directement à la sécurité des honnêtes gens, en assurant le maintien loin d'eux des criminels dont il cherche à obtenir l'amélioration, en leur infligeant un châtiement. N'est-il pas très logique que l'État se charge également de l'organisation d'un des éléments les plus efficaces de la moralisation et de la répression qu'il veut assurer?

Il y a d'ailleurs de bonnes raisons pour qu'il en soit ainsi.

L'entreprise introduit dans la prison un certain trouble venant de l'extérieur, et incompatible avec une discipline sévère. Sans doute, il peut être combattu, mais combien d'énergie faut-il déployer pour le faire? et surtout, combien ces luttes contre les prétentions ou les menaces des entrepreneurs sont humiliantes pour le directeur d'une prison, et déshonorantes aussi pour le travail qui en est la cause et l'enjeu.

Encore si l'action des sous-traitants, contre-maîtres, etc., trop souvent beaucoup plus efficace et plus directe que celle des gardiens sur les détenus, était bonne, il ne faudrait peut-être pas se plaindre trop fortement. Il n'en est, malheureusement, presque jamais ainsi, et le seul but auquel les entrepreneurs, ou leurs représentants, la font servir d'ordinaire, consiste dans l'unique préoccupation du plus gros bénéfice à réaliser.

ployée dans certaines prisons, et appuie fortement l'idée que nous émettons nous-même, de faire fabriquer par les prisonniers, tous les objets que consomment les diverses administrations publiques.

La régie n'a, au contraire, aucun de ces inconvénients ; elle a de plus, le grand avantage de permettre à l'État de compenser la différence du prix de la main d'œuvre, par le perfectionnement donné à l'ouvrage, de faire véritablement du travail, non une entreprise industrielle, mais un élément moralisateur, et une sécurité pour l'avenir, tandis qu'il devient lui-même son propre fournisseur. Ainsi toutes les doléances restent sans fondement juridique, et si quelque jour les faits leur donnent raison, l'État pourra toujours répondre que son droit absolu est d'acheter ce dont il a besoin, là où il trouve le plus d'intérêt à le faire.

Telle nous paraît devoir être l'organisation du travail dans les prisons, pour être féconde en bons résultats à tous points de vue, et occuper utilement les longues heures de solitude imposées par l'expiation.

Mais, il ne faut pas l'oublier, le travail ne doit point absorber les journées tout entières, car, nous l'avons déjà dit plus haut, le régime pénitentiaire doit encore faire appel à l'instruction.

Nous ne voulons pas refaire ici l'éloge de l'enseignement ; son utilité, sa nécessité même, ne sont plus à dire. On a répété dans toutes les langues, on a écrit partout ses bienfaits. On a affirmé que l'homme instruit était plus capable d'aimer la vérité, d'apprécier le beau, de pratiquer le bien, plus apte à comprendre ses devoirs et à les remplir ; qu'en un mot, suivant la vieille expression romaine, il devenait plus humain. Tout cela est bien vrai. Aussi ne faut-il pas priver de cette ressource salubre, ceux qui en ont le plus grand besoin, les coupables qui souvent n'ont fait le mal que par ignorance, ou à cause

du désœuvrement dans lequel leur infériorité intellectuelle les a maintenus, surtout au temps où nous vivons.

Le programme doit être fort simple et tout à fait élémentaire, suivant la recommandation de M. Stevens : la lecture, l'écriture, le calcul, quelques teintes d'histoire et de géographie de la France, nous paraissent amplement suffisants. Les conférences pratiques, dit encore M. Stevens, sur les conditions dans lesquelles les citoyens peuvent vivre dans la Société, sans enfreindre les lois du pays, sont nécessaires. Des conférences de ce genre ont été faites à Pontoise et à Corbeil, et les directeurs de ces prisons affirment dans la note de 1885, adressée au Conseil supérieur des prisons, qu'elles ont eu les meilleurs résultats au point de vue de la moralisation. L'enseignement sera donné dans des classes où le régime cellulaire sera strictement respecté, grâce à l'école alvéolaire (1), et parfois en particulier, pour les esprits plus lents ou les retardataires. Bien entendu, il ne faudra pas faire de la place d'instituteur des prisons, une retraite pour des vieillards ou des infirmes, quelques services d'ailleurs qu'ils aient pu rendre. Les condamnés méritent bien qu'on

1. On peut également se servir de cette salle comme chapelle et comme lieu de réunion, soit pour les conférences, soit pour des distractions méritées. C'est ainsi qu'il y a quelques années, de grands artistes du Théâtre Français et de l'Opéra Comique, au cœur compatissant, employèrent, un jour, leur talent à amuser un peu les pensionnaires de la Petite Roquette, en leur donnant une magnifique séance littéraire et musicale qui eut alors, comme bien on pense, le plus grand succès. Tout se passa fort bien, sans que les jeunes détenus aient un seul instant quitté leur solitude.

s'occupe d'eux sérieusement, et la Société a le même intérêt à le faire que pour les enfants.

On ne saurait donc trop demander en faveur de l'enseignement; chacun des sacrifices accomplis étant une bonne action, et un pas de plus dans la voie du relèvement des coupables.

Cependant, il ne faut pas l'oublier, l'instruction primaire est impuissante à remplacer les croyances religieuses, comme le démontre si bien M. Tarde, dans son ouvrage intitulé : « *La Criminalité comparée* ». « L'instruction supérieure, spécialement quand elle prend un caractère esthétique, dit-il, est une instruction qui élève les vues de l'esprit, prémunit ceux qui la possèdent, contre les basses convoitises et les désirs coupables ». Qui ne reconnaît, à ce signe caractéristique, la religion, dont M. d'Haussonville, dans le fameux rapport que nous avons déjà cité plusieurs fois, disait : « On ne peut méconnaître, que pour relever les âmes dégradées, et les ramener au bien par le repentir et l'espérance, aucune doctrine n'a des arguments aussi puissants et aussi touchants que la doctrine chrétienne ».

« La religion, d'après W. Crofton, doit être le plus grand principe de la régénération ».

Quel courage, en effet, ne doit-elle pas inspirer au prisonnier? quelles réflexions, quels regrets, quelles résolutions pour l'avenir ne lui suggère-t-elle pas?

M. le Pasteur Arboux rendait compte, il y a quelques années, à la Société générale des prisons (1), de la grande mission qui lui était confiée, et, dans un magnifique rap-

1. Séance du 21 mars 1888.

port, il montrait les services que l'aumônier peut rendre au détenu et à sa famille, non seulement pendant l'emprisonnement, mais encore au jour de la libération. Il disait « quelles consolations, quelles forces, sa parole pouvait apporter au malheureux qui a perdu le courage avec l'espérance, combien ses entretiens étaient salutaires pour dissiper l'envie de suicide, faire naître à sa place le ferme repentir et assurer par là, non seulement le retour aux idées religieuses, si nécessaires pour se prémunir contre le mal, mais aussi et d'abord, la réhabilitation morale et l'amendement du coupable ».

C'est bien, en effet, au ministre de la religion que cette noble tâche s'impose ; c'est à lui qu'il appartient ici-bas d'exhorter, de plaindre, de consoler, parce que toujours il parle au nom de Dieu qui est charité.

Laissez donc l'aumônier s'approcher librement du prisonnier, l'entretenir cœur à cœur, être confident de ses peines, sécher ses larmes ou pleurer avec lui, attendrir son âme endurcie, par le vice ou l'habitude du crime, et lui donner enfin ces mystérieuses consolations dont il porte le trésor.

Laissez aussi le prisonnier s'épancher, se confier et avouer, laissez-le se réfugier au pied de l'autel ou du prêtre : vous aurez fait davantage pour la Société, en permettant les grandes leçons du sacrifice, d'amour et de repentir, qu'en accumulant les millions pour édifier des prisons, et dépenser loin de la France, au-delà des mers, l'énergie des malheureux qui ne sont endurcis que parce qu'ils n'ont point reçu à temps, les enseignements de la morale et ceux de la foi.

Mais on prétexte surtout, pour s'opposer à la bienfaisante action de la religion, les droits de la liberté de conscience, et c'est trop souvent en son nom que l'on sollicite la suppression du culte et des aumôniers dans les prisons.

Ceux qui parlent ainsi nous paraissent commettre une véritable erreur de raisonnement, à moins qu'ils ne soient aveuglés par le désir de satisfaire la passion de haine qu'ils ont vouée à de si respectables choses.

La liberté de conscience, en effet, consiste dans la possibilité, pour chacun, de penser comme il veut, et d'agir suivant ses intimes convictions ; et non pas dans l'impossibilité pour tous d'accomplir ce qu'ils croient être leur devoir.

La liberté de conscience demande qu'on permette à tout détenu, s'il le veut, de pratiquer sa religion et de s'entretenir avec l'aumônier, sans que jamais celui-ci puisse s'imposer à ceux qui ne veulent pas le recevoir.

Que le détenu qui désire assister à l'office religieux y soit conduit, que celui, au contraire, qui demande à en être dispensé soit maintenu dans sa cellule, voilà la véritable liberté de conscience. Toute autre manière d'agir n'est que de l'intolérance.

Encore cela ne veut-il pas dire que l'aumônier n'aura pas le droit de visiter dans la solitude, le prisonnier qui ne l'a pas demandé ; au contraire, il lui est permis, comme à tout homme de bien, de tenter un effort, non de prosélytisme, mais de relèvement.

Pourquoi en serait-il autrement ? On autoriserait les sociétés de patronage, ou de visiteurs, à faire ouvrir de-

vant elles les portes de toutes les cellules, et quelques-unes de celles-ci resteraient impitoyablement fermées devant un homme qui, mieux que tout autre, par ses enseignements, par la doctrine dont il est à la fois le disciple et l'apôtre, par son expérience des plus noires misères morales, peut arriver plus sûrement au but poursuivi !

Non, cela n'est pas possible et la plupart des criminalistes sont d'accord pour donner à la bienfaisante religion, l'entrée libre dans les tristes asiles du désespoir, de l'endurcissement et du crime.

Nous venons de rappeler quels moyens doivent être employés pour faire du régime cellulaire, un moralisateur efficace et conjurer les tristes résultats du solitary confinement, tel qu'il avait été d'abord mis en usage par les Américains.

On a beaucoup discuté en effet sur le résultat fatal de la cellule, qui amène, a-t-on dit, nécessairement une dépression des facultés intellectuelles, et certains observateurs ont cru découvrir la nouvelle maladie, que déjà ils baptisaient folie pénitentiaire.

A la suite de longues polémiques, il nous paraît aujourd'hui complètement établi, que la folie pénitentiaire n'existe que dans l'imagination de ceux qui lui ont donné son nom.

Sans nul doute, il y a des fous dans les prisons comme il y en a partout ; nous ajoutons même qu'il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la proportion des cas de folie soit plus grande parmi les détenus que partout ailleurs.

Il suffit de réfléchir un instant, pour en comprendre la raison. Les établissements pénitentiaires ne renferment-ils pas, en effet, la plupart des gens épuisés par le vice et

la débauche, abrutis par les boissons alcooliques, surexcités ou, au contraire, moralement engourdis par le commerce ordinaire des plus noires pensées, des plus mauvais desseins, des plus criminelles actions ? La majorité de ces misérables, dont la folie est constatée en prison, en sont atteints en y rentrant, et si on ne s'en aperçoit pas au moment de leur incarcération, ou même pendant la détention en commun, on est, par contre, bientôt édifié sur leur compte dès qu'ils sont mis en cellule, car alors, la surveillance étant plus active et plus efficace, il est facile d'arriver à une certitude absolue.

M. le D^r de Beauvais, dont la compétence en pareille matière est irrécusable, résumait, il y a quelque années, son opinion basée sur quatorze années d'observations à Mazas dans les termes suivants : « A l'exemple de mon vénéré prédécesseur, le D^r Jacquemin, dont l'expérience s'exerça pendant cinquante ans dans les prisons, j'affirme que la folie due exclusivement au régime cellulaire est la rare exception, et qu'une foule de circonstances inhérentes au prisonnier même, mais étrangères à la cellule, la déterminent de préférence. Le régime cellulaire peut, en effet, provoquer des accès, de crises de folie véritable, chez les gens prédisposés héréditairement ou atteints antérieurement d'aliénation mentale ; mais, en thèse générale, il ne détermine que des accidents passagers, de simples congestions cérébrales, des délires momentanés chez les individus dont la santé, avant l'incarcération, était indemne de folie, soit héréditaire, soit alcoolique, soit épileptique » (1).

1. Note de 1885 au conseil supérieur des prisons. Etat mental.

Les mêmes constatations ont été faites dans chacune des prisons, où le régime cellulaire est appliqué.

M. le Dr Motet, médecin de la Petite-Roquette, affirme, avec une certitude absolue, que les déviations, les perversions, les désordres intellectuels qu'il a pu remarquer, étaient antérieurs à l'incarcération et n'ont pas été exagérées par elle.

M. le Dr Louyon, chargé de la prison de Tours, écrivait en 1881 (1), que, des six cas de folie constatés par lui, aucun n'avait pris naissance dans les cellules du pénitencier, et que ces six prisonniers avaient déjà donné avant leur incarceration des signes non équivoques d'aliénation mentale.

Pour Etampes, affirmation semblable de M. le Dr Muret qui, en 1883 (1), résumait ainsi son rapport : « Cette année, pas plus que la précédente, nous n'avons vu, depuis l'établissement du régime cellulaire, d'aliénation mentale, chez les prisonniers qui entraient sains d'esprit dans la prison. Le médecin de la prison de Versailles, M. Berigny (1), constate en 1881, que « la santé des détenus est parfaite. » En 1882 (1), M. le Dr Midart écrivait, qu'à Sainte-Menehould, aucun cas d'aliénation mentale n'avait été relevé en 1875, 1876, 1877, et qu'il n'avait pas constaté que le régime cellulaire ait agi sur l'état mental des quelques détenus soumis à son observation.

Enfin, dans un travail intitulé : *De la folie dans les maisons centrales ou prisons de longue peine*, présenté au Congrès aliéniste de Rouen, en 1890, M. H. Bailleul, directeur de la quatrième circonscription pénitentiaire,

1. Notes annuelles au conseil supérieur des prisons.

tient pour certain que la vie particulière des criminels doit faire de nombreux candidats à la folie, surtout chez les névropathes, les épileptiques, les alcooliques, et les morphinomanes, et il en tire cette conclusion, qu'une très grande partie au moins des cas de folie observés dans les prisons, doit être rapportée, soit au fait de la condamnation, soit à un état intellectuel, cause ou effet d'une vie désordonnée ou criminelle, et qu'on ne saurait en accuser le système d'emprisonnement, régime en commun ou régime cellulaire (1).

C'est là, nous semble-t-il, une vérité désormais incontestable (2), et contre laquelle ne pourront pas même prévaloir des exemples, comme celui qui avait été recueilli à la prison de Gand. Car si après dix ans de réclusion, en cellule, M. de Silva Mattos a pu trouver des victimes de la séparation individuelle, il ne nous a pas dit combien il avait trouvé de prisonniers, en pleine possession de leur esprit et de leurs forces, qui les avaient vaillamment supportés.

Que deviendront ces exemples, si nous les rapprochons des attestations scientifiques qui déclarent que, non seulement la cellule n'altère pas la santé de ses hôtes, mais

1. Les mêmes médecins font une remarque analogue en ce qui concerne le suicide, et arrivent à cette conclusion de M. le Directeur de la deuxième circonscription pénitentiaire : « Je n'hésite pas à dire que la cellule ne prédispose pas au suicide, tout au plus elle le facilite ».

2. Une expérience récente a été faite au carcel modèle de Madrid nous l'avons signalé avec détails à l'appui dans le numéro de février 1896 de la *Revue des Prisons*. Elle est tout à fait concluante contre la folie pénitentiaire.

que, plus d'une fois, elle la rétablit et lui rend la vigueur depuis longtemps perdue, ainsi qu'ont pu le constater parfois quelques-uns de ces médecins dont nous avons précédemment rappelé les noms.

Le D^r de Beauvais cite même deux exemples, desquels il résulte que la séparation individuelle est aussi nécessaire au point de vue hygiénique que moral.

Il y a quelques années, le choléra sévissait à Paris, en 1889, la grippe y faisait de nombreuses victimes : pendant ces deux épidémies, aucun cas n'a été constaté à Mazas et aucun décès n'y a eu lieu, tandis que, tout autour de la prison, dans le onzième arrondissement, auquel elle appartient, ces maladies exerçaient d'épouvantables ravages.

Voilà qui suffit à écarter la prévention trop générale et tout à fait injustifiée, d'après laquelle la cellule serait nuisible autant à la santé qu'à l'esprit du détenu.

Il ne faut donc plus dire maintenant qu'elle est trop dure, car le reproche manque de base. Si cependant elle a pour résultat d'imposer une ou des privations à ceux qui la subissent, tant mieux : il n'est que trop désirable et trop juste que par là, le condamné puisse sentir tout le poids de sa faute. N'est-ce pas encore le meilleur moyen de le mener jusqu'au repentir ?

La cellule n'est pas d'ailleurs aussi contraire à la nature humaine, que l'on puisse hésiter à l'imposer au détenu, pour le conduire à ce but. Loin de là, elle est douce à celui qui tombe pour la première fois, à celui qui n'a pas perdu tout honneur, toute conscience et dont le désir sincère est de se relever en évitant la compagnie

de ceux qui l'entourent (1). Sur ce point, les directeurs de prison sont d'accord, et ceux de Sainte-Menehould et d'Etampes l'affirment très nettement.

Ils disent, par contre, également, que les habitués la redoutent, fuient les départements où une prison cellulaire a été installée et lorsqu'ils y tombent par malchance font l'impossible pour en sortir, au point de simuler la folie ou le suicide (2).

Cette particularité, consolante pour les partisans du régime Pensylvanien, nous donne à penser qu'il doit être l'arme la plus efficace pour lutter contre la récidive, c'est ce qu'atteste d'ailleurs le directeur de Mazas (3) dans les termes suivants : « A mon avis, malgré les sacrifices financiers qu'entraîne l'édification de maison de correction cellulaire ; c'est là qu'on doit trouver le premier remède efficace contre la récidive, avant d'en venir à la relégation ».

Après ces constatations pratiques, il faut nécessairement conclure que la cellule réalise l'idéal d'un bon système pénitentiaire, puisque grâce à elle, on atteint le but légi-

1. Nous en avons eu, tout dernièrement encore, la preuve de la part d'un jeune homme de vingt-trois ans, à qui le Conseil de guerre venait d'infliger cinq ans de prison pour vols qualifiés dont nous le croyons innocent. A peine avait-il connu le jugement qui le frappait que malgré son chagrin, sa première pensée a été de nous demander d'obtenir sa mise en cellule.

2. Ces divers renseignements ont été puisés dans les notes présentées au Conseil supérieur des prisons en 1884 et 1885, par le directeur de l'administration pénitentiaire.

3. Note présentée au conseil supérieur des prisons par M. le directeur de l'administration pénitentiaire.

time et nécessaire que poursuit la peine, à savoir la répression du crime par le châtiment, l'horreur de toute nouvelle faute par l'intimidation, et la force rendue à la volonté une fois chancelante, par l'amendement assuré du coupable.

C'est qu'en effet, la solitude, dont les pénibles enseignements ne sont interrompus que par les leçons de l'honnêteté, du devoir et du repentir, est la source par excellence, où le condamné peut puiser avec l'aide de sa conscience, le véritable remords, dont M. H. Perri (1) trace de main de maître les caractères et les formes, le remords sincère, que Lacordaire, dans son incomparable langage, appelait un jour : « Cette dernière couronne de l'homme tombé » (2).

1. *Studi senesi*, 2^e fascicule, traduite par M. Louis Paoli.

2. En 1885, MM. les directeurs et aumôniers des prisons, notamment de Mazas, Versailles, Etampes, Sainte-Menehould sont unanimes pour attester les résultats vraiment merveilleux produits par la cellule pour la moralisation des détenus.

« Attaché à la prison d'Angers, dit l'aumônier dans la note de 1885 au Conseil supérieur des prisons, depuis près d'un quart de siècle, j'ai vu fonctionner les deux régimes : emprisonnement au commun, et emprisonnement individuel. Le dernier à mon avis a un avantage incontestable pour la moralisation des détenus ».

« L'emprisonnement individuel, dit M. l'abbé Lebord de Sainte-Menehould, m'a paru généralement favorable à l'amendement de ceux qui subissent une première ou deuxième condamnation. Les détenus de cette catégorie manifestent presque tous le plus vif regret ».

L'aumônier de Mazas rend le même témoignage au régime cellulaire.

Au malheureux qui a tout perdu, à celui qui ne connaît plus, ni l'honneur, ni le courage, ni l'espérance, il reste une dernière consolation dans le repentir qui lui apporte au moins la paix avec lui-même, quand la justice des hommes l'a frappé et quand la Société lui tient encore rigueur, en refusant de lui pardonner.

Tels sont les avantages incontestables du régime de l'emprisonnement individuel. Il a fallu longtemps à ses apôtres pour les faire comprendre et apprécier, et c'est en 1875 seulement, que le législateur français s'est décidé à en faire l'application qui s'impose aujourd'hui, nous semble-t-il, à toutes les nations civilisées.

La loi du 5 juin, s'exprime de la manière suivante dans son article 1^{er} : « Les inculpés, prévenus et accusés, seront à l'avenir individuellement séparés pendant le jour et la nuit ».

Cette disposition se justifie facilement. La Société n'a pas le droit d'emprisonner préventivement l'homme dont la culpabilité n'est pas établie, car un grand principe de droit naturel s'y oppose, que l'éminent Lachaud rappelait si éloquemment au cours d'une de ses plaidoeries devant le jury, et dont la formule plus simple est la suivante : « Jusqu'à la condamnation, le prévenu doit être réputé innocent ». Dès lors on ne peut en bonne équité lui faire subir une peine, sans savoir même s'il sera condamné.

Cependant la sécurité des honnêtes gens et l'intérêt de la justice nécessitent souvent l'emprisonnement préventif, aussi a-t-on essayé au moins d'en atténuer les conséquences dans la mesure du possible, par l'imputation sur le montant de la condamnation, qui a fait l'objet d'une

loi récente, et par l'obligation faite à l'administration pénitentiaire de séparer toujours les prévenus de tous autres prisonnier. « Les personnes simplement prévenues de crime, et dont la criminalité n'a pas encore été démontrée, dit le Dr Wines, dans son *Projet de réforme pénitentiaire*, ont un droit absolu à être protégées contre la souillure ».

Mais la loi de 1875 eût été absolument insuffisante si elle s'était bornée là, et nous ne pourrions aujourd'hui espérer en tirer quoi que ce soit de bien utile pour la moralisation des coupables.

Son article second étend le régime de la séparation individuelle aux détenus qui subissent une peine de prison de un an et un jour ou moindre. Pour ceux-ci dorénavant, la cellule est obligatoire, quant aux condamnés à plus d'un an et un jour, ils peuvent demander à être soumis à l'emprisonnement individuel, mais sans que pour cela l'administration soit obligée d'acquiescer à leur désir. L'administration ne peut obliger le condamné à plus d'un an et un jour à subir sa condamnation en cellule; cela résulte de l'article 614 du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel la séparation devient obligatoire pour les cas de rébellion, d'injures, menaces..., et de la loi du 25 décembre 1880, § 3 relative aux crimes commis dans les prisons.

Par contre le condamné à plus d'un an et un jour, n'a pas le droit d'exiger l'encellulement. S'il l'obtient, il faut qu'il reconnaisse qu'une véritable faveur lui a été accordée. C'est là un principe fondamental, que M. Félix Voisin, dans la séance du 5 juin 1875, et après lui M. Béren-

ger a nettement affirmé et que la jurisprudence a consacré.

On le voit donc, le régime cellulaire n'est légalement introduit en France que pour les courtes peines. Nous regrettons vivement qu'il en soit ainsi, et que l'on prive de ses bienfaits ceux qui auraient été les plus intéressés à en profiter. Nous verrons que dans d'autres pays, comme en Belgique par exemple, la peine de la réclusion s'exécute en cellule, si bien que certains condamnés y restent cinq ou dix ans. Il en est de même en Hongrie et en Toscane. A Philadelphie, l'incarcération cellulaire peut durer douze ans, en Portugal, huit ans, et aux Pays-Bas, cinq ans. Mais il y a mieux encore, dans certaines nations, la peine de mort a été supprimée et remplacée par la détention perpétuelle dans une cellule.

On a beaucoup discuté sur le mérite de ces innovations, en rééditant contre elles tous les arguments dont on avait essayé, mais en vain, d'user contre le principe de l'emprisonnement cellulaire.

Pour nous, après y avoir sérieusement réfléchi, nous croyons pouvoir adopter l'opinion, d'après laquelle le régime cellulaire doit être appliqué également aux longues peines, sans cependant aller jusqu'à prétendre qu'il faille en user pour les peines perpétuelles. Il risquerait alors d'être inhumain, en enlevant au condamné, avec toute espérance de jamais sortir, la seule distraction qu'il soit impossible de lui refuser, le travail à l'air libre. Si cependant, par quelque ingénieuse combinaison, on pouvait permettre au détenu ce genre d'occupation, sans le tirer de la solitude, peut-être cesserions-nous de faire cette

réserve, mais jusqu'à ce qu'on y soit parvenu, nous préférons à la cellule perpétuelle, le régime des travaux forcés, bien organisé, mieux appliqué, et nous sommes de ceux qui réclament le maintien de la peine de mort.

M. le comte Sollohub, partisan convaincu de la cellule pour les courtes peines, semble en devenir l'adversaire dans le cas d'une condamnation supérieure à six ans. Pour les prisonniers de cette catégorie, il se contente de la séparation de nuit, et demande que le travail, moyen d'action principal, ait pour objet une grande exploitation (mine, carrière ou ferme) et pour objectif la colonisation.

Comment concilier cela avec l'aversion qu'il professe pour la transportation? Il ne faut pas se le dissimuler, entre la grande exploitation dont il parle, et l'ancien bagne, il ne restera rien, en pratique, des différences que la théorie voudra établir, et la colonisation ne se distinguera des travaux forcés qu'en ce qu'elle formera la suite de la peine au lieu d'être la peine elle-même ; sans que cependant, on réussisse à prévenir les inconvénients qui naissent précisément du caractère et de la manière d'être des sujets transportés.

La façon de voir de M. le comte Sollohub, comme de ceux qui partagent son opinion, ne nous paraît pas très logique ; car, si la cellule est bonne pour les emprisonnements de courte durée, pourquoi le serait-elle moins pour les longues peines. On n'a pas à craindre, d'ailleurs, l'influence pernicieuse d'une solitude prolongée sur les facultés intellectuelles ou sur la santé, c'est du moins ce que l'expérience nous apprend.

Devant la commission d'enquête de 1872, M. de Watte-

ville, dont l'autorité est incontestable, s'exprimait ainsi : « J'ai vu, disait-il, à Nîmes, un homme qui était en cellule depuis sept ans et demi et qui se portait très bien. En Suisse, j'ai vu des détenus qui étaient en cellule depuis dix et douze ans ; leur santé et leur intelligence n'avaient en rien souffert ».

M. Berden, administrateur de la Sûreté publique et des prisons, en Belgique, a, sur ce point, établi une comparaison entre la prison cellulaire de Louvain et la maison centrale de Gand (1) : deux établissements de régime différent, et dont la population présente à peu près les mêmes caractères, tant au point de vue de la durée des peines que de la moralité. Voici les résultats auxquels il est arrivé :

	Gand	Louvain
Nombre des détenus	600	500
Aliénation mentale	20	14
Suicides (2).	13	14
Tentatives de suicide	4	2
Gand, Vilvorde et St Bernard		
Mortalité.	2,95 0/0	1.71 0/0.

Si, comme nous le croyons, ces chiffres sont exacts, il n'existe aucune bonne raison de ne pas étendre aux lon-

1. Rapport de 1869.

2. Il y a lieu de rappeler ici que la cellule facilite l'exécution du suicide. M. Stevens constate six suicides à Louvain, pour la période de 1863 à 1865. Mais il résulte, dit-il, d'enquêtes minutieuses et sévères qu'il faut en chercher la cause dans des circonstances étrangères au régime cellulaire.

gues peines, le régime de la séparation individuelle. Bien entendu, pour produire dans tous les cas de bons effets, le système cellulaire doit être aidé d'une discipline sévère qui ne permette aucune communication (1), empêche même les signes entre détenus, par le port obligatoire du capuchon, et l'ignorance des noms de ses compagnons de captivité où chaque prisonnier doit être sévèrement tenu (2). Les exercices physiques, si cela est possible,

1. Il ne faut surtout pas admettre, pour une raison quelconque, que deux détenus soient enfermés ensemble, ce qui se fait parfois, et ce que nous avons vu nous-même dans les préaux cellulaires de la conciergerie. Le tête à tête devient alors bien plus dangereux que la communication entre tous les détenus. Et l'on en a eu l'an dernier une preuve frappante dans le crime comploté par ces deux prisonniers d'Orthez, enfermés ensemble dans une même cellule et qui ont pu tuer successivement le gardien chef et sa femme. N'y aurait-il pas à craindre les projets criminels, qu'il faudrait encore plus redouter, au point de vue de l'immoralité, de ce commerce entre gens, sans aveu, livrés sans surveillance, à leurs instincts ou à leurs vices.

2. L'instruction ministérielle de 1878 sur le régime pénitentiaire contient ces deux prescriptions. La seconde est généralement bien observée, et les détenus ne sont désignés que par un numéro. Il n'en est pas de même dans la première. La même instruction ministérielle encourage les visites des hommes de bien et des ministres du culte, impose à tous les détenus l'apprentissage d'un métier et l'enseignement primaire à tous ceux qui, ayant plus de trois mois d'emprisonnement à subir, sont âgés de moins de quarante ans. Des conférences morales et instructives doivent être faites. Quant aux offices religieux, ils cessent, aux termes de l'article 92 du règlement du 11 novembre 1885, d'être obligatoires. D'ailleurs, l'Instruction ministérielle de 1873 a été convertie en un règlement d'administration publique à

tout au moins la marche pendant deux heures par jour, la propreté, l'aménagement hygiénique de la cellule, l'introduction possible de l'air et du jour dans son intérieur, une nourriture saine, réconfortante, sans être ni succulente ni excessive, sont également nécessaires. Ajoutons enfin la surveillance étroite des gardiens et plutôt que la rigueur, lorsqu'elle n'est pas spécialement justifiée, l'exercice bienveillant de l'autorité qui leur est donnée sur le détenu. A ce sujet, il y aurait peut-être lieu de proposer la fondation d'écoles normales, où les futurs gardiens seraient initiés à leur tâche si délicate, ainsi que cela existe à Rome, en Suisse, en Suède, en Danemark et en Allemagne.

Toutes ces recommandations ne sont pas inscrites dans la loi de 1875; elles ne pouvaient pas l'être. Mais il n'est pas moins certain que le régime cellulaire réussira d'autant mieux qu'elles seront plus exactement observées.

Et maintenant revenons à notre législation.

L'article 4 de la loi du 5 avril 1875 fait ressortir un autre avantage de l'adoption du régime cellulaire, en décidant que la durée des peines supérieures à trois mois, subies en cellules, serait de plein droit réduite d'*un quart*.

Cela est assez juste : le régime cellulaire est plus sévère

la date que nous venons de mentionner. Ce décret conformément à l'article 5 de la Loi de 1875, consacre les dispositions prises par le Ministre de l'intérieur et organise définitivement le travail, l'enseignement les conférences et l'exercice du culte. Nous avons déjà précédemment rappelé qu'il établissait des catégories de détenus, nécessitées par l'inexécution de la Loi sur la séparation individuelle, que nous allons déplorer.

que tout autre et plus efficace aussi ; par suite pour produire le même résultat, il lui faudra beaucoup moins de temps. L'expérience a démontré d'ailleurs cette vérité. Un aumônier de nos prisons affirmait, il y a quelques années, qu'en trois mois on obtenait des cures merveilleuses, que la détention commune eût toujours été impuissante à produire. Ce n'est pas le seul avantage que fasse apparaître l'article 4 de notre loi ; il en est un autre d'un ordre différent, et cependant encore appréciable ; nous voulons parler de l'économie sur l'entretien des condamnés, procurée par l'abréviation du temps durant lequel ils doivent être détenus.

Il nous semble qu'on pourrait peut-être compenser par là, si cela était nécessaire, les frais occasionnés par l'établissement des prisons cellulaires.

Mais il faut remarquer que la loi met une condition à la réduction du quart de la peine, dont elle pose le principe, c'est que celui qui la subit reste au moins trois mois consécutifs en cellule. Dans cette hypothèse, la réduction du quart a lieu proportionnellement à la période passée dans la solitude. Cela est bien logique et fort équitable.

Ces règles, si claires en apparence, ont donné lieu à quelques difficultés pratiques, lorsqu'il a fallu les combiner avec l'imputation de la détention préventive, depuis la loi de 1892. Nous n'entrerons pas dans les discussions auxquelles elles ont donné lieu (1).

1. Nous avons pensé tout d'abord à faire entrer dans le cadre de cette étude, l'imputation de la détention préventive, et à rapprocher notre loi nouvelle sur la matière des législations hongroise, italienne,

La loi de 1873 a fait, on le voit, une œuvre essentielle, bien qu'encore incomplète, mais hélas ! à peu près inutile à cause des obstacles apportés à son application par les autorités qui avaient le plus d'intérêt à la favoriser. « Depuis douze ans, s'écriait en 1888 M. l'avocat général Labroquère, dans son discours de rentrée à la Cour de Bordeaux, l'atmosphère des prisons n'est pas purifiée; la hideuse proximité subsiste encore. Les prisons départementales sont au nombre de 382, et vingt prisons à peine ont été converties en prisons cellulaires. »

Depuis lors les progrès accomplis n'ont pas été bien grands. A qui la faute ? Ce n'est pas à coup sûr au gouvernement, car les directeurs de l'administration pénitentiaire ont, il faut le reconnaître sincèrement, fait les plus louables efforts pour réaliser le vœu de la loi, mais la responsabilité retombe toute entière sur les Conseils Généraux.

Les prisons de courte peine sont, en effet, la propriété des départements; c'est donc à eux qu'incombe le soin de construire de nouvelles prisons, ou de transformer les anciennes.

Mais leurs membres refusent de voter les crédits nécessaires à ces opérations, en donnant pour raison la nécessité de faire des économies. Ils s'abritent derrière

néerlandaise, qui l'admettent même pour les peines pécuniaires, luxembourgeoise, belge et allemande, qui ne l'autorisent au contraire que pour les peines privatives de liberté. Le sujet n'aurait pas manqué d'intérêt, mais il ne se rattachait pas directement à l'objet de notre étude qui dépasse déjà beaucoup trop, telle qu'elle est, les limites accoutumées.

la loi, dont l'article 6 dispose qu'aucune construction ou appropriation de prisons départementales, ne pourra être faite à l'avenir, si ce n'est en vue de l'application du régime cellulaire, en se bornant à entretenir ce qui existe. Il faut un incendie, comme celui qui dévora en 1895, la prison des Grands-Chapeaux à Amiens, pour imposer l'examen de la difficulté aux Conseils Généraux.

Le prétexte mis en avant par eux n'est pas des meilleurs. En effet, le but qu'il faut atteindre et auquel il devient chaque jour de plus en plus nécessaire d'arriver, mérite bien des sacrifices pécuniaires, si légèrement faits pour d'autres choses moins importantes, lorsqu'elles ne sont pas inutiles.

Et encore faut-il s'entendre sur la portée exacte qu'il convient de donner ici au mot sacrifice. Pour mieux l'apprécier on doit se rappeler que la cellule abrège la durée du temps passé en prison, et empêche, dans une mesure notable, la récidive. De ce chef, résulte donc déjà une économie annuelle, qui pourrait se partager entre l'État à qui incombe l'entretien des prisonniers et les Départements qui ont construit les prisons.

De plus il est nécessaire de se souvenir que l'article 7 de la loi du 5 juin 1875, donne à l'État le droit d'aider les Conseils généraux par des subventions qui peuvent aller jusqu'à la moitié de la dépense, et doivent avoir pour base des considérations tirées de leur situation financière, du produit du centime de l'impôt, ou de ce qu'ils ont déjà fait pour la réforme pénitentiaire.

Enfin, il faut se rendre compte de la dépense que peut

entraîner la construction ou l'appropriation d'une prison cellulaire et savoir qu'elle n'est pas aussi considérable qu'on veut le donner à penser.

Les archives du Conseil supérieur des prisons possèdent un tableau fort intéressant à consulter et qui peut nous fournir des chiffres. Il en résulte que, là où l'appropriation est possible, la dépense est minime. Ainsi, à Sainte-Menehould, trente cellules ont été aménagées pour la somme de 15.608 francs 48 centimes, sur laquelle l'État a versé 3.902 francs 12 centimes de subvention, ce qui met à 520 francs 26 centimes le prix de la cellule. A la prison de Tours, cent quatre cellules ont coûté 38.140 francs, sur lesquels la part de l'État a été de 12.713 francs 33 centimes, soit 366 francs 73 centimes par cellule.

Enfin à Angers, on est arrivé au chiffre incroyable de 175 francs 26 centimes par cellule, puisque 252 cellules ont été aménagées pour 44.167 francs, auxquels l'État a contribué pour 11.041 francs 75 centimes. Les constructions nouvelles coûtent il est vrai beaucoup plus cher, et il ressort du même document que le prix de la cellule neuve atteint à Corbeil 7633 francs 61 centimes, à Bourges à 5250 francs, à Besançon à 3.529 francs 50 centimes.

Ces chiffres représentent une dépense assez forte, mais qui n'a rien d'excessif, d'autant plus qu'elles sont définitives. Ainsi à Corbeil, pour 54 cellules, le total s'est élevé à 412.215 francs, sur lesquels l'État a fourni 103.053 francs 75 centimes ; à Bourges pour 120 cellules à 630.000 francs, dont 315.000 versés par le Trésor, et à Besançon pour 240 cellules à 847.000 francs, que l'État a payé

jusqu'à concurrence de 282.333 francs 33 centimes. Ajoutez qu'il est possible de construire à bien meilleur compte. Il est clair que les prisons élevées dans les grandes villes, coûteront toujours beaucoup plus cher que celles qui seraient élevées à quelque distance d'elles. Cependant à Louvain, où le terrain est relativement cher, le prix de la cellule ne dépasse pas 3.197 francs 50 centimes.

En Suède, le prix de revient varie de 2000 à 3500 et il s'abaisse en Danemark jusqu'à 900 francs, à la prison de Christianstron.

M. Béranger s'est déjà préoccupé de ces questions, dans son rapport à l'Assemblée Nationale (1), et prenant pour base les constructions cellulaires faites de 1825 jusqu'en 1860, il essayait d'évaluer à peu de chose près la dépense totale pour la France.

A son avis, que nous partageons, le prix maximum de la cellule ne doit pas excéder 3500 francs (2). S'il en est ainsi, admettant avec lui, que dix-sept à dix-huit mille cellules soient nécessaires, le chiffre additionnel de tous les sacrifices s'élèverait à 63.000.000 (3). On peut même

1. Pages 87 et suiv.

2. En 1889, le chiffre s'est abaissé à 3.429 francs dans les devis dressés pour la reconstruction des prisons de Bayonne, Tarbes, Mende, les Sables-d'Olonne et de Corse.

3. Ce nombre peut paraître trop faible ; il faut tenir compte, pour le comprendre, de ce que nombre de condamnés n'ont absolument pas besoin de cellules, quel que soit l'absolutisme dont on fasse profession en cette matière, à condition de suivre, bien entendu, les règles de silence, et de séparation par catégories, édictées par le

arriver à un chiffre bien inférieur, en tenant compte de ce que dans certaines prisons, comme celle de Dijon, une appropriation peut être faite pour une dépense de 2700 francs environ, par cellule, et de ce que, dans d'autres, comme celles d'Angers et d'Etampes, autrefois construites pour le régime cellulaire, une dépense de 175 à 200 francs au maximum, est amplement suffisante.

Les raisons d'économie mises en avant par les conseils généraux ne sont donc pas fondées ; elles leur suffisent cependant pour se soustraire à la nécessité qui s'impose, la loi ayant oublié de rendre obligatoire cette dépense destinée à faire fonctionner un véritable service public.

On a essayé de porter remède à cette situation de diverses manières.

La commission de 1875 avait pensé rendre à l'État la propriété des prisons qui lui appartenaient déjà avant le décret de 1811, mais diverses considérations d'équité, des craintes justifiées de soulever des protestations, des difficultés, des procès, firent triompher une opinion moyenne qui trouva son expression dans l'article 7 de la loi, aux

décret du 11 novembre 1885. Tels sont, par exemple, les condamnés pour contravention de police, dont le nombre s'élève à 45.000 ; 12.000 condamnés pour infraction aux lois sur la chasse, la pêche, la douane, les forêts, les octrois, les postes, les mines, 5.500 étrangers expulsés, les détenus administratifs au nombre de 15.000 environ, 13 à 14.000 détenus, attendant le transfert dans un lieu où ils subiront leur peine en commun.

termes duquel l'Etat peut contribuer par des subventions aux charges départementales.

Depuis lors, plusieurs fois la pensée de rendre, purement et simplement, à l'Etat, la propriété des prisons de courtes peines, s'est fait jour dans la presse comme aux Chambres, et particulièrement au cours de la discussion du budget pénitentiaire de 1888. Mais toujours les mêmes arguments ont été invoqués pour les repousser.

C'est pourquoi en 1883, l'initiative privée, tout en s'en inspirant, déposa une proposition qui n'en paraissait pas cependant directement issue et qui se résumait ainsi : 1° donner l'initiative à l'Etat, avec pouvoir de désigner chaque année les prisons à transformer ; 2° la fixation contradictoire de la part contributive de l'Etat et des départements, le dernier mot, en cas de désaccord, restant au Conseil d'Etat ; 3° la dépense rendue obligatoire pour les départements, avec faculté de se racheter, en totalité ou en partie, par la rétrocession de la propriété, à prix débattu.

Le gouvernement proposait autre chose : le 29 janvier 1884, le Ministre de l'Intérieur déposait sur le bureau du Sénat, un projet de loi, aux termes duquel la dépense devenait également obligatoire, mais était restreinte, en ce sens, que les départements n'étaient plus tenus de fournir que le nombre de cellules nécessaires pour contenir le quart des détenus, enfermés annuellement dans leurs prisons, mais ce dans un délai de cinq ans.

La sanction était simple : dans le cas où les départements ne satisferaient point à leurs engagements en temps voulu, le gouvernement avait le droit de faire prononcer

le déclassement, c'est-à-dire la désaffectation comme prison, des locaux non conformes à l'hygiène, à la sécurité et au bon ordre. Le déclassement avait pour effet de mettre le département intéressé en demeure de procéder à l'établissement d'une prison nouvelle (art. 3), sinon le gouvernement était autorisé à agir d'office et à pourvoir à la construction lui-même. Par contre, les départements obtenaient la faculté de se réunir, moyennant certaines conditions, pour construire des établissements pénitentiaires en commun. Cette proposition a été adoptée, avec certaines modifications, par le Sénat en 1889, par la Chambre le 19 janvier 1893, et elle est devenue la loi du 3 février 1893.

Les plus importantes de ces modifications portent sur les points suivants :

1° Dans le texte définitif, il n'est plus question de la proportion du nombre des cellules à construire, limité au quart du total des détenus internés chaque année, depuis cinq ans dans la prison. Le département, d'après l'article 8 de la loi, aura à construire une quantité de cellules égale au chiffre moyen des prisonniers détenus dans les cinq dernières années ;

2° Un quartier commun sera réservé dans toute nouvelle prison cellulaire pour le cas d'encombrement, aux condamnés aux peines les plus courtes ou aux détenus d'une même catégorie ;

3° Le Ministre de l'Intérieur peut créer des chantiers pénitentiaires, où seront employés les détenus à la construction ou à la transformation des prisons.

4° Enfin la Loi rend obligatoire la dépense nécessaire

pour les travaux de transformation et de reconstitution des prisons (art. 7), mais par contre donne aux départements la faculté de s'en exonérer par la rétrocession amiable de leur propriété à l'Etat (art. 1).

Cette loi est trop récente encore pour que nous puissions juger des résultats produits. Espérons qu'elle aura pour effet de hâter et d'achever même l'œuvre de plus en plus nécessaire de la réforme pénitentiaire qui ne peut s'accomplir sans la pratique assidue de l'emprisonnement cellulaire.

Tel nous paraît être en France, pour l'instant du moins, l'état de la question si importante que nous avons examinée. Le moment est venu de jeter un regard sur l'étranger et de constater que si nous avons laissé derrière nous, dans la voie du progrès, quelques notions civilisées, il en est qui s'y sont avancées plus résolument, avec plus de rapidité, et qui nous ont dépassé de si loin que beaucoup d'efforts nous seront désormais nécessaires, si nous voulons les rejoindre.

Belgique.

Nous commençons par la Belgique, parce qu'elle est peut-être de toutes les nations européennes celle qui touche de plus près à la perfection en la matière qui nous occupe. Le régime cellulaire paraît y avoir atteint, en effet, son apogée; mais il faut le reconnaître avec sincérité, il n'y est pas installé d'hier.

Son origine, nous l'avons déjà dit, remonte à l'année

1775, où le comte Vilain XIV adressa aux Etats de Flandre, un mémoire qui fut bien accueilli par eux, et eut pour résultat la fondation de la maison de Gand. On n'atteignit pas du premier coup la perfection, puisqu'alors on se borna à séparer les détenus pendant la nuit, tout en laissant subsister le travail en commun pendant le jour. Ce régime fut appliqué à la maison centrale de Vilvorde en 1801.

Dès lors la Belgique servit de modèle à l'Amérique, à la Suisse, etc..., mais bientôt l'Angleterre fit un pas de plus lorsque son Parlement décréta en 1795, l'application du « Solitary confinement. » L'Amérique s'empara de cette nouveauté, et c'est chez elle que la Belgique est allée le chercher pour en faire l'épreuve. Elle l'appliqua d'abord en 1835 à Gand, où un quartier spécial de 32 cellules fut élevé, puis à Vilvorde, à la prison militaire d'Alost et enfin à la maison d'arrêt de Tongres qui, la première, fut complètement transformée et dont l'ouverture remonte au 1^{er} janvier 1844. Le solitary confinement fut peu à peu modifié, et devint le régime cellulaire, tel que nous l'avons plus haut exposé.

Enfin lorsque la Belgique eut constaté par la pratique quelle en est l'efficacité, elle l'adopta dans sa loi du 4 mars 1870, après une discussion entamée le 3 décembre 1844, lors du dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement, et à laquelle prirent part des hommes dont le nom est universellement connu, le baron d'Anethan, M. Ducpétiaux, le Ministre Bara et d'autres. La grosse difficulté qui retarda si longtemps le vote de la Loi, portait sur le quantum de la réduction qu'il était nécessaire d'accorder

aux condamnés, dont la peine aurait été subie en cellule.

Enfin le Sénat et la Chambre des Représentants finirent par se mettre d'accord, en votant le texte suivant, qui est devenu la Loi : « Les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion et à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation. Dans ce cas, la durée des peines prononcées par les Cours et Tribunaux, sera réduite dans les proportions suivantes :

Des trois douzièmes pour la première année.

Des quatre douzièmes pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième année ; et ainsi de suite par douzièmes, en s'élevant jusqu'à neuf douzièmes pour les dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième année.

Depuis lors, le régime cellulaire s'est de plus en plus développé en Belgique. A l'heure actuelle, il y est généralement appliqué, dans les prisons neuves, dont les plus importantes et les plus remarquables sont celles de Louvain, et de Saint-Gilles à Bruxelles.

La maison centrale de Louvain date de 1850. Elle est construite en pleine campagne, et la porte qui donne accès dans son enceinte est un vieux donjon féodal à l'aspect imposant. Le régime cellulaire est appliqué à Louvain avec une grande sévérité. Le silence y est la règle pour tous, le seul bruit qu'on y entende c'est le sifflet, prélude nécessaire des gestes de convention qui servent à faire exécuter tous les mouvements ; le port du capuchon est obligatoire, il y a une chapelle alvéolaire

servant également de salle de conférence et d'école; on y voit des installations balnéaires divisées en cabines; enfin la cellule est vaste, propre, bien éclairée, munie d'eau de gaz, etc., construite en un mot suivant les règles de l'hygiène. Chaque jour les condamnés se promènent, isolément bien entendu, dans des préaux, fermés à chaque extrémité par une grille, où ils font pousser pendant les récréations, comme dans un jardin minuscule, des fleurs et même quelques fruits, dont la culture est leur unique mais bienfaisante distraction. Pour combien ne fut-elle pas un encouragement dans les heures de tristesse? Il en est même pour qui, disait le directeur de Louvain, à l'un de nos confrères en 1878, pour qui elle devient le commencement de la réhabilitation morale. Les visites sont nombreuses, et tous les jours chaque condamné en reçoit plusieurs des directeurs, gardien chef, aumônier, instituteur, membres de la commission administrative, contre-maitre, etc., l'instruction y est donnée en classe, à des jours fixes, et le lendemain l'instituteur passe dans chaque cellule pour faire réciter les leçons et corriger les devoirs.

Le travail est admirablement organisé. Dans certaines cellules, des moteurs mécaniques sont destinés à des métiers déterminés; mais comme le travail est cellulaire et que par suite la division en est très grande, on fait passer chaque condamné successivement par plusieurs cellules, quand cela est nécessaire, pour lui apprendre un métier tout entier. Il y a là, nous paraît-il, un grand avantage, qu'on ne doit pas perdre de vue, car on apprend ainsi, à fond, au détenu, chaque partie de sa profession,

tout en l'y intéressant par l'espérance qu'il conservera toujours d'en changer ; et cela est énorme.

L'arrêté royal du 5 avril 1887 établit l'obligation du travail pour les condamnés correctionnels et criminels. De plus, il pose en principe que le travail pénitentiaire fait en régie, aura pour objet les fournitures aux diverses administrations publiques, et qu'il ne devra porter sur des commandes particulières qu'exceptionnellement. De ce chef, l'Etat Belge réalise chaque année une notable économie, particulièrement sur les équipements militaires.

Il y a bien à Louvain, quelques entrepreneurs : tailleurs, cordonniers, menuisiers, mais la plupart des métiers enseignés servent à faire face aux besoins des administrations gouvernementales. Enfin, l'instruction religieuse est également bien organisée. Les aumôniers logent à la prison et ont toute liberté pour visiter les détenus, leur faire des instructions, à certains jours, et célébrer l'office divin le dimanche.

Telle est l'organisation, aussi brièvement résumée que possible, du pénitencier de Louvain ; celle de Saint-Gilles en est une imitation avec quelques perfectionnements que l'expérience a suggérés. C'est ainsi que l'on est arrivé à faire fabriquer le pain, lessiver le linge, faire la cuisine, sans aucune communication entre les détenus occupés aux diverses besognes que ces opérations comportent. Les visites sont singulièrement facilitées par les petits renseignements portés sur une plaque fixée à la porte de chaque cellule, où l'on voit le numéro du détenu, l'indication de son délit, le temps passé en cellule, l'in-

dustrie exercée, sa nationalité, sa langue, sa conduite habituelle, son instruction et sa religion.

Le travail à Saint-Gilles a pour objet surtout les équipements militaires et les vêtements des gardiens de prison. La nourriture y est bonne et, paraît-il, peu coûteuse. Cela tient à ce que les magnifiques jardins qui entourent le pénitencier produisent les légumes nécessaires à la consommation.

A part ces quelques particularités, Saint-Gilles ressemble à Louvain, quoique beaucoup plus jeune, et l'on peut dire qu'ils sont l'un et l'autre des établissements modèles. C'est eux d'ailleurs, qui ont servi de guides aux architectes chargés de construire les autres prisons belges, et aux directeurs désignés pour les administrer.

Aussi peut-on affirmer qu'à l'heure actuelle, la réforme pénitentiaire est terminée, au moins en ce qui concerne l'emprisonnement. Quels ont été les résultats ?

Sur les cas de suicide, d'aliénation mentale, et sur la santé générale, les mêmes constatations ont été faites dans les prisons belges que dans les prisons françaises. Elles peuvent se résumer d'un mot, à savoir qu'on ne peut imputer à la cellule aucune influence pernicieuse à ces divers points de vue. M. le Dr A. Voisin s'est livré à une étude très approfondie et consciencieuse des prisonniers de Louvain sur ce sujet, et, de son rapport à l'Académie de médecine de Paris, le 1^{er} mai 1888, ressort la conclusion que nous venons de formuler.

En ce qui touche à la récidive, il est à remarquer que l'action de la cellule s'est fait sentir aussitôt son établissement en Belgique, et qu'elle n'a cessé de croître au

fur et à mesure de ces multiplications. C'est ce que constatait en 1878, M. le procureur général Verdussen, dans son discours de rentrée à la cour d'appel de Bruxelles, où il indiquait que, depuis la création de Louvain, le chiffre de la population moyenne de prisons tendait à s'abaisser dans les proportions suivantes :

1860 à 1862.	6377
1863 à 1865.	5833
1865 à 1868.	5342

Tandis que celui de la récidive qui de 1851 à 1860 s'élevait à 70 0/0, était descendu de 1861 à 1870 à 54 0/0. Si l'on se réfère spécialement à la moyenne de Louvain, on trouve que sur 100 récidivistes, il y en a seulement 4,46 sortant de cette prison, de ceux qui n'avaient jamais auparavant subi d'emprisonnement collectif ; et 30,36 à la sortie pour ceux qui, au contraire, avaient été déjà internés en commun, tandis qu'à l'entrée il y en avait 68,80.

Depuis lors, ces proportions se sont encore abaissées jusqu'en 1886. M. Clairin, visitant la prison de Louvain, a recueilli un chiffre global et moyen du nombre des récidivistes dont la peine avait été subie dans cet établissement et qui est seulement de dix pour cent (1). Comme le dit M. Berden, dans un de ses rapports : « Ce résultat n'a pas besoin de commentaires, il se recommande de lui-même à l'attention de ceux qui pourraient douter encore de l'efficacité du régime nouveau ».

1. Communication de la Société des prisons. Séance du 10 mars 1881.

Il devrait suffire aux moins perspicaces d'y réfléchir un instant, pour suivre immédiatement l'exemple si courageusement donné par la Belgique au monde civilisé.

Vraiment cette noble nation marche au premier rang dans la voie du progrès, sans rien sacrifier de son indépendance ou de ses libertés. Petite sur la carte physique de l'Europe, elle est très grande par son initiative, son activité, ses généreuses ambitions, ses réformes humanitaires, autant que par son travail, ses industries et son glorieux passé dans les arts.

Grande-Bretagne.

Nous n'avons rien à dire de l'Irlande, où le système Crofton, que nous avons longuement décrit précédemment, est mis en usage. Les quelques détails qui vont suivre sont communs à l'Angleterre et à l'Écosse.

Il faut distinguer deux sortes de prisons, comme en France : les prisons de courte peine dont le maximum est de deux ans, et les prisons de longue peine où s'exécutent les condamnations correspondant à la réclusion de notre Code Pénal et aux travaux forcés, l'Angleterre ayant depuis plusieurs années déjà supprimé la transportation, à la suite de réclamations menaçantes de la part des Australiens. Les unes et les autres de ces prisons appartiennent à l'État depuis l'act de mai 1878.

Dans les premières, dont l'un des types les plus connus est celle de Newgate à Londres, le régime cellulaire, tel

que nous l'avons exposé, est pratiqué, sauf quelques regrettables dérogations qui, à notre avis, risquent d'en compromettre tous les bienfaits. Ainsi la chapelle est commune, et les cours où se fait la promenade également. Ces prisons servent à la fois, de maisons de correction pour les courtes peines, et de maisons de détention pour les prévenus et les accusés.

Quant aux longues peines, elles s'effectuent dans des prisons de convicts, qui sont divisées en deux catégories : les établissements cellulaires et les maisons communes.

On sait qu'au-delà de l'emprisonnement de courte durée, il n'y en a, en Angleterre, qu'une seule peine, c'est la servitude pénale dont la durée seule varie suivant la gravité des infractions, sans pouvoir descendre jamais au-dessous de trois ans.

Lorsqu'un individu est condamné à la servitude pénale, il est transféré d'abord dans une prison cellulaire de convicts, telle que celle de Milbank ou de Peutonville, dont le nom est maintenant aussi connu que celui de Louvain. Mais à la différence de ce qui se passe dans cette dernière, les détenus ne sont pas obligés de porter le capuchon, et la chapelle où l'on passe chaque jour quelques instants est commune.

La détention en cellule ne peut excéder neuf mois ; dès qu'ils sont écoulés, le condamné est transféré dans une prison mixte, telle que celle de Dartmoor, bâtie près de Plymouth, sur un des rochers les plus élevés de l'Angleterre, toujours battu par la mer et la tempête.

Dans cet établissement, les détenus travaillent en commun, ils se promènent deux à deux, mais sans avoir le

choix de leur compagnon. Pendant le travail le silence est la règle, mais la conversation à voix basse, n'arrive pas jusqu'à l'oreille complaisante des gardiens (qui ne sont pas comme chez nous d'anciens militaires), et pendant la promenade il est permis de parler.

Les détenus sont complètement séparés les uns des autres pendant la nuit, dans des cellules en fer.

Cette particularité constitue pour les prisons anglaises de convicts, une véritable supériorité sur nos maisons centrales, où les détenus sont enfermés la nuit, sans surveillance dans des dortoirs communs, où les plus obscènes conversations sont tenues, les plus criminels projets complétés, et les actes les plus immoraux outrageusement consommés, de telle sorte qu'à lui seul ce dortoir en commun est un obstacle infranchissable au relèvement des coupables.

Dans toutes les prisons anglaises, le travail est organisé et le condamné peut continuer à s'occuper de son métier.

Mais dans le cas de servitude pénale, quelques détails sont à relever. Les détenus sont divisés en quatre catégories, dans lesquelles ils passent successivement, s'ils ont mérité par leur conduite et leur travail le nombre de marks suffisant.

Dans la première catégorie, la vie est très dure : le prisonnier couche sur un lit de bois, il doit travailler seul pendant dix heures par jour à faire tourner une roue et ne peut gagner aucun pécule. Dans la deuxième catégorie il est occupé à des travaux moins abrutissants, repose sur le lit de bois deux nuits sur sept, reçoit de

l'instruction, comme d'ailleurs pendant tout le reste de la détention, possède quelques livres de classe dans sa cellule, peut se promener le dimanche, et gagner un salaire maximum de 1 fr. 25 par mois.

Dans la troisième catégorie, le prisonnier ne couche plus sur le lit de bois qu'une nuit par semaine ; comme dans la précédente catégorie, il est employé à des travaux de métier, tailleur, cordonnier, etc., il reçoit des livres de piété, d'histoire, de littérature, de voyages, etc., que la bibliothèque, très bien montée dans toutes les prisons anglaises, lui fournit ; il peut gagner un salaire de 1 fr. 80 par mois, au maximum. Les prisonniers ont une nourriture un peu meilleure, l'eau, comme boisson, est remplacée par le thé, d'où le nom de tea-men, dont on se sert pour les désigner.

Enfin dans la quatrième catégorie, on prend les hommes, auxquels on confie quelques emplois dans la prison ; des visites sont tolérées, le salaire peut s'élever jusqu'à dix shillings par mois, la promenade est plus longue, etc.

A Daartmoor et dans quelques prisons anglaises, on cesse d'appliquer la séparation de nuit à ces détenus. Mais on n'admet à ce dernier stage que les prisonniers triés sur le volet, ce qu'on pourrait appeler la crème des prisonniers.

C'est en quelque sorte une préparation à la libération conditionnelle accordée au détenu par la remise du ticket of leave.

Dans les premières années de l'application de ce système, alors que les diverses catégories n'existaient pas, des abus, des désordres de toutes sortes, l'augmentation

de la récidive, conséquences de la délivrance inconsiderée des tickets of leave, furent cause de sa suppression. Mais il fut rétabli après la réforme des prisons à laquelle Lord Carnavon a attaché son nom.

Il faut, avant de terminer, relever un détail qui peut être assez intéressant au point de vue économique. Dans certaines prisons communes d'Angleterre, les détenus sont employés à des travaux extérieurs. Dans ce cas, ils sont surveillés par des soldats armés, qui ont ordre de faire feu sur le premier qui tenterait de s'évader. Cette pratique a suggéré à l'administration anglaise l'idée de faire construire ses nouvelles prisons par les condamnés eux-mêmes, telle la prison de Wormhood-Scrubs, et il paraît que, de ce chef, elle a réalisé des économies considérables, le prix de la cellule s'étant abaissé, d'après le major du Cane, surintendant général des prisons de la Grande-Bretagne, jusqu'à 730 francs en moyenne. On sait que M. Beltrani Scaglia, directeur de l'administration pénitentiaire en Italie, a suivi cet exemple et fait employer les détenus à la construction de nouvelles prisons, à la Pianosa, Ancône, Brindisi, etc.

Nous avons dit précédemment ce que nous pensions de cette manière d'utiliser le travail des prisonniers. Il paraît qu'en Angleterre, les évasions sont rares, et les manquements à la discipline également, tant les prisonniers ont peur de la cellule de rigueur, du chat à neuf queues, de la perte de leurs marks, et tant ils désirent par contre, gagner le plus de bons points possible. Ces constatations nous laissent un peu septiques et nous nous rallions aux conclusions d'un rapport sur une mission envoyée en

Angleterre pour y étudier le régime des prisons, présenté par le Directeur de l'administration pénitentiaire à M. le Ministre de l'Intérieur en 1881, qui affirme et démontre que la Société n'a rien à gagner à suivre ces différents exemples.

Quoiqu'on fasse et quoiqu'on dise, partout où la communauté existe, les inconvénients, que nous avons déjà signalés, l'accompagnent, en Angleterre comme ailleurs (1). Et nous ne pouvons en trouver de meilleure preuve que ce témoignage de l'auteur anonyme d'un livre intitulé : « *Cinq ans de servitude pénale par quelqu'un qui les a endurés* », dont les pénibles impressions sont résumées dans les lignes suivantes : « L'opinion que je me suis formée, dit-il, d'après une expérience de quatre années, c'est que le système de l'emprisonnement en commun est radicalement mauvais et doit à tout prix être abandonné. Non seulement pendant les quatre années que j'ai passées en prison, j'ai acquis une plus grande connaissance du mal et de la corruption humaine, ainsi que des ruses et des tours des voleurs de profession, que je n'aurais pu le faire partout ailleurs, mais si j'avais été une nature originellement mauvaise et portée au mal, j'aurais succombé

1. Il paraît néanmoins que la criminalité a decru en Angleterre depuis quelques années. C'est ce qui résulte de l'article publié par M. Joly, dans la *Revue de Paris* du 1^{er} décembre 1894, et des chiffres donnés en 1893, par le major Griffiths. Ainsi de 1856 à 1857, le nombre total des infractions est de 200.000; en 1868-1869, il s'est élevé à 246.000 et il est tombé à 200.000 en 1889-1890. Le nombre des crimes et délits, en particulier, est passé de 55.000 qu'il était en 1856-1857, à 37.000 pour 1889-1890.

à la tentation, je me serais laissé aller à la contagion et j'aurais noué des relations qui m'auraient conduit à une vie de vol et de crime. »

Suède.

Avant le congrès de Stockholm, on s'imaginait volontiers que la Suède était un pays aussi retardataire en civilisation que peu connu des autres nations européennes. On se trompait, et il n'est peut-être pas d'État où le gouvernement ait pris aussi à cœur cette partie de l'œuvre civilisatrice qui nous intéresse particulièrement, la réforme pénitentiaire. Il n'est peut-être pas d'État où les progrès furent aussi rapides et aussi sérieux, où la volonté d'un prince intelligent et bon fut mieux comprise, rencontra aussi facilement l'adhésion du peuple, et groupa plus vite autour d'elle tous les courages, toutes les générosités (1), pour atteindre le but universellement désiré. C'est une gloire pour la Suède, gloire pacifique, il est vrai, mais d'autant plus éclatante peut-être, que d'avoir mené à bonne fin ses projets; et pour la France c'est un honneur de lui avoir donné cette dynastie des Bernadotte, à l'initiative et à la participation desquels est dû leur accomplissement.

Au commencement du XIX^e siècle, la situation des prisons en Suède était tout à fait mauvaise. On n'y enfermait

1. L'État prit à sa charge toute la dépense, mais de larges contributions provinciales l'ont aidé.

pas les délinquants, que quelques coups de bâton suffisaient à châtier, mais seulement les criminels qu'on y livrait à perpétuité à l'oisiveté et à la souffrance. Le régime pénitentiaire n'existait pas, en effet, et pour prisons la Suède ne possédait que les souterrains obscurs de quelques vieilles forteresses, ou les caveaux humides des châteaux de gouverneurs ou des hôtels de ville. Il est impossible de dire ce que les geôles infectes devaient engendrer de corruption, le prince Oscar de Suède le sentait bien, et constatant les progrès incessants de la criminalité, il répétait avec douleur, ces paroles de Bentham : « Une prison pareille forme une école où le vice s'enseigne par des moyens aussi actifs que ceux que l'on employait autrefois pour l'exercice des vertus et des bons sentiments. L'ennui et la vengeance nourrissent les mauvais penchants, et tous les efforts n'ont qu'un but : le développement du vice. »

Le mal était grand, mais le prince se mit résolument à l'œuvre, et entreprit la réforme pénitentiaire par la publication de son beau livre : « *Des peines et des prisons* », dans lequel il indiquait comme remède à la situation non seulement la construction des prisons, leur organisation rationnelle, puis le patronage pour les condamnés à leur libération, mais encore les moyens préventifs, que procurent la morale, le travail et la religion.

A l'heure actuelle, après cinquante ans d'efforts, l'œuvre est presque entièrement achevée et peut servir de modèle aux nations qui sont sur le point de l'entreprendre.

La Législation Suédoise ne connaît que trois sortes de

peines afflictives (1) : 1° La mort, dont Oscar I avait essayé, mais en vain d'obtenir de la Diète l'abolition, et qu'il s'efforça de limiter le plus possible dans ses applications, par l'exercice du droit de grâce, au point que M. Almqvist, directeur de l'administration pénitentiaire a pu dire : « Elle tend à disparaître de nos mœurs » ; 2° les travaux forcés qui n'ont de commun avec ceux de notre Code pénal que le nom, et ne consistent que dans l'emprisonnement avec travail obligatoire. Ils sont prononcés à perpétuité ou à temps. Dans ce dernier cas, ils ne peuvent l'être pour moins de deux mois et, ni pour plus de dix ans (2) ; 3° l'emprisonnement simple de un mois à deux ans.

Quelle que soit la peine prononcée, elle doit être subie dans les maisons secondaires, en cellule de jour et de nuit, mais avec quelque différence. Ainsi, lorsque le jugement inflige les travaux forcés, le détenu doit porter le costume de la prison, est obligé de se contenter de la nourriture qu'on y donne et de travailler malgré lui. Tandis que dans le cas de l'emprisonnement simple, le détenu peut travailler sans en avoir l'obligation ; il peut améliorer à ses frais

1. Le Code pénal Suédois promulgué le 16 février 1864, admet une quatrième peine, l'amende.

2. Il faut cependant ajouter pour être exact que certaines infractions très légères sont punies d'amendes qui ne peuvent excéder 500 couronnes (700 fr.) Pour les insolubles, l'amende est convertie en emprisonnement, au pain et à l'eau. Chaque période de cinq jours compte pour une somme de couronnes d'autant plus élevée que l'emprisonnement est plus ancien et s'approche de sa fin.

la nourriture de la prison, ne porte pas nécessairement le costume pénal, il reçoit des visites, etc.

Les plus importantes de ces prisons secondaires sont celles de Stockholm (167 cellules) et de Kalmar (108 cellules). A la différence de ce qui existe en France généralement (à Mazas et à la Santé en particulier), à Louvain, etc., les bâtiments cellulaires ont la forme d'un T, et non d'une étoile. M. Almquist, dans son ouvrage sur la Suède, ses progrès sociaux et ses institutions pénitenciaires, décrit l'une de ces prisons, et il indique que la chapelle étant installée comme en France, au point central de l'intersection des deux barres du T, « le dimanche, pendant le service divin, les prisonniers restent dans leurs cellules; la porte est entrebaillée, dit-il, de manière qu'ils puissent entendre le sermon et la musique, mais ne soient à même de voir personne, ni d'être vus. » Par cette ingénieuse combinaison, également mise en pratique à Mazas, on peut se dispenser de faire la dépense d'une chapelle alvéolaire. Le même procédé peut être employé pour faciliter aux détenus l'audition des conférences morales et l'assistance aux classes générales.

Le travail dans ces prisons a été difficile à organiser, à cause de la distance qui les sépare des centres industriels. On y est parvenu cependant, mais les métiers exercés ne sont pas très nombreux ni surtout très lucratifs. Ils consistent presque exclusivement dans la fabrication des allume-feux, des boîtes d'allumettes, dans l'effilage des vieux cordages, la papeterie, la reliure. Il faut noter ici, comme un progrès accompli par l'administration suédoise, que tous les vêtements militaires sont fabriqués

dans les prisons, et leur confection est une des meilleures occupations pour les détenus.

Mais quel que soit le travail, le bénéfice en est divisé en trois parts, dont le prisonnier touche la plus grosse ; les deux autres sont réparties entre les directeurs et les employés d'un côté, et la caisse de secours aux détenus libérés de l'autre. Le condamné à l'emprisonnement simple touche même le bénéfice entier, sauf un tiers pour le directeur s'il a procuré lui-même le travail.

Nous regrettons que dans les prisons secondaires de la Suède, l'instruction ne soit pas donnée. On a pensé que l'enseignement était suffisamment répandu dans le pays, pour qu'il soit inutile d'en faire profiter les prisonniers. Et, en effet, depuis la loi du 13 mars 1842, qui a rendu l'instruction obligatoire, les écoles se sont multipliées sous toutes les formes (primaires, agricoles, professionnelles, du dimanche, du soir...), et l'ignorance n'existe plus que dans l'infime proportion de un pour cent, chiffre qui doit représenter la population infirme, scrofuleuse, imbécile ou idiote. Néanmoins, il n'eût pas été inutile de consacrer dans les prisons secondaires, quelques heures par semaine à des conférences relatives à certains sujets moins élémentaires que la lecture ou le calcul : il y aurait eu là comme un repos efficace et une distraction salutaire pour les prisonniers. Il faut cependant dire qu'il est possible de suppléer, dans une certaine mesure, à leur absence, par des livres de bibliothèques qui sont, en Suède, presque aussi bien montées qu'en Angleterre.

Si l'instruction fait défaut, par contre les leçons de morale sont largement dispensées. L'aumônier a libre

accès dans les prisons et « l'enseignement, dit M. Almquist, suffit, lorsque l'aumônier est à la hauteur de sa mission, pour donner aux détenus une notion claire du juste, et la ferme résolution de ne plus faire, dans la vie, que ce qu'ils savent bien être permis. » Dans chaque cellule, il y a, paraît-il, un Nouveau Testament et des livres de prières (1).

Les prisonniers reçoivent d'ailleurs de nombreuses visites chaque jour, du directeur, fonctionnaires divers, et membres d'associations charitables, pour lesquelles le prince Oscar manifestait un véritable et affectueux intérêt. Quant aux parents des condamnés aux travaux forcés, détenus dans les prisons secondaires, ils ne sont admis à les voir que très rarement. Nous aurions compris cette restriction sévère si elle avait eu pour justification la crainte des abus et du milieu auxquels ils appartiennent, dont ils auraient pu se faire l'écho; mais il n'en est pas ainsi puisqu'on autorise les autres prisonniers à les recevoir. Aussi ne partageons-nous pas la manière de voir qui a dicté la réglementation des visites à faire aux détenus.

A part cette timide critique, on peut dire que le système cellulaire est bien appliqué en Suède, dans les prisons secondaires. Voyons ce que sont les maisons centrales.

1. Nous avons déjà cité l'opinion du prince Oscar sur la nécessité de la religion dans les établissements pénitentiaires : « L'instruction religieuse du condamné, disait-il, est la base la plus sûre de toute amélioration sociale, la racine d'où doit sortir toute régénération pour être saine et porter de bons fruits. »

Ces établissements renferment les condamnés à plus de deux ans de travaux forcés. La réforme pour eux n'est point encore entièrement achevée. C'est à M. Almquist lui-même, dont nous avons déjà plusieurs fois cité le nom, que revient l'honneur de l'avoir entreprise. Le modèle des maisons centrales suédoises est l'établissement de Nya Varfvet. Il comprend deux parties : un cellulaire où d'après une ordonnance royale de 1873, on incarcère d'abord, pour six mois ou un an, les nouveaux arrivants ; et une prison auburnienne, dont le régime était préféré par le Prince Oscar, et dans le cas aussi où la longueur de la détention rendrait le régime solitaire trop dangereux pour la santé des prisonniers (1).

La première partie ressemble aux prisons secondaires que nous avons précédemment décrites, avec cette différence qu'il y a ici une école et une chapelle cellulaires, que le capuchon y est de rigueur pour les déplacements, toujours isolés, vers le promenoir ou vers tout autre endroit. Quant à la seconde, elle comprend des dortoirs rigoureusement cellulaires (c'est dans leurs cellules que les prisonniers peuvent se reposer chaque jour après les repas), des ateliers, une chapelle et une école en commun. Les ateliers sont occupés par des petits groupes de six ou huit détenus, choisis avec le plus grand soin, et placés sous la direction d'un contremaître.

Le travail dans la première comme dans la deuxième partie est absolument obligatoire, pendant douze heures par jour ; les métiers admis sont nombreux ; on y remar-

1. Des peines et des prisons.

que particulièrement celui de tailleur militaire. Les travaux dans les ateliers sont admirablement dirigés, grâce à l'habileté des contremaîtres, et à l'efficacité de la surveillance. Les détenus apprennent tous un des métiers enseignés au point de pouvoir en tirer bon parti lors de leur libération, et dès la prison déjà les résultats sont excellents. M. le Sénateur Tancredi Canonico, conseiller à la Cour de Cassation de Rome, dans un rapport adressé au Ministre de l'Intérieur d'Italie, sur une course à travers les prisons d'Europe, nous en cite un exemple remarquable : Les détenues de la prison de Gothenbourg sont surtout occupées au blanchissage et au repassage. Elles font si bien leur besogne qu'on leur envoie du linge même d'Angleterre ; les produits de leur travail couvrent et au delà tous les frais d'entretien.

Certains détenus, dont la conduite est satisfaisante, sont occupés à des travaux de jardinage et d'horticulture dans l'intérieur de l'enceinte, lorsque la chose est possible. On a même eu, en Suède, l'idée, dont nous avons déjà vu des applications en Angleterre, de faire construire les nouvelles prisons par des condamnés. Cette manière d'agir a fait réaliser à l'Etat de gros bénéfices, comme on peut en juger par les deux chiffres suivants donnés par M. F. Desportes, à qui nous avons déjà emprunté beaucoup de détails (1). La prison de Stockholm bâtie par la ville, a coûté 5.542 francs par cellule, tandis que pour celle de Sonkoping, œuvre des prisonniers, le prix de revient s'est abaissé à 2.242 francs. Cette disproportion incroyable

1. *Réforme pénitentiaire en Suède.* — Notes de voyage. — *Bulletin des prisons*, mars et décembre 1881.

cessera d'étonner lorsque l'on saura, qu'en Suède, la main d'œuvre est fort chère, et qu'un maçon se paie jusqu'à quinze francs par jour. Mais quel que soit d'ailleurs le travail du détenu, il est exécuté au compte de l'Etat, le système de l'entreprise ayant été complètement abandonné.

Quant à l'enseignement, il est, à la différence de ce qui se passe dans les prisons secondaires, professé ici pendant deux heures par jour et de plus les instituteurs donnent des leçons particulières à ceux qui en ont besoin.

Dans les maisons centrales comme dans les prisons secondaires, la place faite à l'enseignement religieux est très large, tant l'administration Suédoise est persuadée que sans lui, il n'y a pas de relèvement sérieux, mais suivant la parole du Prince Oscar, seulement ruse et hypocrisie.

Tel est le régime pénitentiaire de la Suède. Les résultats ont été, paraît-il, excellents. Depuis l'introduction du système cellulaire dans les prisons secondaires, la population des maisons centrales s'abaissait de 850 en 1857 à 356 en 1877, malgré l'augmentation incessante de la population. Il en est de même pour la criminalité en général, qui comptait en 1837 un représentant par 608 habitants, et n'en compte plus, en 1877, qu'un sur 1005 habitants. Ces chiffres donnés par M. Almquist lui-même (1), sont les meilleurs témoignages des bienfaits de la cellule et une nouvelle preuve que l'un des moyens les plus sûrs d'enrayer la marche en avant de l'armée du crime, c'est

1. *Op. cit.*

de l'intimider fortement dès la première bataille, tout en lui imposant dans la solitude les plus graves réflexions et les plus fermes résolutions pour l'avenir.

Italie.

On sait que le nouveau Code pénal italien a été promulgué le 30 juin 1889, et qu'une loi de réforme pénitentiaire du 14 juillet suivant, a consacré en partie le principe de la séparation individuelle. C'est ainsi que la peine de l'ergastolo doit être subie en cellule perpétuelle, tandis que la réclusion s'exécutera entièrement en cellule, si elle est inférieure à un an, et en partie seulement si elle est supérieure à cette durée. Dans ce cas, le reste de la peine se passera en commun, avec isolement de nuit, travail en commun, mais sous la règle du silence pendant le jour.

L'Italie possédait en 1888, quatre prisons cellulaires, et nous avons déjà rappelé précédemment que les forçats avaient été choisis dans quelques bagnes voisins de Rome (Orbetello, Civita-Vecchia), pour édifier sur les ruines de l'ancien couvent du Transtevere, la prison de *Regina cæli* qui, si elle est terminée à l'heure actuelle, doit être à coup sûr un modèle de cellulaire. Nous ne pouvons rien dire encore de ce que produira en Italie, l'application du régime de la séparation individuelle, car il est, en ce moment, en pleine organisation.

L'administration pénitentiaire Italienne, étudiée en effet

les moyens de mettre en pratique la nouvelle législation qui lui a été donnée.

Elle a pour l'instant à sa disposition (1), trois prisons cellulaires pour l'ergastolo, celle de San-Stefano, celle de Porto-Longone, et le bagne de Cagliari. Quant aux établissements destinés aux réclusionnaires, on a commencé les travaux d'aménagement des maisons centrales d'Oneglia et Possombrone, pour en faire des prisons cellulaires, tandis que l'on transforme conformément au système d'Auburn celle de Viterbe, une partie de celle de Porto-Longone, le couvent de Santo-Biagio et le château d'Auguste. De plus, on étudie les moyens d'appropriier également au système d'Auburn, les prisons de Milan, Padoue, Venise, etc., etc...

Mais la réforme est une « grosse, très grosse affaire », qui, dans l'état actuel du budget, soulève beaucoup de difficultés matérielles presque insolubles. Néanmoins les bonnes intentions du gouvernement ne sont pas douteuses et le règlement des futures prisons, signé par le Ministre de l'Intérieur, sur le rapport de M. Beltrani Scaglia, en juillet 1890, paraît conçu dans un excellent esprit. Dans ce règlement nous relevons les quelques points suivants qui nous paraissent particulièrement intéressants.

1° Adoption du régime qui doit être appliqué à chaque catégorie de détenus : emprisonnement cellulaire continu pour les prévenus, dans l'intérêt de la police, tant qu'il paraît nécessaire à l'autorité compétente ; application en règle générale de la cellule de nuit, sauf pour ceux qui

1. Discours de M. Nicotera au Sénat Italien, 16 juin 1891. — V. *La Tribuna et l'Italie* du 17 juin.

préfèrent être soumis au système pensylvanien ; application obligatoire de ce dernier à tous les condamnés à moins de six mois, et du système irlandais à tous les autres, avec ou sans une première période d'emprisonnement cellulaire continu, suivant les peines ; enfin séparation même dans la communauté pour les grands criminels et les récidivistes.

2° Règles concernant le travail. Obligation pour tous les détenus de travailler ; autant qu'il se pourra le travail du prisonnier doit lui être utile, concorder avec le métier qu'il exerçait avant son incarcération, et avoir pour objet les fournitures à faire aux administrations ; il faut éviter de faire concurrence à l'industrie libre et faire porter le plus possible la main-d'œuvre pénitentiaire sur les produits consommés par la classe ouvrière ; enfin le travail doit être le titre principal aux adoucissements que la Loi accorde aux condamnés, et sa rémunération une faveur.

3° Etablissement du système progressif avec des classes auxquelles le mérite seul fait monter et d'où la mauvaise conduite fait descendre, et de récompenses qui s'inspirent de l'amour-propre des condamnés et de leur affection pour la famille.

4° Organisation de l'instruction, obligatoire pour tous les détenus mineurs de 25 ans, facultative pour ceux qui ont passé cet âge et refusée aux récidivistes et aux querelleurs.

5° Liberté de l'enseignement religieux et de la pratique pour tous les prisonniers, quelle que soit la secte à laquelle ils appartiennent, pourvu que l'exercice n'en soit pas une cause de désordre.

Dans la mesure du possible, ce règlement a été mis en pratique, mais il paraît que ce n'est pas sans peine que l'administration pénitentiaire a pu assurer du travail à ses détenus. Fort heureusement elle a obtenu de leur faire fabriquer tous les objets destinés à l'armée, à la marine, aux postes, aux finances. Parfois elle a été assez heureuse pour découvrir des entrepreneurs. Et cependant, il y a encore actuellement des prisonniers travaillant à l'extérieur ; c'est ainsi qu'à Rome et à Palerme ils construisent des fortifications, à Civita-Vecchia un port, à Pouzoles ils exploitent des carrières, à Piombino des mines et à Cornoto des salines.

La réforme pénitentiaire est donc bien loin d'être achevée en Italie.

Allemagne.

Il en est de même en Allemagne. Dans ce pays, en effet, il y a très peu de prisons entièrement cellulaires. La plupart n'ont que des cellules de nuit, telle la prison de Plotzensee ; quelques-unes contiennent deux quartiers, l'un de cellules, l'autre commun. Encore faut-il remarquer que la majorité de ces établissements n'a été construite qu'en vue du régime de la communauté et aménagée, seulement après coup, pour la séparation individuelle.

Cependant, pour être exact, nous devons mentionner comme cellulaires, la prison de Moabit en Prusse, la nouvelle prison préventive de Berlin, construite près du Palais de Justice, où l'isolement est complet, la pri-

son de Munster où la séparation cesse à l'église, à l'école et à la promenade, ce qui rend à peu près illusoirs les avantages de la cellule ; la prison préventive de Hambourg, celle de Fribourg, et en Bavière, la prison de Nuremberg, située à quelques kilomètres de la ville. Cette dernière est véritablement une prison modèle. Les Allemands n'attachent qu'une importance secondaire au capuchon d'étamine. Aussi se réduit-il à un masque imparfait lorsqu'il n'est pas tout à fait supprimé. Quant à l'organisation du travail, elle diffère suivant les diverses provinces de l'Empire. Ainsi, en Prusse, l'entreprise a été adoptée, tandis qu'en Bavière, les détenus travaillent, sous la surveillance de l'Etat, pour le compte des particuliers, qui en même temps que leurs commandes, fournissent les matières premières et paient aux pièces. Dans le cas où ces commandes sont insuffisantes pour occuper tous les prisonniers, l'administration fait fabriquer par avance des effets de conservation et d'écoulement faciles. Parfois en Bavière et dans quelques autres régions d'Allemagne, la direction pénitentiaire loue à la journée le travail de ses détenus à un entrepreneur. Mais dans tous les cas le prix du contrat est acquis à l'Etat.

Est-il utile d'ajouter que dans les prisons allemandes, l'instruction primaire et l'enseignement religieux sont très bien organisés. Nous croyons néanmoins que la Bavière s'est encore distinguée à cette occasion. A Nuremberg, en effet, il y a trois heures de classes par jour, des cours d'anglais, et quatre conférences catholiques par semaine, en dehors du service divin, qui a lieu le dimanche.

Autriche-Hongrie.

La première maison cellulaire a été ouverte en Autriche dans le courant de l'année 1872, en exécution de la Loi du 1^{er} avril de cette même année, dont l'article 19 décide que la réclusion, l'emprisonnement ou l'arrêt seront subis en tout ou en partie dans l'isolement (1). Depuis lors, d'autres ont suivi, dont les principales sont celles de Gratz, Pilsen et Stein ; mais leur nombre est encore restreint et le régime de la communauté subsiste toujours. Chose particulière : dans certaines prisons cellulaires, les classes, la promenade et les offices se font en commun.

Le projet de nouveau Code Pénal Autrichien, qui est en ce moment en discussion, se réfère, quant à l'exécution des peines à la loi de 1872. Pour la durée et le mode d'application du régime cellulaire, il renvoie (art. 23) à une loi spéciale, tandis que d'après la législation de 1872, la peine devait être exécutée entièrement en cellule, si elle n'excédait pas huit mois, ou si le détenu condamné seulement à dix-huit mois, donnait des signes de repentir. Dans les autres cas, on appliquait le système irlandais, dont la première installation a eu lieu à Lepoglava, ainsi que nous l'avons déjà dit précédemment.

Aux termes de la Loi du 1^{er} avril 1872, la cellule profite au condamné en ce sens, que les trois premiers mois

1. Il y a une exception à cette règle, pour la prison d'Etat, sorte d'établissement réservé à certaines peines qui sont afflictives et non infamantes.

écoulés, deux jours d'emprisonnement sont comptés pour trois. L'expérience a démontré que la cellule a une influence réelle sur la récidive dont, incontestablement, elle fait baisser le nombre de cas. Le système irlandais est loin de produire des résultats aussi nets, de plus il compromet les bienfaits du régime cellulaire dans l'évolution du châtiment.

En Hongrie, on essaie d'introduire le système irlandais, mais le temps passé en cellule est insuffisant puisqu'il est limité à six semaines. La détention qui suit est divisée en quatre classes : une classe de réforme, une d'épreuve, une pour ceux qui se sont distingués par leur bonne conduite, et enfin une classe intermédiaire où passent les libérés conditionnels.

Suisse.

Il y a en Suisse, plusieurs prisons cellulaires ; mais à part quelques cantons où le régime pensylvanien est exclusivement adopté, c'est le système irlandais qui prévaut. En tout cas l'organisation pénitentiaire ne présente rien de particulièrement intéressant, sinon ce fait relevé par M. Chicherio, directeur de la maison pénitentiaire de Lugano, que l'établissement des cellules a eu pour résultat de faire descendre de 40 à 100/0 le chiffre de la récidive. Cette constatation que nous sommes heureux de recueillir en passant est une nouvelle preuve de l'excellence du régime cellulaire.

Espagne.

Il n'est peut-être pas en Europe de pays où la situation des prisons soit aussi lamentable qu'en Espagne.

D'après l'annuaire pénitentiaire administratif et statistique de 1889, sur 453 prisons, 133 n'ont pas de cour, 335 pas d'infirmerie, et 434 pas d'école. « Plus de la moitié des édifices sont qualifiés médiocres, mauvais ou tombant en ruines; le tiers du chiffre total rentre dans ces deux dernières catégories. Il n'y a, continue toujours l'annuaire, que 161 prisons offrant des conditions de sécurité; 294 manquent complètement de cette condition indispensable. Il en résulte des évasions d'une fréquence scandaleuse et des plus inquiétantes ».

Et cela n'a rien d'étonnant, car les prisons espagnoles sont loin d'être appropriées comme il conviendrait. C'est ainsi que la plupart d'entr'elles sont installées dans des immeubles ordinaires, ou même dans des parties de maisons un peu modifiées pour la circonstance. Dans certains endroits le rez-de-chaussée de la prison est occupé par des boutiques. Dans d'autres le même édifice renferme la prison, l'école, le quartier de la garde civile, etc.

Ajoutez à cela que le régime de la vie en commun s'y étale avec toutes ses hontes; qu'il n'y a ni lit, ni magasin, ni cuisine, ni tables, ni plancher dans la plupart des prisons.

Quant à celles qui sont en moins mauvais état, elles présentent entr'elles, dans des villes d'égale importance,

des différences considérables. Ainsi « Cuenca n'a qu'une prison déplorable..... il n'y a ni eau ni lumière, les détenus sont obligés de la payer à leurs frais..... les prévenus sont enfermés dans des basses fosses immondes, etc..... » Tandis qu'à Saint-Sébastien, la prison est cellulaire, et il y a chapelle, infirmerie, école, etc., et un jardin magnifique.

Enfin deux prisons se distinguent surtout des autres, c'est la « Carcel modelo » de Vittoria (Alava), dont l'ouverture remonte à 1861, et la nouvelle prison de Madrid, achevée il y a une dizaine d'années environ.

Dans la première, il y a deux parties distinctes; l'une d'elles est un cellulaire réunissant toutes les conditions nécessaires et assurant la séparation absolue des détenus; l'autre est aménagée suivant le système d'Auburn et les prisonniers qu'elle renferme sont mis en cellule la nuit et à certaines heures du jour, tandis qu'ils vivent en commun au préau, à l'école et à l'atelier. Des visites aussi nombreuses que possible, sont faites chaque jour aux détenus et l'enseignement de la lecture, de l'écriture et de l'arithmétique leur est donné.

La prison cellulaire de Madrid a remplacé l'abominable Saladero, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler en rappelant l'éloquent discours prononcé au Sénat Espagnol le 9 mai 1876, par D. Manuel Silvela.

C'est on s'en souvient sur les instances de ce grand orateur que fut votée, le 8 juillet suivant, la construction du « Carcel Modelo ». Le 12 octobre de la même année le conseil d'inspection de vigilance et d'administration institué par la loi du 8 juillet 1876, adoptait les plans de

M. Aranguren architecte, qui fut définitivement chargé des travaux par ordonnance royale le 15 octobre. Le cinq février 1877 S. M. Alphonse XII posait solennellement la première pierre et le 29 avril 1884, l'édifice auquel des forçats avaient activement travaillé était remis entièrement terminé. Quelques jours plus tard les prisonniers étaient installés dans les nouveaux bâtiments.

Nous avons récemment visité le « Carcel Modelo », et nous pouvons sans entrer ici dans des détails qui excéderaient le cadre de cette étude, résumer nos impressions qui sont restées excellentes.

Il faut distinguer dans la nouvelle prison cellulaire trois parties : la maison Administration, la prison extérieure si nous pouvons employer cette expression et le cellulaire proprement dit.

La maison Administration consiste en quatre pavillons reliés ensemble et bâtis autour d'une cour que l'on traverse pour entrer dans le pénitencier. Ils renferment le logement du concierge, les corps de garde, les bureaux, le service de réception des prisonniers, des cellules d'attente, etc...

La prison extérieure séparée de la maison Administration par le chemin de ronde contient dix salles de déclarations, correspondant à chacun des tribunaux de Madrid, les parloirs des avocats et les parloirs ordinaires. Nous désignons cette partie de l'édifice sous le nom de prison extérieure parce qu'elle est située au-dedans des hersees en ce qui regarde les détenus, tandis que le visiteur qui y pénètre n'entre pas dans l'enceinte du cellulaire.

On en est arrivé là au moyen d'une combinaison fort ingénieuse que voici : les salles de déclarations et les par-

loirs d'avocats dont nous venons de parler s'ouvrent sur le couloir central, tandis qu'entre deux de ces petites pièces l'architecte a ménagé une cellule au prisonnier visité, dont l'accès se trouve dans un second couloir parallèle au premier mais situé à l'intérieur du cellulaire. Une communication entre chaque salle de déclarations de parloir d'avocats et la cellule correspondante, est établie au moyen d'une sorte de guichet suffisamment large pour que le détenu puisse y passer l'avant-bras, de façon à signer facilement les pièces que le juge d'instruction ou son défenseur lui présente. Cette disposition originale permet d'obtenir ce double résultat auquel l'administration pénitentiaire Espagnole paraît attacher une véritable importance : d'abord ne pas déplacer le prévenu pour le conduire au Palais, évitant ainsi de nombreuses chances d'évasion ou de communication avec l'extérieur ; en second lieu possibilité de refuser à toute personne qui n'y est pas spécialement attachée l'entrée du cellulaire, dans lequel nous allons cependant pénétrer.

Nous voici donc au milieu des cellules, dans la partie du Carcel modelo qui contient la détention proprement dite, ateliers, infirmerie cellulaire, lavoirs, cuisines, etc., etc.

Du centre de surveillance au-dessus duquel est situé la chapelle, se détachent cinq ailes qui présentent cette particularité d'être construites en forme de trapèze de telle sorte que les rangées de cellules se rapprochent de plus en plus, au fur et à mesure qu'elles s'éloignent du point d'intersection des galeries. On a ainsi réussi à économiser entre chacune des ailes le terrain nécessaire à la construction des préaux cellulaires.

A l'intérieur de chaque galerie sont disposées symétriquement sur trois étages au-dessus du rez-de-chaussée des cellules (1) bien claires, convenablement aérées (2), munies d'un lit qui se replie dans le jour, d'une table, de waterclosets, de gaz, d'eau, etc... Le système de fermeture doit être remarqué. Il est automatique et permet au prisonnier de s'incarcérer lui-même, sauf au gardien à mettre ensuite le verrou de sûreté, sans qu'il soit possible d'ouvrir la serrure de l'intérieur.

Nous avons parlé plus haut des ateliers, et fait ainsi pressentir que le régime appliqué dans la nouvelle prison de Madrid n'était pas rigoureusement cellulaire. C'est en effet la vérité ; néanmoins pour être tout à fait exact une distinction s'impose.

Les prévenus sont en effet soumis au système pensylvanien dans toute sa rigueur, au point d'être obligés de porter le capuchon d'étamine dès qu'ils sortent de chez eux.

Aussi faut-il regretter que le travail ne soit point organisé dans la cellule, et que la seule occupation du prisonnier consiste dans la lecture ou l'écriture. Il y a là croyons-nous une lacune énorme qu'il serait urgent de combler au plus tôt, si l'on ne veut pas voir se réaliser les tristes effets de la solitude sans consolations et sans encouragements.

Hâtons-nous de dire pour être juste cependant que des visites sont faites à tous les détenus en cellule par les

1. Le Carcel modelo en compte 1134.

2. 33 mc. 079, 34 mc. 16 et 35 mc. 91 suivant les étages.

membres du comité local des prisons à chacun desquels vingt-cinq sont confiés.

Les condamnés à un an ou moins subissent leur temps en cellule sans aucune réduction, tandis que ceux dont les peines sont plus élevées ne restent dans l'isolement que pendant un certain délai (6 mois au maximum) après lequel on leur fait application du régime auburnien. Mais ici nous ne pouvons nous empêcher d'adresser une critique au règlement. Il veut, en effet, que pendant les dix premiers jours de son incarcération le détenu se trouve seul dans sa cellule, sans travail, sans lecture et sans aucune communication avec l'extérieur, dans l'espoir qu'il réfléchira, rentrera dans sa conscience et se repentira. Mais hélas ! l'expérience n'a que trop prouvé qu'il n'en était pas ainsi, a preuve les cas nombreux de suicide qui se produisent dans les premiers jours de la détention. Pour tous ceux qui ont visité les prisonniers, il est acquis comme une certitude que les jours suivants immédiatement la condamnation, sont après de longues heures d'espérance, des jours de profond désespoir, d'emportements contre les juges, les plaignants et la société, pendant lesquels tantôt le recours en cassation, tantôt l'évasion, tantôt la mort sont cent fois résolus, cent fois abandonnés, jusqu'à ce qu'enfin dans un moment de colère le délire donne la force de faire une lâcheté ; à moins que la tête incapable de supporter tant de secousses n'ait cédé d'abord, entraînant avec elle dans sa ruine le souvenir et la volonté.

Mais admettons même qu'il n'en soit point ainsi, est-il possible de croire qu'en dix jours le condamné

ait conçu de sa faute un repentir profond et utile ? Disons davantage encore : si cela était, comment le manifester et qui serait capable d'apprécier sa sincérité ?

Quoi qu'il en soit, constatons maintenant à l'honneur du règlement l'adoption de la régie comme mode du travail pénitentiaire. C'est, en effet, en qualité de charpentiers, menuisiers, maçons et pour l'entretien et le nettoyage de la prison que travaillent la plupart des condamnés ; les cordonniers seuls exécutant des commandes pour le dehors.

On n'a pas encore décidé la part de profits qui serait attribuée aux détenus dans leur travail, mais nous tenons de source certaine qu'à l'heure actuelle « ils sont très mal payés ».

Deux repas sont servis chaque jour aux prisonniers dans leur cellule : le matin à 10 heures et le soir à 5 heures 1/2. La nourriture est bonne ainsi qu'abondante, mais il faut le remarquer, la cantine n'existe pas au Carcel modelo.

L'instruction est donnée en commun aux condamnés correctionnels d'une part et aux jeunes détenus, d'autre part pour lesquels on a réservé un quartier cellulaire spécial ; tandis que les prévenus ne reçoivent aucun enseignement.

Les aumôniers ont entrée libre dans les cellules et célèbrent chaque dimanche à la chapelle centrale l'office divin.

En somme, le « Carcel modelo » mérite bien son nom au point de vue architectural (1); et si parfois au point de

1. Nous avons décrit avec détails la nouvelle prison de Madrid dans le *Bulletin de la Société des prisons*, numéro de février 1896.

vue pénitentiaire il est sujet à critique, la faute en est seulement au règlement qui sur certains points doit et peut facilement être modifié.

Aussi regrettons-nous que l'œuvre de la rédemption si bien commencée grâce à lui ne puisse s'étendre au-delà de ses murs par la pratique de la libération conditionnelle et l'institution du patronage.

Ces détails sur la nouvelle prison de Madrid ont pu faire oublier un instant les tristes choses qui se passaient ailleurs et sur lesquelles nous ne pouvons pas faire silence. Comment ceux qui s'intéressent à la réforme des prisons et à l'amélioration des criminels ne seraient-ils pas émus en pensant que l'administration pénitentiaire espagnole n'a pas encore réussi à organiser le travail dans nombre d'établissements qui lui appartiennent, et qu'à l'heure actuelle encore, « la majorité de la population des détenus dans les prisons espagnoles est livrée à l'oisiveté. »

Pour la minorité, par contre, le travail est organisé, mais encore dans de mauvaises conditions.

L'entreprise est à notre avis, défectueuse, car elle consiste dans l'obligation pour l'Etat de mettre à la disposition de l'entrepreneur, un certain nombre de détenus que celui-ci s'engage à occuper chaque jour ouvrable, moyennant un salaire beaucoup trop modeste. On a bien songé à la régie, mais on ne l'essaye qu'avec une lenteur désespérante, de telle sorte que l'exécution des programmes proposés (1) par d'éminents criminalistes espagnols, paraît encore bien incertaine.

1. Ils demandent que les prisonniers soient occupés à l'imprimerie

Enfin (et c'est là peut-être la plus extraordinaire caractéristique du système pénitentiaire espagnol) dans beaucoup de prisons les détenus, pour rompre avec l'ennui qui les accable, ont eux-mêmes organisé le travail.

Tantôt ils font acheter les matières premières et vendent leurs produits, par l'intermédiaire des femmes qui vivent autour des établissements pénitentiaires, tantôt ils reçoivent d'industriels avec lesquels ils sont mis en rapport, tout ce qui leur est nécessaire pour confectionner certains objets moyennant un salaire tout à fait dérisoire; tantôt enfin les prisonniers s'associent entre eux, achètent les matières brutes à leur compte et revendent par des intermédiaires.

Cette organisation est absolument défectueuse. A tous les points de vue, cette initiative des détenus dans l'organisation du travail, doit être un élément de désordre dans la prison, et les associations auxquelles nous venons de faire allusion peuvent être l'origine d'autres sociétés dont le but est moins louable et bien plus dangereux, pour ceux qui par leur coupable négligence ont encouragé leur formation.

et litographie nationales, à la confection de chaussures, vêtements, couvertures, pour l'armée et les pénitenciers. Déjà cependant à Saragosse un atelier de chaussures existe dont les bénéfices sont reportés par 1/2 entre le travail et le capital. Chaque détenu peut être actionnaire. Les résultats sont fort intéressants. En 1892 le chiffre des ventes a été de 424.961 francs et celui des journées de 35.588 francs. Le bénéfice de l'Etat a été de plus de 15.000 francs. Pourquoi donc ne pas encourager ce mode d'organisation du travail pénitentiaire ?

Il faut donc que bientôt l'Espagne écoute d'une oreille attentive et bienveillante les revendications des criminalistes, des hommes politiques et de dévouement qui réclament au nom de la justice et de l'humanité la réforme pénitentiaire.

Portugal.

L'introduction du système pénitentiaire, dans ce pays, date de la loi du 1^{er} juillet 1867 qui, en supprimant la peine de mort, la remplaça par la détention perpétuelle en cellule. Les travaux publics furent remplacés par la prison cellulaire, suivie de la déportation en Afrique, et la prison perpétuelle par six années de cellule également.

Aux termes de la loi, toute communication entre détenus était absolument prohibée, mais par contre ils pouvaient recevoir des visites de leurs parents et amis, ou de membres d'associations charitables. L'instruction primaire comme l'enseignement religieux devaient être largement dispensés à tous ; et pour tous, le travail était obligatoire. Quant au produit du labeur quotidien des prisonniers, la loi le divisait en quatre parts : une pour l'Etat, une autre pour dédommagement à la victime du crime ou du délit, la troisième à la femme et aux enfants du détenu, la dernière enfin réservée au pécule du condamné pour le jour de sa libération.

La loi du 14 juin 1884, sur la réforme pénale, supprima les peines perpétuelles. Dès l'année suivante, en 1885, eut lieu l'ouverture de la prison cellulaire de Lisbonne.

Dans cet établissement, le système pensylvanien est appliqué avec toute sa rigueur : le port du capuchon est obligatoire et tous les exercices ont lieu dans l'isolement ; l'instruction élémentaire est donnée dans trois classes suivant la situation intellectuelle des condamnés ; pendant l'école, les détenus ne parlent pas, ils se contentent d'inscrire sur une ardoise les réponses faites aux questions qui leur sont posées ; les instituteurs complètent dans les cellules les explications qu'ils ont données aux réunions générales ; une bibliothèque bien installée fournit aux prisonniers des ouvrages à la fois instructifs et agréables.

L'instruction religieuse et morale est donnée par deux aumôniers dans des conférences hebdomadaires auxquelles tous les détenus doivent assister. Le dimanche, les offices sont célébrés, et ceux-là seuls qui appartiennent au culte catholique sont tenus d'y être présents.

Le système de la règle est recommandé par le règlement pour l'organisation du travail, mais il est cependant permis au directeur de passer des contrats avec les particuliers qui consentiraient à payer la main-d'œuvre pénitentiaire.

Ce régime disciplinaire nous paraît être bien près de la perfection, et s'il était appliqué dans toutes les prisons, mettrait le Portugal à la tête des nations qui ont réalisé l'œuvre pénitentiaire.

Russie.

Avant Catherine II, la répression criminelle était encore barbare en Russie. Les seuls châtiments connus alors,

étaient la mort, la déportation en Sibérie, ou un certain nombre de coups avec ou sans mutilation... La prison n'était qu'une peine accessoire. L'impératrice Catherine II voulut réformer et institua une commission chargée de dresser un nouveau Code de lois. Dans le nakar qu'elle publia à cette occasion, elle émit pour la première fois l'idée de correction durable, et faisant ressortir les avantages de l'emprisonnement, déclara que « la mort d'un scélérat sera un frein moins puissant du crime que le long et durable exemple d'un homme privé de la liberté pour réparer, par les travaux de toute sa vie, le dommage qu'il a fait à la société. »

Des travaux de la commission sortit la loi du 7 mars 1775 sur l'administration des provinces. Elle ordonnait l'institution dans chaque province, d'un bureau de charité publique chargé d'établir des maisons de répression ou seraient enfermés en vertu d'une décision judiciaire et astreints au travail, les individus de mauvaise conduite. En 1783, furent ouvertes les maisons de travail, destinées aux individus convaincus de vol, rapine ou escroquerie. En 1787, l'impératrice décida que toute province devrait avoir une prison criminelle, où seraient séparés en catégories les prévenus, les condamnés à terme, les condamnés à perpétuité ou à mort. Les prévenus et les forçats devaient être mis en cellule et pour tous les prisonniers, sauf les condamnés à perpétuité, le travail était obligatoire.

Sous Alexandre I^{er}, fut créée la Société protectrice des prisons, dont le but était de concourir à la réforme et à l'amélioration des prisons et des prisonniers.

En 1845, le code des peines criminelles et correctionnelles fut publié. Il supprimait les mauvais traitements corporels, sauf quelques-uns comme les verges qui devinrent alors des accessoires de l'emprisonnement devenu, lui-même, peine principale. Les règlements qui furent alors publiés, reconnaissaient la nécessité de la réforme morale des condamnés, par la séparation des individus susceptibles d'amendement, l'enseignement d'un métier, l'organisation du travail et l'instruction morale des détenus. Les peines adoptées par le code sont, la mort; les travaux forcés; l'internement dans une prison correctionnelle où le travail des détenus est utilisé au profit de l'Etat dans la plus large mesure; la détention dans une maison de travail et de répression, où les condamnés sont divisés d'abord en trois sections, suivant leur âge, et dans chaque section en deux classes, suivant qu'ils sont ou non récidivistes; l'emprisonnement pour les prévenus et les condamnés de trois mois à deux ans séparés par sexe, âge, qualité et caste; enfin la déportation en Sibérie.

Ce système fut modifié par l'ukase du 17 avril 1863, qui supprima les châtimens corporels et prépara la Loi du 11 décembre 1879, sur l'échelle des peines ainsi établie :

1° La déportation en Sibérie pour les travaux forcés à temps ou à perpétuité.

2° L'emprisonnement dans une maison de correction pour six ans au plus. Dans ce cas, le détenu doit être mis en cellule pendant un certain temps, passé lequel il ne sera plus isolé que la nuit. C'est une application très restreinte du système irlandais.

3° L'emprisonnement d'un an, pendant lequel les détenus sont soumis au régime cellulaire.

4° La mise aux arrêts pour trois mois, qui consiste dans la simple privation de liberté.

La loi de 1879 a donc fait en Russie ce que la loi de 1875 avait fait en France : elle a prescrit le régime cellulaire pour les condamnés à un an et moins, mais il faut relever à l'éloge de la Loi Russe, un détail particulier qui a grand intérêt pour la science pénitentiaire : le législateur russe n'a pas cru pouvoir soumettre au système de Philadelphie tous les condamnés ; il faut le regretter, mais cependant constater qu'il a fait un effort pour assurer dans la mesure du possible, la réforme de ceux auxquels il n'imposait pas la cellule, en adoptant pour eux le régime pénitentiaire qui s'en rapproche davantage, et dont W. Crofton obtint de si bons résultats.

Le système progressif et le système cellulaire sont donc concurremment employés en Russie, pour la répression des crimes et délits. Et chacun de ces systèmes est, dans les grandes villes, appliqué dans des établissements distincts.

A Saint-Petersbourg, il y a : 1° une prison préventive attenante au Palais de Justice, où le régime adopté est rigoureusement cellulaire, avec chapelle alvéolaire. Le travail y est organisé, mais non obligatoire ; cependant, les prisonniers sont astreints à porter le costume spécial ; 2° une prison pour les condamnés à une année et moins, dite prison de Viborg. Les congressistes de Saint-Petersbourg qui l'ont visité, en ont rapporté la meilleure impression. Elle consiste en deux croix inscrites diagonalement dans

le grand quadrilatère qui renferme l'ensemble des services. Elle comprend 935 cellules. Son aménagement est bon ; tout le confort pénitentiaire moderne s'y rencontre, mais il faut regretter néanmoins l'absence de capuchon et la communauté des promenoirs, de l'école et de la chapelle, qui risque de rendre inutiles les plus généreux efforts ; 3° une prison correctionnelle, réservée aux condamnés de un à six ans, mais destinée à disparaître, pour être remplacée par une autre, construite sur le modèle de celle de Moscou, où le système irlandais est sérieusement mis en pratique ; 4° une prison militaire et une prison maritime. La première est cellulaire, sauf pour les préaux ; dans la seconde on fait usage du système de Crofton. Dans l'une et dans l'autre la manœuvre journalière a lieu comme à la caserne ou à la mer ; 5° enfin une prison de transfèrement commune et une maison d'arrêt municipale cellulaire.

Dans tous ces établissements pénitentiaires des quatre premières catégories, l'instruction est donnée, et de belles bibliothèques sont mises à la disposition des détenus, même dans les derniers.

Dans tous le Pope, le Pasteur et le Prêtre ont entrée libre, et toute faculté pour célébrer le dimanche, les offices de leur culte, et faire, même en semaine, des conférences religieuses et morales.

Mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est l'admirable organisation du travail dans chacun d'eux. Les métiers les plus divers y sont exercés : indépendamment de tous les métiers que nous avons déjà énumérés pour d'autres prisons, on y trouve la fabrication du linge neces-

saire aux prisons, la confection des vêtements des gardiens et des détenus..... mais chose étonnante; il ne s'y fait rien pour l'armée.

Dans tout l'empire russe, et particulièrement en Finlande, où la perfection est presque atteinte, la réforme pénitentiaire est activement conduite et l'honneur en revient à l'éminent Directeur de l'administration pénitentiaire, M. Galkine-Wroskoy (1).

Hollande.

Le Code pénal hollandais prévoit comme peines principales : l'emprisonnement, la détention et l'amende.

L'emprisonnement est à perpétuité ou à temps; dans ce dernier cas, il s'étend de quinze jours à quinze ans, mais ne peut jamais excéder vingt ans.

Le régime cellulaire est appliqué à toutes les condamnations inférieures à cinq ans, et jusqu'à concurrence de ce terme à celles qui sont supérieures. Néanmoins le Ministre de la Justice peut autoriser le détenu à rester plus longtemps en cellule.

Le travail obligatoire est régulièrement organisé et de nombreuses visites (jusqu'à six par jour) de la part des aumôniers, directeur, membres des commissions administratives, viennent faire trêve à la solitude du prisonnier. Les condamnés reçoivent aussi une instruction primaire et professionnelle; toutes choses qui contribuent singulièrement à l'adoucissement du régime cellulaire.

1. M. Galkine-Wroskoy vient d'être élevé tout dernièrement à la dignité de conseiller de l'Empire. Son successeur, M. Bogdanovitch, ancien gouverneur de Tobolsk, semble devoir marcher sur ses traces.

Telle est à peu près complète la nomenclature des nations Européennes, où le régime cellulaire existe. Dans les autres, la communauté subsiste encore. Le Montenegro se distingue même par une particularité singulière : les prisons y sont ouvertes, tout le monde y a libre accès, chaque matin, les condamnés en sortent pour aller travailler en ville, et il paraît qu'ils ont assez d'intelligence de leur intérêt, et assez de respect des décisions de la Justice pour y rentrer chaque soir sans se faire prier.

Etats-Unis.

C'est à Philadelphie qu'a eu lieu, non la première expérience du régime cellulaire, mais celle qui est de toutes la plus connue. Dès 1829, en effet, l'application en fut faite à la prison d'Etat de l'Est. On sait le succès qu'elle obtint et avec quelle rapidité il se répandit en Europe, colporté qu'il y fut par MM. Crawford, Julius, Beaumont et de Tocqueville. Depuis lors il a servi de modèle à toutes les réformes pénitentiaires, sauf peut-être en Amérique.

Ainsi il existe à Port-Smith (Arkansas), une prison fédérale qui est un véritable bouge. Elle se compose de deux caveaux où l'on entasse pêle-mêle, criminels, délinquants et contrevenants, Blancs et Indiens, rôdeurs, assassins, récidivistes, condamnés et prévenus de quelque peccadille, honorables ou même innocents.

A New-York, la prison de Sing-Sing, à une heure de la ville, est installée pour le régime auburnien, mais, comme elle est trop étroite, on met dans chaque cellule de nuit, deux détenus, ce qui constitue la pire promiscuité.

Le système adopté dans cette prison, pour l'organisation du travail, est le paiement à la pièce (*piece prize*). L'entrepreneur fournit la matière première, souvent aussi les machines, et s'oblige à reprendre à un prix fixé d'avance les produits fabriqués par les détenus.

Ce système est aujourd'hui presque universellement reconnu pour le meilleur en Amérique. On l'applique dans la plupart des prisons, sous la surveillance d'un gardien et d'un contre-maitre. Mais cependant, il n'est pas le seul en usage, on a recours aussi : 1° à la régie qui nécessite une avance de fonds considérable et entraîne les risques attachés à une exploitation par l'Etat; dans ce cas, les produits du travail ne peuvent être vendus qu'à des établissements dépendant de l'Etat, ou bien en dehors du territoire; 2° à l'entreprise (*contract system*), à peu près abandonnée par suite des réclamations du travail libre; 3° enfin à l'affermage du détenu (*lease system*), à raison d'une somme déterminée pour toute la durée de sa peine, à un entrepreneur qui doit pourvoir à sa nourriture, à son entretien, et dispose par suite de toute la puissance de travail du détenu. Ce dernier mode d'organisation tend de plus en plus à disparaître, comme un reste d'esclavage. Mais quel que soit le moyen adopté, il ne constitue pas à lui seul un système pénitentiaire.

M. Aschrott, racontant (1) une visite qu'il a faite à la « County jail de New-York, s'exprime ainsi : « J'eus en

1. Rapport à la Société des Juristes de Berlin, 9 mars 1889 *in extenso*, dans le *Sammlung gemeinvers tandlicher wisseüs chaftlicher Vortrage* de M. Virchow 7^e fasc. 1889).

entrant, l'impression que je me trouvais sur un champ de foire : je fus salué par un véritable tumulte de cris confus ; j'entendais les détenus d'une salle chanter des chansons obscènes ; dans une autre, les détenus jouaient aux dés et aux cartes ; dans une troisième, ils faisaient bombance..... Il ne pouvait y être question ni d'ordre, ni de propreté (1). » Le tableau est assez sombre. Heureusement, la mauvaise impression qu'il ne peut manquer de laisser dans les esprits, doit être atténuée par la pensée qu'il y a à New-York, au moins une prison où l'on a tenté l'organisation ; nous voulons parler du Reformatory d'Elmira.

Dans cet établissement on enferme les individus de seize à trente ans, condamnés pour la première fois à raison d'un délit emportant emprisonnement dans la prison d'Etat. Les condamnés peuvent être élargis par le Directeur, lorsqu'ils ont, pendant un certain temps, obtenu les meilleures notes, gagné la confiance de leurs chefs, appris un métier qui puisse les faire vivre et obtenu un placement assuré. Il y a trois classes dans le Reformatory. Chacune d'elles se différencie par le traitement auquel est soumis le prisonnier. A son arrivée, il est placé dans la seconde classe ; si, pendant six mois, il y mérite le maximum des points par son travail, et sa conduite, il peut être élevé à la première ; en cas de mauvaises notes, il redescend

1. Il faut reconnaître que, malgré tout, il y a dans les prisons américaines une certaine discipline due au « good time », ou abréviation de la peine, à laquelle donne droit la bonne conduite, dans l'Etat de New-York et de Massachusetts. C'est une sorte de libération conditionnelle.

dans la troisième, où les entraves lui seront mises au pied. Dans la première classe, le condamné doit encore gagner le plus grand nombre possible de marks, pendant six mois pour atteindre à la libération provisoire (1). S'il y arrive, il peut, après six mois d'épreuves encore, être mis en liberté définitive.

Pendant la période de liberté préparatoire, il est, à la moindre infraction, réintégré au Reformatory. Volontairement d'ailleurs, il peut y rentrer au cas de maladie ou de chômage (2). L'instruction primaire et l'instruction professionnelle sont données dans des cours faits chaque soir, et il paraît, d'après M. Aschrott, que les détenus travaillent avec un zèle remarquable, à la préparation de ces cours.

Dans l'établissement d'Elmira, se trouve donc réalisé le système des « indeterminate sentences », avec isolement de nuit. C'est fort bien, mais tout cela ne vaut pas la cellule, et nous laisse quelque peu incrédule, lorsque nous entendons dire que, grâce à cette manière de faire, 83 pour 0/0 des détenus sortant du Reformatory, sont tout

1. Dans l'Ohio, cette liberté provisoire ne peut être accordée qu'autant que le détenu obtient d'un notable de la ville, la déclaration que celui-ci l'occupera. C'est ce que l'on appelle le « Parole system ».

2. Il y a dans la prison, un certain confort pour ceux qui réintègrent le Reformatory comme pour les détenus de la première classe, tant pour la table que pour le lit, les distractions, etc. Un journal hebdomadaire est imprimé dans la prison et distribué à tous ceux qui le désirent.

à fait amendés (1), alors que dans les autres prisons de New-York, la proportion n'est que de 20 pour 0/0. La différence, dont on fait honneur au système, tient peut-être simplement à ce qu'à Elmira, il n'y a que des condamnés pour la première fois.

Quoi qu'il en soit, plusieurs Etats, dont le Massachusetts, et l'Ohio, ont fondé des établissements similaires, avec des perfectionnements bien entendu. C'est ainsi qu'à celui de Concord, il y a certains soirs des réunions de clubs réservés aux détenus des deux premières classes dans lesquelles les employés de la prison n'ont accès que sur invitation ; on y joue la comédie et on y danse.

Enfin et pour en terminer : qu'il y a loin de la théorie pénitentiaire à la pratique, dans ce pays qui fut le berceau de la réforme ! M. Aschrott a visité aussi la Pensylvanie et au pénitencier de Cherry-Hill, il a constaté que « dans la plupart des cellules, sont réunis deux ou trois détenus » et que, dans une même, il a trouvé « deux vieux criminels et un jeune garçon de dix-sept ans » ; pour ceux qui connaissent les mœurs des prisons, de quel spectacle abominable les murs de cette cellule n'ont-ils pas dû être les témoins ? Il faut croire, en présence de ces affligeantes constatations, que le système cellulaire a perdu beaucoup de terrain aux Etats-Unis, et qu'il ne doit plus y compter comme défenseur et partisan convaincu que M. Richard Vaux. Peut-être faut-il attribuer ce pitoyable résultat au fanatisme des théoriciens qui ont

1. Rapport Brockway sur le New-York State Reformatory at Elmira 1888.

voulu trouver dans le régime cellulaire ce qui n'y était pas : la panacée universelle contre toutes les misères.

Il ne nous reste plus, après avoir constaté les efforts plus ou moins grands, faits par différents pays, pour réaliser tant bien que mal l'œuvre si utile d'amélioration et de relèvement des coupables, qu'à mentionner la seule nation où elle est restée absolument inconnue et où rien n'a été fait pour elle. Nous voulons parler de la Chine.

La seule pensée qui a servi de base au système pénitentiaire (s'il est permis de profaner les mots de la sorte) est assurément une pensée de vengeance de la part de la société contre le coupable. On en est encore par conséquent à la conception barbare du droit de punir. Il est facile d'ailleurs d'en juger par le simple examen des faits.

Nous trouvons dans le second volume du compte-rendu du congrès de Stockholm, des notes sur le régime pénitentiaire adopté en Chine, et qui offrent le plus grand intérêt. On ne s'occupe nullement, dans ce pays, des jeunes délinquants et rien n'a été tenté en faveur des condamnés, ni des libérés auxquels personne ne s'intéresse.

Les accusés garrotés et traînés devant la justice, doivent avouer leur faute ou sont soumis à la torture. Les peines appliquées sont : la mort, quelques supplices tels que la cangue, qui finissent par tuer le corps, et plus souvent l'emprisonnement, qui ruine toujours les quelques bons sentiments que le malheureux condamné pouvait encore conserver au fond du cœur. La plus abominable promiscuité règne dans les prisons chinoises, où le travail

n'est nullement organisé, pas plus d'ailleurs que le service sanitaire, l'instruction et l'enseignement religieux. Aucune discipline, aucun ordre, pas de surveillance, si ce n'est par d'anciens détenus élevés au rang de gardien, voilà le régime pénitentiaire. Et ce n'est pas tout.

On ne se contente pas de laisser les prisonniers dans ce lamentable abandon, mais on pratique à leur égard les plus abominables exactions. C'est eux qui paient les quelques fonctionnaires attachés au service des prisons, et les dépenses électorales des divers mandarins de qui relèvent ces établissements. C'est vraiment là le comble ; et il faut reconnaître, une fois de plus, que de toutes les nations civilisées, si tant est qu'on puisse employer ce terme en parlant de la Chine, celle-ci est bien la dernière. En matière pénitentiaire, nous pouvons dire davantage encore et les constatations que nous venons de faire nous permettent d'affirmer qu'elle vit toujours sous l'empire de la barbarie.

CHAPITRE IV

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

Nous avons examiné les efforts tentés partout, pour donner à l'expiation toute sa vertu, dont les effets se résument en trois mots : châtement, intimidation, amendement, et nous avons constaté que nulle organisation pénitentiaire n'était aussi capable que la cellule d'atteindre mieux et plus rapidement ce but.

Supposons maintenant que grâce à elle, on y soit arrivé et demandons-nous quel doit être désormais le sort du condamné. Sa peine n'est point achevée, et cependant, elle a produit en moins de temps que le juge ne l'avait *a priori* cru nécessaire, tous les effets que la Société était en droit d'en attendre. Faut-il dès lors le rendre à la liberté repentant et converti ?

On résolvait autrefois cette question par la négative, en prétextant le respect dû aux décisions de la Justice ; c'était au temps où la peine n'était considérée que comme la vengeance de la société. Mais depuis quelques années, cette conception s'est fort heureusement modifiée et comme actuellement, les jurisconsultes, les criminalistes, les législateurs et les hommes de bien se sont mis d'accord

pour affirmer que la peine devait être, avant tout, moralisatrice pour celui qui la subit, il en résulte que la réponse à donner est aujourd'hui tout à fait contraire.

Nous pouvons donc poser en principe que : l'amendement du condamné une fois obtenu, il est juste d'ouvrir les portes de la prison, à celui qui n'y avait été placé que pour puiser dans la peine, l'horreur du mal et les plus fortes résolutions de pratiquer le bien à l'avenir.

C'est toute la libération conditionnelle.

M. l'avocat général de Boisbrunet la définissait en 1880, dans son discours de rentrée à la Cour de Caen, « le droit pour l'autorité compétente de faire mettre en liberté, avant l'expiration de la peine, les condamnés qui ont donné des gages sérieux de repentir et d'amendement, et de révoquer cette mesure, si la conduite du libéré ne répond pas aux espérances qu'on avait pu concevoir. Offrir au prisonnier sa liberté comme récompense de sa bonne conduite et faire peser sur la tête du libéré, la crainte de perdre par une seule faute cette liberté acquise au prix de grands efforts, n'est-ce pas le moyen le plus capable de réveiller la conscience de cet homme, de le ramener au bien et d'assurer sa persévérance. »

Oui c'est bien vrai et il suffit pour s'en convaincre d'avoir, une seule fois, causé avec un prisonnier. Sans doute, il vous parlera du passé, des regrets de la liberté perdue, quelquefois même de ses remords et de son repentir, mais la plus grande partie de l'entretien roulera incontestablement sur l'avenir, l'avenir encore lointain peut-être, mais qui lui apparaît déjà comme le bien suprême, comme le bonheur reconquis pour toujours et

dont l'encourageante image, sans cesse présente à son esprit, anime son cœur de désirs insatiables et reconforte son courage abattu dans les plus tristes jours.

La libération est tout, en un mot, pour le prisonnier. Quelle ne sera donc pas votre force sur sa volonté, si vous lui dites : votre sort est entre vos mains, et il dépend de vous, de votre travail, de votre conduite, de vos bonnes résolutions, de rapprocher l'heure de la liberté. « Si quelque chose peut réveiller dans l'esprit des condamnés, les notions du bien et du mal, les ramener à des réflexions morales, et les relever à leurs propres yeux, c'est la possibilité d'obtenir des abréviations de peines, comme récompense de leur bonne conduite et de leur amendement (1) ». Proposez leur donc comme terme de leurs efforts, la réalisation de leur vœu le plus ardent, et vous aurez toute satisfaction de leur part, car l'aphorisme du grand orateur romain n'a pas cessé d'être vrai : « *Pœna et premi. Respublica continetur.* » Nul autre moyen n'est plus capable d'atteindre ce résultat, que la libération conditionnelle et la grâce elle-même ne pourrait la remplacer.

C'est qu'en effet, entre ces deux mesures de clémence et de pardon existent des différences considérables d'origine, de but, et de conséquences.

Le droit de grâce est un attribut nécessaire de la souveraineté, avec lequel il lui sera possible de réparer les erreurs juridiquement irréparables, ou d'atténuer les sévérités trop grandes de la justice. Pour en user, le chef

1. Avis de la Cour de Cassation, 1873.

de l'Etat s'inspire souvent de son bon cœur, de nécessités de famille, de la situation personnelle du détenu, sans négliger néanmoins la conduite et le repentir de celui-ci.

Enfin la grâce présente l'inconvénient grave de mettre définitivement un terme à la peine prononcée par les Tribunaux et de priver l'autorité du droit de reprendre un coupable pour qui cette faveur n'aurait été que la récompense d'hypocrites apparences et d'une dissimulation habile des plus mauvais instincts (1). »

La libération conditionnelle, loin de constituer une faveur exceptionnelle, sera au contraire une mesure de bienveillance administrative, qui pourra être appliquée à tous les détenus dont l'amendement aura été obtenu. C'est à cette condition seule qu'elle pourra être accordée, sans qu'il soit d'ailleurs permis de la justifier autrement que par la régénération morale du condamné.

Enfin, la libération conditionnelle essentiellement révocable par nature ne désarme pas la société contre les hypocrites, car elle permet de tenir sans cesse suspendue sur la tête du libéré, la crainte de perdre, à la moindre faute, le bienfait dont il s'est montré si avide et qu'il fera tout pour conserver intact, à son profit.

Il y a donc, dans la libération conditionnelle, comme un double gage de régénération morale, puisqu'après l'avoir méritée, il faudra savoir encore ne pas la perdre, malgré les dangers et les tentations de la liberté.

C'est ainsi d'ailleurs que se manifestent les avantages

1. Rapport de la Cour de Cassation, 24 février 1873.

incontestables de la libération conditionnelle. Nous avons déjà dit, en effet, et l'expérience a prouvé que le plus grand nombre de récidives devait être placé dans les premiers mois qui suivent la sortie de prison. Il y a là, en effet, une période bien pénible à traverser, où l'ancien condamné se voit repoussé par les honnêtes gens, man- que par suite de travail et se trouve en conséquence aux prises avec la misère. En admettant même qu'il n'en soit pas ainsi ; qui ne voit pour le libéré, le péril de tous les instants, dans ce passage sans transition de la captivité à une entière indépendance, avec le petit pécule qui lui servira par se procurer les plaisirs grossiers dont il a été sevré pendant de long mois, plutôt que de l'employer à chercher un refuge honnête, où il lui serait moins difficile d'attendre le travail que dans la rue : « Un criminel, dit Bentham, après avoir subi sa peine dans les prisons, ne doit pas être rendu à la liberté sans précaution et sans épreuve ; le faire passer subitement d'un état de surveillance et de captivité à une liberté illimitée, l'abandonner à toutes les tentations de l'isolement, de la misère, et d'une convoitise aiguë par de longues privations, c'est un trait d'insouciance et d'inhumanité » (1).

Pour éviter ces différents écueils, il n'est pas, croyons-nous, de moyen plus utile et surtout plus puissant que la libération conditionnelle, pendant laquelle la crainte d'une révocation, et la surveillance qu'elle nécessite, seront les meilleurs garants, à n'en pas douter, de la persévérance du libéré dans ses bonnes résolutions. Si l'on ajoute encore

1. *Des peines et des récompenses.*

à cela les soins et l'intérêt d'une société de patronage, comme nous le demanderons plus loin, il est facile de voir que l'on assure ainsi l'œuvre si délicate, et cependant nécessaire, du reclassement des condamnés dans la société.

La libération conditionnelle, en effet, si elle est convenablement dispensée, sera considérée avec juste raison, comme une preuve d'amendement, de telle sorte que les patrons cesseront d'hésiter à prendre chez eux les anciens prisonniers. Ceux-ci pourront donc espérer du travail, et surtout, au jour de la libération définitive, le certificat de l'honnête homme qui les aura employés et le livret, faute desquels, il leur est souvent impossible de se placer.

Ce ne sont pas là, nous semble-t-il, de minces avantages ; il faut bien avouer que l'ingénieuse idée, dont l'application doit les réaliser, mérite quelque attention. Néanmoins, on fait à la libération conditionnelle de graves objections, qu'il importe d'examiner.

Il est, dit-on d'abord, dans le droit criminel, comme dans le droit civil, un grand principe, dont la violation est intolérable, et sans lequel il n'est plus de justice possible : c'est le respect de la chose jugée.

Il est incontestable, en effet, que devant les décisions des tribunaux, tout le monde doit s'incliner, et qu'il n'est permis à personne de les amoindrir ou de les battre en brèche. Mais la libération conditionnelle n'a pas précisément pour but, ni pour résultat, de leur porter atteinte. Certes, nous ne méconnaissions pas que la peine doive avoir un caractère expiatoire et nous ne sommes pas de ceux qui voient dans tout criminel un frère égaré, un

malade, devant lequel il faut ouvrir les portes de l'hôpital, et non de la prison. Mais nous croyons aussi que le châtimement a pour but l'amendement du coupable. « *Pœna constituitur in emendationem.* » Dès lors, une fois que le condamné a donné des gages de ses bonnes dispositions, il doit être récompensé par une diminution de peine. « Si la loi trouve juste, disait il y a quelques années M. Bonneville de Marsangy, d'aggraver le châtimement à raison de l'état de récidive du coupable, c'est-à-dire de sa conduite antérieure, comment ne serait-il pas juste de l'alléger, eu égard à sa conduite ultérieure, en d'autres termes de son amendement constaté. »

Rien n'est plus équitable en effet. La peine avait été *a priori* fixée par le juge, en raison de la gravité du crime et de l'apparente perversité de son auteur, tant il est vrai que dans la conscience même du magistrat qui l'appliquait, elle était le remède du crime : *pro mensura peccati*. Il s'est trouvé que la « dose pénale », a été mal mesurée, que les apparences ont été trompeuses et que le repentir sincère du prisonnier a fait la preuve d'un amendement précoce et incontestable ; dès lors l'expiation doit avoir son terme, sinon elle cesse d'être conforme à la justice. Mais, dira-t-on peut-être, le souvenir du crime est présent à toutes les mémoires, il importe à la société qu'on ne puisse le rappeler, sans pouvoir montrer en même temps, la prison où son auteur expie dans le silence et dans le chagrin. Ce n'est pas là, à notre avis, une raison suffisante pour détruire celle que nous venons de donner en faveur de la libération conditionnelle, car quel que soit le temps écoulé, quelle que soit la peine,

le crime reste toujours en lui-même aussi grave, sans que jamais il cesse de mériter l'indignation publique. Mais l'indignation n'est pas la vengeance et les cœurs nobles savent pardonner, sans oublier toujours; tant il est vrai que « la miséricorde peut intervenir sans blesser les droits de la justice et de la chose jugée. » (1).

C'est la conclusion à laquelle les savants criminalistes, réunis à Stockholm, étaient arrivés après de longs et intéressants débats. Ils la résumaient dans le vœu suivant : « La libération conditionnelle n'étant pas contraire au principe du droit pénal, ne portant aucune atteinte à la chose jugée, présentant d'ailleurs des avantages pour la Société comme pour les condamnés, doit être recommandée à la sollicitude du gouvernement. Cette institution devrait néanmoins être entourée de toutes les garanties pour prémunir contre les inconvénients d'une libération anticipée. »

En signalant ces inconvénients et en recommandant des garanties, le Congrès a voulu attirer l'attention sur quelques difficultés dont les adversaires de la libération conditionnelle se font une arme nouvelle, mais qu'il n'est pas impossible de résoudre aujourd'hui, grâce aux pratiques ingénieuses dont les savantes délibérations que l'on sait, ont été la source. Vous ne pourrez pas, disait-on, constater avec certitude l'état moral des détenus et la liberté sera la récompense de l'hypocrisie. En serait-il ainsi que le résultat obtenu serait toujours appréciable, puisqu'il consisterait encore dans la bonne conduite des

1. De Boisbrunet (Discours cité précédemment).

mieux avisés pendant l'emprisonnement et par habitude peut-être, ou assurément par intérêt, leur persévérance durant le temps de libération provisoire.

Mais faut-il dire davantage encore ; les progrès moraux, la régénération des condamnés ne sont pas aussi impossibles à constater qu'on veut bien le prétendre, et c'est un fait d'expérience pour ceux qui visitent les prisonniers ou les gardent, qu'avec des observations judicieuses, on arrive parfaitement à les connaître. S'il en était autrement le régime cellulaire qui a cependant, nous l'avons vu, de si précieux avantages, serait à rejeter bien loin et l'œuvre pénitentiaire mériterait d'être condamnée tout entière. D'ailleurs, la libération conditionnelle, il faut bien le remarquer, ne sera jamais accordée sur une simple impression, mais seulement après mûr examen de toutes les notes que chaque jour le condamné aura obtenu tant par sa conduite que par son travail, accompagnées des remarques qu'une longue fréquentation aura suggérées aux gardiens.

Nous ne prétendons pas cependant que toute erreur soit impossible ; nous croyons au contraire qu'il y en aura parfois, mais il sera facile de les réparer par la révocation à la première infraction.

Il ne faut donc plus trop crier comme l'ont fait certains des adversaires de la libération conditionnelle. Lors de la discussion de la loi qui va nous occuper en effet, cette crainte de partialité s'était manifestée et MM. Bardoux et Brunet s'en étaient faits les échos éloquentes. Le premier de ces sénateurs demandait que le ministre de la Justice eût seul le droit d'accorder la libération provisoire. Mais

il lui fut victorieusement répondu que pareille modification apportée dans le projet causerait un trouble général dans toute l'administration pénitentiaire : le ministre de l'Intérieur ayant seul la direction des prisons et des prisonniers après leur condamnation. M. Brunet de son côté, voulait que l'unique pouvoir qui grâcie fut seul capable d'abréger la durée de la peine et que le souverain qui a seul qualité pour modifier l'œuvre de la justice, fût aussi seul à en restreindre les effets d'exécution. La libération conditionnelle dans ce système n'aurait donc été accordée que par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur, après avis conforme du ministre de la Justice. Quant à la révocation, d'après M. Brunet, elle n'aurait pu intervenir que par décision judiciaire, ce qui semble assez logique. Quoi qu'il en soit, son amendement fut rejeté sur la réponse de l'honorable M. Bérenger, rapporteur, dans laquelle, celui-ci, après avoir rappelé les différences qui existaient entre la libération conditionnelle, « mode d'exécution de la peine », et la grâce, montrait qu'il serait illogique de les confondre dans la manière de les octroyer, qu'exiger un décret serait prolonger sans nécessité la procédure, qu'enfin donner à la justice le droit de révoquer la libération conditionnelle accordée par le pouvoir exécutif, serait contraire à toutes les règles.

Aussi bien, à l'heure actuelle, la liberté provisoire et sa révocation relèvent l'une et l'autre du ministre de l'Intérieur. Cependant il semble que le législateur ait voulu tenir quelque compte des observations qui lui avaient été présentées, puisqu'il a décidé que l'arrêté de mise en

liberté ne serait rendu « qu'après avoir pris avis à la fois du préfet, du directeur de l'établissement, de la commission de surveillance et du parquet près le tribunal où la Cour qui a prononcé la condamnation » et l'arrêté de révocation « qu'après avis du préfet et du procureur de la République de la résidence du libéré ». Tels sont en effet les termes de l'article 3 de la loi du 14 août 1885, qu'il nous faut maintenant examiner.

Les origines de cette loi remontent on peut le dire à 1832. A cette époque, en effet, M. Delessert, préfet de police, s'entendit avec les fondateurs de la Société de patronage des jeunes détenus du département de la Seine et fut assez heureux pour faire approuver cet accord par M. Duchâtel, alors ministre de l'Intérieur qui, dans une circulaire du 5 décembre 1832, décida que les enfants de la Petite Roquette pourraient être désormais, à titre de récompense, confiés aux bons soins de cette Société, par suite de libération anticipée. Aux termes du traité passé avec le préfet, la Société de patronage s'engageait à les mettre en apprentissage et à surveiller leur conduite.

Le succès fut, paraît-il, complet et à la séance de la Chambre des Pairs du 10 juin 1844, après dix ans d'expérience consciencieuse, le ministre de l'Intérieur pouvait dire : « Partout où la liberté provisoire a été appliquée, envers les jeunes détenus amendés, elle a produit les résultats les plus heureux et les plus consolants. » La récidive en effet, était, d'après les renseignements donnés à la préfecture, tombée de 75 à 7 0/0 (1).

1. Ces chiffres ont été reproduits par M. Gomot dans le rapport qu'il fit à la Chambre (séance du 18 novembre 1884). Chambre 1884. Documents, p. s, 108.

Aussi dès 1846, M. Bonneville de Marsangy, dont le nom est inséparable de la grande réforme que nous étudions en ce moment, s'empara-t-il de ces constatations pour proposer, dans son discours de rentrée au tribunal de Reims, l'application de la libération conditionnelle aux condamnés adultes : « Pourquoi donc, s'écriait-il alors, n'étendrait-on pas aux condamnés adultes, une mesure que l'on trouve si excellente pour la réformation des jeunes délinquants ? »

L'idée fit son chemin, elle pénétra dans l'enceinte législative et en 1850, trouva son expression dans la loi du 5 août, article 9, ainsi conçu : « Les jeunes détenus des colonies pénitentiaires, peuvent obtenir à titre d'épreuve, et sous les conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie. »

Quelques années plus tard, le décret du 27 mars 1852 (art. 4), et la loi du 30 mai 1854 (art. 11), admirèrent une sorte de libération préparatoire pour les condamnés aux travaux forcés « qui auront subi deux années au moins de leur peine, et se seront rendus dignes d'indulgence, par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir », en autorisant l'administration à leur accorder le droit de se marier, de travailler pour les habitants de la colonie, ou bien une concession de terres, dont ils deviendraient propriétaires au jour de leur libération définitive.

Mais ce n'était pas encore là le grand essai que l'on attendait. Il fallut trente ans pour le préparer et c'est seulement en 1885 qu'il fut sérieusement tenté par la loi du 14 août de la même année. Elle peut être considérée

comme la charte de la libération conditionnelle.

L'article 1^{er} de cette Loi adopte le système anglais des marks, en instituant dans les divers établissements de France et d'Algérie « un régime disciplinaire basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail » (1). Il sera donc désormais facile de savoir à quoi s'en tenir à peu d'exceptions près sur l'amendement des détenus.

L'article 2 pose le principe de la libération conditionnelle et décide que « tous condamnés, ayant à subir une ou plusieurs peines, emportant privation de la liberté, peuvent après avoir accompli trois mois d'emprisonnement, si les peines sont inférieures à six mois, ou dans le cas contraire, la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement en liberté ».

Il faut faire sur ce texte trois remarques importantes :

1^o La libération conditionnelle n'est qu'une faveur ;

2^o Elle n'est possible que pour les peines supérieures à trois mois ;

1. Une circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 7 septembre 1885 énumère de la façon suivante les divers éléments d'information et d'appréciation à recueillir sur les individus en situation de profiter de la libération conditionnelle : antécédents, situation personnelle, situation de famille, conduite dans la vie libre et dans la vie pénitentiaire, santé et aptitude physique, efforts pour le retour au bien et garanties d'amendement ; qualités ou défauts de caractère pouvant faire pressentir la conduite ultérieure, intervention ou appui de personnes ou de sociétés pouvant exercer une influence heureuse ; projets ou dispositions des intéressés pour l'époque de leur sortie ; apprentissage ou exercice de métiers ou professions ; moyens divers de subsistance honorable ; possibilité et chance de trouver du travail au dehors.

3° Pour la mériter, il faut la gagner par un certain temps d'expiation.

Notre loi reconnaît (on le voit par le mot qu'elle emploie : « peuvent ») que la libération ne saurait être un droit pour le condamné, mais seulement une faveur que l'administration restera toujours libre d'accorder ou de refuser.

Il convient, disait M. Bérenger au Sénat, dans le rapport qu'il lisait à la séance du 22 décembre 1883, « que l'administration ne se voie pas la main forcée par les malfaiteurs avérés, dont la mise en liberté prématurée risquerait de causer une juste émotion ».

De plus, la libération conditionnelle ne peut être obtenue qu'après trois mois au moins de prison, si la peine infligée est inférieure à six mois, et dans le cas contraire, après l'accomplissement de la moitié.

Cette disposition est particulièrement remarquable, car elle est un pas en avant dans la voie de la régénération morale des condamnés. La plupart des législations étrangères, en effet, qui admettent la libération conditionnelle, n'ont point osé l'appliquer à des peines si minimes. En Angleterre, par exemple, la libération conditionnelle n'est applicable qu'à la « penale servitude », dont le minimum est de cinq ans; en Saxe et à Zurich, aux travaux forcés et à la réclusion, dans le canton de Neuchâtel, aux peines supérieures à dix-huit mois; dans le canton de Vaud et en Bavière, aux condamnations à un an au moins.

La Chambre des Députés avait été plus loin encore et dans sa séance du 18 mai 1885, elle avait voté que tout condamné pouvait, après avoir purgé moitié de sa peine,

être mis en liberté provisoire. Il y avait là, nous semble-t-il, un excès d'indulgence par lequel on risquait d'énervé la répression. Si cette disposition avait persisté que seraient donc devenus les peines inférieures à huit jours? Comment aurait-on pu assurer l'amendement du coupable, dans le peu de temps qu'il aurait eu à passer en prison? Comment surtout aurait-il été possible d'exécuter l'article 1 de la loi, de donner des marques au condamné, et de se livrer sur son compte à une étude suffisante pour savoir s'il méritait la faveur qu'on allait lui faire? « De tout temps, on a considéré, disait M. Béranger dans son second rapport, qu'il y avait un certain minimum de répression, au-dessous duquel il n'était pas possible de descendre, sans risquer d'énervé l'action publique au grand détriment de la Société ».

Le Législateur français a évité cet écueil en décidant que la libération conditionnelle ne serait applicable qu'aux condamnés à plus de trois mois, sans que jamais l'emprisonnement subi puisse être inférieur à un minimum. Mais il a peut-être moins bien agi en décidant qu'il suffisait d'avoir accompli moitié de la peine prononcée pour obtenir la libération conditionnelle. La réduction nous paraît trop considérable, surtout pour les peines de courte durée comprises entre six mois et un an, dont il ne restera plus grand'chose, si l'on ajoute encore au bénéfice de la libération conditionnelle, celui de la loi de 1875 sur l'emprisonnement cellulaire. Supposons, en effet, un individu condamné à huit mois de prison, pour vol. Il devra forcément subir sa peine en cellule, par conséquent il a droit de ce chef à une réduction de un quart ; il ne lui

reste que six mois à faire. Mais s'il se conduit bien, s'il travaille consciencieusement, on lui accordera la libération conditionnelle, de telle sorte que sa condamnation à huit mois se trouvera réduite à trois mois. Pour peu qu'il soit possible d'imputer encore sur ces trois mois, la prison préventive, il ne restera plus rien absolument pour le châtement. Aussi nous paraît-il qu'il eût été meilleur d'adopter une mesure moins large de diminution de peine par la libération conditionnelle et de la fixer uniformément au tiers et même au quart, comme l'ont décidé la plupart des législations étrangères. Le législateur aurait pu même faire mieux encore en établissant une sorte d'échelle progressive, d'après laquelle la réduction aurait été d'autant plus grande que la peine prononcée eût été plus longue sans jamais pouvoir cependant descendre au-dessous de la moitié.

Il faut remarquer d'ailleurs, pour être juste, que si la Loi de 1885, s'est montrée un peu trop clément, elle a du moins laissé à l'administration le soin de l'être moins au besoin, en ne l'obligeant jamais à octroyer la libération conditionnelle, et en lui permettant même de ne pas l'accorder aux récidivistes du Code pénal ou de la Loi du 27 mai 1885, avant qu'ils n'aient subi les deux tiers de leur peine (art. 2 § 2). Cette disposition se justifie d'elle-même et il n'est pas besoin de commentaire pour montrer combien elle est équitable.

Certaines législations étrangères ont été plus sévères encore pour les pécheurs non repentis. C'est ainsi que le Code pénal autrichien refuse la libération conditionnelle aux individus déjà condamnés pour brigandage, vol, re-

cel, escroquerie ; que la nouvelle loi Hongroise a décidé de même, et qu'enfin, en Croatie, la libération conditionnelle ne peut jamais être appliquée à ceux qui ont été condamnés plus de deux fois pour une infraction quelconque, ou même aux accusés reconnus coupables d'incendie ou de tout autre crime suscité par l'égoïsme. Il y a là, nous semble-t-il, une véritable exagération et comme l'a fort bien dit un magistrat qu'ont beaucoup intéressé les mesures destinées à assurer le relèvement des coupables : « Admettre (ces restrictions) c'est décider en principe que tout incendiaire, ou tout récidiviste n'est pas susceptible d'amendement, qu'il est un incorrigible, un incurable ».

Puisque nous en sommes aux récidivistes, remarquons de suite en passant, la conciliation que notre loi a essayé d'établir entre la libération conditionnelle et la loi du 27 mai 1885. Supposons un individu condamné à un an de prison et à la relégation. Sa conduite en prison a été parfaite, et comme le législateur ne refuse la récompense qu'il a promise à aucun repentir sincère, après neuf mois d'expiation il a mérité et obtient la libération conditionnelle. Rendu à la vie sociale, il continue à marcher dans la voie d'honnêteté et de régénération morale où il est entré et il atteint ainsi le terme de sa condamnation. Peut-être même a-t-il déjà reconquis par quelque bonne action la confiance et l'estime des honnêtes gens. Mais à quoi bon tout cela ? à quoi bon tous ces efforts, toute sa persévérance et le pardon de la société qui l'a repris dans son sein, si l'administration peut maintenant venir le ressaisir pour le réintégrer dans quelque pénitencier

où il attendra, comme le pire des récidivistes, le jour de départ pour la Nouvelle-Calédonie. Il y aurait dans cette éventualité, une anomalie bien singulière, de la cruauté même. Le législateur ne l'a pas oubliée et a décidé que : « au cas où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourrait être sursis à l'exécution de cette dernière mesure ; le condamné sera en conséquence laissé en France, sauf droit de révocation, ainsi qu'il est dit au présent article » (article 2, § 4).

La rédaction employée par le législateur montre, jusqu'à l'évidence, que s'il a voulu donner une large place à la clémence, il n'a cependant pas entendu laisser prescrire les droits de la Justice. Il sursoie seulement à l'exécution des jugements, et pour qu'il y renonce complètement, il faudra que le condamné ait manifesté son retour définitif au bien par dix années d'épreuve victorieusement supportées (article 2 § 5).

Il semble que dans la situation faite au relégué, par ses dispositions législatives, la libération conditionnelle doive produire des résultats merveilleux, car la révocation le menace sans cesse et, par suite, la relégation perpétuelle.

La révocation, on ne l'a pas oublié, sera faite par simple arrêté du ministre de l'Intérieur, et aura lieu, aux termes de l'article 2 § 3, « au cas d'inconduite habituellement constatée, ou d'infraction aux conditions spéciales exprimée dans le permis de libération ».

Telle est la règle générale. La loi exige donc du libéré conditionnel non seulement une vie exempte de nouvelles

chutes, mais encore de faits d'inconduite ; elle lui demande plus que la neutralité, elle exige de lui le bon exemple et la manifestation à tous, de son repentir, et de sa régénération par une preuve de tous les jours et de tous les instants.

Mais ce n'est pas suffisant encore : il est tenu d'observer certaines prescriptions dont il trouve la copie dans l'un des quinze articles de l'arrêté de libération, telles que celles qui concernent la résidence. Dans le cas d'infraction à ces conditions, de même que s'il se livre à l'inconduite, la libération conditionnelle sera immédiatement révoquée (1) et le libéré sera réintégré pour achever non ce qui reste encore à courir de sa peine au jour de la révocation, mais tout ce qui lui restait à subir pour obtenir sa levée d'écrou, au jour même de sa libération provisoire. Si, au contraire, il a satisfait au désir de la loi, s'il est ainsi arrivé en liberté, à l'expiration du temps de sa peine, il est, par le fait même, définitivement libéré sans qu'il soit désormais possible de le renvoyer en prison sans nouvelle condamnation (article 2, § 4) (2).

Mais, on le comprend aisément, la persévérance est

1. Il nous paraît y avoir ici une lacune dans la loi, n'aurait-il pas été bon, en effet, de décider que toute sentence judiciaire rendue contre le libéré, révoquerait de plein droit la mesure de faveur dont il a été l'objet ?

2. *La Gazette des Tribunaux*, du 22 juin 1888 estime à 4707 le nombre des demandes de libération conditionnelle formées depuis 1885. Sur ce chiffre, 1361 seulement, ont été accordées, et une seule révocation a eu lieu, les quelques éléments d'appréciation démontrent assez la nécessité et l'opportunité de notre loi sur la libération conditionnelle.

difficile, le travail n'est pas toujours facile à trouver, le pécule est vite épuisé et devant la faim, devant la misère, les meilleures résolutions sont vite oubliées. C'est dans ces circonstances qu'il devient aisé de comprendre le rôle ou plutôt la nécessité des sociétés de patronage, à qui l'article 6 de la loi confie le soin de veiller sur la conduite du libéré (1). Sans elles, en effet, la libération conditionnelle au lieu d'être un avantage, deviendrait presque toujours pour le condamné une source nouvelle de dangers.

Nous verrons plus loin ce que les Sociétés de patronage doivent faire pour assurer l'avenir de ceux qui leur sont confiés. Mais nous pouvons, dès maintenant, constater que dans certains pays, le législateur a tracé lui-même les règles à suivre pour l'accomplissement de cette tâche délicate.

En Bavière, par exemple, on ne peut mettre un condamné conditionnellement en liberté, qu'autant qu'on lui a trouvé une place chez un patron connu, et lorsque le Président de la commune où doit se rendre le libéré a donné son consentement. Les sociétés de patronage, là où elles existent, ont pour devoir de trouver la place. Quant à la surveillance du libéré, elle est confiée à la commune elle-même.

1. Disons, à ce propos, que la surveillance de la Haute Police a été justement supprimée (art. 19 loi 27 mai 1885). Elle ne pouvait avoir, en effet, qu'un résultat, celui d'empêcher le libéré de se placer, et de lui faire craindre sans cesse une révélation maladroite qui le jetterait dans la misère. Elle a été remplacée par l'interdiction de certains lieux notifiés au détenu avant sa libération. Ce qui n'empêche pas cependant le libéré d'être obligé de déclarer sa présence à l'autorité du lieu où il se fixe et de faire connaître ses changements de résidence.

Dans le canton de Neuchâtel, on cherche d'abord pour le libéré, la localité où il pourra le mieux trouver à exercer le métier qu'il a appris en prison, ou qu'il pratiquait déjà en y entrant. Puis on choisit pour lui un surveillant, un tuteur pris parmi les notabilités de l'endroit, et nommé par le décret de libération. Celui-ci cherche un patron pour son pupille, et dès qu'il l'a trouvé, en prévient le directeur de l'établissement pénitentiaire. Le libéré lui est alors envoyé ainsi que son pécule. Dès ce jour, le tuteur doit surveiller et au besoin protéger son pupille. Ce système a produit, paraît-il, d'excellents résultats. Il ressemble quelque peu à celui qui est employé en Amérique sous le nom de « parole system », dont nous avons, d'ailleurs, déjà parlé.

Peut-être y aurait-il lieu d'introduire dans la législation actuelle sur la libération conditionnelle, quelques prescriptions similaires à celles que nous venons de rappeler, aussi bien dans l'intérêt du libéré que dans celui de la Société. C'est sur ce vœu que nous quittons notre loi de 1885, pour examiner l'état de la question qui nous intéresse, à l'étranger.

Angleterre.

On sait qu'au commencement du siècle, l'Angleterre eut recours à la transportation pour se débarrasser des malfaiteurs. Elle en dirigea depuis 1827, environ 65.000 sur l'Australie. Mais vers 1847, les habitants de l'île commencèrent à se plaindre de l'invasion qui leur était en

quelque sorte imposée et menaçèrent de se soulever contre la métropole, si l'on ne détournait au plus tôt le flot de démoralisation et de désordre qui allait les engloutir. C'est alors qu'intervint l'Act du 29 août 1853, pour substituer à la transportation la servitude pénale et organiser en même temps un mode d'exécution de la peine destiné à « provoquer l'amendement des condamnés et à préparer par une liberté conditionnelle et probatoire, leur reclassement dans la Société. » Mais cette loi n'avait formulé aucune des conditions indispensables de l'obtention et de la révocation, pas plus qu'elle n'imposait d'obligation de résidence, de surveillance ni de patronage; de telle sorte que tous les convicts ayant subi une certaine partie de leur peine, devaient être admis au bénéfice du « ticket of leave », sans autre contrôle, sans aucun discernement. Aussi se produisit-il des scandales révoltants, des abus sans nom, une augmentation excessive de la criminalité, au point que les rues de Londres n'étaient plus sûres même en plein jour, et que dans les grandes villes, les habitants étaient véritablement terrifiés par le nombre sans cesse croissant des attentats contre les personnes, particulièrement des vols commis avec violence, lorsqu'enfin s'élevèrent de tous côtés des protestations indignées, et violentes au point de compromettre l'existence même du gouvernement.

Les bills de 1857 et 1864, ont porté remède à cette pénible situation en adoptant le système des marks, dont la supériorité avait été démontrée par l'exemple de l'Irlande; en organisant une surveillance et un patronage pour les convicts libérés, de telle sorte que désormais le

ticket of leave ne serait plus délivré qu'aux détenus méritants. Il n'y aurait plus, en outre, à craindre de dissimulation hypocrite qui finirait par se dévoiler bientôt et entraîner une révocation de la faveur obtenue. Depuis lors, la libération conditionnelle fonctionne avec succès, à l'entière satisfaction de tous, et d'après les rapports officiels du surintendant général des prisons de la Grande Bretagne, elle a contribué à diminuer le nombre des crimes et délits.

Les criminalistes anglais ne sont pas d'accord sur sa véritable nature. Quelques-uns disent avec M. du Cane et Murray Browne, c'est une faveur, tandis que suivant MM. Howard, Tallack, G. Verney et d'autres encore, c'est un droit reposant sur les statuts 16 et 17 Victoria, ch. 99, s. q; et 27, 28 Victoria ch. 47, sect. 4. Quoi qu'il en soit, elle n'est plus accordée qu'à la bonne conduite et au travail.

Nous avons dit précédemment que la libération conditionnelle n'était applicable qu'aux convicts condamnés à la servitude pénale et encore ne peuvent-ils l'obtenir que lorsqu'ils ont atteint le nombre maximum de marks exigé par les règlements. En pratique, le condamné provisoirement libéré, a toujours subi les deux tiers de sa peine, souvent même les trois quarts. La libération conditionnelle est conférée par un permis délivré au détenu par le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, et révoqué par lui ou par le magistrat d'une cour de summary jurisdiction, s'il est prouvé sous serment que le porteur du permis a violé les conditions qui lui étaient imposées. La surveillance du libéré est faite par la police d'une façon remarquable et

cependant discrète, afin de ne pas l'empêcher de se placer. Elle a pour but d'assurer sa bonne conduite et l'observation de certaines prescriptions concernant ses relations, sa résidence, etc., et de constater les moindres infractions qui entraînent la révocation immédiate du permis. Dans le cas de révocation le libéré est de suite réintégré dans la prison, où il achève de subir la peine qui restait à courir au jour de la délivrance du ticket of leave, souvent augmentée d'une nouvelle condamnation qui peut s'élever jusqu'à douze mois au maximum, avec travail pénal. La législation anglaise est donc sur ces différents points bien autrement sévère que la nôtre et nous croyons pouvoir dire qu'à ce point de vue, elle lui est préférable. A côté des tickets of leave que nous venons de rappeler, la Loi anglaise possède encore deux autres systèmes de libération anticipée. Le premier est généralement appelé surveillance de la police. Il a été établi en 1849, par l'« habitual criminals act », et mis en pratique en 1871, par le « Prevention of crim act. » Il consiste en ce que, l'individu qui est arrêté à nouveau, après une première condamnation à l'emprisonnement, peut être placé sept ans sous la surveillance de la police. Il en est de même pour le convict libéré de la servitude pénale, dès l'expiration de sa première peine. L'un et l'autre sont tenus de se présenter au bureau de police et de prévenir de leurs changements de résidence, etc.

Le second système ne s'applique qu'aux jeunes gens placés dans les écoles de réforme : Le Directeur peut les renvoyer après dix-huit mois et avant l'expiration complète du temps de leur condamnation, mais s'il apprend

(en général par des renseignements de police), qu'ils vivent dans l'oisiveté, fréquentent de mauvaises compagnies, ou se trouvent sans place, il leur fait réintégrer l'établissement par un policeman.

A la différence de la précédente, cette libération est bien et véritablement conditionnelle. Elle a produit, paraît-il, d'excellents résultats et M. B. Baker atteste que « sur l'ensemble des écoles, il n'y a pas un enfant sur dix, porté comme perdu de vue, ceux-ci même sont presque toujours retrouvés au bout d'un an ou deux (1). »

Le succès de l'expérience n'a rien qui doive étonner ceux qui comprennent de quel puissant secours doit être pour les caractères faibles, assaillis par les dangers de la liberté et de l'isolement, cette menace perpétuelle du mal dont ils ont souffert, et auxquels ils sont trop heureux d'avoir enfin échappé.

Irlande.

C'est on peut le dire de ce beau et courageux petit pays, qu'est parti l'exemple donné par W. Crofton. Nous avons déjà exposé plus haut, le système d'emprisonnement inauguré par lui, et montré quels efforts devait réaliser le condamné pour arriver à la prison intermédiaire, qui est tantôt une colonie agricole, et tantôt un établissement industriel, comme à Dublin. Nous n'y reviendrons pas. Qu'il nous suffise de citer la conclusion

1. *La Récidive*, par B. Baker. *Bulletin général des Prisons*. Mai 1881.

d'une étude faite sur ce sujet par M. Soret de Boisbrunet : « On comprend que le ticket *of leave*, délivré après cette série d'épreuves, est un véritable certificat de moralité ; ceux qui l'obtiennent trouvent facilement du travail et leurs patrons ont souvent déclaré que les condamnés licenciés se conduisaient mieux que la plupart des ouvriers ordinaires (1). »

Italie.

Le Code pénal italien du 30 juin 1889 a adopté le principe de la libération conditionnelle. Aux termes de l'article 4 du règlement du 1^{er} décembre de la même année, elle est accordée par décision du Ministre de la Justice, ainsi que l'aurait voulu certain sénateur français, qui, malheureusement, à notre avis, a échoué dans l'effort qu'il avait tenté. Elle ne peut être obtenue que par le condamné qui a purgé au moins les trois quarts de sa peine et a donné des signes d'amendement. Sur ce point, le conseil de surveillance et le directeur de la prison sont appelés à donner leur avis par le Procureur général. Celui-ci fait d'ailleurs une petite enquête et transmet le résultat de ses informations au Ministre de la Justice. Ce dernier peut, malgré les bons renseignements, refuser d'autoriser la libération conditionnelle, car elle est une véritable faveur. C'est, d'ailleurs, l'opinion de MM. Tancredi Canonico et Lucchini qui, pour la soutenir, s'appuient sur le texte de l'art. 48 C. p. où se trouvent ces mots : « Les condamnés..... *peuvent* être admis, avec leur con-

1. Discours déjà cité.

sentement, à la libération conditionnelle. » Celle-ci ne profite qu'aux individus condamnés à deux ans au moins de réclusion, de prison ou de détention, et encore ne s'applique-t-elle pas aux condamnés pour crime de brigandage, extorsion, mise à rançon ; aux récidivistes d'homicide ou de vols qualifiés, ni aux individus en seconde récidive en chaque espèce de crime. Le libéré est soumis à la surveillance spéciale de l' « autorité de sûreté publique », qui, sur un rapport adressé au Procureur général, expose les faits d'inconduite ou les infractions aux conditions du permis délivré, de nature à entraîner la révocation. Dans le second cas, le Procureur général doit entendre les explications du libéré, après quoi il transmet son rapport au Ministre de la Justice. C'est ce dernier qui prend la décision.

A la différence de ce qui se passe chez nous, la libération conditionnelle en Italie dépend donc du Ministère de la justice.

Hollande.

Il en est de même en Hollande. Le nouveau Code pénal Néerlandais, s'exprime ainsi : « Les décrets de mise en liberté conditionnelle et de révocation seront pris par le chef du département de la justice ; les premiers sur la proposition, ou après avoir pris l'avis de l'administration de la prison (art. 14) ».

La libération conditionnelle ne peut profiter qu'aux condamnés pour trois années au moins, mais quelle que

soit la nature de la peine prononcée contre eux. Pour l'obtenir, le prisonnier doit avoir subi au minimum les trois quarts de sa peine (art. 15), et encore n'est-elle qu'une faveur qui peut lui être refusée. Telle est l'opinion de M. Ploos van Amstel, appuyée sur le mot « peut » dont s'est servi le législateur.

« La mise en liberté est toujours révocable ». La police communale est chargée de la surveillance et sur un ordre de son chef, l'arrestation du libéré qui contrevient aux conditions de son permis, peut-être ordonnée dans l'intérêt de l'ordre public. Le procureur du Roi a le même pouvoir, également sous l'obligation d'en rendre compte de suite au Ministre de la justice. En cas de révocation le condamné est réintégré pour achever la peine dans l'état où il se trouvait au jour de la libération. « Le temps écoulé entre la mise en liberté et le décret de révocation ne comptant pas pour la durée de la peine » (art. 15). La loi Hollandaise ajoute une sévérité, pour celui qui n'a pas su se montrer reconnaissant de la faveur qui lui avait été accordée, en rendant impossible pour lui de l'obtenir encore (art. 15 *in fine*).

Belgique.

Contrairement à ses habitudes, la Belgique était restée retardataire en la matière qui nous occupe. C'est seulement en 1888, que ses représentants votèrent la libération conditionnelle inscrite dans la loi du 31 mai. Le besoin s'en faisait depuis longtemps sentir, à en juger par le

nombre de grâces accordées pendant la période de 1873 à 1884 ; et qui s'élevait à 2.000 environ chaque mois, si l'on se reporte au chiffre donné par le Ministre de la Justice dans son discours à la Chambre, le 11 mai 1888.

Les conditions générales de la libération conditionnelle sont les mêmes en Belgique qu'en France, car elle est, ici et là, une véritable faveur, toujours révocable en cas de mauvaise conduite. Cependant il y a lieu de faire deux remarques sur la loi belge. La première est que la libération conditionnelle peut être accordée dès qu'un tiers de la peine a été exécutée, pourvu que, cependant, trois mois aient été passés en prison par le condamné, s'il n'est pas récidiviste. Dans le cas contraire elle ne peut être obtenue que par l'accomplissement des deux tiers de la peine, représentant au moins six mois de détention effective.

La seconde observation est la suivante : Après une libération conditionnelle, la libération définitive ne sera acquise qu'autant que le libéré aura gardé une bonne conduite, pendant un temps double de celui qui restait à courir lors de sa sortie de prison, pour atteindre le terme de la condamnation prononcée contre lui.

La législation belge est donc plus sévère que la plupart de celles qui lui ont servi de modèles. C'est un bien, croyons nous, et ses exigences nous paraissent donner une meilleure solution que notre loi de 1885, au problème de la libération conditionnelle, qui consiste exclusivement à assurer la persévérance des libérés, dès qu'ils ont perdu le guide infallible de la discipline pénitentiaire.

Allemagne.

La libération conditionnelle est appliquée depuis le 1^{er} janvier 1871, date de la promulgation du nouveau Code pénal de l'empire. L'article 23 de ce Code est ainsi conçu : « Les condamnés à la peine de la réclusion ou de l'emprisonnement de longue durée, peuvent être libérés provisoirement, avec leur consentement, s'ils ont purgé les trois quarts et au moins une année de leur peine, et s'ils se sont bien conduits pendant ce temps ».

De ce texte il ressort donc que la libération conditionnelle ne peut être appliquée aux peines de courte durée, comme en France, où il est possible d'en faire bénéficier les condamnés à plus de trois mois ; qu'elle a bien, ainsi que dans les autres législations que nous venons de rappeler, le caractère d'une faveur et non d'un droit ; que l'appréciation de la bonne conduite du détenu ne se fait pas forcément au moyen du système irlandais des marks, qu'une certaine limite est apportée par la loi, à la quotité de la peine réellement accomplie, limite d'une année au-dessous de laquelle il n'est pas de libération conditionnelle ; qu'enfin la proportion du châtiment subi au châtiment infligé est plus considérable qu'en France, puisqu'elle est des trois quarts, tandis qu'elle se borne chez nous à la moitié.

L'article 24 du même Code pénal décide que la libération provisoire peut être à tout instant révoquée, en cas d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales

imposées au condamné libéré. La révocation, comme d'ailleurs la décision de libération, est confiée aux soins du « bureau supérieur d'administration et de surveillance de la justice » (art. 25), et elle a pour effet d'obliger celui qui est frappé à réintégrer la prison pour y subir la peine qui restait encore à faire au jour de la libération. La surveillance des libérés est faite par la police, qui peut, ainsi que cela a lieu en Italie et en Hollande, toujours procéder à l'arrestation provisoire.

Il résulte des statistiques de Prusse que dans cette province de l'empire, la révocation a été rarement nécessaire et que 95 à 98 0/0 des libérés conditionnels justifient par leur conduite postérieure, la faveur dont ils ont été l'objet.

Suisse.

Dans les cantons de Neuchâtel, Schwyz, Unterwalden, Luzern, Zug et Solothurn, la libération conditionnelle est appliquée indépendamment de tout système pénitentiaire, tandis que dans ceux de Zurich, Aarau, Vaud et Tessin, elle fait partie du système irlandais qui y est adopté.

En général, la libération conditionnelle ne peut profiter qu'aux condamnés à plus d'un an et même à Neuchâtel aux condamnés à dix-huit mois de détention au moins. Cependant certains cantons en font une application excessive en l'étendant même aux courtes peines.

Le *Bulletin de la Société Suisse* auquel nous empruntons plusieurs de ces détails, nous apprend que pour

obtenir la libération conditionnelle le prisonnier n'est pas, dans tous les cantons, obligé d'avoir accompli la même partie de la peine. Ainsi dans le Tessin, il doit en avoir subi les trois quarts, dans Neuchâtel, Vaud, Zurich, Schwyz, Aarau les deux tiers; dans les cantons de Zug et Solothurn la moitié, enfin à Lucerne le tiers pour la première condamnation, la moitié pour la seconde, les trois quarts pour les suivantes. Dans ces deux derniers cantons, la Législation a établi une sorte d'échelle mobile à laquelle nous faisons deux reproches : le premier qu'elle a trop baissé le minimum en cas de première condamnation ; le second, qu'elle fait profiter indéfiniment les récidivistes d'une faveur qui devrait être réservée uniquement aux délinquants primaires, ou tout au plus à ces derniers et aux récidivistes pour la première fois. La loi Française, nous le savons, a fait de même en permettant même aux récidivistes de bénéficier de ses dispositions ; mais à notre avis, elle a fait preuve d'une trop grande indulgence, en ne limitant pas le nombre de fautes, après lequel il serait impossible pour le prévenu de prétendre à la libération conditionnelle.

En Suisse la libération conditionnelle n'est pas toujours accordée par la même autorité ; la plupart du temps, il faut l'obtenir du conseil cantonal, quelquefois seulement de la justice, comme à Zurich ; ou bien, ainsi qu'à Schwyz, c'est le ministre de ce département ou une commission judiciaire qui statue.

La surveillance des libérés peut être confiée indirectement aux membres des sociétés de patronage, mais officiellement c'est à la police qu'elle incombe.

La révocation peut être prononcée pour inconduite et infractions aux conditions spéciales du permis de libération. Dans ce cas, le libéré conditionnel est réintégré pour le reste de la peine qu'il lui aurait fallu subir encore pour obtenir sa libération définitive au jour où il a reçu sa libération provisoire.

Danemark.

La libération conditionnelle est aussi, en Danemark, une faveur et le règlement du 13 février 1873 impose trois conditions essentielles, pour qu'elle puisse être proposée au Ministre de la Justice qui a seul qualité pour la prononcer, par le directeur de la prison. Ces conditions sont : 1° que le séjour du condamné au stage intermédiaire ait été conforme aux règlements ; 2° que le directeur de la prison ait lieu d'espérer qu'à l'avenir, le libéré se conduira bien ; 3° qu'une position ou un métier honorable soit assuré au détenu (art. 16).

Seuls les condamnés à sept ans au moins de travaux forcés peuvent en profiter. Le règlement du 13 février établit une sorte d'échelle progressive, d'après laquelle, la réduction est d'autant plus grande, que la peine prononcée est plus élevée, ou mieux d'après laquelle le condamné doit avoir subi une détention proportionnellement d'autant plus longue que la peine prononcée est moins élevée. Ainsi :

le condamné à 7 ans doit avoir subi 6 ans de détention

»	10 ans	8 ans	»
»	12 ans	9 ans	»
»	16 ans	10 ans	»

Sauf ces quelques détails, la législation danoise n'offre aucune particularité intéressante en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Suède.

Ce pays n'a pas encore de loi organisant la libération conditionnelle. Celle-ci est accordée sous forme de grâce royale, et seulement à ceux qui peuvent justifier qu'ils ont du travail assuré chez un maître ou un patron digne de confiance. D'après M. d'Olivecrona, dans son ouvrage sur la récidive (1), elle n'avait pas produit de bons résultats, lors de la publication de cet ouvrage.

Croatie.

La libération conditionnelle y est mise en pratique depuis la loi du 22 avril 1875. Elle s'applique à toutes les peines d'emprisonnement, même les plus courtes, sauf dans certains cas de récidive que nous avons déjà rappelés, et le cas de condamnation perpétuelle, puisqu'aux termes de la loi : « Le ban est autorisé à accorder aux prisonniers condamnés à une peine *temporaire*... » Elle peut être obtenue après accomplissement de moitié de la peine, ou des trois quarts pour les récidivistes. C'est là un point de contact de la loi Croate avec notre loi de 1885. La libération conditionnelle est essentiellement révo-

1. Pages 44 et 47.

cable, et la police chargée de surveillance des libérés, peut toujours les mettre en état d'arrestation provisoire, s'ils commettent quelque acte de nature à entraîner une révocation par le ban.

Autriche.

L'Autriche a inscrit la libération conditionnelle dans son projet de code pénal, mais elle la pratique depuis la circulaire du 3 janvier 1866, par l'intermédiaire du droit de grâce. Depuis cette circulaire, on ne peut proposer à la clémence royale que les condamnés ayant subi les trois quarts de leur peine, et au moins un an de prison; ce qui suppose que la libération conditionnelle ne peut s'appliquer qu'aux condamnés à des peines relativement longues.

Grèce.

La libération conditionnelle n'est guère plus avancée qu'en Autriche; elle ne figure encore, croyons-nous, que dans le projet de réforme pénitentiaire soumis au Ministre de la Justice par M. Stevens en 1888.

Portugal.

Au contraire, le Portugal a sa loi du 6 juillet 1893 sur la libération conditionnelle. Aux termes de cette loi, la libération provisoire est une faveur faite aux seuls condamnés pour la première fois (art. 4) à une peine majeure

(art. 1), qui en ont subi au moins les deux tiers et se sont bien conduits en prison. Le ministre de la Justice a qualité pour accorder ou révoquer la libération conditionnelle. La révocation a pour effet la réintégration au pénitencier pour y achever la peine dans l'état où elle se trouvait au jour de la libération.

Amérique.

En Amérique, la loi donne au détenu le droit de réduire sa peine, d'une période appelée « good Time », et cela par sa seule bonne conduite. Les divergences entre les divers États ne portent que : 1° sur les peines auxquelles la réduction est applicable ; certains en font profiter même les condamnés à un mois, d'autres ne l'accordent qu'aux condamnations à un an et plus ; 2° sur le quantum de la réduction qui est tantôt de deux mois par an, comme à New-York, tantôt d'un mois seulement comme dans l'Illinois.

Japon.

Le Japon possède aussi sa législation sur la libération conditionnelle ; elle a été insérée dans le code pénal de 1882.

Elle s'applique à toutes les condamnations, quelle que soit leur durée, avec cette distinction que pour les peines temporaires il faut qu'elles aient été subies aux trois quarts et pour les peines perpétuelles qu'il y ait eu quinze ans

de détention accomplis. Elle est accordée par décision concertée entre les ministres de l'Intérieur et de la Justice, aux prisonniers qui ont gagné un certain nombre de marques, et sont jugés capables de vivre honnêtement d'un métier une fois en liberté. Le libéré est surveillé par la police du lieu de la résidence qui lui a été fixée. Certaines obligations particulières lui sont imposées, et toute infraction ainsi que tout crime ou délit entraîne la révocation de plein droit de la libération conditionnelle et la réintégration de la prison pour y subir le restant de la peine à exécuter au jour de la libération.

Le code pénal Japonais, qui contient dans les articles 53 à 57 de la section VI ces dispositions, est dû à la science d'un professeur français, dont le nom est célèbre à plus d'un titre, nous voulons dire M. Boissonnade.

Tel est le résumé aussi exact que possible des diverses législations qui ont adopté la libération conditionnelle. Mais il serait incomplet si nous n'y ajoutions quelque chose.

Nous avons déjà exposé les difficultés de toutes sortes que le libéré rencontrait sous ses pas, à la porte même de la prison. Pour le mettre à l'abri des dangers qui vont l'assaillir, il faut d'abord lui trouver un toit hospitalier, puis lui procurer un morceau de pain, du travail pour les jours suivants, surtout de bons conseils et de réconfortantes paroles.

C'est là l'œuvre du patronage que nous allons maintenant étudier.

CHAPITRE V

DU PATRONAGE.

Le condamné vient de quitter la prison, après avoir purgé sa peine. L'heure est venue de choisir entre la récidive qui lui tend la main ou le retour définitif au bien, par l'exécution des fortes résolutions arrêtées dans la solitude et le repentir. Mais cette dernière alternative est une épreuve redoutable pour l'homme seul, livré, suivant l'expression de M. le comte d'Haussonville, « sans transition et sans appui à toutes les difficultés de l'existence et à toutes les séductions de la liberté. »

... Il est libre. Que devenir ?
Que faire maintenant ? Hier, c'était la lutte
Apre, stérile, atroce. A présent, c'est la chute
Formidable et sans fin. Nul espoir, nul soutien.
On lutterait encore. Mais la honte vous tient :
Cette prostituée est là, qui vous enjôle ;
Puis qui voudra de vous ? Il semble que la geôle
Vous ait marqué le front d'un sceau d'iniquité » (1).

Telle est, en effet, la triste situation du libéré. Il n'ose se montrer à personne, tant il a conscience de son déshonneur et du mépris qu'il ne manquera pas d'inspirer aux

1. Fabre des Essarts. *Le libéré repentant*.

honnêtes gens. Si cependant, poussé par la faim et le désir d'y satisfaire honnêtement, il s'enhardit à solliciter du travail, avec quel humiliant refus ses offres de service ne seront-elles pas accueillies ? On le repoussera parce qu'il ne pourra présenter un casier judiciaire intact, et les patrons les moins exigeants, en y jetant un coup d'œil rapide, auront bientôt fait de le ranger au nombre des proscrits. C'est un voleur, dira-t-on, sans plus se préoccuper de savoir si le châtiment n'en a pas fait un honnête homme. Parfois même, s'il réussit, par des explications pleines de franchise et de regrets, à intéresser à son pitoyable sort quelque industriel plus juste ou plus compatissant, de quels quolibets, de quelle exclusion ne se ménagera-t-il pas le honteux affront, de la part de ses compagnons de travail ? Jusqu'à ce que, succombant sous le poids de ces moqueries cruelles parce qu'elles lui rappellent un passé maudit, injustes parce qu'elles méconnaissent ses efforts pour le racheter, il se résigne à quitter le refuge momentané qui lui avait été donné, pour chercher ailleurs un asile plus hospitalier.

Et c'est ainsi que, découragé, impuissant et confus, il verra fuir devant lui, comme une ombre insaisissable, la réhabilitation qu'il ambitionnait, maudissant la société qu'il accusera d'être, par son injustice et son inconséquence, la cause de tous ses malheurs.

Alors, la tentation viendra. Tu as faim, lui dira-t-elle, et l'on te refuse du pain : prends-en.

Tu n'as pas d'argent pour payer un abri contre le froid de l'hiver ou les longues heures de la nuit. Le gagner ? tu le veux bien, mais on te le défend : prends-en.

Et si, dans l'accomplissement de ce dessein, tu rencontres quelque résistance, brise-le. Si un homme veut arrêter ton bras criminel, tue, et sans faiblesse. Il faut bien que tu vives.

Le malheureux descendra ainsi, tous les degrés du crime jusqu'au dernier, et chaque fois que la récidive l'aura ramené à la prison, il en sortira plus mauvais, parce qu'il s'y sera livré tout entier à la haine, en pensant qu'il ne sert à rien de vouloir se relever et devenir meilleur.

Vraiment son salut est désespéré et l'on peut reconnaître dans ce misérable, le naufragé, dont notre grand poète, dans un livre immortel, dépeignait si bien les efforts et le désespoir. « Un homme à la mer ! s'écriait-il, qu'importe ! le navire ne s'arrête pas. Le vent souffle. Le sombre navire a une route qu'il est forcé de continuer. Il passe. L'homme disparaît puis reparaît : il plonge et remonte à la surface, il appelle, il tend les bras, on ne l'entend pas : le navire frissonnant est tout à la manœuvre, les matelots et les passagers ne voient même plus l'homme submergé ; sa misérable tête n'est qu'un point dans l'énormité des vagues. Il jette des cris désespérés dans les profondeurs. Quel spectre que cette voile qui s'en va ! Il la regarde frénétiquement ; elle s'éloigne, elle blémit, elle décroît. Il était là, tout à l'heure ; il était dans l'équipage... Il a glissé, il est tombé, c'est fini : il est dans l'eau monstrueuse. Il n'a plus sous les pieds que de la fuite et de l'éroulement... Il appelle. Il n'y a plus d'homme. Où est Dieu ? Il appelle. Quelqu'un, quelqu'un ! Il appelle toujours ! Rien à l'horizon, rien au ciel... Que

•

faire ? Le désespéré s'abandonne : qui est las prend le parti de mourir ; il se laisse faire, il se laisse aller ; il lâche prise et le voilà qui roule à jamais dans les profondeurs lugubres de l'engloutissement.

O marche implacable des sociétés humaines ! Pertes d'hommes et d'armes chemin faisant, Océan où tombe tout ce que laisse tomber la Loi ! Disparition sinistre du secours ! O mort morale.

La mer c'est l'inexorable nuit sociale où la pénalité jette des damnés, c'est l'immense misère.

L'âme, à vau l'eau dans ce gouffre, peut devenir un cadavre ; qui la ressuscitera ? »

Les généreux conseils, le dévouement du cœur, les inspirations de la charité, en sont, à n'en pas douter, seuls capables, mais tout cela c'est le patronage.

Il est inutile d'en dire davantage pour justifier la nécessité du patronage, si recommandé au congrès de Saint-Petersbourg. Cependant, il nous faut réfuter deux objections élevées contre lui sans cesse, et parfois même avec une certaine vigueur.

M. Marc Réville, dans un article relativement récent (1), sous le titre de vulgarisation des notions pénitentiaires, constate tristement l'indifférence avec laquelle certains magistrats considèrent les œuvres de patronage, sous ce prétexte que le juge n'a pas à s'occuper de l'exécution de ses décisions, et la défaveur marquée dont les classes populaires les entourent.

Nous croyons pouvoir affirmer que la cause en est cette

1. *Revue pénitentiaire*, janvier 1894, pages 67 et 68.

double erreur : Le patronage est trop souvent impuissant et ses bienfaits sont perdus ; il est de plus contraire à la justice, puisqu'il a pour but d'adoucir le sort malheureux des coupables, alors que tant d'hommes honnêtes tombent sous les coups redoublés de l'infortune et de la misère, sans que jamais une main secourable n'ait essayé de soulager leurs angoisses ou de panser les blessures de leur cœur déchiré par les souffrances et les chagrins.

A la première de ces deux affirmations, dont l'ignorance est la cause, il faut répondre par les faits et montrer à ceux qui la mettent en avant, l'imposant faisceau que forment ces nombreuses sociétés de patronage (1), répandues à travers la France, jusque dans les plus petites villes, où un seul homme de cœur s'est rencontré pour entraîner à sa suite de généreux dévouements, qui s'ingénient, sous les formes les plus diverses et les noms les plus différents, à travailler au salut des libérés adolescents et adultes. Il faut leur mettre sous les yeux le compte rendu du Congrès national du patronage, tenu à Paris en 1893, afin qu'ils puissent juger eux-mêmes de l'œuvre entreprise. Il faut dessiner devant eux, la carte de l'Europe, pour y inscrire ensuite le nom de toutes les nations et de chacune de leurs provinces ; il faut enfin leur dire sans cesse les résultats obtenus chaque année ; le travail, la réhabilitation procurés, le bonheur rendu par une seule de ces sociétés de patronage à douze ou quinze cents malheureux, dont la reconnaissance sans bornes ne trouve qu'une expression amoindrie dans des lettres

1. Joly. *Correspondant* du 10 avril 1893.

où ils écrivent : « Mais aujourd'hui qu'une main charitable m'a secouru, je me sens revivre à une nouvelle vie. Je jure que je saurais me rendre digne de la compassion qu'on a eue pour moi et que mes efforts constants dans l'honnêteté et le travail me serviront d'appui et seront les fidèles garants de ce serment », ou bien encore : « J'espère par une conduite meilleure que celle que j'ai tenue jusqu'à présent, pouvoir me faire réhabiliter aux yeux de tout le monde, ce que je ne devrai qu'à l'intercession du patronage des libérés qui m'a retiré de l'abîme », ou enfin : « Lorsque pour la dernière fois, j'eus l'honneur de vous voir, lorsque moi failli, moi proscrit, j'ai eu l'honneur de serrer votre main, la main d'un homme d'honneur, les larmes me vinrent aux yeux, mon cœur débordait... Permettez-moi d'espérer une lettre qui me rappelle mon devoir, mes promesses et surtout mon bienfaiteur, à qui je voue une éternelle reconnaissance » (1).

Dira-t-on maintenant que ce sont là de rares exceptions, et que, trop souvent, le patronage se trompe d'adresse et qu'il égare ses bienfaits ? Citera-t-on, une fois de plus, l'exemple trop poétique pour être vrai de ce forçat Jean Valjean, sortant du bagne, repoussé partout, rejeté avec mépris lorsqu'il demande du pain, sentant autour de lui la répulsion implacable, ne trouvant qu'une maison, celle de l'évêque, où on l'accueille en frère, avec compassion, et profitant de la généreuse hospitalité qui lui est accordée pour s'emparer « de la dépouille d'un enfant, et de la dernière... sse d'un évêque qui n'a rien à lui » ?

1. Compte-rendu de la Société de patronage pour les prisonniers libérés.

Rappellera-t-on le douloureux procès qui se déroula au 18 juillet 1894, devant le Tribunal correctionnel de la Seine, et dont un patronage de jeunes gens et de jeunes filles fit les frais, devant un public scandalisé ? Nous répondrons que le succès ne couronne pas toujours les plus généreux efforts, qu'il a pu y avoir des défauts de surveillance, des erreurs dans l'organisation, et nous ajouterons avec M. Jules Simon : « Sachez que quand le criminel se regarde... il se peut qu'il voie en lui son crime. Il se peut aussi que traversant les événements, les douleurs de sa vie, allant jusqu'au fond, il voie face à face son âme. Alors ce n'est plus le criminel qui lui apparaît, c'est l'homme ! c'est l'œuvre de celui qui a fait de nous un être capable de vouloir le bien, et destiné à l'aimer et à l'adorer. Ah ! nous aussi, voyons toujours l'homme. Ce n'est pas seulement pitié, c'est justice » (1).

C'est justice et cependant le patronage compte des adversaires qui trouvent injustes les soins donnés aux libérés, alors que tant de pauvres honnêtes en manquent absolument. Laissez-nous, disent-ils, réserver nos secours charitables pour les malheureux qui en sont dignes, pour ceux qui ne se sont jamais approprié le bien d'autrui, quoiqu'ils souffrent de la faim, « pour le travailleur laborieux, rangé, victime de quelque infortune imméritée, qui, en présence du luxe et de la paresse qui le tentent et l'excitent, souffre ces épreuves et y résiste. Nous ne demandons pas de placer sur le même rang celui qui aspire à faire oublier son passé, et celui qui désire qu'on s'en

1. Séance annuelle de la Société générale pour le patronage des libérés repentants, 1880.

souvienne, celui qui a besoin du pardon et celui qui réclame justice (1). » Quelle iniquité ne serait-ce pas de préférer le vice plus ou moins repentant, à la vertu courageuse, et ne faut-il pas que le coupable patisse de ses fautes, qu'il souffre pour les expier ?

Nous ne méconnaissons, certes pas, la gravité apparente de cette objection, et cependant, en l'examinant de près, il est facile de l'écarter.

Sans doute les pauvres méritent notre préférence, mais quand nous les aurons soulagés, secourus, encouragés, ne pourrions-nous penser à ceux qui n'ont point eu la force morale suffisante pour résister à la voix du mal et qui ont péché ? Admirez les héros du devoir et de la vertu, mais soyons cléments et sachons pardonner à un instant de défaillance. « O la belle parole, s'écriait encore M. J. Simon, il y a quinze ans, la parole profondément humaine que celle-ci, parole si souvent répétée, si mal comprise, si douce, et en même temps si juste pour les affligés et les repentants : « Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre. »

Quel homme peut donc dire à son semblable : Parce que tu es une fois tombé, tu es à jamais déshonoré, sans se rendre coupable lui-même d'une injustice. L'imprudent qui parlerait ainsi, n'aurait-il pas dû plutôt, avant de le faire, se poser les terribles questions du poète :

1. Assemblée générale de la société générale pour le patronage des libérés, 1879. Rapport de M. Lefébure.

Avons-nous protégé ces femmes ? Avons-nous
Pris ces enfants tremblants et mis sur nos genoux ?
L'un sait-il travailler et l'autre sait-il lire ?
L'ignorance finit par être le délire.
Les avons-nous instruits, aimés, guidés enfin,
Et n'ont-ils pas eu froid ? et n'ont-ils pas eu faim ? (1).

Pourquoi donc ne pas essayer de relever cet homme, dont on n'a rien fait pour empêcher la chute ? L'humanité, la justice le commandent, et la loi de Celui qui pardonne à tous, l'impose également. Mais, n'en serait-il pas ainsi, la voix du cœur qui parle de bonté, d'oubli, de charité, resterait-elle sans écho, que les exigences de l'intérêt social et de la sécurité menacée suffiraient à nous faire tendre l'oreille.

Un jour, l'honorable M. Bérenger, traduisait à la tribune du Sénat, l'impression de terreur qui s'empare des habitants de nos campagnes, lorsqu'ils apprennent qu'un malfaiteur vient d'échapper aux gendarmes, et il ne se trompait pas. Comment alors pourrions-nous être rassurés et vivre sans cauchemar, en pensant que chaque année, les prisons s'ouvrent pour vomir sur la France honnête, laborieuse et tranquille 70.000 criminels, qui, faute de soins, de travail et d'abri, n'ont d'autres soucis que de troubler son repos et d'attenter à la bourse, sinon à la vie de nos concitoyens. Il devient donc désormais impossible de suivre encore les adversaires du patronage

1. Cités par M. Raoul Jay, dans sa magnifique étude du patronage, publiée en 1881.

sur le terrain où ils cherchent à nous égarer, aussi bien que d'inutiles discussions qui ne peuvent que retarder et même compromettre l'essor de l'œuvre salutaire, dont il nous faut maintenant examiner les moyens, après en avoir montré la nécessité et justifié le principe.

Au lendemain des désastres de 1870, M. de Lamarque se mit résolument à l'œuvre, en fondant la société pour le patronage des libérés adultes, dont le but est de « ramener aux habitudes d'une vie honnête et laborieuse, les libérés adultes de l'un et l'autre sexe qui, à la suite d'une enquête approfondie, lui paraissent susceptibles de revenir au bien. » (art. 1 des statuts). Quand au mode d'assistance, M. de Lamarque déclare que : « le Patronage consiste à procurer du travail aux libérés, à faciliter leur rapatriement s'il y a lieu, ou leur émigration dans les colonies, s'ils en expriment le désir, et à leur accorder au besoin, une aide matérielle. » Ce sont bien là, en effet, les moyens par lesquels le patronage exercera son heureuse influence.

Le rapatriement ou l'émigration dans les colonies peuvent avoir lieu dès la sortie de prison, car le soir même de sa libération, l'ancien détenu peut monter dans le train qui l'emmènera loin du lieu témoin de sa chute et de sa honte. Mais il n'en est pas de même pour le placement chez un patron. Il est en effet, impossible de recommander à un chef d'atelier ou d'industrie, le prisonnier avant sa libération, puisqu'il ne peut de visu, se rendre compte de la force physique et du degré d'intelligence du futur libéré. Il faut donc attendre le jour où le patronné pourra se présenter lui-même. Mais tout le monde sait que, dans

les villes surtout, le travail ne se trouve pas facilement, et qu'il faut parfois quinze jours ou trois semaines pour obtenir le résultat demandé (1). Que faire du libéré pendant ce temps? Ou lui trouver un abri? Qui se chargera de sa subsistance?

Pour répondre à ces questions, les sociétés de patronage ont créé des refuges, des asiles, dans lesquels, le détenu, à sa sortie de prison, est immédiatement hospitalisé. « Il n'est pas, disait en 1879, M. Léon Lefébure, de société qui exerce sérieusement et efficacement le patronage qui n'ait été amenée à fonder un asile temporaire (2). »

Ces refuges sont de deux sortes: les uns permanents, les autres temporaires. Dans le premier, le libéré séjourne quelquefois plusieurs mois, il y mange et y tra-

1. Il n'entre pas dans notre dessein de discuter au cours de cette étude sur la récidive et les moyens de la combattre, les avantages et les inconvénients du casier judiciaire, qui ne s'y rattachent pas directement. Constatons seulement ici, en passant, que si les placements sont aussi difficiles pour les libérés, cela tient en grande partie, à ce que partout, à l'heure actuelle, la production du casier judiciaire est exigée de celui qui vient offrir ses bras pour le travail. Il y a là un abus, grâce auquel on tourne la loi qui ne veut pas que les extraits de casier judiciaire soient délivrés à d'autres qu'aux parties intéressées ou aux magistrats. Aussi s'est-il trouvé des partisans de la suppression de l'institution si utile, imaginée par M. Bonneville de Marsangy.

2. Le Congrès de Rome a émis l'avis que les gouvernements doivent encourager par des subventions, la création des refuges pour les libérés, à condition d'en laisser l'organisation à l'initiative privée, et de leur conserver toujours un caractère transitoire.

vaille. Parfois même il quitte chaque matin l'asile pour n'y rentrer que le soir, remettant à la caisse, où un compte individuel est ouvert à tous les patronnés, le produit de son travail de la journée. Sur ce dépôt on lui retient en général, un franc ou 1 fr. 25 centimes par jour, pour la nourriture, le chauffage, le blanchissage, etc. Le refuge devient alors un véritable hôtel garni, avec cette différence qu'une surveillance active, intelligente peut remédier aux inconvénients de ce dernier genre d'établissements. Dans certains asiles permanents, on a organisé, comme à Bordeaux, par exemple, l'enseignement, la bibliothèque, le service du culte et l'aumônerie. On a remarqué, en effet, non sans raison que là encore, la religion doit être un moyen supérieur d'éducation, un élément de rédemption, un levier tout puissant capable de réconforter les plus abattus et de soutenir les plus courageux. Il existe deux refuges de ce genre à Paris-Grenelle, fondés par la société générale du patronage des libérés, un pour les hommes et un pour les femmes. Un autre, Couzon, a été créé par l'abbé Villion; où à l'exemple des deux précédents, les libérés sont surtout occupés à des travaux industriels. Nous en citerons un dernier, situé près de Montpellier spécialement destiné aux femmes et appelé: la solitude de Nazareth; il a été fondé par l'abbé Coural, et on y emploie les pensionnaires à la culture et aux métiers s'y rattachant, comme à Darnetal.

Les refuges temporaires ne consistent qu'en un abri pour la nuit; le jour le libéré doit chercher du travail; il ne reçoit pour sa nourriture que quelques bons de fourneau.

Certaines sociétés de patronage, comme celle de Lyon, ont même pensé à traiter avec de petites auberges pour le logement ; d'autres envoient leurs patronnés coucher dans les asiles de nuit et de préférence dans ceux où l'on demande chaque jour un peu de travail en compensation de l'hospitalité accordée.

Il s'est élevé contre les refuges des protestations de toutes sortes, et des hommes comme MM. Bèrenger, Stevens Canonico, etc., les ont toujours battus en brèche, parce que, disent-ils, le résultat auquel ils aboutiront fatalement par la communauté que l'on ne peut éviter, détruira certainement toute la peine que l'on aura prise pour tirer profit du régime cellulaire pendant la détention. Voilà « l'erreur économique », disait au Congrès de Rome M. Ranzoli. Ne craint-on pas de plus, qu'un jour, lorsque le libéré aura obtenu du travail, il ne se retrouve en face d'un ancien camarade sinon de prison, au moins d'asile ? D'ailleurs, le refuge est inutile, car le prisonnier peut avoir une occupation en sortant de sa cellule (sur ce point nous nous sommes déjà précédemment expliqué). Et il est injuste, car il constitue un privilège pour les libérés au détriment des ouvriers libres et honnêtes. Enfin c'est une « erreur morale », pour employer encore le langage de M. Ranzoli. A cette dernière affirmation nous avons également répondu en disant que, si la vertu et l'honnêteté malheureuses méritaient toutes les préférences, il était cependant nécessaire de ne pas oublier les coupables repentants. « La Société qui doit être une mère, à l'égard des pauvres humains », ne doit elle pas à l'exemple d'une mère montrer autant de sollicitude pour les infirmités

d'un fils innocent et pour celles d'un fils coupable qui réclament tous deux les soins de sa tendresse.

La plus grave de ces objections est celle que les adversaires des asiles tirent du danger de la destruction possible des bienfaits obtenus par la prison. Il nous faut les rassurer.

On n'introduit pas dans les asiles tous les libérés, ni même tous ceux qui demandent à y être admis. Les Sociétés de patronage n'y laissent entrer que ceux sur le compte desquels de bons renseignements, de nature à faire supposer l'amendement et le désir de se bien conduire, ont été recueillis. Il y a donc de ce chef déjà de grandes chances pour que le refuge aussi bien composé que possible (si l'on peut ainsi parler), ne devienne pas un foyer de corruption. Il faut aller plus loin encore et poser en principe que dans chaque asile, s'exercera une surveillance aussi active que possible ; la séparation de nuit sera mise en pratique, non au moyen de cellules de fer, ce qui rappellerait un peu trop la prison, mais de petites chambres, d'où les patronnés n'auront pas le droit de sortir, l'heure du coucher sonnée ; le travail sera organisé pour ne laisser aucun instant de la journée au désœuvrement, dès que les libérés auront cessé leurs recherches d'une occupation en ville ; les bons conseils, les salutaires influences des hommes de bien seront largement répandus, enfin une discipline sévère, quoique pleine de bonté, sera toujours observée.

Ainsi compris, les refuges pour les libérés ne nous paraissent pas offrir les dangers que l'on redoute, et si nous en voulions une preuve, nous la pourrions trouver

dans les rapports de la Société générale de patronage des libérés qui ne saurait trop se louer de l'ordre absolu, de la discipline, de la propreté et de la bonne tenue qui règnent dans ses asiles ; nous pourrions même aller la chercher jusque dans les discussions du congrès de Rome (qui vota cependant contre eux), avec certitude de la rencontrer dans le beau rapport que M. Fuchs fit à l'Assemblée générale, au nom de la majorité de la troisième section. Puis, il faut bien le dire, si tous les efforts pour faire de l'asile un véritable refuge et non un lieu de démoralisation n'aboutissaient pas entièrement, il y aurait cependant encore avantage à conserver ces abris passagers pour éviter aux libérés un plus grand mal, celui de la promiscuité malsaine des garnis de bas étage, auxquels les faibles ressources des libérés leur donnent seulement accès ; où la surveillance est inconnue, où les vices les plus honteux s'étalent librement, et dont les descriptions les plus exactes pâlissent encore à côté de la réalité, tant il est impossible de se faire une idée de la saleté matérielle qu'on peut y constater, de l'atmosphère morale qui les empoisonne .

Concluons donc que le refuge temporaire est une nécessité, surtout en France où malgré l'adoption de la libération conditionnelle la prison intermédiaire est restée inconnue.

Cependant nous ne prétendons pas l'imposer à tous les libérés, comme le seul et unique moyen de patronage, car parfois il pourra se faire qu'il soit inutile de l'employer. Ainsi quand le patronné aura une famille honnête qui voudra bien le recevoir (ce qui se rencontrera très rare-

ment) ou lorsqu'il possédera quelques subsides suffisants pour se payer une chambre dans un hôtel convenable, etc., Nous savons en effet que le patronage individuel est le meilleur de tous, qu'il doit être même la règle, et qu'il a d'autres moyens d'action que l'asile temporaire.

C'est ainsi que les sociétés de protection des libérés, seront appelées à donner à certains d'entr'eux quelques secours en argent, soit pour soutenir leurs familles, soit pour payer les frais de jugement afin d'obtenir la réhabilitation, soit enfin pour éviter la contrainte par corps ; à leur procurer des billets de chemins de fer pour le rapatriement qui nous paraît s'imposer lorsqu'ils ne sont pas du pays, autant pour échapper aux rencontres désagréables que pour commencer plus facilement une vie nouvelle ; à distribuer des vêtements qui leur permettent de se présenter, sans risque d'être repoussés comme des misérables en haillons. Enfin, et c'est là le rôle principal des sociétés de patronage, elles doivent toujours avoir pour but, non seulement de permettre au libéré de chercher du travail, en lui donnant les moyens d'attendre qu'un patron veuille bien l'employer, mais surtout de procurer elles-mêmes, chez des patrons honorablement connus, de l'ouvrage à celui qui ne demande qu'à user de ses bras et de ses forces. A Lyon, sous ce rapport, la Société de patronage est parfaitement organisée. Elle s'est assurée le concours de plus de deux cents patrons, dans les industries les plus diverses, qui lui demandent des tisseurs, des fondeurs, des terrassiers, des jardiniers, des imprimeurs, des hommes de peine, des menuisiers, des peintres, etc..., de telle façon qu'il est facile de ne donner au même patron de

nouveaux libérés, qu'à des espaces de temps assez longs. Le résultat pratique de cette prévoyance consiste en ce que, en général, le placement des libérés ne demande pas plus de six jours, sauf pour les employés, les caissiers, etc..., qu'il n'est pas, paraît-il, commode de faire accepter, ce qui ne nous étonne pas le moins du monde

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, deux conditions premières s'imposent à toute Société de patronage : 1° La visite des prisonniers dans leurs cellules pour gagner leur confiance, s'enquérir de leurs aptitudes, apprendre à les connaître, s'entendre d'avance avec eux sur l'avenir qui s'ouvrira en même temps que les portes de la prison, et, autant que possible, être en mesure de leur procurer au jour de la libération, du travail selon leur goût et leurs facultés. « Le patronage doit commencer dans la prison dès le premier jour de l'exécution de la peine ; dès le premier jour, car il n'est pas de moment où les conseils soient mieux écoutés et plus efficaces », disait M. Lacointa en 1877. Les aumôniers des prisons, tels que M. l'abbé de Hombourg et M. le pasteur Arboux sont d'accord pour reconnaître la nécessité des visites dans les prisons, si l'on veut assurer le succès du patronage. Ces principes ont été appliqués à Bordeaux : les détenus libérables dans la quinzaine sont amenés devant les membres visiteurs, et divisés en trois catégories : les récidivistes, à qui on ne donne que des conseils inspirés par leur fatale obstination dans le vice, ceux qui ont subi deux condamnations, et ceux qui viennent pour la première fois en prison. On interroge les prisonniers de ces deux catégories et on choisit parmi eux les patronnés, à condition que ceux-ci fassent

leur demande d'admission ; le jour de la libération, c'est le Directeur du refuge qui vient lui-même les chercher à la sortie de la prison.

2° Il est nécessaire que toutes les sociétés de patronage reposent sur l'initiative privée. L'Etat peut bien encourager, subventionner ces sociétés, mais il doit laisser libre cours dans la fondation et la direction des œuvres de ce genre, à la charité individuelle, se souvenant en cela des décisions prises par le Congrès de Stockholm qui émettait en 1885 le vœu « que cette constitution fût généralisée autant que possible, en excitant l'initiative privée à la créer, avec le concours de l'Etat, mais en évitant de lui donner un caractère officiel. »

C'est ce que le Législateur français a fort bien compris et mis en pratique dans la Loi de 1885, dont le Titre II est consacré à l'importante matière qui nous occupe.

L'article 7 s'exprime ainsi : « Les sociétés ou institutions agréées par l'administration pour le patronage des libérés reçoivent une subvention annuelle en rapport avec le nombre de libérés, réellement patronnés par elle, dans les limites du crédit spécial inscrit dans la loi de Finances ».

Il faut le remarquer, cet article ne crée pas le patronage, car depuis longtemps il était établi en France. C'est en 1814 en effet, qu'il a commencé, sur une terre à jamais Française, à Strasbourg. Depuis lors, il n'a cessé de multiplier ses efforts, en fondant à Paris, par la charité de Mlle de Lamartine, la maison du Bon Pasteur, en 1833 la Société des jeunes libérés grâce au zèle de M. Bérenger, la Société protestante, la Société de patronage des libérés adultes en

1871, grâce à M. de Lamarque, le refuge de Couzou, la solitude de Nazareth, Darnetal, Citeaux, et tant d'autres dont l'énumération serait trop longue. Le Législateur s'est donc borné à constater son existence en distinguant deux sortes d'institutions de ce genre : celles qui sont agréées par le gouvernement et celles qui ne le sont pas. Les premières seules peuvent recevoir une subvention annuelle, proportionnelle au nombre de leurs patronnés. C'est ce qui a lieu en effet, mais combien sont maigres les ressources officielles ? Le budget accorde environ 60.000 francs à l'ensemble des sociétés de patronage qui existent en France, tandis qu'une seule de celles qui sont répandues à travers la Grande-Bretagne, la Société royale des prisons, touche une somme de 90.000 francs (1).

Il est vrai que l'article 8 décide que, lorsqu'en conformité de l'art. 6 § 2, la Société de patronage aura été chargée par l'administration de surveiller un libéré conditionnel, (ce qui, disons-le en passant, n'a rien de commun avec la surveillance de la police), elle pourra recevoir journellement une modeste allocation de cinquante centimes, sans que la somme totale ainsi distribuée puisse excéder cent francs, et encore seulement « pendant un temps égal à celui de la durée de la peine restant à courir ». Ce n'est que justice. L'Etat impose une charge, il est assez équitable qu'il donne en même temps les ressources nécessaires pour y faire face ; d'autant plus que cela ne constitue pas pour lui une dépense, puisque, grâce à la libération conditionnelle, il cesse d'entretenir le condamné dans

1. Béranger. Séance du Sénat du 21 mars 1884.

ses prisons. Or, on calcule que la dépense journalière par tête de détenu s'élève à environ deux francs. Si donc l'Etat donne cinquante centimes à une Société de patronage, il économise autant de fois un franc cinquante centimes, qu'il y a de jours séparant la libération conditionnelle de la libération définitive, voilà le résultat matériel. Puis, si les Sociétés de patronage ne se chargeaient pas des détenus libérés conditionnellement, que deviendraient ceux dont elles ont soin ? Probablement des récidivistes. Et qui peut calculer l'économie que l'Etat réalise en évitant la récidive ? Aussi croyons-nous pouvoir dire que l'allocation aux Sociétés de patronage de cinquante centimes par tête de libéré est absolument insuffisante, si, comme nous le pensons, il est nécessaire non seulement de le surveiller, mais de l'abriter, de le nourrir, de lui chercher du travail, etc. Que peut-on faire avec d'aussi modestes ressources lorsqu'il faut donner deux repas à un homme de 25 à 30 ans, le vêtir, le chauffer, le blanchir, l'entourer d'un personnel de surveillants et d'agents de placement ; surtout si l'on tient compte que la loi apporte encore une autre limite aux générosités de l'Etat en fixant à cent francs le maximum que l'ensemble des secours pour le même libéré ne pourra jamais dépasser, de telle sorte qu'une société de patronage peut se trouver, de ce fait, sujette à faire des pertes considérables. En voici un exemple : Un condamné à trois ans de prison se conduit admirablement et manifeste de bonnes intentions. Après dix-huit mois ou deux ans, il est mis en liberté provisoire et confié aux bons soins d'une Société de patronage. L'administration remettra donc une

somme de cent francs, qui représentera une allocation de cinquante centimes pendant deux cents jours. Qui donc subviendra à la dépense nécessaire pour entretenir le libéré pendant les 165 autres jours qui le sépareront encore de sa libération définitive ? Nous ne voyons que deux moyens, son travail ou la charité.

Sans doute il est on ne peut plus juste de retenir au patronné, sur son salaire quotidien, la somme nécessaire à son entretien. Mais s'il n'a pas ce salaire, soit parce qu'il est malade soit parce qu'il ne trouve pas à se placer, à raison de ce qu'il n'est pas fort commode de faire agréer un individu qui sort d'une maison centrale, quelle bourse viendra au secours du patronage ? Il n'y a que celle de la charité qui le puisse faire, et c'est cette obligation dont l'Etat se décharge pour la faire supporter à d'autres que nous taxons d'injustice.

On dira peut-être que l'hypothèse par nous envisagée, ne se réalisera que très rarement, et par conséquent, si tant est que la charité doive intervenir, les secours qu'elle aura à distribuer seront bien modiques. Soit, répondrons-nous, mais alors c'était une raison de plus pour ne pas fixer ce maximum à cent francs puisqu'aucun abus n'était à craindre et que d'autre part, il rendait toujours possible une véritable injustice.

Cependant le législateur ne s'était pas trompé en comptant sur la charité, car il n'est peut-être pas de nation au monde où elle soit aussi vive et produise d'aussi féconds résultats qu'en France. Elle a créé des asiles, des refuges, multiplié les patronages, leurs moyens d'action, même leurs formes, et c'est ainsi qu'à Lyon, la Société géné-

rale patronne une catégorie d'individus qu'elle appelle : « les libérés avant la peine », « c'est-à-dire les mendiants, les vagabonds, qui lui sont confiés par le petit parquet au lieu d'être envoyés en police correctionnelle.

A Paris, on a fait mieux encore peut-être, en étendant l'œuvre de patronage des prévenus acquittés, fondée en 1837 par M. de Metz, établie aujourd'hui rue de Lourcine, où les individus munis de lettres de recommandation des Juges ou des Conseillers, sont hospitalisés pendant trois jours, pendant lesquels ils cherchent du travail ; et en élargissant le patronage des libérés jusqu'à leurs familles, au moyen de secours, ainsi que le fait l'œuvre des femmes libérées de Saint-Lazare.

Faut-il maintenant compter le nombre de Sociétés constituées dans toute la France, en Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, à Bordeaux, Lyon, Marseille, dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Allier, la Nièvre, le Cantal, les Pyrénées ? Nous n'en finirions pas, si nous voulions être complet dans notre énumération, surtout s'il nous fallait ajouter les œuvres accessoires du patronage, telles que l'hospitalité de nuit, etc.

Résumons toute cette œuvre d'un mot, en disant que la France a prouvé par les faits, combien vaines étaient les objections des adversaires du patronage auxquels elle répond chaque jour par sa générosité et l'intérêt qu'elle porte aux malheureux.

En a-t-il été de même à l'étranger ? C'est ce que nous allons examiner.

Angleterre.

L'acte des prisons de 1823 avait décidé que les Juges inspecteurs pourraient accorder aux détenus sans ressources et sur le point d'être libérés, un secours pris sur le fond d'entretien des prisons. En 1862, une loi modifia un peu cette disposition, en décidant que partout où des sociétés de patronage pour les libérés existeraient (il y en avait alors treize), les allocations pécuniaires consenties par les inspecteurs leur seraient remises, à condition qu'elles se feraient reconnaître. La loi sur les prisons de 1877, dans son article 29, consacra la législation de 1862, en y ajoutant une condition, à savoir, que le patronage ou le refuge serait reconnu, au moment de l'attribution du secours (1); de plus, le secrétaire de la Société qui recevait l'allocation devait remettre en échange un reçu contenant l'engagement d'employer cet argent dans l'intérêt du libéré.

Cette innovation constitue une véritable reconnaissance officielle des Sociétés de patronage; elle a été approuvée par la Chambre des Lords le 28 juin 1877. Aussi a-t-elle donné le résultat auquel on pouvait s'attendre : les Sociétés de patronage et de refuge se sont accrues en nombre considérable, de telle sorte qu'en 1887, le Murray's Magazine en comptait 58 (2), et le major Griffiths, dans un article récemment publié, jusqu'à 63 (3).

1. La reconnaissance est faite par les magistrats au cours de leurs sessions trimestrielles, sur simple requête.

2. Septembre 1887.

3. Revue pénitentiaire, mai 1893, page 622.

On peut faire entr'elles une division suivant la classe des libérés dont elles s'occupent : 1° Les unes ont pour objet la protection des convicts libérés telles, que l'œuvre de *Nine Elms* pour les femmes, et la Société royale, dont le siège est à Londres. Cette dernière a été fondée en 1857, sous les auspices de la reine; elle est présidée par le duc de Westminster; dispose d'un budget considérable variant entre 115.000 et 160.000 francs, et patronne soit par elle-même, soit par des correspondants, près des deux tiers des convicts libérés. Les résultats obtenus sont excellents : quatre pour cent seulement de ses protégés tombent en récidive dans l'année de leur libération, alors qu'en France, la proportion est de dix-neuf pour cent; 2° Les autres donnent plus spécialement leurs soins aux anciens détenus des prisons de villes et de comtés, tels que la Société de patronage du Northamptonshire, celle du Cheshire, du comté de Surrey, de Dundee pour l'Ecosse, etc.

Grâce à de louables efforts, bien des comtés qui en 1877, étaient encore dépourvus de Sociétés de patronage, particulièrement dans le Nord et dans l'Est en possèdent aujourd'hui, et l'on peut dire que dans chaque centre pénitentiaire il y en a maintenant au moins une. La Reformatory and Refuge Union, présidée par le prince de Galles et dont la devise est : « *to seek and to save that which was lost* », a entrepris de fonder comme un syndicat de toutes les Sociétés existantes, dans l'espoir qu'elles pourraient s'entr'aider, et susciter peut-être encore, par une action commune d'autres dévouements semblables aux leurs.

Les Sociétés de patronage anglaises sont en général fondées par des juges visiteurs, des aumôniers, directeurs de prison et quelques amis, auxquels viennent s'adjoindre par la suite des souscripteurs. Toutes commencent leur action dans la prison par des visites qu'y font leurs membres. Certaines chargent même un officier de la prison de faire une enquête sur les antécédents, la famille, etc., de chaque prisonnier et surtout aussi sur les moyens d'existence à la libération. Grâce à cette enquête, elles peuvent choisir leurs patronnés. La Société royale a fait davantage encore en distribuant dans les établissements pénitentiaires dont elle s'occupe, une brochure qui a pour but de rappeler aux futurs libérés les grands principes de morale chrétienne qu'elle formule ainsi : « Vous aimerez votre prochain comme vous-même », « Souvenez-vous aussi que la paresse est justement considérée comme la source de tout mal » ; et de préparer le patronage en indiquant aux lecteurs, les hommes qui ont pitié de leur misère morale et sont prêts à la soulager.

La plupart des Sociétés de patronage ont un agent dont le rôle consiste à chercher du travail pour les libérés. Les renseignements donnés par lui sont centralisés par le secrétaire de la Société. Le jour de la libération, les détenus sont conduits par un employé au bureau de la Société ; le secrétaire les interroge et presque toujours trouve immédiatement le travail qui leur convient. On leur remet alors des vêtements, des outils, on leur indique un logement honnête et on les dirige sur la localité où ils doivent se fixer, tantôt vers un port où ils sont embarqués

comme pêcheurs, tantôt vers un village où l'agriculture a besoin d'eux, etc.

Quelques Sociétés ont établi des refuges tels que ceux dont nous avons déjà précédemment parlé ; ainsi, par exemple, le Home de Wakefield, où les libérés sont occupés à tresser des nattes, et la buanderie de Nine Elms où les femmes gagnent un franc 25 centimes par jour.

A côté des refuges, il y a aussi certaines œuvres que l'on appelle les Missions des portes de prisons, établies à Londres, à Dublin, Edimbourg, Bedford, Belfast, Glasgow... Elles ont pour but d'accueillir les libérés au moment même de leur sortie des prisons, en face desquelles elles sont ordinairement installées. Elles leur procurent immédiatement quelque nourriture, et les reconfortantes paroles d'un prédicateur chrétien, qui n'a d'autre mission ; que de s'adresser ainsi, chaque matin, aux détenus libérés.

Les ressources des sociétés de patronage proviennent de souscriptions, ainsi que nous l'avons déjà dit ; mais pour partie seulement, les prélèvements faits par les prisonniers sur leur pécule, et les subventions du Trésor en sont aussi un élément important. D'après le major Griffiths, les sacrifices ne sont pas à regretter, car ils ont trouvé une récompense dans les résultats acquis et c'est à l'extension et aux puissants moyens des sociétés de patronage qu'il faut attribuer la diminution de la criminalité signalée dans de nombreux rapports de police, malgré l'accroissement de la population. Peut-être l'Angleterre aurait-elle à faire des constatations plus consolantes encore, si maintenant qu'elle possède un beau réseau de patronages fortement organisés, elle essayait d'introduire

dans sa législation le corollaire obligé de la libération provisoire pour les condamnés à l'emprisonnement simple, dont la peine est subie dans les prisons du comté.

Nous ne pouvons terminer cet examen des institutions de patronage en Angleterre sans rappeler les noms de John Howard et Mme Elisabeth Fry, qui en ont été les inspirateurs et s'en sont faits les apôtres, non-seulement dans leur patrie, mais encore à travers le monde entier. Leur souvenir est précieusement gardé, et aujourd'hui encore il se perpétue par l'association Howard qui couvre l'Angleterre tout entière de ses vastes rameaux.

Allemagne.

La première fondation du patronage en Allemagne remonte à 1826, époque à laquelle le Rev. Fliedner établit à Dusseldorf, la Société des prisons à l'instar de celle de Newgate. Depuis lors, les institutions de ce genre se sont propagées avec rapidité et aujourd'hui il en existe un grand nombre dans chaque Etat. Ainsi dans le duché de Bade, il y en a une vingtaine qui s'occupent des libérés nés ou établis dans leurs circonscriptions. La Bavière compte onze unions réunies à l'« Union Centrale du patronage des condamnés libérés », installée à Munich. A l'exemple de celle de Munich, d'autres se sont fondées dans les chefs-lieux de cercles. Chacune de ces sociétés est indépendante, administre ses ressources, qui consistent en dons, souscriptions, et de plus à Munich, dans une partie des bénéfices de la Société d'assurances contre l'incendie

de Munich-Aix-la-Chapelle ; elles ont des patrons chargés d'assurer les placements, et des employés chargés d'obtenir des renseignements de police.

A Hambourg, l'Union a été fondée en 1839, par le docteur Binder. Elle est soutenue par des dons, et des subventions du fond de secours des prisons. Elle possède un asile où les libérés sont occupés à des travaux dont ils ne touchent le prix, qu'à condition de payer leur entretien. Depuis 1881, il existe à Hambourg un asile destiné aux femmes, mais seulement pour la nuit.

Dans la province de Hesse-Darmstadt, l'Union a adopté le système anglais des brochures distribuées aux détenus, pour se faire connaître. Le patronage y est essentiellement individuel, puisqu'en général le détenu est recommandé par les soins du comité de son district, à un « surveillant », qui reçoit l'argent et s'occupe de tout le reste.

Dans le duché d'Oldenbourg, c'est le conseil supérieur des Eglises qui est chargé du patronage et les libérés lui sont adressés par l'aumônier de la prison (ordonnance du 6 juin 1857).

En Prusse, il y a des Unions pour le patronage des libérés à Berlin, Brandebourg, Francfort et Postdam. Elles commencent leur action en prison, et ont pour ressources des dons et surtout des souscriptions (1). Il en

1. Une très importante circulaire des Ministres de l'Intérieur et de la Justice de Prusse, datée du 19 juin 1895, relative au patronage, prescrit à tous les fonctionnaires de se conformer désormais à toutes ses dispositions. Elle pose les règles suivantes : 1^o le pécule sera remis à la société de patronage ou à l'autorité de police du lieu où se fixera le libéré ; 2^o le pécule sera d'abord employé en frais de route, puis

est de même dans les provinces de Hanôvre qui en compte cinq, de Hesse-Nassau, de Poméranie, de Posen, de Silésie, de Saxe, etc., et la plupart de ces unions reposent sur des principes chrétiens; aussi en est-il plusieurs qui prennent le nom « d'Union Evangélique. »

La plus remarquable de toutes est celle qui s'étend à la province du Rhin et de Westphalie. Son œuvre commence d'une façon bien efficace dans la prison, par l'entretien des bibliothèques, les visites, les conférences, les classes, etc., et s'étend non seulement aux libérés, mais aux familles des détenus, auxquelles elle distribue des secours, aux filles tombées, aux vagabonds, etc., pour qui elle a fondé des asiles et des refuges, à l'instar de ceux qu'elle possède pour ses libérés à Enger, à Lintorf, à Lippspringe, et à Kaiserswerth, ces derniers étant plus spécialement affectés aux femmes. Cette Société Rhénane-Westphalienne a onze succursales dans les principales villes de la partie de l'Empire à laquelle elles s'étend, Cologne, Goblentz, Clèves, etc.

M. Ketty nous apprend qu'une Société de patronage a été également fondée en Alsace-Lorraine pour procurer

en vêtements, logements, vivres, outils, et au besoin au soutien de la famille du libéré; 3^o dans le cas où le libéré refuserait d'accepter le patronage, le solde qui ne lui aurait pas été remis de la main à la main par le Directeur de la prison restera la propriété de l'administration. Cette dernière mesure mérite quelque attention. Quant à la première, il est curieux d'observer qu'au moment où le Congrès de Paris la posait en principe, le gouvernement prussien la mettait en œuvre.

du travail aux libérés, au besoin leur donner quelques secours, ou faciliter leur émigration.

Ces divers détails qui résument l'étude du D^r Fohring, intitulée « *Coup d'œil sur le patronage en Allemagne* », nous montrent combien les progrès ont été rapides de l'autre côté de la frontière, et à quel développement extraordinaire est arrivé le patronage.

Belgique.

La Belgique présente cette intéressante particularité : alors que dans les autres pays, on propage les institutions de patronage pour les libérés adultes, elle les a complètement délaissées depuis 1870 jusqu'à ces derniers temps. Un arrêté royal de 1835 avait organisé le patronage en Belgique, comme œuvre de charité, dont le fonctionnement serait confié aux commissions administratives des prisons et subsidiairement à des comités ou à des patrons. Mais l'institution ainsi établie ne pouvait pas fonctionner utilement et de fait elle ne donne pas de résultats. Aussi songea-t-on à faire autre chose et un nouvel arrêté royal de 1848, vint-il modifier la situation en décidant que dorénavant le patronage intérieur serait exercé par les commissions administratives, et le patronage extérieur par des comités à établir dans chaque canton judiciaire. Désormais l'institution devenait officielle et c'est ce qui explique qu'elle n'a pas réussi. Les commissions administratives ont en effet, continué à s'occuper des devoirs qui leur incombaient autrefois dans l'administration des

prisons, sans plus s'inquiéter des prisonniers, sans se soucier de leur amélioration et de leur amendement. Aussi dès qu'on parlait aux détenus de patronage, le repoussaient-ils avec énergie ; car exercé par une commission officielle il ne leur paraissait autre qu'une nouvelle forme de la surveillance de police.

Cependant la récidive augmentait dans les proportions effroyables, aussi l'illustre M. le Jeune, dont nous applaudissions au Congrès de Paris, la mâle et entraînante éloquence, jeta-t-il le cri d'alarme, dans le magistral discours qu'il prononçait à Verviers il y a quelques mois. Après avoir déclaré qu'en 1840 les tribunaux jugeaient 48.333 individus, 147.795 en 1880, 175.113 en 1890 et 216.946 en 1891 ; le grand orateur s'écriait : « Serons-nous à 400.000 en 1900 ? Voilà la question ». Ces paroles firent passer comme un frisson de terreur dans toute la Belgique et à l'heure actuelle des sociétés des patronages destinées à conjurer le péril menaçant s'élèvent de tous côtés. A Verviers plus spécialement un comité fondé en 1889, s'est depuis une année environ prodigieusement développé, au point d'avoir assisté, en 1893 et en 1894, 815 condamnés et vagabonds, qu'il a d'abord visités en prison, avant de leur procurer à leur libération, du travail ou le rapatriement.

Hollande.

La Hollande a été plus circonspecte dans l'organisation du patronage en le laissant aux soins de l'initiative pri-

vée. La société Néerlandaise pour l'amélioration morale des détenus, dont nous avons déjà cité le nom, est en effet composée de membres libres payant une cotisation annuelle de 5 francs 50 centimes. Elle est divisée en autant de sections que de tribunaux, jouissant de leur autonomie et s'occupant des libérés domiciliés dans les communes de leur circonscription. La Société est en excellents rapports avec les commissions administratives des prisons, qui, quatre fois par an, lui adressent la liste des détenus libérables dans les trois mois, avec mention de la commune où ils comptent se retirer. La Société envoie à chacune de ces sections, les noms qui l'intéressent, et c'est ainsi que les libérés sont mis en rapport avec le patronage.

Les moyens d'assistance employés sont la distribution des vêtements, des bons de nourriture, des outils et souvent des secours en argent, jusqu'à concurrence de vingt-cinq florins, mais avec ce caractère tout particulier qu'ils sont considérés comme une avance à la restitution de laquelle le libéré est tenu. Parfois même, la Société procure aux libérés le moyen de s'expatrier et de gagner l'Amérique.

Danemark.

C'est en 1842, que fut fondée à Copenhague la Société pour le patronage des détenus libérés. Elle avait pour but de visiter les détenus dans leur prison et de s'occuper de leur moralisation, aussi bien que de leur procurer un pla-

cement et du travail après leur libération. Depuis lors, quatre autres Sociétés se sont fondées, dont les trois plus importantes, celle de Horsens en 1859, celle de Viborg et de Vridolesville en 1860.

Certaines ont établi des refuges pour les femmes, à cause de la plus grande difficulté qu'elles ont à se trouver du travail. La plupart des patronnées sont placées comme domestiques. Pour les hommes, au contraire, toutes pratiquent le patronage individuel et distribuent quelquefois des secours en argent, mais plus souvent des vêtements, des outils, etc. Quelques-unes paient même entièrement les frais d'émigration.

Les ressources des Sociétés de patronage proviennent de cotisations, subventions des municipalités, dons et legs, revenus des biens qui en sont l'objet, allocations de l'État, de certains tribunaux, des caisses d'épargne, etc.

L'argent ne manque pas, et grâce à leurs moyens pécuniaires, les Sociétés patronnent chaque année, au dire de M. Struckenberg, les 64 0/0 des libérés, non compris ceux auxquels elles accordent des secours passagers. C'est cette proportion énorme qui explique que les récidives n'excèdent guère 15 0/0, si l'on en juge par les chiffres donnés par M. Struckenberg (1) desquels il résulte que sur :

2065 libérés sortit de Vridloesville, il y a eu seulement 247 récidiv. en 1880.

112	»	Copenhague,	»	22	»
779	»	Viborg,	»	194	»
473	»	Norsens,	»	69	»

1. Rapport présenté au Congrès de Stockolm, page 10.

Suède.

Dans son livre « *Des peines et des prisons* », Oscar I^{er} a posé le principe que c'est un devoir pour les citoyens de tendre une main secourable aux libérés.

Aussi, des Sociétés de patronage se sont-elles fondées dans tout le royaume. Il y a pour le moment vingt Sociétés de patronage provinciales groupées par une société centrale fondée par M. Almquist en 1879 et soumise à l'administration générale des prisons.

Il existe à Stockholm deux asiles pour les femmes libérées. Dans l'un qui est entretenu aux frais de la Reine, les pensionnaires reçoivent pendant un an, l'enseignement professionnel pour être placées ensuite.

Parfois le patronage est exercé par l'Etat, en ce sens qu'il donne à ses frais, des vêtements et les moyens de retourner dans leur pays, aux libérés privés de pécule. C'est là de la pure charité, et à condition d'établir un contrôle qui est des plus simples et ne réclame que de la probité de la part de l'agent qui l'exerce, on peut employer pour la faire, le système officiel que nous venons de rappeler.

Russie.

C'est en 1819, que fut fondée par l'Etat, la Société protectrice des prisons, dont le caractère privé cependant est incontesté. En 1855, le gouvernement lui donna la di-

rection supérieure des prisons, elle fut alors incorporée au Ministère de l'Intérieur.

Mais cette société, ainsi que son nom l'indique, ne s'occupait que des détenus. Pour les libérés il n'existait aucune œuvre spéciale, si ce n'est le refuge de Saint-Petersbourg, fondé en 1819, pour les hommes, et celui de Moscou en 1847, par un particulier, M. Ketscher. En 1875, un syndicat de dames nobles ouvrit à Saint Pétersbourg, un asile pour les femmes libérées. Les administrations de ces établissements font leurs efforts pour procurer du travail à leurs pensionnaires.

En Finlande, le patronage est mieux organisé que dans tout autre partie du Grand Empire. C'est ainsi qu'une Société des prisons fut créée en 1870, à Helsingfors, sur le modèle de la Société Rhénane-Westphalienne, dont nous avons déjà parlé. Les libérés sont, par ses soins, placés dans des familles, moyennant une certaine indemnité ou hospitalisés dans des refuges, en attendant du travail.

Autriche-Hongrie.

Il existe des Sociétés de patronage, à Gratz, à Inspruck, Prague, Lemberg, Buda-Pesth, etc., et surtout à Vienne, où la « Société Viennoise de patronage pour les détenus libérés, » secourt également les familles des condamnés et accorde des primes en argent aux patrons qui procurent de l'ouvrage à ses protégés.

La Société de Buda-Pesth est remarquable par l'extension qu'elle a donnée à ses efforts. Elle les multiplie jusque

dans la prison où elle emploie tous les moyens pour répandre l'instruction parmi les détenus.

Galicie.

Le congrès de Paris (Juillet 1895) a produit parmi nombre d'autres résultats très utiles des relations entre personnes de nationalités différentes, poursuivant le même but, dirigeant leurs efforts vers un idéal commun de salubrité sociale, et se comprenant toujours quoi qu'étrangères les unes aux autres, parce qu'elles parlaient toutes le même langage du cœur et de la charité.

C'est ainsi que nous avons appris de M. l'Abbé Korzeniowsky lui-même, combien était prospère l'œuvre du patronage, dont il est le directeur en Galicie. Le siège principal du comité, composé d'hommes et de dames, se trouve à Limberg et déjà quatre grandes « filiales » ont été établies à Stanislasnow, Sanok, Parnapole, et Kolo-myja. Chaque semaine les prisonniers et les détenues (confiées à la garde des sœurs de Saint Vincent de Paul) sont visités par le comité, de telle sorte qu'à leur sortie, il peut protéger efficacement les libérés qui sollicitent son appui et les placer, soit chez des cultivateurs, des ouvriers ou des bourgeois.

En 1894 la Société a secouru 856 libérés dont 76 femmes, auxquels elle a distribué 25.536 francs, tant en récompenses de leur travail en prison (et c'est la plus grosse part 23. 262 fr.) que pour assistance immédiate lors de la libération.

A l'heure actuelle, l'œuvre est en pleine prospérité puisque son capital social s'élève à la somme extraordinaire de 64. 207 francs et qu'elle compte 285 bienfaiteurs et tuteurs.

Suisse.

Tous les cantons ne possèdent pas de Société de patronage.

Dans celui de Soleure la police en tient lieu ; dans la plupart des autres, la Société d'utilité générale en fait fonction, comme à Berne. Enfin, il existe de véritables sociétés de patronage à Zurich, qui compte onze comités reliés entr'eux par une Société centrale ; dans le canton de Glaris, où la Société de patronage se confond avec la commission administrative ; dans le canton de Saint-Gall, où le patronage est obligatoire pendant trois mois au moins et trois ans au plus ; dans le canton de Vaud ; dans celui de Bâle, à Neuchâtel, où l'institution est née lors de l'inauguration du grand Pénitencier en 1871 (1) ; enfin dans l'Etat de Genève qui, dès 1818, accordait au comité dit de « surveillance morale », l'autorisation de s'occuper dans l'intérieur des prisons, de la moralisation des détenus, et en 1825, lui confiait le patronage des détenus libérés.

1. On signale dans le canton de Neuchâtel un exemple remarquable de l'utilité et de l'efficacité du patronage. En 1870 la proportion des récidivistes au nombre des libérés était de 75 0/0. Aujourd'hui elle est réduite à 4 0/0.

De plus il y a en Suisse des colonies agricoles, destinées à recueillir provisoirement, à la fois les libérés qui veulent sérieusement revenir au bien et les honnêtes gens victimes du chômage. Les principales sont celles de Tanneuhof (Berne) et Herdern (Thurgovie). Cette dernière fondée en 1895, compte 200 arpents, a coûté 226.000 francs et pourra recevoir 100 colons.

Italie.

Les premières sociétés de patronage fondées en Italie furent en 1844 celle de Florence et en 1845 celle de Milan.

Après l'unification de l'Italie, le gouvernement pratiqua lui-même le patronage, sur toute l'étendue de la Péninsule, en envoyant à ses frais le pécule des libérés aux autorités de la commune où ceux-ci se fixaient, ou bien en fournissant des vêtements, ou même en acquittant les frais de voyage nécessaires pour retourner dans leur pays. C'est au mois de mai 1876, que l'Etat, pour encourager la fondation des Sociétés de patronage, en établit lui-même quelques-unes. Aujourd'hui il en existe au moins une quarantaine qui doivent vivre de leurs propres ressources (cotisations, dons, etc.), sans que le Trésor leur accorde aucune subvention. Par contre, le gouvernement leur laisse entière liberté d'action, pourvu qu'elles se soumettent aux règlements intérieurs des prisons.

Le patronage pratiqué est individuel; parfois même, mais assez rarement, l'Etat y contribue encore par des

distributions de vêtements aux libérés les plus pauvres.

M. Beltrani Scaglia, à qui nous empruntons ces détails, dans le *Bulletin de la commission pénitentiaire internationale de 1877*, ne semble pas avoir grande confiance dans l'organisation actuelle du patronage en Italie.

Espagne.

On sait combien, en Espagne, l'œuvre qui nous intéresse est en retard. C'est en 1878, seulement, qu'une Société, à l'instar de notre Société générale des Prisons, a été fondée à Barcelone, dans le but de hâter les réformes pénitentiaires et de s'occuper des détenus libérés, par l'intermédiaire de Comités, et de sous-comités, dont elle a couvert l'Espagne. Cette œuvre était d'autant plus urgente, que le libéré doit être porteur d'un passeport, sur lequel la peine qu'il a subie est indiquée, ce qui rend le placement impossible, et le nombre des récidivistes considérable.

États-Unis.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à mentionner ce que les Américains ont fait, pour avoir terminé la liste des nations où le patronage est établi.

C'est à l'année 1775, que remonte l'origine du patronage aux États-Unis. A cette époque, en effet, un riche commerçant de Philadelphie, Richard Wistor, voisin de la prison s'émut de la situation lamentable qui était faite

aux détenus et dès 1776, fonda la « Société de Philadelphie pour le soulagement des misérables prisonniers. » Quelques mois après, l'envahissement des armées anglaises et la guerre de l'Indépendance suspendirent sa marche et c'est en 1787 seulement, qu'elle reprit ses fonctions, sous le titre nouveau de « Société de Philadelphie pour soulager les misères des prisons publiques. » Depuis lors, elle n'a cessé de prospérer et dans l'un des derniers comptes-rendus publiés nous constatons qu'en une année, elle a fourni des chaussures et des vêtements à 216 libérés sur 239, elle a assuré le rapatriement de tous ceux qui l'ont sollicité, et fait des avances à ceux qui ont trouvé du travail sans quitter la ville.

Les efforts de la Société de Philadelphie, ne sont pas restés sans imitateurs, et il existait en 1880, treize « Associations d'Etats pour aider les prisonniers adultes libérés. » Mais chose remarquable ! ces Sociétés ne se bornent pas au patronage ; elles étudient encore et réclament les réformes qui leur paraissent nécessaires. De plus, et c'est là peut-être leur œuvre la plus importante, elles ont toutes un agent qui est chargé d'examiner les faits reprochés aux personnes envoyées en détention préventive et de demander, s'il y a lieu, soit la mise en liberté, soit le retrait des plaintes. M. Wines compte qu'en vingt ans, l'agent de la Société Philadelphique a fait économiser deux millions de dollars aux contribuables, en obtenant que 35,000 personnes fussent relâchées.

C'est dans l'Etat de New-York, que le patronage est le plus complètement organisé à l'heure actuelle, car chacun de ses soixante-sept comités est pourvu de comités

reliés au Comité central. L'association de New-York a, de plus, obtenu la coopération de plusieurs centaines de patrons et employés, appartenant aux industries les plus diverses, pour occuper les libérés.

Les sociétés de prisons de Californie, du Massachussets et du Maryland méritent une mention particulière. Cette dernière déploie une activité incroyable, et c'est ainsi que le Compte-rendu de 1885, l'un des derniers publiés, établit que 589 prisonniers ont reçu des chaussures, des vêtements ou des outils; que 216 ont été rapatriés, 427 logés et nourris, 117 placés, et qu'enfin, les revenus de la société s'élèvent à 30,000 dollars.

Ce dernier chiffre suffit à montrer que les « Sociétés à l'aide des prisonniers libérés », peuvent voler de leurs propres ailes, et qu'elles n'ont nul besoin des légères subventions que parfois les Législatures accordent cependant.

Tel est, dans le monde civilisé, l'état des institutions de patronage à l'heure actuelle. Sans doute, toutes les nations n'en sont point encore pourvues, mais au moins pouvons-nous dire qu'elles se rencontrent chez les peuples où la réforme pénitentiaire a fait les plus grands progrès (1).

1. Il y a des pays où le patronage n'existera jamais, parce qu'il y serait superflu, par exemple au Monténégro. M. A. Rivière dans une intéressante communication à la *Revue pénitentiaire*, nous apprend en effet que la prison ne déshonore le Monténégrin qui l'a subie et qu'à sa libération il est reçu à bras ouverts par sa famille. Singulière aberration!

Ceux-là du moins ont bien compris qu'il était plus facile d'emprisonner un coupable que de le rendre à la liberté; et qu'il fallait chercher dans une surveillance quasi paternelle, dans les dévouements inspirés par la Charité : « le remède qui complète l'œuvre de la Rédemption du condamné » (1), dans le patronage, en un mot, suivant la belle expression de M. Jules Simon, le plus puissant moyen de sauver les âmes déchues, de les guérir et de les ressusciter.

1. Duhamel. Discours de rentrée. Douai, 1885.

CHAPITRE VI

DE LA RÉHABILITATION.

Les derniers mots du grand orateur que nous venons de citer résument à merveille le rôle des sociétés de patronage. Mais pour guérir les âmes et les ressusciter, n'est-il pas, avant tout, nécessaire d'effacer jusqu'au souvenir des fautes qu'elles ont expiées ? Il ne faut pas, en effet, que personne puisse le rappeler en risquant d'empoisonner les jours de bonheur et de paix reconquis par le repentir et le retour définitif au bien ; il importe, au contraire, de l'ensevelir dans l'oubli, et c'est là le but de la réhabilitation.

La réhabilitation est un élément si nécessaire de la civilisation, au point de vue du droit Pénal, qu'elle a reçu le consentement universel, en prenant place dans toutes les législations anciennes. En Grèce, les individus frappés d'infamie ne pouvaient être réhabilités que par le peuple réuni dans une assemblée d'au moins six mille personnes. Il en allait de même à Rome, sous la République, où les comices étaient encore le Juge souverain. Sous l'Empire, la réhabilitation devint une prérogative impériale : le prince put pardonner simplement en usant du droit de grâce, ou même rendre au condamné ses capacités civiles perdues : c'était alors la *restitutio in integrum*.

En France, dès le XII^e siècle, les légistes posèrent le

principe suivant, établi sur le Droit Romain impérial :
« Le droit de grâce n'appartient qu'au prince, et si quelqu'autre l'exerce, ce n'est que par délégation » (1).

Il ne faut pas croire, néanmoins, que la réhabilitation se confondait absolument avec la grâce, bien qu'émanant l'une et l'autre du même pouvoir, car les rois n'accordaient pas la première sans condition, et c'est ainsi que dès 1670, il était nécessaire pour l'obtenir d'avoir satisfait à la peine, acquitté l'amende et payé les parties civiles.

Cependant, ce n'est guère qu'en 1791, que la réhabilitation fut bien nettement distinguée de la grâce, lorsque celle-ci ayant été abolie par la Constituante, il devint nécessaire de changer le caractère de celle-là, si on voulait la conserver. Aussi, le législateur révolutionnaire, admirateur à outrance et imitateur souvent sans succès de l'antiquité, se souvint-il de la République athénienne et créa-t-il le baptême civique, dont la publicité de l'audience était un des éléments essentiels. Ce pouvait être imposant, mais ce n'était guère pratique. La cérémonie avait lieu devant un Tribunal qui se bornait à enregistrer, suivant la remarque de M. Lair, le vœu qu'émettaient devant lui, « au nom du pays », les officiers municipaux, en demandant que « la tache du crime soit effacée ». L'ordonnance que rendait alors le Président, valait réhabilitation.

En entourant ainsi la réhabilitation de solennité, et « comme d'une certaine pompe », la Constituante croyait en relever le caractère et « la rendre plus féconde », dit

1. Lair. *De la réhabilitation*.

M. Lair en citant M. Bonneville de Marsangy (1). Elle se trompait, car le vrai repentir a une pudeur qui craint la publicité. C'est là un principe que le Législateur n'aurait jamais dû perdre de vue, et dont l'oubli a été pour lui, en 1808, en 1852, comme en 1791, la cause d'une œuvre sans utilité.

Tel est bien en effet, le reproche que l'on peut adresser au Code d'Instruction criminelle modifié par la loi des 3 et 6 juillet 1852. L'article 624 du Code d'Instruction criminelle, d'accord avec l'article 620 de cette loi édictait la procédure suivante « Le Procureur Impérial provoque par l'intermédiaire du sous-préfet des attestations délibérées par les conseils municipaux des communes, où le condamné a résidé, faisant connaître : 1° La durée de la résidence dans chaque commune, avec l'indication du jour où elle a commencé et de celui où elle a fini ; 2° Sa conduite pendant son séjour ; 3° Les moyens d'existence pendant le même temps. Le Procureur Impérial prend en outre l'avis du maire des communes et du juge de paix des cantons où le condamné a résidé, ainsi que celui du sous-préfet de l'arrondissement. »

On voit par la simple lecture de cet article, quelles formalités absolument inabordables, le demandeur en réhabilitation avait autrefois à remplir, et à quelle publicité désolante il était obligé de livrer sa vie tout entière.

Les conseils municipaux de toutes les communes où il avait résidé, depuis le jour de sa libération devaient être saisis de sa conduite, et il suffit de savoir ce que sont

1. V. *Inst. compl. du Régime pénitentiaire.*

dans les villages et les petites villes les séances des conseils municipaux surtout depuis que l'article 54 de la Loi municipale du 5 avril 1884, les a rendues publiques, pour se faire une idée du préjudice moral que les exigences législatives ne pouvaient manquer de causer à la réputation de l'ancien condamné. Beaucoup de ses concitoyens ignoraient la flétrissure dont il avait été l'objet ; sa probité étant connue, sa conduite d'une absolue régularité, il passait pour un honnête homme ; mais à partir de ce jour, le mystère qui l'abritait est révélé, on le montre au doigt, on le repousse comme indigne de la société des humains.

Encore si au prix de ces humiliations, il était bien assuré d'obtenir l'attestation qu'il sollicite. Mais il n'en est rien car la justice n'inspire pas toujours les assemblées élues qui, dans les petits pays où l'on se connaît mieux, où la lutte des partis est plus chaude, plus personnelle, et plus rancunière, se laissent trop facilement guider par de mesquines considérations de personnes. Aussi le postulant pouvait-il se voir refuser ce à quoi il avait cependant bien droit.

Et ce n'est pas tout. L'ancien article 625 prescrivait l'insertion de la demande en réhabilitation, dans le journal judiciaire de la cour appelée à statuer et de celle qui avait prononcé la condamnation. Véritablement, cette prescription dépassait toutes mesures. Certainement, il était inutile de supprimer l'ancienne procédure devant les comices pour la remplacer par les mesures que nous venons d'exposer.

Ces formalités remplies, et quand une fois de plus le

Procureur général avait passé sa vie tout entière au crible de la Justice, il lui fallait subir encore le rapport du ministre et attendre la décision du chef de l'Etat qui, aux termes de l'article 631, avait seul pouvoir pour statuer ; la cour, d'après l'article 624, n'ayant qu'un avis à émettre ; ce qui faisait dire justement que c'était là le régime du bon plaisir, puisque, malgré un avis favorable de la justice, le pouvoir exécutif restait libre d'obéir à ses seules inspirations. Qui donc, après toutes ces formalités, pouvait ignorer les moindres détails sur l'existence de cet ancien condamné, se faisant à lui-même plus de tort, par sa demande en sa réhabilitation, qu'en restant toujours sous le poids de sa faute.

La procédure que nous venons de décrire pouvait se résumer dans ces mots : étalage public de sa honte par celui-là même que, dans quelques jours, le pouvoir exécutif allait proclamer à jamais honorable. Quelle ironie ! Aussi la statistique est-elle assez édifiante. De 1848, époque à laquelle un décret avait concentré entre les mains du Ministre de la Justice, toutes les attributions nécessaires pour ordonner la réhabilitation, sur simple certificat des Maires et des Sous-Préfets, jusqu'en 1852, la moyenne des réhabilitations s'élevait à 82 par an. Après le 6 juillet 1852, date de la funeste loi, elle est tombée à 55 ; et pour l'année 1856, on n'en comptait plus que 49, alors que le chiffre des récidivistes atteignait 40.345. L'ancienne législation avait, on le voit, un grave inconvénient que

1. Comptes annuels de la justice criminelle au paragraphe Réhabilitation.

nous venons de signaler ; mais ce n'était pas le seul.

L'article 621, en effet, exigeait que le condamné à une peine afflictive et infamante ait résidé dans le même arrondissement depuis cinq ans, et pendant les deux dernières années, dans la même commune. Quant au condamné à une peine correctionnelle, il devait avoir résidé dans le même arrondissement depuis trois années, et pendant les deux dernières dans la même commune. Nous trouvons ces exigences tout à fait légitimes, car pour bien apprécier la conduite du condamné, il est nécessaire de la pouvoir juger sur un certain espace de temps. Cependant, elles devenaient injustes pour deux catégories de personnes : les militaires d'une part, et les individus que leur profession oblige à des déplacements incessants : les employés de chemins de fer, les commis-voyageurs : les terrassiers, les carriers, etc..., d'autre part. Ces individus, après avoir mené une conduite exemplaire pendant tout le temps prescrit, se voyaient refuser la réhabilitation, parce qu'au lieu de résider deux ans dans la même commune, et deux ou trois ans dans le même arrondissement, ils avaient été obligés de se déplacer pour gagner leur vie, ou servir la Patrie. C'était injuste. Nous verrons plus loin comment le législateur de 1885 a porté remède à ces divers inconvénients. Constatons encore en passant que l'article 620 du code d'Institution Criminelle qui fixe à cinq ans après la libération, le délai nécessaire pour pouvoir introduire la demande en réhabilitation, ne parle nullement de celui qui sera imposé à un condamné à une simple amende. Cet oubli peut s'expliquer, si l'on pense que le législateur avait surtout en vue d'effacer par la réhabilitation,

la marque d'infamie inhérente à une condamnation à l'emprisonnement, et les incapacités qui en résultent. Cependant, le législateur de 1885 aurait pu le réparer en déterminant un certain laps de temps, pendant lequel l'individu condamné à une amende ne pouvait porter sa demande en réhabilitation devant la Justice. Ce laps de temps aurait pu avoir pour point de départ, le jour où la condamnation est devenue définitive, ainsi que cela avait déjà eu lieu pour les condamnés à la dégradation civique ou à la surveillance de la haute police.

Il nous faut encore faire une dernière remarque : l'article 623 du Code d'Instruction criminelle exige de la part du demandeur en réhabilitation, la justification du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages et intérêts, ou bien la preuve qu'il en a été fait remise. La remise dont il est ici question ne s'applique qu'à l'amende, dont le condamné peut en effet être dispensé par la grâce, et aux dommages-intérêts auxquels la partie civile peut toujours renoncer, mais nullement aux frais de justice, dont le Trésor ne tient jamais quitte. Il s'ensuit que pour celui qui n'a pas moyen de les payer, il faut subir la contrainte par corps, s'il veut obtenir la réhabilitation. Cette exigence légale nous paraît constituer, entre le pauvre et le riche, une certaine inégalité qu'il était utile de faire disparaître.

Tels étaient les inconvénients de l'ancienne législation. Voyons comment la Loi de 1885 a essayé de les supprimer.

Cette loi décide : 1^o que les militaires et personnes, que leur profession oblige à des déplacements inconciliables

avec une résidence fixe seront dispensés des obligations d'habitation permanente pendant trois ou cinq ans dans le même arrondissement, et pendant deux ans dans la même commune, imposées par l'article 621 § 1 et 2 ; à condition qu'elles puissent produire des certificats émanant des chefs de corps, ou des patrons ou des chefs d'administration, contenant la mention expresse, conformément à l'article 624, qu'ils ont été délivrés pour servir à l'appréciation de la demande en réhabilitation, et faisant connaître le temps passé sous leurs ordres, la conduite, les moyens d'existence pendant ce temps. Telle est la matière du paragraphe 3 du même article 621.

2° Que désormais pour les anciens condamnés ayant rempli les conditions de résidence, la délibération des conseils municipaux ne sera plus nécessaire et que le procureur de la République n'aura plus à provoquer que les attestations des maires des communes de leur résidence faisant connaître : la durée de la résidence dans chaque commune, la conduite, les moyens d'existence et les avis des juges de paix des cantons et des sous-préfets des arrondissements où ils auront habité. Cette innovation considérable qui supprime dans la mesure du possible, la publicité dont nous avons fait si grand grief au code d'instruction criminelle, est l'objet du nouvel article 624.

3° Que la Cour pourra dans le cas où le demandeur justifiera de l'impossibilité d'acquitter les frais de justice passer outre à la réhabilitation ; c'est ce qu'exprime formellement le paragraphe 4 du nouvel article 623. Cet article a de plus ajouté deux dispositions intéressantes,

à l'ancien texte : l'une concerne les condamnations solidaires, l'autre touche à la prescription. On sait que les auteurs du même délit, s'ils sont reconnus coupables et condamnés, sont tenus solidairement aux amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais (art. 56 du Code pénal). Selon la rigueur des principes, celui d'entr'eux qui demande sa réhabilitation et à qui la loi impose la preuve du paiement par lui des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts qui lui incombent, devrait apporter la justification du paiement de la somme totale que représentent ces trois éléments. De telle sorte que si ses codébiteurs ne pouvaient payer, il serait tenu d'acquitter lui-même la dette tout entière. Le législateur de 1885, a pensé que si cette conséquence découlait logiquement des principes du droit civil, elle était cependant trop rigoureuse, aussi a-t-il décidé que : « en cas de condamnation solidaire, la Cour fixerait la part des frais de justice, des dommages-intérêts et du passif (en cas de banqueroute) qui doit être payée par le demandeur » (art. 623 § 5).

La seconde disposition nouvelle introduite dans l'article qui nous occupe tient dans ces quelques mots du premier paragraphe : « Sauf le cas de prescription ».

Avant la loi de 1885, en effet, l'indigence du demandeur en réhabilitation, qui prétend ne pouvoir s'acquitter de l'amende et autres frais accessoires pécuniaires, devait être appréciée au jour de la demande, en examinant le temps écoulé depuis la condamnation jusqu'à ce jour. Le législateur a pensé qu'il n'en devrait plus être ainsi désormais, et a décidé qu'il suffirait pour le demandeur de jus-

tifier de sa pauvreté dans le passé, au jour où la prescription de la peine aurait été accomplie. Cela résulte en effet du premier alinéa de l'article 623 qui dispose que le demandeur doit, *sauf le cas de prescription*, justifier du paiement... Cette modification a été apportée à l'ancien texte du code d'Instruction criminelle, à la séance de la Chambre du 18 mai 1885, sur la proposition de M. Mozerou.

Ils se comprend à merveille pour les frais de justice et l'amende, car en matière criminelle, la prescription est d'ordre public ; mais il n'en est pas de même en ce qui touche les dommages et intérêts. La dette, en effet, est sur ce dernier point, purement civile, et par suite la prescription qui en libère n'en laisse pas moins subsister une obligation naturelle. Pourquoi donc enlever à une partie civile, à qui peut-être les moyens d'exécution n'ont manqué que par suite de l'habileté ou de la ruse de son adversaire, la dernière chance d'être payée, que pouvait lui ménager encore le désir de la part de celui-ci, de montrer à la cour, sa bonne volonté complète, le regret absolu du passé, par l'acquiescement d'une seule obligation de conscience. Il y a eu là, croyons-nous, un excès d'indulgence et de logique, qui produira parfois des résultats tout à fait inacceptables ; par exemple dans l'hypothèse où après la prescription l'ancien condamné, le demandeur en réhabilitation d'aujourd'hui, sera par suite d'une circonstance quelconque, devenu riche.

Mentionnons enfin le cas prévu par la loi, dans le dernier paragraphe de notre article : « Si la partie lésée ne peut être retrouvée ou si elle refuse de recevoir, il est

fait dépôt à la caisse des consignations, dans la forme des articles 812 et suivants du Code de procédure civile ; si la partie ne se présente pas dans un délai de cinq ans, pour se faire attribuer la somme consignée, cette somme est restituée au déposant sur sa simple demande ».

4^o La loi de 1885 décide enfin que le régime dit du bon plaisir cessera désormais, et qu'au lieu et place du pouvoir exécutif, la justice, la cour statuera sur la demande même en réhabilitation, au lieu de se contenter comme autrefois, d'émettre un simple avis.

Cette modification est peut-être la plus grave, car elle change beaucoup la procédure et le caractère de la réhabilitation. Dorénavant, le demandeur devra être convoqué devant la cour qui entendra, non plus seulement comme jadis le procureur général, mais aussi la partie ou son avocat (art. 628 nouveau). Le débat sera donc contradictoire.

La Chambre des députés avait, dans sa séance du 10 mai 1885, adopté un amendement tendant à ce que contrairement aux règles adoptées pour la Chambre des mises en accusation, l'arrêt fut rendu publiquement. Mais le Sénat s'y est refusé et a laissé subsister le huis-clos pour la réhabilitation comme pour les renvois. Ce n'est pas, croyons-nous, sans quelque bonne raison. Il est facile, en effet, de comprendre quel tort, un arrêt portant refus de réhabilitation aurait pu causer à celui contre qui il aurait été rendu. La publicité de l'arrêt aurait détruit l'œuvre de l'article 624, en livrant à la curiosité publique ce que le législateur a justement voulu lui enlever.

Voilà ce que nous avons à dire sur la procédure.

Quant au caractère nouveau de la réhabilitation, il tient dans ces mots du premier paragraphe de l'article 624 : « Elle efface la condamnation ».

L'ancien texte était ainsi conçu : « La réhabilitation fait cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation. » Cet effet subsiste encore à l'heure actuelle, mais il s'est en quelque sorte élargi pour s'étendre non plus seulement à l'avenir, mais dans le passé, jusqu'à la condamnation elle-même qu'il fait disparaître, au point qu'elle ne doit plus désormais figurer sur les extraits du casier judiciaire délivrés aux parties, sur les bulletins n° 2 (art. 633). Quant aux bulletins n° 1 ils porteront mention de la réhabilitation (1).

La réhabilitation se distingue bien nettement, par ce caractère, de la grâce et de l'amnistie. La grâce en effet laisse subsister le crime et le jugement, et pour employer une expression qui nous paraît bien juste, elle n'agit que sur la peine ; l'amnistie supprime même la faute première et par conséquent tout ce qui l'a suivie ; la réhabilitation au contraire ne porte pas atteinte au fait, ni à la peine, puisqu'elle la suppose accomplie, mais se borne à effacer la décision qui l'a prononcée. La conséquence en est facile à déduire, et nous la trouvons inscrite dans l'article 5 de la loi du 27 mai 1885, qui déclare que : « Les condamnations qui auront fait l'objet de grâce, commutation ou réduction de peines, seront néanmoins

1. Déjà M. Dufaure avait décidé qu'il en serait ainsi dans sa circulaire du 24 août 1876.

comptées en vue de la relégation, ne le seront pas celles qui auront été effacées par la réhabilitation ». D'une façon plus générale et aussi exacte nous pouvons dire : Le juge ne devra pas tenir compte pour appliquer les peines de la récidive des condamnations effacées par la réhabilitation.

La logique voulait qu'il en soit ainsi, et cependant, devant le Sénat, M. Humbert refusait d'accepter ce résultat, pour cette raison que la réhabilitation n'est pas faite pour les indignes, et qu'il serait au moins extraordinaire qu'une mesure de clémence put profiter à ceux qui, loin de la reconnaître par leur bonne conduite à l'avenir, semblent s'en moquer en réitérant leurs fautes. M. Béranger répondit, en s'abritant derrière les lois du raisonnement qui le voulaient ainsi, et en faisant remarquer, que le casier judiciaire délivré aux magistrats portant mention de la réhabilitation, il leur serait facile de prendre en considération l'indignité du prévenu pour le châtier plus sévèrement. D'ailleurs était-il bien juste de parler dans le cas qui nous occupe, d'indignité, étant donné qu'en France, la récidive, avant la loi du 26 mars 1891, était générale? Nous renvoyons, sur ce point, aux explications que nous avons déjà données à propos de la récidive du Code Pénal.

Puisque nous prononçons le mot de récidive, ajoutons en terminant, que la loi de 1885 a encore apporté une modification au Code d'Instruction criminelle, en permettant aux récidivistes d'obtenir, eux aussi, la réhabilitation, ce qui leur était impossible sous l'empire de l'ancien article 634, dont le texte était ainsi libellé : « Aucun individ

condamné pour crime, qui aura commis un second crime et subi une nouvelle condamnation à une peine afflictive ou infamante, ne sera pas admis à la réhabilitation. Le condamné qui, après avoir obtenu la réhabilitation, aura encouru une nouvelle condamnation, ne sera pas admis au bénéfice des dispositions qui précèdent. »

La première partie de cette citation envisage le cas d'un individu qui, ayant encouru plusieurs condamnations, sollicite sa réhabilitation, et décide qu'il ne pourra l'obtenir, si deux de ces condamnations ont prononcé une peine afflictive et infamante. La seconde suppose une personne ayant déjà une fois obtenu la réhabilitation. Quelle que soit la nouvelle condamnation encourue elle ne pourra plus la solliciter à nouveau.

La loi de 1885 a décidé que dans l'une et l'autre hypothèse, la réhabilitation était encore possible, mais à certaines conditions qui se justifient sans commentaires et d'elles-mêmes à la simple lecture. « Les individus (dit le nouvel art. 634 § 3) qui sont en état de récidive légale, ceux qui après avoir obtenu la réhabilitation, auront encouru une nouvelle condamnation, ne seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, qu'après un délai de dix ans écoulés depuis leur libération. Néanmoins, les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et les réhabilités qui n'auront encouru qu'une condamnation à une peine correctionnelle, seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, après un délai de six années après leur libération. » Le dernier paragraphe a été voté sur la proposition de la commission, alors que le Sénat voulait obliger tous les récidivistes à

une longue épreuve de dix ans. Quoi qu'il en soit, ces deux dernières dispositions constituent véritablement un encouragement au bien pour les plus coupables. Et la réhabilitation n'est-elle pas aussi la suprême espérance de ceux qui ont déjà une fois péché et se sont repentis ? Les uns et les autres peuvent, grâce à elle, refaire à leur réputation compromise une entière virginité, et pour tous elle est la raison de porter avec patience le poids du châtiment, et de puiser en lui l'horreur du passé avec les plus fortes résolutions pour l'avenir. Aussi le Code d'Instruction criminelle en avait-il déjà fait comme le couronnement de l'expiation. La loi de 1885 l'a rendue plus facile, plus désirable, plus féconde encore (1), et c'est là ce qui justifie l'étude que nous en avons faite et la place que nous lui avons donnée dans ce travail sur les mesures adoptées par le Législateur pour encourager le relèvement des coupables et lutter contre la récidive.

La réhabilitation dans les pays étrangers, ne présente guère de particularité digne de remarque. Presque partout, pour ne pas dire partout, elle est encore à l'heure

1. Les bons résultats que l'on était en droit d'attendre de cette Loi, n'ont pas tardé à se manifester. Grâce aux facilités qu'elle accorde et à la plénitude de ses effets, on a vu d'année en année augmenter le nombre des réhabilitations. Ainsi le compte de la justice criminelle de 1889 établit que dans la période 1881-1885 il s'élevait à 735 par an, tandis que dès 1886, il était de 1061 sur 1813 demandes, et en 1888 de 1974 sur 2464. Nous n'avons pas sous les yeux la statistique de 1890, mais autant que nos souvenirs nous le permettent, nous croyons savoir que l'augmentation des demandes s'est notablement accru, au point que certaines cours de province prononcent jusqu'à 200 réhabilitations.

actuelle, l'œuvre du Pouvoir exécutif, accomplie après un simple avis de la justice. Tel à Genève, où le Conseil d'État statue sur la demande, le ministre et la cour entendus; en Italie, où c'est le Roi qui l'accorde, si la chambre des mises en accusation a rendu une décision favorable.

En Belgique, la procédure de réhabilitation a été supprimée par l'article 87 du Code pénal, qui abroge les anciens articles 619 à 634 du code d'Instruction criminelle et à l'heure actuelle, l'exercice du droit de grâce la remplace. Le Roi peut donc toujours accorder la réhabilitation, ou la refuser comme il lui plaît, en faire bénéficier même les récidivistes, effacer tout ou partie des incapacités légales, sauf toutefois : 1° l'interdiction légale qui ne peut être supprimée que par une commutation de la peine principale, en une autre qui ne l'entraîne pas (art. 89 et 90 Code pénal); 2° les incapacités civiles intéressant les tiers, telles que l'indignité de succéder, ou la privation pour les parents, des droits que leur accorde le code, sur la personne et les biens de leurs enfants (A. 727 C. C.; 378, 382 C. P.)

Le code espagnol n'a pas prévu de détails de procédure, car il exige une loi spéciale pour la réhabilitation, ce qui la rend à peu près impossible. Il y a là, nous semble-t-il, comme un vieux souvenir des Comices Romains, qui, sous la République, étaient seuls compétents pour réhabiliter les condamnés.

Jusqu'à la loi du 14 juin 1884, le Portugal ignorait absolument la réhabilitation. Le Code pénal de 1852 n'en disait pas mot et la réforme judiciaire de 1831 (loi du 21

mai), s'était bornée à prévoir quelques cas très limités (1) de révision, en dehors desquels, l'injustice de la condamnation eût-elle été flagrante, ne pouvait être réparée que par la grâce royale, dont les effets restreints ne procuraient à la victime qu'une bien mince compensation.

C'est la loi du 14 juin 1884 qui mit fin à cette situation intolérable, en posant le principe de la réhabilitation, dont le gouvernement a fait attendre plus de 10 ans la mise en pratique. Le décret du 27 février 1895, que nous avons sous les yeux, a donc seulement pour but de régler l'exercice de la réhabilitation. La procédure est assez compliquée et vaut la peine d'être résumée ici.

La demande appuyée de pièces justificatives, doit être présentée au tribunal suprême (Cour de Cassation) par le condamné, ou d'office par le ministère public. La requête admise est examinée par un tribunal de première instance ou par une cour d'assises, autre que celui ou celle qui a prononcé la condamnation, en présence du ministère public et du plaignant. Si le demandeur est reconnu innocent, le jugement ou l'arrêt abroge expressément la sentence révisée et alloue au demandeur, s'il le requiert, des dommages-intérêts pour le préjudice que lui a causé l'exécution de la peine.

1. Cas de deux jugements inconciliables, rendus contre deux accusés pour le même fait (art. 263), de condamnation pour faux témoignage d'un des témoins à charge (art. 265), de plainte en corruption ou subornation, déposée contre un juré (art. 268).

Dans le cas où la peine appliquée est une amende, le jugement ou l'arrêt en ordonne restitution.

La révision nouvelle dite réhabilitation, pourra être accordée à la mémoire, si elle est demandée par les ascendants, descendants, conjoints, frères, du condamné décédé.

Voilà beaucoup de bonnes choses, n'est-il pas vrai ? Cependant le Portugal est loin encore de la véritable réhabilitation, qui a pour but d'effacer une faute avérée et réparée par l'expiation.

Il va sans dire que partout le législateur impose au demandeur en réhabilitation, les mêmes conditions générales que nous avons rencontrées dans notre loi de 1885, par exemple le délai d'épreuve, après l'expiration de la peine, dont la durée seule varie suivant les différents pays.

Aussi le grief que nous avons fait à notre Code d'Instruction criminelle relativement à la nécessité pour le demandeur de produire les attestations des conseils municipaux de ses diverses résidences, peut-il être renouvelé contre la plupart des lois étrangères. Quelques unes même vont plus loin encore et ordonnent l'insertion de la demande dans un journal judiciaire. Bien entendu la réhabilitation n'a pas d'effet rétroactif. Quant aux condamnés qui peuvent en profiter, il n'y a pas accord parfait entre les différentes législations, les unes refusant aux récidivistes cette faveur, comme celles de la majorité des cantons suisses, les autres, comme en Italie, la leur accordant au contraire, moyennant un stage double, à compter de l'expiration de la peine. Ces dernières nous paraissent préférables. Néanmoins, nous serions assez

enclin à proposer un système intermédiaire entre ces deux genres de législations, qui ne permettrait aux récidivistes de se faire réhabiliter qu'après une première récidive et non autant de fois qu'ils commettront de nouveaux délits. Si la peine a été deux fois impuissante, si la honte n'a pas porté de fruits, si la réhabilitation n'a pas confirmé celui qui l'a obtenue dans ses fortes résolutions, ne faut-il pas croire à une plaie incurable, contre laquelle tous les remèdes échoueront?

A notre avis, la répression est alors obligée d'avouer son insuffisance. Il faut par conséquent aviser à d'autres mesures plus efficaces.

CHAPITRE VII

DE LA RÉLÉGATION.

Nous avons jusqu'ici, passé en revue les améliorations apportées à la loi pénale et au système pénitentiaire dans l'intérêt de ceux qui se sont rendus coupables d'une première faute; qui ont été victimes de leurs passions, de leur solitude, ou même quelquefois du malheur, mais qui ont conservé le désir de rentrer dans la vie honnête, avec l'espérance d'y rester en gardant au cœur le repentir de la faute qu'ils ont expiée. Pour les relever et les rendre meilleurs, les plus ingénieux projets ont été conçus, les plus généreuses tentatives ont été réalisées; et cependant, beaucoup n'ont pas su en profiter, beaucoup sont sortis de leur cellule sans remords, et sans bonnes résolutions. A peine ont-ils quitté la prison, où ils n'ont pu gagner la libération anticipée, qu'ils ont couru se jeter immédiatement dans les mauvaises compagnies, dans les cabarets de bas étage, dans les bouges innommables,

dans le vice et bientôt dans le délit ou le crime, au lieu de se confier au patronage et de se racheter moralement par une conduite régulière et le travail assidu, jusqu'au moment de demander à la justice, la réhabilitation qu'elle prononce au nom de la loi. Ceux-ci sont des récidivistes. Il est nécessaire de les frapper plus sévèrement, une fois, deux fois. Et si la prison reste encore sans effet, il n'y a plus contre eux qu'un moyen à employer. Il faut, à tout prix, les mettre hors d'état de nuire, c'est-à-dire s'en débarrasser, sans plus essayer de les ramener au bien par de nouveaux efforts, désormais inutiles, et après lesquels, le système pénitentiaire, la loi, la société et la vertu elle-même, seraient obligés de s'avouer vaincus par l'opiniâtreté du mal.

On n'a pas oublié que le système des mesures adoptées par le Code pénal, contre la récidive, présentait des lacunes. On constate facilement en effet, en y jetant un coup d'œil, qu'il est impuissant contre une classe de criminels très dangereux : ceux qui, coupables de crimes, n'ont cependant, grâce à des circonstances atténuantes, été condamnés qu'à la prison, pour une durée plus ou moins longue d'ailleurs, et ceux qui n'ont encouru que des condamnations correctionnelles quelle qu'ait été leur sévérité ? Ces individus, en effet, une fois leur peine expirée, restent en France et y reprennent vite leurs mauvaises habitudes. Aussi, dès l'année 1878, la commission d'étude du conseil supérieur des prisons, s'inspirant d'une idée émise par M. le vicomte d'Haussonville, avait elle songé à les éloigner aussitôt l'expiration de la peine, pour le reste de leur vie. Le projet qui n'aboutit pas

alors, fut repris en 1885, par M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur et déposé par lui sur le bureau de la Chambre. Le but de ce projet était, on le comprend, de débarrasser le pays de cette tourbe de gens sans aveu, de criminels endurcis, sur qui les sévérités du régime pénitentiaire se sont épuisées sans résultat et qui constituent pour la société, à laquelle ils semblent avoir juré une guerre sans trêve ni merci, un trouble de tous les instants et un danger de chaque jour.

On a beaucoup discuté sur l'utilité et la légitimité de la rélégation, et ce n'est pas sans difficulté qu'il a fallu combattre pour elle, contre les humanitaires à outrance, qui ne voulaient pas admettre ce qu'ils appelaient la doctrine du débarras, l'abandon imposé du sol natal.

Il nous semble, au contraire, qu'elle se justifie fort bien. Comment voici un individu qui passe sa vie à déshonorer la civilisation de son pays, à voler ses concitoyens ; on le met en prison une fois, deux fois, quatre fois..., il n'en sort que pour recommencer, avec des appétits plus grands, des moyens plus perfectionnés pour arriver à ses fins, moins de scrupules, et tout à fait mauvais. Et il faudrait lui conserver encore une place au milieu des honnêtes gens ? Non, mille fois non. Il importe au contraire de s'en débarrasser. On a tout essayé pour le relever, pour en faire un être utile et bon, et les plus généreux efforts ont été inutiles. Il ne reste plus qu'à se préserver contre lui dans l'avenir, et nul autre moyen ne sera plus efficace pour y arriver que la rélégation. Mais alors, dit-on, c'est l'exil ; l'exil, ce vieux souvenir des siècles barbares, le dernier vestige du despotisme ro-

main, le moyen suprême des sociétés qui s'écroulent ; l'exil avec ses privations et ses cruautés, l'abandon de la famille et de la patrie, l'éternel chagrin, la vie pleine de regrets, sans forces et sans courage, puis la mort loin des êtres chers et de la terre de France !

Oui, c'est vraiment l'exil, mais c'est aussi la justice ! A ceux qui le regretteront, de s'en prendre à eux-mêmes. Ils auraient dû s'efforcer de comprendre plus tôt leur intérêt et celui de la société ; ils auraient dû songer davantage, dans le silence de la prison, à l'avenir d'amertume et de regrets qu'ils se préparaient.

Telle fut la première objection. D'autres la suivirent. La rèlégation n'est pas une peine régulière et normale, dirent ses adversaires, c'est un expédient momentané qui finira par devenir impraticable en accroissant à l'excès, la population malsaine agglomérée dans les colonies. Elle favorise les instincts voyageurs des criminels, et, grâce à elle, on verra peut-être se renouveler encore, dans les prisons, les meurtres ou les assassinats qui n'avaient pas d'autre but qu'un envoi à la Nouvelle-Calédonie. « Elle sera dispendieuse pour le pays qui ne peut abandonner à tous les hasards et à toutes les misères, les hommes qu'il chasse loin de lui ; enfin, toujours stérile pour la colonisation si elle est temporaire, elle aboutit, si elle est perpétuelle, à frapper d'une peine identique, et souvent excessive, des hommes inégalement coupables » (1).

1. Discours de rentrée à la Cour de Toulouse par M. Liège. Diray. (1880).

Ce sont là autant de difficultés, mais il est assez aisé de les résoudre.

Il faut se souvenir tout d'abord, que l'on n'a jamais entendu faire de la rélégation une peine. Tout au plus elle est destinée à tenir éloignés ceux dont la présence ne pourrait qu'être nuisible, et c'est précisément ce qui fait que la perpétuité lui est nécessaire, et qu'il n'y a rien d'injuste à l'imposer à des hommes qui n'ont pas commis les mêmes crimes, ni le même nombre de méfaits, s'il est démontré qu'ils sont les uns et les autres, également dangereux pour la société.

Sans doute, il ne faut pas en frapper les malheureux, ceux qui n'ont d'autre tort que d'être pauvres et paresseux. Pour ceux-là, nous le dirons plus loin, il n'est de remède que dans le travail et la charité, et sur ce point peut-être notre loi de 1886 mériterait une modification. Mais pour les autres, pour les vrais criminels, la rélégation restera le moyen préservatif par excellence. Faut-il même dire qu'elle leur est encore trop douce, et que c'est à cause de cela seulement que l'on peut lui reprocher d'être dispendieuse ou stérile. Nous avons toujours cru, en effet, qu'il était possible de les traiter autrement, avec moins de faveur et d'égards. Et pourquoi la société, contre laquelle ils se sont armés, ne les abandonnerait-elle point à leur sort? Les colonies sont pleines, c'est possible. Mais il reste encore à peupler les îles de l'Océan et les déserts de l'Afrique. Qu'ils aillent donc là chercher fortune, ou expier par les labeurs et dans la peine le mal qu'ils ont fait et dont ils n'ont pas voulu se repentir à temps. Sur ces terres incultes, ils travailleront pour manger, ils fécon-

deront de leurs sueurs le sol qui ne demande qu'à produire, et, peu à peu, étendant leur domaine avec leur propriété, ils deviendront là-bas par nécessité, ce qu'ils ne pouvaient être ici, honnêtes et respectueux du bien et de l'honneur d'autrui. Ainsi on pourra peut-être dire d'eux un jour, en leur rendant la justice qui leur sera due, qu'ils ont été des pionniers courageux de la civilisation, comme les milliers de convicts que l'Angleterre versait jadis à flots sur l'Australie, et auxquels elle doit aujourd'hui la prospérité de cette belle colonie. Nos relégués, eux aussi, feraient ce qu'ils ont fait : s'établissant où bon leur semblerait, se donnant des chefs, des institutions, des lois, bâtissant des villes, créant un monde nouveau, et portant avec eux partout la langue, les mœurs et le nom de la France. Quant à ceux qui n'en auraient point le courage, il en serait d'eux, ce qu'il fut des convicts paresseux : ils tomberaient victimes du climat ou de la faim, sans (il faut bien l'avouer) que leur disparition soit de nature à nous causer quelque peine. Pour ceux-là cependant, certains philanthropes auraient encore une larme d'attendrissement. Qu'ils la réservent pour des malheurs plus dignes, pour ces pauvres soldats, qui, sous des climats plus meurtriers, donnent bravement leur vie sans en compter les dernières heures, et font avec joie, le sacrifice de tout ce qui leur est cher, à la gloire de la patrie.

Ce n'est pas tout à fait ainsi, malheureusement, que la loi du 27 mai 1885 a entendu la relégation. L'article 1^{er} la définit en effet : « l'internement perpétuel sur le territoire des colonies ou possessions françaises, des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France,

avec obligation du travail, à moins de moyens d'existence dûment constatés. » Le gouvernement, on le voit, prend pour ainsi dire sous sa tutelle, le criminel qu'il envoie au-delà des mers. Aussi la loi lui impose-t-elle une ligne de conduite conforme à cette situation, nous le verrons plus loin. Arrêtons-nous d'abord un instant, sur « l'obligation du travail » qui se trouve dans l'article 1^{er}.

Ce n'est pas sans peine que ces mots ont été inscrits à la place qu'ils occupent. M. Thomson, parlant au nom de la commission, dans la séance du 28 juin 1883, disait : « Le régime des relégués sera le droit commun... ; en effet, la loi dit que la peine de la relégation sera l'internement perpétuel, sur le territoire des colonies, des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France... A la condition qu'ils demeurent relégués sur le territoire d'une colonie, ces condamnés ont payé leur dette à la Société, et vous n'avez pas le droit de leur demander rien de plus. » De telle sorte, on le voit, que sur le sol colonial français, au milieu d'une population civilisée et laborieuse, le pire résidu de la métropole devait rester libre comme tout honnête citoyen. Les conséquences d'un pareil système étaient faciles à prévoir. Les relégués, en s'armant de la déclaration faite à la tribune par M. Thomson, se seraient refusés à tout travail, et ils auraient été comme ces libérés des travaux forcés non pas ceux dont un éminent magistrat a pu dire : « il dépend de vous de les voir concessionnaires, bons maris, bons pères, exonérant l'Etat, et relativement irréprochables, dans un milieu social où personne n'a le droit de

reprocher au voisin un passé déshonorant » (1), mais au contraire, ceux dont l'unique occupation consiste à narquer les malheureux soldats travaillant sous le soleil, moins bien nourris qu'eux, et réduits à courber la tête sous leurs sarcasmes injurieux. On aurait pu dire des relégués, ce que M. Léon Moncelon constatait avec peine (2) des forçats, lorsqu'il s'écriait dans une des plus belles pages de son livre : « Depuis vingt ans que nous possédons le bagne en Nouvelle Calédonie, il compte une armée de 10.000 travailleurs forcés, il a absorbé 110.000 hectares de nos meilleures terres, et il n'a rien fait ou à peu près rien fait. Oui, nous avons vu en Nouvelle Calédonie, le condamné aux travaux forcés ne faisant rien... » C'eût été l'injustice même, et la porte ouverte aux plus abominables excès ; aussi la Chambre des députés a-t-elle voulu faire entrer dans le texte que nous avons cité plus haut, l'obligation du travail pour le relégué, à défaut de « moyens d'existence dûment constatés. »

Sur ces derniers mots encore, une difficulté s'est élevée. Que signifient-ils, en effet, et comment les interpréter ? C'est affaire d'appréciation à l'administration des colonies. Quant à la justice, elle a sur ce point une jurisprudence à laquelle, les expressions « moyens de subsistance » de l'article 270 du code pénal ont donné lieu. Les tribunaux ne condamnent jamais en effet pour vagabon-

1. M. le conseiller Babinet. Séance de la Société générale des prisons du 3 août 1878.

2. *Le bagne et la colonisation pénale à la Nouvelle Calédonie*, page 78.

dage, un individu porteur d'une somme même modique (vingt francs, par exemple), qui lui permette de vivre quelques jours, s'il justifie l'avoir eu d'une manière licite. Il nous paraît certain qu'il ne suffirait pas de si modestes ressources pour dispenser un relégué du travail; il faut au moins qu'il ait, par un moyen quelconque, un revenu périodique assuré, avec lequel il puisse vivre sans travail, aussi maigrement que l'on voudra, chaque jour du temps de la relégation.

Quoi qu'il en soit, on ne peut s'empêcher de remarquer que la loi accorde un privilège à ceux qui ont un peu de fortune. Cela est-il absolument équitable? Nous n'oserions le dire; par contre, nous croyons, tout au moins, que cela n'est peut-être pas de l'intérêt bien entendu des plus favorisés. Mais passons et arrivons au cœur même de la loi.

Après avoir décidé (art. 2 et 3) que les tribunaux correctionnels et les cours d'assises pourront seuls, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales, prononcer la relégation, et uniquement pour des délits ou crimes de droit commun, elle énumère les divers cas où ils devront le faire. Nous disons où ils devront le faire. C'est, qu'en effet, l'article 4 ne laisse pas au juge la faculté de l'appliquer ou de ne pas l'appliquer. « Seront relégués » dit-il; c'est bien là, n'est-il pas vrai, une formule impérative par excellence. On s'est plaint qu'il y avait dans ce texte une véritable atteinte portée au pouvoir d'appréciation des magistrats, comme nous l'avons fait nous-même précédemment, en déplorant l'inefficace sévérité du code pénal contre la récidive.

Nous ne croyons pas que sur la loi de 1885, la critique soit aussi fondée, et en voici la raison. Il était, on le comprend, fort difficile de laisser aux tribunaux correctionnels, le soin d'appliquer une peine perpétuelle; c'était renverser les vieux et traditionnels principes que de le faire. D'un autre côté, on pouvait se demander si jamais, à supposer qu'on leur en reconnut le pouvoir, ils se décideraient à en user. Aussi, le législateur a-t-il bien fait de parler de la sorte. Si la justice croit ne pas devoir placer l'inculpé sous le coup de sévérités légales, il lui est facile de l'y soustraire en ne prononçant que des condamnations inférieures à trois mois. Si non, lorsque le nombre des condamnations fixé par l'article 4 aura été atteint, le juge sera tenu de prononcer la rélévation contre ceux qui dans quelque ordre que ce soit, auront encouru ces condamnations. C'est donc ici la suppression de la distinction entre la récidive correctionnelle et la récidive criminelle. Mais il y a plus encore, et mieux aussi. Le Code Pénal, on s'en souvient, ne tenait aucun compte du délai dans lequel la deuxième infraction avait été commise après la première. La loi du 27 mai 1885 a corrigé ce défaut, en décidant que pour que la rélévation soit possible, les condamnations acquises, devront avoir été prononcées dans un intervalle de dix ans.

Pour calculer ces périodes, il faut pratiquement se placer au jour de la condamnation qui va intervenir, et remonter à dix ans dans le passé, sans tenir compte du temps écoulé en prison, le texte dit : « non compris la durée de toute peine subie », ce qui est absolument la même chose. Par suite, le tribunal doit, on le voit,

contrôler avec le plus grand soin, la date des libérations sur le casier judiciaire. Cette opération n'ira pas toujours sans quelques difficultés, car il n'est pas rare de rencontrer des casiers judiciaires si bien garnis, qu'il est assez peu commode de s'y retrouver. Il faut néanmoins les vérifier avec attention, car, à notre avis, la relégation étant prescriptible, elle cesse de pouvoir être prononcée du jour où une décision qui devait l'appliquer ne l'a cependant pas fait. Les cours d'appel ont quelquefois aussi à se servir de ces règles; il suffit de se souvenir pour lever la plupart des difficultés qui pourraient se présenter qu'elles doivent pour statuer, se placer dans les mêmes conditions où était rendu le jugement qui leur est déféré.

Ces quelques principes rappelés, arrivons maintenant aux cas de relégation.

Seront relégués, dit l'article 4, les individus qui auront encouru 1^o deux condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion; 2^o une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion et deux condamnations à l'emprisonnement, pour fait qualifié crime, ou à plus de trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, vagabondage et mendicité, mais seulement dans les cas prévus par les articles 277 et 279 du Code pénal.

En ce qui touche les condamnations à plus de trois mois, ce texte n'a été voté qu'au Sénat; la Chambre avait décidé qu'il suffisait, pour donner lieu à la relégation, de deux condamnations à trois mois. Nous croyons que c'est avec raison que la modification indiquée a été introduite,

car la peine de trois mois est courante et s'applique trop souvent à des individus pour qui, vraiment, on peut espérer qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures particulièrement sévères.

Quant à l'emprisonnement pour fait qualifié crime, il est facile de voir que le législateur a ainsi prévu le cas où, en vertu de l'article 463, la cour a abaissé de deux degrés la peine, et non celui où, par suite de réponses négatives, sur certaines circonstances de la part du jury le fait poursuivi en cour d'assises devient un simple délit. C'est alors l'application du membre de phrase : « Soit à plus de trois mois pour les délits suivants. » Il est inutile d'ajouter que l'énumération qui suit est limitative, mais que chacun de ses termes s'applique aux différentes espèces du délit qu'elle désigne : ainsi le vol, qui ne saurait être étendu au maraudage, comprend néanmoins le vol de récoltes, la filouterie et la grivellerie ; de même l'abus de confiance englobe les différents délits prévus et punis par les articles 406, 407, 408 et 409 du Code pénal. Enfin, et par contre l'escroquerie ne comprend pas la banqueroute, dont la loi n'a pas parlé. Bien que le Code les ait placés sous la même rubrique, il ne s'ensuit pas que la relégation puisse être appliquée au banqueroutier, aucun texte n'autorisant expressément les tribunaux à agir de la sorte.

3° Quatre condamnations pour faits qualifiés crimes, ou à plus de trois mois pour les délits ci-dessus énumérés ;

4° Sept condamnations pour vagabondage ou rupture de ban

Quelle que soit d'ailleurs celle de ces quatre hypothèses, en face de laquelle se trouve le juge, il ne doit jamais compter pour la relégation, les condamnations effacées par la réhabilitation. Il n'en est pas de même pour celles qui ont fait l'objet d'une grâce ou commutation de peine (art. 5).

Nous remarquons en passant que, dans la quatrième catégorie, le législateur ne parle plus de la mendicité; et que pour le vagabondage, il n'y apporte pas la même restriction : « Qu'il ait eu lieu dans les conditions prévues par les articles 277 et 279 du Code Pénal. » Il y a là, croyons-nous, un oubli qu'il faut combler en s'en rapportant au paragraphe 2 de l'article 4. Par contre, le dernier alinéa assimile aux vagabonds, les individus qui « ne tirent habituellement leurs moyens de subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter, sur la voie publique, l'exercice des yeux illicites ou la prostitution d'autrui sur la voie publique ».

C'est véritablement un délit nouveau qui est créé; mais il faut reconnaître que ce n'est pas sans raison. Il y a, en effet, rien qu'à Paris, d'après les statistiques, 30.000 ou 40.000 individus qui ne vivent que de la prostitution d'autrui. On avait bien essayé de leur appliquer l'article 270, C. P. mais cela n'était pas facile, car en admettant même avec la jurisprudence, qu'ils eussent dû justifier de moyens d'existence *avouables*, il était encore nécessaire pour le Ministère public, d'établir l'absence absolue de domicile, ce qui la plupart du temps était impossible. Les mots « voie publique », ont été répétés à la fin de l'alinéa, pour bien montrer qu'il ne s'agit que de la prostitution

dans la rue; et par prostitution il faut entendre évidemment le racrochage, car tout acte de consommation constituerait le délit d'outrage aux mœurs. L'expression « d'autrui », a été employée à dessein, de façon à pouvoir atteindre ceux qui ne pratiquent pas seulement la prostitution aux dépens de la femme. Enfin, il est évident que pour faciliter la prostitution, il n'est pas nécessaire que l'individu, pour lequel on a été obligé d'inventer le nom de souteneur, se trouve lui aussi sur la voie publique; car il eût été à ce compte impossible de le saisir jamais. Ceux qui connaissent ses habitudes pour les avoir étudiées de près, témoignent, en effet, de la prudence avec laquelle il se cache dans un débit de vins voisin, pour y exercer sa surveillance entre deux verres de quelque liquide empoisonné.

L'autre catégorie d'individus visés par le dernier paragraphe de l'article 4, est connue généralement sous le nom de bonneteurs. Parmi ceux-là combien d'escrocs ! et cependant le nouveau texte n'est pas absolument inutile; car il est certains d'entre eux qui pratiquent, honnêtement dirions-nous, si nous ne craignons de profaner le sens de ce mot, le jeu et ne gagnent que par leur adresse. Ce sont ces derniers que la loi de 1885 a voulu surtout atteindre, car malgré leur adresse, ils sont néanmoins dangereux.

Ce n'est pas sans peine, que les deux dispositions, qu'en quelques mots nous venons d'analyser, sont entrées dans l'article 4 de notre loi. M. Waldeck-Rousseau avait écrit dans son projet : « L'article 170 du Code pénal est ainsi modifié : les vagabonds, gens sans aveu, sont ceux qui

n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, soit qu'ils n'exercent habituellement aucune profession, soit qu'ils vivent du jeu ou de la prostitution sur la voie publique. » La Commission de la Chambre acceptait l'idée mais proposait le changement suivant dans la rédaction ; après les mots « aucune profession », elle désirait voir introduire ceux-ci : « ou bien qui tirent profit habituel des jeux illicites ou prohibés sur la voie publique ou de la prostitution d'autrui sur la voie publique. » Cette modification avait l'avantage sur celle de M. Waldeck-Rousseau, d'atteindre non pas seulement la femme, mais surtout le souteneur. Et cependant elle était insuffisante, car elle ne montrait pas assez nettement qu'elle créait un nouveau délit, et on pouvait croire, à simple lecture, que pour pouvoir atteindre le souteneur, il fallait montrer qu'il n'avait pas de domicile certain, le profit tiré de la prostitution ne constituant en fait, qu'une ressource pécuniaire, ou plus exactement, prouvant seulement en droit le défaut de moyens de subsistances ; de telle sorte que si cette rédaction avait été acceptée, le souteneur pouvait échapper à la Justice, en justifiant d'un domicile certain. Le rapporteur n'osa pas affirmer que, dans l'esprit de la commission, il n'en devait pas être ainsi, et l'amendement fut repoussé.

Au Sénat, M. Bozérien le reprit pour son compte, et le formula de la façon suivante : « Sont assimilés aux vagabonds ou gens sans aveu, et passibles des peines édictées par l'article 277 du Code pénal, et par la présente loi, les individus connus sous le nom de souteneurs, qui vivent de la prostitution d'autrui ». Le Gouvernement, comme il

l'avait fait une première fois à la Chambre, accepta l'idée de l'honorable sénateur, mais en faisant des réserves qui ne lui convenaient guère. On chercha autre chose et l'on finit par s'arrêter au texte actuel, plus précis et plus net, qui est ainsi conçu : « Sont considérés comme gens sans aveu, et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance, que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution d'autrui sur la voie publique. »

Mais quelle que soit d'ailleurs la classe à laquelle appartient le prévenu, il ne pourra jamais, aux termes de l'article 6, être relégué, lorsqu'à l'expiration de sa peine, il aura moins de vingt-et-un ans et plus de soixante. « Néanmoins pour le mineur de vingt-et-un ans, les condamnations encourues, compteront en vue de la relégation, s'il est, après avoir atteint cet âge, de nouveau condamné dans les conditions prévues par la présente loi. » On considère avec raison que les adolescents et les vieillards sont inaptes à la colonisation. Le texte primitif décidait que pour apprécier l'âge des prévenus, il fallait se placer au jour de leur condamnation ; le nouveau a mieux fait en intercalant les mots : « à l'expiration de la peine », car c'est alors seulement que l'on peut juger si oui ou non, le condamné est propre à la colonisation, puisque c'est à ce moment là qu'il doit partir pour les lieux de relégation.

Telles sont aussi rapidement résumées que possible les

conditions de la rélégation ; quelques mots maintenant de son organisation pratique.

Le décret du 26 novembre 1885, que nous n'avons pas l'intention d'analyser, distingue la rélégation individuelle et la rélégation collective.

La rélégation individuelle est une faveur. Elle est prononcée par le ministre de l'Intérieur sur la proposition d'une commission de classement, et seulement en faveur de ceux qui ont des moyens de subsistance, de ceux qui sont reconnus capables de tirer parti de concessions agraires, ou autorisés à contracter des engagements de travail pour l'Etat, les colonies, ou les particuliers. Lorsqu'elle est accordée (ce qui est rare, il y en a deux exemples pour l'année 1890) (1), le rélégué réside à l'état de liberté dans la colonie, soumis au régime du droit commun, et aux juridictions ordinaires. Mais s'il ne se conduit pas bien, s'il viole les conditions qui lui sont imposées, s'il abandonne sa résidence ou sa concession, le bénéfice de la rélégation individuelle peut toujours lui être retiré par le ministre des Colonies.

La rélégation collective est subie tout à fait autrement. Bien entendu, comme la précédente, elle n'est appliquée qu'à l'expiration de la dernière peine principale (art. 12). Lorsque celle-ci est entièrement accomplie, le rélégué peut être retenu à titre de dépôt dans les prisons ordinaires, ou les pénitenciers spéciaux jusqu'au jour du départ. C'est dans ces pénitenciers que le condamné est préparé à la vie coloniale, et qu'il peut être interné

1. Rapport de la commission de classement des récidivistes, 1890.

pour y subir toute ou partie de sa peine, en attendant le transfèrement. Dès qu'il arrive à la colonie, il est placé dans les dépôts d'arrivée et de préparation, auxquels sont annexés des chantiers, ateliers et exploitations (1), pour une période d'épreuve et d'instruction. Plus tard il est envoyé dans un établissement de travail où il reçoit un salaire, sur lequel une retenue qui ne peut excéder le tiers, est possible. Enfin il peut accepter des engagements extérieurs, s'il en obtient la permission. Il devient alors plus libre, mais s'il en profite pour s'évader, il est puni d'un emprisonnement de deux ans au plus, et en cas de récidive de cinq ans au maximum. Si cependant la nécessité l'oblige à quitter le territoire de la relégation, il peut le faire, mais tout à fait momentanément, avec l'assentiment des autorités locales, et pour six mois avec l'autorisation du ministre. Ce dernier, seul, peut, à titre exceptionnel, permettre, et pour six mois au plus, un retour en France (art. 13).

Il dépend du relégué d'obtenir son renvoi définitif, soit par une grâce spéciale, soit par décision du Tribunal de la localité. Il ne pourra le solliciter que six ans après son arrivée à la colonie (art. 16).

Il y a là comme une dernière lueur d'espérance pour lui, en même temps qu'une suprême chance d'amendement et de régénération.

Enfin, le gouvernement peut accorder au condamné l'exercice de tout ou partie des droits civils dont il aurait

1. Décret du 5 septembre 1885.

été privé (art. 17), et lui permettre ainsi de s'établir après s'être relevé et de fonder une famille.

De tout cela il résulte pour le relégué, jusqu'à l'évidence même, ainsi que nous l'avons déjà fait pressentir, une situation de dépendance absolue vis-à-vis de la métropole. C'est elle qui explique pourquoi la relégation nous coûte si cher, pourquoi elle est trop souvent stérile au point de vue de la colonisation, et pourquoi plus souvent encore, elle est impuissante au point de vue de la criminalité. Les griefs que nous pouvons lui adresser et qui, suivant nous, sont la cause de l'échec que nous allons constater, peuvent se résumer en peu de mots et les voici : la relégation n'est pas un préservatif efficace, parce qu'elle n'est pas vraiment perpétuelle, parce qu'après six années de conduite hypocrite, celui qui en a été frappé peut en être définitivement dispensé. Elle n'est point un agent moralisateur par excellence, parce que son organisation ressemble trop à celle de l'emprisonnement en commun, parce que le travail n'est pas obligatoire pour vivre, parce qu'on a trop pris soin d'assurer au relégué la nourriture, le vêtement, le lit, le toit qu'il n'a pas gagnés à la sueur de son front. Enfin, elle deviendra impossible après avoir été inutile, parce que le législateur a voulu qu'elle s'exécutât dans nos colonies, où bientôt la population honnête ressemblera à une île perdue au milieu de l'océan, obligée qu'elle sera de se soumettre à l'autorité du nombre, et à la force audacieuse des envahisseurs.

D'ici quelques années, on pourra faire à propos de la relégation, les mêmes constatations affligeantes, que celles auxquelles M. le colonel Disnematin-Dorat, détaché à

l'administration pénitentiaire, s'est livré sur la transportation, et qu'il résumait devant le Congrès colonial en 1890, de la façon suivante : « L'efficacité n'a pas été obtenue, puisque chaque jour on constate l'augmentation de la criminalité. La morale n'y a rien gagné ; bien plus, on est arrivé à une plus grande perversion. Que peut-on du reste attendre de l'agglomération de tant d'éléments mauvais qui, isolés, pourraient peut-être s'amender, mais qui, réunis, ne peuvent que produire une démoralisation dont on reste épouvanté. »

M. Escande, propriétaire à la Nouvelle-Calédonie, ajoutait sur le même sujet : « S'il ne vient pas de colons en Nouvelle-Calédonie, cela tient à l'état d'infériorité blessante dans lequel se trouve le colon libre vis-à-vis du condamné mis en concession. Le colon libre qui arrive généralement sans ressources est reçu dans des baraquements plus ou moins confortables ; on lui accorde la ration de vivres pour six mois, en lui faisant comprendre que c'est là une charge dont on voudrait être débarrassé au plus tôt ; on le dépose sur un terrain de qualité inférieure.... Le condamné concessionnaire au contraire, obtient une terre de première qualité, souvent défrichée, trente mois de vivres, une indemnité pour maison, voire une femme avec trousseau s'il désire, des semences, etc..., on lui transporte ses produits, on les lui achète au-dessus du cours..., tandis que le colon libre voit souvent sa récolte inutilisée, perdue, faute de moyens de transport ou d'acheteurs. Qu'est-il résulté de cette situation immorale ? C'est que les colons libres en ont été réduits à aller travailler chez les condamnés. »

Voilà en vérité qui dépasse de beaucoup la mesure, mais nous montre à merveille quelle est l'exacte position des transportés, quelle sera celle des relégués, et quelles modifications s'imposent à notre loi de 1885, si nous ne voulons voir s'écrouler toutes nos espérances après avoir été obligés de constater l'inanité de nos efforts. A l'heure actuelle déjà, la relégation semble fortement menacée, si nous en jugeons par la statistique. Il suffit en effet, de jeter les yeux sur les documents publiés par la commission de classement des récidivistes pour s'en convaincre. Dans l'année 1889, nous y voyons ce qui suit : « Le nombre total des condamnations à la relégation prononcées en 1889, par les diverses juridictions de France, d'Algérie et Tunisie est de 1231, contre 1628 en 1888. Ainsi à la diminution déjà signalée l'an dernier de 306 condamnations sur l'année précédente, succède une nouvelle diminution plus importante encore qu'en 1889, de 397 condamnations sur 1888. L'abaissement est de plus d'un tiers en deux ans. » Dans un seul ressort, celui de Bordeaux, la proportion pour 100.000 habitants s'est élevée de 2,7, en 1886, à 3,9. A Caen, elle est restée la même. Dans toutes les autres cours elle a baissé ; par exemple à Pau, de 2,3 à 0,4 ; à Rouen, de 8,3 à 4,4 ; à Agen, de 3,6 à 1,8 ; enfin à Amiens, de 6,3 à 3,8. Pour l'année 1890, nous lisons dans le Rapport de la Commission : « Le nombre total des condamnations à la relégation est inférieur de 196 à celui relevé pour 1889... la réduction a été constante depuis le début de l'application de la loi. » Enfin en 1891, nouvelle diminution de 70 condamnations sur 1890, et de 40 en 1892, sur l'année précédente ; de telle sorte que M. Le-

cour, ancien chef de division à la Préfecture de Police, a pu dire en constatant ces chiffres : « Les Tribunaux, malgré les ravages croissants de la criminalité, hésitent de plus en plus à appliquer la relégation... Instituée pour purger la métropole de ses bas fonds, pour faciliter l'amendement et le reclassement des professionnels du crime, pour fournir aux colonies des pionniers et des agriculteurs, la relégation n'a produit ni élimination, ni correction, ni colonisation ».

A n'en pas douter, c'est un vice d'organisation qui a été la cause de tout le malheur. M. Lèveillé en est arrivé à cette conclusion bien avant nous, et c'est elle qu'il a prise pour point de départ d'une série de remarquables articles publiés dans le journal « *Le Temps* », en 1886, où il écrivait un jour : « Nous devons régler le sort des condamnés d'habitude, des récidivistes de profession. Ceux-là sont presque des incurables ; ils ont résisté aux efforts savants et dévoués de l'administration pénitentiaire métropolitaine... ils seront traités par l'expatriation et par l'expatriation rigoureuse. C'est, à peu de chose près, la transportation de la loi de 1854 (je ne dis pas la relégation équivoque de la loi de 1885), qui convient excellemment à ces éternels rebelles, à ces indomptés de la prison. »

M. Lèveillé a dit vrai et pensé juste : il faut une organisation plus sévère, plus rigoureuse de l'expatriation. M. de Lanessan la réclamait également dans son ouvrage « *L'Expansion coloniale de la France* », publié en 1886.

Mais quelle sera-t-elle ? Au législateur de décider. Pour nous, qu'il nous soit permis de terminer comme nous

avons commencé, en émettant cette opinion : qu'après avoir tenté en vain tous les efforts, pris toutes les précautions possibles pour ne pas frapper les malheureux, mais seulement les vrais coupables, les dangereux, ces individus dont les instincts abaissés rappellent l'homme à demi-sauvage, il faut à tout prix rejeter les récidivistes hors de la mère patrie, en les abandonnant loin d'elle à leur misérable sort, et former autour des nations civilisées comme un cordon sanitaire qu'il ne leur sera jamais plus permis de franchir.

CHAPITRE VIII

AGGRAVATION DES PEINES, EN CAS DE RÉCIDIVE, D'APRÈS LA LOI DU 26 MARS 1891.

Nous venons de montrer la nécessité de la relégation, et nous avons dit également qu'elle ne doit être appliquée qu'aux pervers, dont le système pénitentiaire n'a rien pu obtenir. La seconde partie de la Loi Béranger, à l'examen de laquelle nous arrivons maintenant, paraît devoir fournir une preuve bien utile de cette absence de résultat, en même temps que de nouveaux moyens à essayer en vue de l'amendement des coupables.

L'article 5, en effet, apporte de grandes modifications aux articles 57 et 58 du Code pénal. On n'a pas oublié que la récidive criminelle était encourue d'après l'ancienne législation, quel que soit le nombre d'années écoulées depuis la première condamnation. L'article 57 modifié, décide que le deuxième délit devra, pour que l'aggravation de pénalité se produise, avoir été commis « dans un délai de cinq ans après l'expiration de cette peine (la première d'au moins un an de prison), ou sa prescription. »

Le projet de la commission du Sénat n'avait rien changé à l'ancien texte et c'est la Chambre qui lui ajouta les

quelques mots qui ont supprimé ce qu'on pouvait appeler la perpétuité de la récidive. Remarquons d'ailleurs qu'elle reste générale, et résultera d'un second crime ou délit quelle que soit sa nature, qu'il présente ou non une relation quelconque avec le premier.

Dans l'article 58, la commission du Sénat avait admis par contre le délai de cinq ans, passé lequel la récidive n'existerait pas, tout en maintenant cependant la généralité. M. Béranger, sur ce dernier point, combattit les conclusions du rapport et fut assez heureux pour faire introduire la théorie de la spécialité, au moins par assimilation. C'est ainsi que le nouvel article 58 décide que l'escroquerie, le vol et l'abus de confiance d'une part, le vagabondage et la mendicité d'autre part, seront considérés comme un même délit. On ne verra donc plus se produire le résultat, autrefois fatal, qu'un voleur, par exemple, pouvait être considéré comme récidiviste, parce qu'il avait été pris en flagrant délit de mendicité.

M. Béranger a justifié, selon nous, sa proposition par de fort bonnes raisons, que nous avons déjà données précédemment nous-même : « Quelle différence, disait-il, au Sénat, faites-vous donc, sinon dans les moyens d'exécution, entre le vol, l'abus de confiance et l'escroquerie ? Mais dans les trois cas c'est la même improbité et le même but aussi : s'approprier le bien d'autrui. Les moyens ne diffèrent que parce que les circonstances sans doute ont été différentes. »

Mais ce n'est pas tout. L'article 5 de la loi Béranger, en modifiant l'article 58 du Code pénal, lui a fait une addition par laquelle il a créé une petite récidive pour les

condamnations inférieures à un an. On se souvient que l'aggravation des peines n'était, autrefois, encourue, que dans le cas où la première condamnation était de plus d'une année d'emprisonnement. Dorénavant « ceux qui ayant été antérieurement condamnés à une peine de moindre durée, commettraient le même délit, dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue. » De telle sorte qu'à l'heure actuelle si un individu est condamné pour vol à trois mois de prison, et que moins de cinq ans après le jour où cette peine lui a été infligée, il commette, soit un nouveau vol, un abus de confiance ou une escroquerie, il doit être condamné au moins à six mois, mais ne peut l'être à plus de dix ans s'il s'agit de vol ou d'escroquerie, à plus de quatre ans si c'est un abus de confiance.

Le projet élaboré par la commission sénatoriale, contenait bien autre chose, et consacrait une innovation des plus graves, relative à l'article 463 § 9 du Code pénal. On sait que cette disposition permet aux tribunaux correctionnels « lorsque les circonstances paraissent atténuantes, de réduire l'emprisonnement, même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de seize francs », et ce « même en cas de récidive ». Dans le projet de la commission, ces derniers mots devaient disparaître pour être remplacés par ce paragraphe qui établissait un minimum de peines pour le cas de récidive : « En cas de récidive criminelle, la peine ne pourra des-

cendre au-dessous de quatre années d'emprisonnement, si la peine encourue est celle des travaux forcés à temps, et de deux années, s'il s'agit de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique. Elle ne pourra, dans les cas prévus par les articles 57 et 58, être abaissée au-dessous de la peine précédemment prononcée. »

Cette modification figurait déjà en partie, dans la proposition faite par M. Béranger, mais d'une façon plus explicite encore, s'il est possible : « Tout individu, était-il dit dans l'article 1^{er}, condamné à une peine d'emprisonnement, qui est reconnu coupable d'un délit de même nature, ou d'un fait emportant une peine plus grave, ne peut, même en cas de circonstances atténuantes, être condamné à une peine inférieure à six mois d'emprisonnement pour la première récidive, à un an et un jour pour la seconde, et au minimum des peines aggravées, prévues par l'article 58 du Code pénal pour les autres, si la condamnation précédemment prononcée a été inférieure à trois mois. Dans le cas où la condamnation antérieure a été de trois mois ou plus, le minimum de la peine ne peut descendre pour la première fois au-dessous de la moitié du maximum de la peine appliquée au fait imputé, et pour les autres au-dessous du minimum des peines aggravées prévues par l'article 58 du Code pénal ».

Ces deux dispositions avaient en effet, beaucoup de bon, car il est facile avec l'article 463, d'arriver actuellement au résultat suivant qui peut paraître inadmissible. Un individu est condamné à six mois de prison pour vol; au bout de quelque temps, il est arrêté de nouveau et

reconnu coupable du même délit ou d'un délit assimilé il y a de sa part récidive correctionnelle : le tribuna pourra donc, en vertu de l'article 58 modifié, le condamner à une peine qui ne pourra être inférieure à un an ni supérieure à dix ans. Mais si l'article 463 est appliqué, le juge ayant la possibilité, même en cas de récidive, de réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, il pourra être condamné à deux ou trois jours d'emprisonnement ou même à une simple amende (463 *in fine*); ce qui nous paraît être d'une indulgence excessive.

C'est pour éviter ce résultat que la commission sénatoriale avait établi les limites que nous connaissons. M. Bèrenger avait été inspiré par la même idée, mais procédait d'une façon plus conforme à la tradition. Son système peut, à notre sens, se résumer de la façon suivante :

1^o La première condamnation est inférieure à trois mois.

Dans ce cas, la prochaine récidive sera punie d'au moins six mois, la seconde d'au moins un an et un jour, les autres du maximum de la peine encourue.

2^o La première condamnation est égale ou supérieure à trois mois.

La prochaine récidive doit être punie de la moitié du maximum de la peine applicable, au moins. Toutes les autres, d'au moins le maximum de cette peine.

Cette gradation nous paraît très logique. Elle s'inspirait du système cumulatif presque partout adopté en Angleterre, et de plus, elle semblait capable d'effrayer beaucoup de ces individus qui forment la majorité des délinquants, en se représentant périodiquement devant

les tribunaux pour obtenir (le mot est exact), trois ou quatre mois de prison pendant l'hiver, ou lorsqu'ils ont besoin de se refaire un peu, à la suite des privations que leur impose leur vie désœuvrée ou vagabonde. Néanmoins la Chambre n'a pas voulu l'accepter et nous pensons que c'est bien dommage. M. Barthou, le rapporteur de la commission, avait en effet combattu les modifications avec beaucoup d'énergie, en faisant valoir le souvenir des efforts victorieusement déployés contre le gouvernement Impérial par les libéraux en 1863, pour combattre des projets analogues, la nécessité de concilier les besoins de la répression avec le respect de la souveraineté du juge, enfin l'inconséquence qu'il y avait à autoriser les tribunaux à suspendre l'exécution d'une peine prononcée et à leur imposer dans la même loi une limite d'indulgence, qui serait une offense à leur prudence et à leur sagesse.

Cette argumentation, imposante au premier chef il faut le reconnaître, l'emporta et l'article 463 sortit indemne des débats, au cours desquels il avait été si violemment battu en brèche et compromis. A l'heure qu'il est par conséquent, malgré la rigueur des mesures possibles en cas de récidive, une large place est encore laissée à la clémence du juge.

Voilà ce qui a été fait, en France, dans la lutte contre l'expansion incessante de la criminalité. Voyons maintenant les progrès que l'étranger a réalisés dans le même ordre d'idées.

Nous avons déjà prononcé plus haut le nom du système, cumulatif appliqué à la récidive en Angleterre. Il nous

l'aut dire en quoi il consiste. Il a été imaginé par un juge de paix du canton de Gloucester, s'est propagé petit à petit, et en est arrivé à se répandre à travers le royaume britannique, où les magistrats en font usage presque partout aujourd'hui. C'est sur les jeunes gens qu'il a été d'abord expérimenté, et M. Berwick Baker, dans une étude qu'il publiait en 1878, au *Bulletin de la société générale des prisons* (1), constatait que les meilleurs résultats avaient été obtenus. C'est alors que les juges adoptèrent le système pour les adultes. L'usage s'introduisit de condamner les délinquants primaires de dix jours à un mois de prison, de six à douze mois en cas de récidive, enfin à sept ans de servitude pénale en cas de seconde récidive (la servitude pénale ne pouvant être inférieure à sept ans pour les récidivistes, aux termes d'un acte du Parlement de 1864). En 1869, une loi établit que la surveillance de la police pourrait être imposée aux récidivistes ; dès lors la coutume se propagea de ne plus punir en cas de récidive que de six mois de prison et de quelques années de surveillance ; ce dont le coupable avait été prévenu par le gouverneur de la prison, le chapelain et les officiers lors de la première condamnation.

M. Berwick Baker ajoute à l'exposé du système cumulatif des tableaux qui démontrent bien son affirmation à savoir que « le nombre des crimes et délits plus importants (que les fautes légères) va toujours en diminuant ».

Il attribue ce résultat à la sévérité du régime et surtout à l'impression que produit sur les délinquants, la certitude d'être aussi rigoureusement traités.

1. Pages 720 et suivantes.

C'est donc par la prison que l'Angleterre entend combattre les progrès de la criminalité ; chez elle la rélégation est inconnue, ou plus exactement a cessé d'être employée.

Nous avons précédemment fait allusion à la colonisation de l'Australie par des transportés. A une certaine époque, « la civilisation qui avait pénétré derrière eux dans ces contrées désertes, qui s'était avancée sur leurs traces en les poussant devant elle, a fini par rougir de leur alliance, par souffrir de leur voisinage et par demander leur expulsion ». Et certains adversaires de la rélégation de dire : l'Angleterre a tenté l'expérience, l'insuccès a été complet. Il faut donc chasser du Code Pénal de toute nation civilisée la mesure préservatrice qui aboutit à un aussi pitoyable résultat. La réponse nous paraît simple, car nous la trouvons toute faite au Congrès de Stockholm par Sir Georges Arney, ancien grand Juge à la Nouvelle-Zélande (1), qui s'exprimait alors ainsi : « Une des raisons avancées pour soutenir qu'aucun système de transportation ne doit être admis, est, que ce système a été, déjà, trouvé inefficace et qu'en Angleterre même, après l'avoir essayé sous ses diverses formes, on a supprimé les établissements de déportation des colonies australiennes. Je crois cependant que la raison principale que l'Angleterre a eu de prendre cette décision est l'opposition constante et formelle de ses colonies à admettre l'élément convict, non-seulement au milieu de leur population, mais même dans leur voisinage. Je résidais à la Nouvelle-Zélande à l'époque où cette opposition était à son apogée,

1. Notes inédites.

et je puis certifier que le gouvernement britannique était fort attaché à son système de transportation, en dépit de la résistance des colonies; qu'il y persista avec une véritable ténacité, jusqu'au moment où il a été contraint de céder. Il y a donc lieu de reconnaître que c'est sous la pression de cette opposition que la transportation a été abandonnée en Angleterre et non parce que le système lui-même a été reconnu mauvais ». Et la meilleure preuve en est, que le gouvernement britannique le maintient partout où il peut, aux Indes, par exemple. Que l'Australie cesse donc d'être trop énergique dans le mépris qu'elle manifeste pour les convicts transportés; qu'elle se souvienne qu'ils ont été les auteurs de sa prospérité.

Les adversaires de la relégation invoquent encore un autre exemple de son insuccès, tiré de la Russie. Le grand Empire use en effet de la transportation en Sibérie pour se débarrasser des individus dangereux qui font augmenter considérablement, paraît-il, depuis quelques années le chiffre des criminels dans les grandes villes. L'expérience aurait, dit-on, complètement échoué; les transportés mettent tout à feu et à sang, saccagent les villes après les avoir prises d'assaut au besoin, et au lieu de profiter des concessions de terrains et de maisons qui leur sont faites, ils préfèrent les laisser à l'abandon, pour essayer au risque de tous les périls de rentrer dans leur pays. Sur deux cents concessionnaires admis une certaine année, il en est à peine resté quarante, d'après le dire de M. Kowzeff au Congrès de Stockholm. Soit, la Russie a échoué, mais quelle en est la raison? C'est qu'elle a essayé de la relégation dans un pays inhabitable, où la surveillance

est à peu près impossible, et encore l'insuccès n'est-il peut-être pas aussi complet qu'on veut bien le dire. Voici, en effet, le langage qui était tenu par M. Demetrius Kornorsky, inspecteur général des prisons et de la transportation en Sibérie, à la séance de la Société générale des prisons (1), du 24 novembre 1890 : « Enfin dans les provinces de la Sibérie occidentale, est concentrée la rélegation. Mais cette peine n'est pas prononcée comme en France, par les tribunaux ; elle est, en Russie, appliquée par les conseils des communes, qui forment une unité fiscale : ainsi quand un membre d'une commune rurale a été condamné et a subi une peine correctionnelle, il est mis à la disposition de sa commune qui décide de le reprendre ou de le reléguer ; dans ce dernier cas, il est envoyé dans une province occidentale de la Sibérie pour cinq ans. Au bout de ce temps, il a le droit de chercher à se faire agréer par une commune quelconque, et alors il obtient le droit de rentrer en Russie. Mais souvent il préfère rester dans la Sibérie occidentale parce que le pays est très riche et l'agriculture y est fort répandue. C'est là précisément un des éléments les plus importants de la colonisation de ces provinces. » Tout ceci prouve que dans les parties de la Sibérie où la vie est possible, la rélegation a parfaitement réussi. Si le cadre de cette étude le permettait, nous montrerions, documents en main, qu'il en a été de même de la transportation à l'île Sakhaline.

1. Nous citons textuellement d'après le compte-rendu officiel de la séance.

Quant à la législation Russe sur la récidive, dont le châtement suprême est, nous venons de le constater, la relégation, elle peut se résumer assez brièvement. M. Grot, membre du conseil de l'empire donne d'après le Code pénal Russe la définition suivante de la récidive : « toute infraction à la loi commise après un jugement et une condamnation pour un autre méfait plus ou moins grave, de même nature ou non, et quel que soit le temps écoulé entre le premier et le second méfait. » (1) La récidive est, on le voit, générale. Bien plus dans un certain nombre de cas, le fait seul de la récidive transforme en crime ce qui n'était qu'un délit par exemple, le vol qui est du ressort des justices de paix et ne doit être les deux premières fois réprimé que d'une peine correctionnelle dont le maximum est un an de prison. A la seconde récidive, il est déféré au jury et peut être puni de la prison ou de l'exil auxquels s'ajoutent la surveillance de la police, l'exclusion de la communauté, et même la relégation. Ces mesures étaient, on le comprend, trop rigoureuses pour les petits vols, les escroqueries insignifiantes. Aussi le code du 20 novembre 1864, a-t-il décidé que, dans les cas peu graves, les peines de la récidive ne seraient encourues qu'autant que la nouvelle infraction serait commise avant l'expiration de l'année.

En Hollande, le casier judiciaire n'existant pas, il est à peu près impossible de constater les récidives. De plus aucune mesure administrative n'est en usage contre les

1. Réponse à l'enquête sur la récidive, Bulletin de la société des Prisons 1878, pages 256 et suivantes.

récidivistes, vis-à-vis desquels on se contente de la cellule. Dans un rapport aux Etats Généraux des Pays-Bas publié en 1874, M. de Vries, Ministre de la justice, constatait par des chiffres que la prison cellulaire avait eu les plus heureux effets sur la récidive.

Le législateur Suédois a permis au juge de se montrer sévère pour les cas de récidive spéciale, qui seule est punissable, en adoptant le système consultatif, essayé avec tant de succès en Angleterre par M. Berwick Baker. Ainsi le vol n'est ordinairement puni pour la première fois que d'une amende, tandis que la seconde récidive peut entraîner le travail forcé pour une durée de quatre à dix ans. Le Code pénal Suédois ne donne pas au juge le pouvoir de descendre au-dessous du minimum fixé par la loi pour chaque infraction, à l'exemple de l'article 463. Il ressemble en cela à notre code de justice militaire française.

La Belgique et l'Italie ne connaissent point la transportation et n'ont d'autres ressources contre la récidive que l'aggravation des peines et la surveillance de la police. Nous avons déjà vu qu'en Belgique un système pénitentiaire très rigoureux a été organisé, et c'est de lui qu'on attend les meilleurs résultats. « C'est par la prévention de la récidive qu'il doit établir sa supériorité », écrivait en 1878, M. Stevens, Inspecteur général des prisons de Belgique.

M. Stoss dans le projet de Code pénal Suisse qu'il a rédigé, adopte aussi cette idée, et il impose au récidiviste l'internement dans un établissement spécial, avec obligation de travail prononcé pour dix ans au moins et vingt

ans au plus. Néanmoins il admet après cinq ans la libération provisoire en faveur de celui qui est interné pour la première fois. Voilà pour les criminels. Mais pour les paresseux, pour ceux dont l'horreur du travail ou la misère sont les seuls délits, pour les vagabonds et les mendiants, M. Stoss a imaginé autre chose : la maison de travail. Il a compris en effet, que la mendicité et le vagabondage, ces plaies de nos sociétés modernes, étaient de véritables maladies spéciales qui devaient être soignées d'une façon toute particulière.

Elles méritent donc d'attirer notre attention, et c'est pour cela que nous leur avons réservé un examen à part.

CHAPITRE IX

VAGABONDAGE ET MENDICITÉ.

On a souvent déploré, parfois avec éloquence, l'extension d'un mal, particulier à nos temps modernes, où, dans les grandes villes, la richesse coudoie la misère à l'état chronique, et qu'on nomme le paupérisme. Nous n'avons pas à faire ici la nomenclature des causes qui le produisent, ni à rappeler les généreux efforts qui ont été partout tentés pour le combattre ; qu'il nous suffise de le considérer sous le seul aspect intéressant notre étude et de répéter, après tant d'autres, qu'il est vraiment le père des deux délits prévus par notre Code pénal, sous le nom de vagabondage et mendicité.

Ces deux mots, toujours cités ensemble, paraissent exprimer une seule chose, ou plus exactement deux manifestations d'un même état de misère ; et cependant, à notre avis, il n'en est pas ainsi. Le Code pénal (art. 270) s'exprime en effet de la manière suivante : « Les vagabonds, ou gens sans aveu, sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession. » Ajoutons à cette définition celle que la loi du 27 mai 1885 (art. 4,

in fine) donne du vagabondage spécial, dont nous avons déjà parlé à propos de la rélégalion : « Sont considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées pour le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites, ou la prostitution (1) d'autrui sur la voie publique. » Les honnêteurs et les souteneurs composent ces deux catégories. Mais à quelque espèce qu'appartienne le vagabond, il n'est guère intéressant, car il est toujours un paresseux, souvent un débauché et un ivrogne. Les habitants des campagnes en ont peur ; il est un objet de terreur pour les fermes isolées, où l'on n'ose pas lui refuser la nourriture qu'il réclame d'un ton menaçant, dans la crainte des représailles ; on

1. Dans sa séance du 27 juin 1895 ; le Sénat a voté en deuxième lecture un projet de loi de M. Béranger, qui a pour but de permettre la répression plus sévère, de l'immoralité et de la débauche. Il édicté contre ceux qui auront aidé, assisté ou soutenu la prostitution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou qui en auront sciemment partagé le profit, un emprisonnement de trois mois à deux ans et une amende de 100 à 1000 fr. En cas de récidive dans le délai de cinq ans, et si la dernière peine est supérieure à six mois, les tribunaux pourront prononcer la rélégalion. Même peine pour les cabaretiers, cafetiers, favorisant la prostitution, après avertissement notifié depuis moins d'un an. De plus en cas de récidive, défense d'exploiter pour l'avenir tout établissement semblable, à celui dont la fermeture pourra avoir été ordonnée.

Enfin tout mineur de 18 ans, saisi en état habituel de prostitution pourra être pour ce seul fait envoyé en correction jusqu'à sa vingtième année par le tribunal auquel il sera déféré.

le voit traversant les villes, la besace au dos, s'arrêter parfois au seuil d'une maison hospitalière, d'une église pour y tendre la main, tantôt avec douceur, tantôt avec des paroles d'intimidation, ou bien entrer, pour y manger et dormir à bon compte, dans un de ces bouges, dont les bas-fonds de Paris sont peuplés. C'est là qu'il va recruter des amis dont les conseils en feront bientôt un voleur, voire même un criminel. Cet homme est donc dangereux ; il est de plus incorrigible car quel qu'il soit, il pense tout bas ce qu'un de ses semblables, poète à ses heures, chantait un jour, en célébrant son bonheur :

« J'aime donc ce chemin qui se cache et s'enfuit
Dans le fond du ravin, fleur de mystère et d'ombre.
Il m'invite à marcher, même pendant la nuit,
Et j'aime les échos de cette voûte sombre ;
Puis cette route enfin, c'est de l'humanité
Le passage assuré, car il n'a pas de maître,
Chemin de l'Univers !... C'est de l'égalité
L'emblème souverain, qu'on ne peut méconnaître. »

Le vagabond veut, à tout prix, conserver cette indépendance qu'il célèbre, et il repousse avec fermeté toute attache, toute besogne qui pourrait le compromettre.

En est-il de même pour le mendiant ? Nous ne le croyons pas. Le Code pénal distingue deux sortes de mendiants : les valides et les invalides. Ces derniers méritent toute notre compassion et la charité seule peut leur venir en aide. Quant aux valides, il y en a certains qui, par leurs antécédents, leur manière d'être et de vivre ne sont autres

que des vagabonds sans feu ni lieu, et doivent par conséquent être confondus avec eux. Pour les autres qui ne sont vraiment que des mendiants, il faut être indulgents. Ce sont en effet, ordinairement des jeunes gens, séduits par la facilité de vie, les avantages de la grande ville ; ou des pères et mères de famille qui ont cédé à l'attrait fascinateur de Paris, ou de quelque autre chef-lieu important, comptant sur les gros salaires pour élever plus à l'aise leurs enfants. Mais les malheureux n'ont pas songé que le travail n'était pas aussi facile à trouver qu'on se l'imagine, que les provisions de ménage étaient chères et les loyers élevés. Aussi après quelques jours de recherches infructueuses, les économies dépensées, sont-ils obligés de tendre la main pour vivre. Les voilà mendiants, bienheureux encore si le chômage auquel ils sont réduits ne les fait pas considérer comme n'exerçant habituellement ni métier ni profession et poursuivre en conséquence comme vagabonds.

Il est donc facile de voir d'après cela qu'une distinction s'impose entre les vagabonds et les mendiants. Les uns sont mendiants et vagabonds par habitude, par fainéantise : ils appartiennent à la prison. D'autres sont mendiants et vagabonds par nécessité, et méritent l'assistance de la charité. M. Maxime Du Camp et plus récemment M. Caplat, directeur de la maison de Nanterre, ont fait des études fort intéressantes sur le caractère, les habitudes, les mœurs des uns et des autres. Quoi qu'il en soit, les deux catégories sont dignes de notre attention, car elles deviennent inquiétantes par leur accroissement.

Il y a quelques années déjà, on constatait que sur

63.000 individus conduits au Dépôt de la Préfecture, les mendiants et vagabonds figuraient pour un tiers; et à l'heure actuelle, nous pouvons affirmer avec les statistiques du ministère de la Justice, qu'ils forment les 50 0/0 des récidivistes à la cinquième condamnation, les 80 0/0 à la dixième et la totalité à la quinzième (1).

La mendicité et le vagabondage sont donc un mal auquel il faut chercher un remède immédiat. Le Code pénal a cru le découvrir en édictant contre les vagabonds et les mendiants valides, arrêtés dans les localités où il existe un dépôt de mendicité, des peines de trois à six mois de prison avec internement au dépôt pour les mendiants à l'expiration de la peine (art. 271 et 274). Quand le dépôt de mendicité fait défaut, l'emprisonnement ne peut être prononcé contre le mendiant d'habitude valide que pour trois mois au plus (art. 275), s'il est arrêté dans le canton de sa résidence, tandis que dans le cas contraire, le minimum est de six mois et le maximum de deux ans.

Le système de notre loi pénale nous paraît donc bien

1. Les comptes de la justice criminelle annuels au titre récidive § 7. Prévenus récidivistes attestant l'augmentation du nombre de vagabonds et mendiants récidivistes, et condamnés pour la première fois. Le compte de 1888, le dernier dont nous avons le détail, constate que 77 pour 0/0 de vagabonds condamnés une première fois sont récidivistes; pour le mendiant le chiffre est de 76 pour 0/0. Enfin, le dernier compte publié, celui de 1892, dont quelques chiffres sont relevés au *Bulletin des prisons*, juin 1795, pages 866 et suivantes, évalue à 14.551 le nombre des individus condamnés pour vagabondage.

facile à définir et voici quelle nous semble avoir été la pensée de son auteur. Le vagabond est un être nuisible, c'est un délinquant, il faut toujours le traiter comme tel. Le mendiant même valide par contre, est excusable et il faut conserver vis-à-vis de lui quelques ménagements. Aussi, lorsqu'il n'y aura pas de dépôt de mendicité pour la commune où il sollicite la charité, ne faut-il le condamner que quand, bien que valide, il aura fait de la mendicité et de l'aumône, sa profession et son moyen d'existence *habituels*, à condition toutefois qu'il ne devienne pas vagabond, en aliant tendre la main hors de son canton ; tandis que s'il y a, pour le lieu où le mendiant est surpris, un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, il pourra être immédiatement poursuivi et condamné, alors même qu'il ne serait pas valide (1). Nous ne croyons pas, quant à nous, qu'il y ait dans cette disposition législative un excès de sévérité, car du moment où la charité publique a ouvert au pauvre un refuge, à l'ouvrier sans travail un asile contre le chômage et la misère, ils sont inexcusables de n'en point profiter, et s'ils mendient malgré cela, il y a fort à parier que ce n'est pas, comme ils le prétendent, le travail qui leur fait défaut, mais bien plutôt que ce sont eux qui manquent au travail.

1. Notons en passant l'aggravation de peine qui atteint le mendiant même invalide et le vagabond, lorsqu'ils ont commis leur délit avec des circonstances aggravantes, telles que menaces, violences, détentions d'armes ou outils suspects, ou lorsqu'ils auront été trouvés porteurs de sommes d'argent supérieures à cent francs, sans pouvoir en indiquer la provenance (art. 276 et suivants du Code pénal.

Cependant notre législation, n'étant pas suffisante, a manqué son but, en ce sens que l'impunité a été accordée aux mendiants du département, et que les étrangers seuls, c'est-à-dire les vagabonds à qui il arrive forcément de mendier, ont été, sans exception, à l'expiration de leur peine, conduits dans les dépôts de mendicité, créés dans l'intérêt exclusif des mendiants de la localité (1).

La charité a donc dû intervenir pour compléter la Loi en faveur des malheureux, de telle sorte qu'aujourd'hui, nous voyons les établissements particuliers contre la misère s'élever en face des dépôts de mendicité. Disons un mot des uns et des autres.

Les dépôts de mendicité sont à la fois des maisons hospitalières et de répression. Ils remontent, en France, à la création de l'hospice général de Paris, sous Louis XIV, et à toutes les mesures prises à cette époque pour débarrasser Paris de ces bandes de mendiants qui l'avaient envahi au nombre de plus de 40.000 (2) et non pas seulement au décret de 1808, comme certains le prétendent.

En 1879, on comptait 34 dépôts de mendicité, situés dans les grandes villes, en général, telles que Bordeaux, Lille, Toulouse, Lyon, Limoges, Nancy, Metz, Amiens,

1. Etude de M. Chauffard, président du Tribunal de Lavaur, lue au congrès international du patronage, au mois de septembre 1878.

2. Edit de 1656 portant défense de mendier à Paris et dans ses faubourgs, établissant obligation de travail. Edit de 1662, étendant à la province le précédent. Ce dernier imposait aux paroisses l'obligation d'entretenir leurs indigents, et fixait le domicile de secours, créait une taxe spéciale dite droit des pauvres et consacrée par la Loi du 7 frimaire an VIII.

etc., et dont les plus connus étaient à Saint-Denis et à Villers-Cotterets. En 1815, un décret ajouta cinq dépôts nouveaux à ceux qui existaient déjà. La Restauration en laissa tomber le nombre à dix, mais après elle, les divers pouvoirs qui se succédèrent, les réorganisèrent de telle sorte qu'aujourd'hui plus de la moitié des départements et l'Algérie elle-même en sont pourvus. Néanmoins, il y a encore dans cette organisation, des difficultés graves. C'est ainsi que les départements qui n'ont pas de dépôts de mendicité sont obligés d'avoir recours à d'autres mieux partagés, mais parfois assez éloignés, tel la Meuse qui envoie ses mendiants à Montreuil-sous-Laon, dans l'Aisne. Quelquefois les communes dont les détenus sont originaires, refusent de payer leur quote-part aux dépôts, de telle sorte que ceux-ci ne veulent pas recueillir les mendiants qui, d'après la loi, doivent leur être confiés à l'expiration de la peine, et que malgré la loi, on est obligé de mettre en liberté.

Le dépôt de Villers-Cotterets existe toujours. C'est un hospice pour les invalides, du département de la Seine. Saint-Denis qui réunissait plutôt le double caractère de maison hospitalière et de répression a disparu ; il a été remplacé par l'asile départemental de Nanterre. Cet établissement comprend deux parties : un quartier en commun et un quartier cellulaire. Le premier est divisé en cinq sections :

- 1° Un dépôt pour les libérés après condamnation pour mendicité, en exécution de l'article 274 du Code pénal.
- 2° Un asile pour les indigents internés volontaires avec antécédents judiciaires ;

3° Un asile pour les indigents internés volontaires sans antécédents judiciaires ;

4° Une infirmerie commune à ces trois catégories ;

5° Un hospice pour incurables.

Pour entrer dans l'une des quatre dernières sections, il suffit de présenter une lettre de commissaire de police, ou du maire. La seconde section se conduit bien, mais la troisième qui n'est pas habituée à la discipline des prisons, et dont les membres traités en gens libres, peuvent sortir en prévenant la veille, est souvent la cause de quelques ennuis pour le directeur. Les deux sections ne sont séparées qu'au dortoir, et soumises comme la première d'ailleurs à des travaux d'atelier, pendant le jour, tels que la fabrication de chaussons, la cordonnerie, la coupe des vêtements, la vannerie, les fleurs artificielles... Nous regrettons que l'on ait confondu dans le même établissement, le dépôt de mendicité, l'asile pour les indigents et l'hospice. C'est établir, croyons-nous, une relation défectueuse entre la répression et l'assistance.

Quant au quartier cellulaire, il contient 456 cellules, dont moitié pour les hommes et moitié pour les femmes. Nous constatons avec plaisir que, grâce à lui, on a essayé à Nanterre, le seul moyen qui puisse non pas accomplir, mais au moins commencer l'œuvre fort difficile de moralisation par le travail, qui, pour le vagabond et le mendiant d'habitude, est plus que partout ailleurs nécessaire. Nous verrons plus loin par quels moyens on pourrait l'achever.

A côté des dépôts de mendicité, il faut mentionner les efforts de la charité privée, nous voulons dire les asiles

de l'hospitalité de nuit, où les sans-gîte peuvent, pendant trois nuits consécutives, reposer sur un bon lit, après avoir mangé la soupe, et souvent reçu des vêtements ou des chaussures (1), bien qu'on n'exige pas sur leur compte d'indications fort précises ; les refuges municipaux imités des précédents, ainsi que les asiles de la Société philanthropique destinés aux femmes et aux enfants. La province a imité Paris, et dans beaucoup de grandes villes, l'hospitalité de nuit (2) et les municipalités ont installé des dortoirs.

Mais, on le comprend à merveille, ces refuges et ces asiles sont encore insuffisants, car ils ne sont ouverts, ainsi que leur nom d'ailleurs l'indique, que de sept heures du soir à sept heures du matin, et laissent par suite, ceux qu'ils abritent durant la nuit, sans aucun secours pendant le jour. De plus le même individu ne peut y être reçu que pendant trois nuits consécutives, de telle sorte que la quatrième, s'il ne réussit pas comme pour les suivantes à tromper un peu la surveillance (ce qui paraît-il se fait assez facilement en pratique), il se trouve de nouveau livré au vagabondage et à la mendicité. Nous savons que l'on peut alors lui demander compte des efforts qu'il a dû faire pendant le jour, pour chercher du travail et s'assurer par suite les ressources nécessaires à son existence ; nous savons aussi que s'il ne peut donner une

1. En la seule année 1886, 16.539 bons de fourneaux, 122.822 morceaux de pain, 1.230 paletots, 1.088 pantalons, 1.411 chemises, 5.018 paires de chaussures ont été distribués.

2. Citons notamment à Bordeaux, l'asile Albert Brandeburg, qui, en 1889, a reçu 7228 personnes.

réponse satisfaisante, il devient par là-même moins digne d'intérêt, et cesse de mériter qu'on s'occupe de lui davantage, alors que tant d'autres ont besoin d'assistance. Mais peu importe, nous persistons à penser que les secours de nuit, dont nous nous plaignons d'ailleurs à reconnaître les bienfaits, ne suffisent pas encore, et la charité, toujours vigilante, nous a donné raison (1).

Sans doute, il ne convient pas d'égarer la pitié des âmes généreuses sur les endurcis du vagabondage et de la mendicité; cependant il faut multiplier pour eux les moyens de salut, sinon dans leur intérêt, au moins en faveur de la société qu'ils menacent sans cesse; car il est vrai de dire que « partout le vagabondage est le stage du crime ». Aussi bien était-il nécessaire d'ouvrir des maisons hospitalières, où les ouvriers sans travail seraient logés et nourris, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé de l'ouvrage ou qu'on les ait rapatriés. La Société de patronage a ouvert un de ces asiles en 1880, en y annexant un bureau de placement gratuit. Les pensionnaires y sont gardés pendant le temps nécessaire pour se mettre au travail, souvent même davantage, de façon à leur permettre d'amasser un petit pécule, pour s'acheter ensuite quelques meubles et avancer le demi-terme au propriétaire. Le succès a été complet, et cinq ans après son ouverture, l'asile avait reçu deux mille ouvriers sans travail qu'il a sauvés de la prison.

1. Mentionnons en passant les bons de fourneaux, les secours du préfet de police, les tableaux indiquant à la porte des mairies les emplois vacants, les bourses du travail, etc., etc.

Tout cela est très bien, néanmoins il nous paraît urgent de prendre des mesures plus sérieuses pour développer l'assistance rurale d'abord, l'assistance par le travail ensuite, et enfin la répression par le travail pour les obstinés et les récidivistes.

Nous avons déjà dit précédemment que l'une des causes de la mendicité et du vagabondage réside dans l'émigration des provinciaux vers les grands centres, soit qu'attirés par la perspective des gros salaires, du luxe, du plaisir, ils aillent chercher la misère, soit que déjà pauvres chez eux, poussés par les municipalités locales, ils courent demander à l'hospitalité des villes des secours qu'elle ne peut pas toujours leur donner. Une enquête faite en 1884, a vérifié notre affirmation en démontrant que, pour Paris seulement, les étrangers représentaient, 64 0/0 de la population totale des établissements hospitaliers. S'il en est ainsi, le plus élémentaire bon sens indique qu'il est absolument nécessaire d'arrêter le mouvement de dépopulation des campagnes, par tous les moyens possibles suivant les causes qui la produisent.

Nous n'avons ici à nous occuper que d'une seule d'entre elles, la pauvreté ; par conséquent nous nous bornons à indiquer le remède qui nous paraît le plus capable de l'enrayer, et que nous croyons rencontrer dans une meilleure organisation de l'assistance officielle prêtée aux populations rurales, et dans le rapatriement des malheureux égarés loin de leur pays.

Le domicile de secours est, on le sait, régi, en France, par la loi du 14 vendémiaire an II, qui le subordonne à

la résidence d'un an (et à titre exceptionnel de six mois) (1) et par la loi du 7 août 1851, qui rend facultatifs pour les communes, les devoirs d'assistance jusque-là impératifs. Aux termes de cette dernière loi, les communes ne sont pas tenues de secourir les incurables, elles peuvent seulement prendre à leur charge leur entretien dans un hospice départemental ; la même faculté leur est refusée pour les vieillards. De telle sorte qu'en réalité les communes peuvent se dispenser parfaitement de venir en aide à leurs malheureux, qu'elles condamnent ainsi à l'émigration, à la mendicité, ou à la mort. De leur côté, les administrateurs des hospices tiennent de la même loi de 1851, le droit de fixer les conditions d'âge et de domicile pour l'admission dans l'établissement. Ils peuvent donc à leur volonté, exclure les infirmes et les vieillards dont la commune ne s'engage pas expressément à payer les frais.

Ainsi, on le voit, il est possible et il arrive que des malheureux, dignes de pitié parce qu'ils sont honnêtes, ne doivent leur pauvreté qu'aux mauvaises chances de la vie, restent sans secours, sans abri, sans pain, alors que la moitié des places dans les hospices sont vides, comme l'établit l'enquête faite en 1878, par le Ministère de l'Intérieur.

1. En Angleterre, le domicile de secours ne s'acquiert que par une résidence de cinq ans. En Allemagne, elle n'est que de deux ans (loi du 6 juin 1870) ; en Suisse il se confond avec le canton originaire. En Belgique, il n'est autre que le lieu de la naissance (loi du 14 mars 1876).

Une réforme sur ce point s'impose donc, et cette réforme, dit M. de Crisenoy, « c'est celle qui doit rendre le domicile de secours obligatoire » (1). Chaque commune serait alors tenue d'assister ses pauvres; par contre, elle aurait le droit de rapatrier à ses frais, les indigents étrangers, sauf recours contre leur pays d'origine. Pour faire face à ses obligations, la commune pourrait distribuer à domicile ses générosités, comme cela se pratique déjà, ou bien s'assurer moyennant des rétributions, un certain nombre de places dans les hospices déterminés d'avance les plus voisins, ou même édifier des asiles, soit à son compte, soit à frais communs avec des municipalités voisines pour alléger sa dépense.

Par deux fois, la Chambre des députés avait, en effet, voté, lors de l'élaboration de la Loi Municipale de 1884, le droit pour les communes de former des commissions intercommunales, dans le but de créer ensemble des écoles, des établissements de bienfaisance, qui leur seraient alors communs. Mais le Sénat a limité cette faculté à de simples conférences (art 116 et 118 de la loi du 5 avril 1884), de telle façon que si les municipalités associées peuvent délibérer sur leurs intérêts communs, elles sont impuissantes à faire exécuter leur décision. Les votes de la Chambre des députés se recommandaient cependant, par des précédents bien connus en Angleterre, où existent les unions de paroisses, et en Allemagne, où la loi d'Empire de 1870, reconnaît les « unions locales des pauvres », (Ostar-

1, *Moniteur des Assemblées départementales et communales*, 29 novembre 1885, p. 759.

menverbande) et les unions provinciales (Landarmenverbande).

On pourra peut-être élever contre la réforme que nous proposons, une objection tirée de considérations budgétaires, en prétendant que les ressources municipales seraient insuffisantes pour faire face à la construction des hospices ruraux. C'est possible répondrons-nous, mais il n'est guère de commune qui n'ait son bureau de bienfaisance, ses âmes généreuses ; de plus, l'assistance publique possède un budget annuel de 38 millions, et enfin des économies bien comprises sur notre budget général ne permettraient-elles pas à l'Etat d'accorder quelques petites subventions ? D'ailleurs, il reste bien entendu que tout luxe doit être banni des hospices ruraux et qu'ainsi la dépense n'excèdera pas 3000 francs par lit. Ce chiffre est même un grand maximum, puisque l'expérience faite à Prémontré (Aisne), a prouvé qu'il pouvait s'abaisser à 1350 francs. Le sacrifice est donc moitié moindre que pour la construction d'une cellule, ce qui nous paraît démontrer une fois de plus cette vérité, qu'il vaut mieux prévenir le crime que d'avoir à le réprimer. Les hospices ruraux dont il s'agit devraient recevoir à la fois les vieillards, les infirmes et les ouvriers valides victimes du chômage forcé. Quant aux frais d'entretien, ils seraient en partie couverts par les contributions annuelles des bureaux de bienfaisance, les libéralités qui ne manqueraient certainement pas, et pour le surplus par un prélèvement opéré sur le produit du travail des pensionnaires. L'obligation du travail devrait en effet, être imposée à tous les hospitalisés valides, et c'est ainsi que l'on réaliserait

l'œuvre si intéressante, si utile et si chaleureusement recommandée par le Congrès de Rome (1) de l'assistance par le travail.

L'assistance par le travail ! voilà un principe qu'il ne faut jamais oublier de mettre en pratique, car l'hospitalité sans le travail, loin de porter remède au vagabondage, l'augmente par l'espérance du bien-être acquis sans mal. Lombroso, dans son ouvrage sur l'uomo delinquente, insiste tout particulièrement pour qu'elle soit organisée, surtout dans des établissements agricoles et sous une surveillance rigoureuse. Les faits lui ont donné raison et partout où elle a été pratiquée, le succès a été complet ; aussi, pensons-nous qu'il y a lieu de l'étendre beaucoup et d'en faire application même dans les asiles de nuit. Un exemple bien connu d'assistance par le travail, est celui de la maison hospitalière de la rue Clavel, à Paris, où les pensionnaires sont libres pendant la matinée pour chercher de l'ouvrage, et doivent l'après-midi fabriquer des petits fagots pour gagner la nourriture et le lit qui leur sont donnés.

Le résultat atteint par la création de cet asile est signalé par l'un des fondateurs, M. le pasteur Robin ; il consiste dans la séparation bien nette entre les vrais pauvres qui acceptent le travail, et les vagabonds de profession qui

1. Le vœu du Congrès était ainsi libellé : « que l'assistance publique soit réglée de telle manière que chaque personne indigente soit sûre de trouver des moyens de subsistance, mais seulement en récompense d'un travail adopté à ses facultés corporelles. »

fuiet à grandes jambes, lorsqu'on leur propose de manger le pain à la sueur de leur front (1).

Les premiers méritent toute notre pitié, pour les seconds, il n'y a de bon que la cellule rigoureuse, pendant quelque temps assez court, suivie d'un long internement dans une maison de travail. Tel est encore le vœu du Congrès de Rome (2).

L'établissement dont nous venons d'écrire le nom, n'est pas encore connu légalement en France. Néanmoins nous en avons déjà rencontré un exemple à Nanterre.

On peut définir la maison de travail, avec le D^r Boens, médecin en chef de la prison de Charleroi : « une maison de réclusion spéciale en dehors du système cellulaire, dans laquelle les vagabonds valides, exempts d'infirmités graves, pourraient être occupés activement, non seulement pendant leur détention légale pour délit de vagabondage, mais pendant tout le temps qu'il leur plairait d'y passer après expiration de la peine. » La fondation

1. L'assistance par le travail s'établit à Paris, et dans presque tous les arrondissements elle est commencée. A Batignolles, à Passy, dans les ve, xvi^e et xvii^e arrondissements, il existe des organisations qui permettent de substituer les bons de travail à l'aumône de la rue, et démontrent que sur cent mendiants ou vagabonds, il y en a cinq qui sont vraiment dignes d'intérêt et cherchent sincèrement du travail. Mentionnons encore l'hospitalité du travail et la maison hospitalière de la rue Fessart.

2. « Que l'indigent qui, malgré une existence ainsi réglée, se livre au vagabondage et tombe par conséquent, sous le coup de la loi, soit puni sévèrement par des travaux obligatoires, dans des maisons de travail placées sous la surveillance de l'Etat ».

des maisons de travail, ainsi que nous l'avons déjà fait pressentir, ne dispenserait nullement de la prison. Le vagabond serait obligé de la subir à titre de châtiment, et le Tribunal qui le condamnerait à quelques jours ou quelques mois d'emprisonnement, ajouterait à cette peine un certain temps de détention dans la maison de travail, dont le but est de rompre les habitudes de paresse, en inspirant le goût du travail par le travail lui-même.

Mais il faut ici poser deux principes : 1^o l'internement dans la maison de travail devrait toujours être de longue durée. La raison de cette première règle est très simple. Pour obtenir le résultat que nous venons d'indiquer, il faut avoir le temps matériel de faire oublier le passé et prendre un nouveau pli à ces caractères rebelles au labeur quotidien. Or, on le comprend pareille tâche ne peut être remplie en quelques jours. De plus, il importe que les vagabonds ne puissent considérer la maison de travail, comme un asile pour l'hiver, où l'on passe agréablement les mois désagréables de l'année, en s'y faisant envoyer vers la fin de novembre jusqu'au printemps. Au contraire, il est urgent qu'ils n'oublient pas que s'ils sont enfermés, c'est pour plusieurs années, pendant lesquelles il faudra sérieusement travailler chaque jour. Cette perspective est, croyons-nous, de nature à effrayer beaucoup de paresseux, et à exciter les efforts des intéressés pour mériter plus tôt la libération conditionnelle que l'on pourrait parfaitement appliquer à notre avis.

2^o Seuls les hommes valides pourraient être dirigés sur les maisons de travail ; car c'est surtout d'eux qu'il est utile de faire de bons ouvriers, et grâce à eux seuls, les

travaux vraiment féconds pourront être accomplis.

L'observation de ce second principe constitue tout le secret du succès qu'obtient en Algérie, le pénitencier agricole de Berrouaghia, où plus de 5.000 hectares ont été défrichés en quelques années, sur lesquels aujourd'hui se récoltent les plus beaux blés, et les plus opulentes vendanges. La même expérience faite par le canton de Neuchâtel, dans la maison de travail du Devens, a donné des résultats aussi brillants.

La conclusion tirée de quelques faits particuliers semblables à ceux-là, nous paraît donc imposer la création de maisons de travail en France. Nous n'avons pas, pour atteindre ce but, d'innovations à faire, ni d'entreprises extraordinaires à réaliser, il nous suffit de suivre l'exemple que plusieurs nations civilisées nous ont déjà donné.

Angleterre.

Tout le monde connaît, du moins de nom, les Workhouses. Ces établissements résument toute l'assistance en Angleterre. Ils ont été fondés afin d'appliquer ce double principe : tout malheureux a droit d'être immédiatement secouru ; mais à la condition expresse de gagner par le travail, la nourriture, l'abri et le vêtement qui ne doivent jamais lui être refusés.

Pour faciliter l'accomplissement de cette obligation que nous pouvons appeler synallagmatique, voici ce que la législation anglaise a imaginé. Chaque contribuable paie, au nombre de ses impôts, une certaine taxe dite droit des pauvres. Grâce à cette ressource budgétaire qui vient s'a-

jouter à leurs autres ressources, les paroisses ont été mises dans la nécessité de secourir leurs pauvres, et nous avons déjà dit que pour faire face à ce devoir, le législateur leur avait reconnu le droit de s'associer entre elles et de former des unions. Le moyen pratique adopté par les paroisses ou les unions, pour soulager leurs pauvres, c'est le Workhouse dont l'organisation répond à tous les besoins. Les individus comme les familles peuvent y être admis à toute époque, à toute heure du jour et de la nuit, on peut même dire à toute réquisition. En effet, la personne qui veut y entrer doit adresser une demande au Conseil d'administration ; celui-ci prononce à l'une de ses prochaines sessions, l'admission définitive ; mais en attendant cette décision, l'admission provisoire doit être immédiatement accordée par celui des employés le plus haut en grade qui se trouve présent, voire même à défaut d'autres par le concierge. S'il n'y a pas de places au Workhouse, le distributeur des secours doit, avant le soir, procurer aux frais de l'établissement un abri et quelque nourriture au postulant.

Le séjour au Workhouse n'est nullement limité. L'intéressé peut y passer une nuit, quelques jours ou plusieurs années, l'autorisation d'y rester six mois pouvant être indéfiniment renouvelée. On quitte le Workhouse aussi facilement qu'on y entre, à la seule condition d'avertir de son intention ; on y obtient des permissions pour aller visiter ses parents, chercher de l'ouvrage, enfin personne ne peut être chassé si ce n'est par le conseil d'administration, ni retenu contre son gré.

Le travail est obligatoire pour toute personne, même

pour les passagers qui n'y séjournent qu'une nuit. Ces derniers cassent une certaine quantité de pierres, ou épluchent quelques livres d'étoupe.

On est tenté de dire que les pensionnaires des Workhouses sont heureux, et que le droit à l'assistance, réprouvé déjà par les anti-socialistes, crée des inégalités choquantes entre les hospitalisés et ceux qui ne le sont pas. Ce serait une erreur. Il ne faut pas oublier que tout pauvre, quel qu'il soit, a droit à l'admission dans la maison de travail, et que le droit à l'assistance qui lui est ainsi reconnu, trouve comme un contrepoids dans l'obligation du travail qui lui est rigoureusement imposée. Non, le Workhouse n'est pas un Eden où l'on boit et mange bien, sans se donner beaucoup de mal ; c'est au contraire un lieu de labeur, dans lequel chacun gagne péniblement la nourriture frugale et le lit assez dur, qui lui sont donnés.

A côté de ce mode d'assistance, la loi anglaise impose aux paroisses l'obligation des secours à domicile, dans le cas où la gêne n'est que passagère.

Ainsi, aucune excuse n'est laissée à la mendicité et le législateur a bien fait de se montrer sévère en punissant de trois mois de prison avec travail forcé « toute personne suspecte qui fréquente les voleurs, qui erre sur le bord des rivières, des canaux, sur les docks, dans les rues, squares, carrefours ou avenues, avec l'intention de commettre un vol (qui) sera réputé voleur et vagabond » (art. 15, acte de 1871), et la loi ajoute : « Alors même qu'il n'y aurait pas de preuve certaine pour établir ce délit, il ne sera pas nécessaire, pour prouver que la personne sus-

pecte en était réellement coupable, de constater tel acte particulier établissant cette intention. Pour s'être trouvée dans ce cas, et étant donné son caractère bien connu, la personne sera condamnée comme étant convaincue d'avoir eu l'intention de commettre cet acte, à trois mois d'emprisonnement avec travail forcé. »

Que dire de ces quelques mots introduits dans la Loi : « avec l'intention de commettre un vol », qui donnent aux tribunaux un rôle si délicat, en les faisant juges de la conscience intime, sans qu'ils soient saisis d'un fait sur lequel ils puissent étayer leur conviction. Il y a là, croyons-nous, quelque chose de dangereux, mais à part cela, ainsi que nous le disions plus haut, la sévérité de la loi anglaise est entièrement justifiée par les précautions qu'elle a prises en faveur des malheureux, pour être bien assurée de ne punir que les coupables. En fait, on peut justement penser que l'act de 1871, n'a pas manqué son but, puisque depuis qu'il est voté, les condamnations à l'emprisonnement, ou à la servitude pénale, pour offenses qualifiées, ont diminué progressivement, malgré l'accroissement de la population, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le montrer précédemment.

Allemagne.

Des études très approfondies de M. le pasteur Robin, l'infatigable apôtre de l'assistance par le travail (1), le voyage de M. L. Rivière à Berlin, en 1893, l'ouvrage de M. Evert sur le développement des stations de

1. *Hospitalité et travail.*

logement et des colonies de travailleurs en Prusse, notre excursion en Bavière il y a quelques années et les conversations que nous avons eues au congrès de Paris avec les délégués Allemands, nous ont permis d'embrasser le vaste et magnifique tableau des efforts faits en Allemagne pour arrêter le développement incessant, autrefois du vagabondage et de la mendicité.

Nous voulons simplement en retracer ici les grandes lignes.

Les colonies de travailleurs libres sont d'origine toute récente, et la première d'entre elles ne remonte pas au-delà du 22 mars 1882. Leur naissance avait été précédée de la création de Sociétés anti-mendiantes, grâce auxquelles, chaque souscripteur avait le droit d'adresser tout vagabond mendiant au Trésorier qui remettait un secours de 40 ou 50 centimes. Malgré leurs efforts, ces Sociétés restèrent impuissantes ; aussi M. le pasteur von Bodelschwingh, eût-il l'idée de créer en Westphalie, sur le modèle de Brielefeld, réservé aux épileptiques, une colonie qu'il appela Wilhemsdorf, en souvenir de l'Empereur d'Allemagne. Son but était d'utiliser le plus grand nombre possible de bras valides, qui se présenteraient avec l'intention de travailler. Pour arriver à ses fins, il établit trois fermes sur une lande sablonneuse, de 160 hectares, qu'il acheta avec le concours d'un prêt provincial de 86.000 marks, sans intérêt, et dont le remboursement fut garanti par une simple hypothèque. Toute personne devait être admise à la colonie, sur le simple engagement de se soumettre au règlement. Le principe sur lequel reposait l'organisation était le suivant : Tout par le travail. Aussi

bien le nouvel arrivant doit acheter par son labeur quotidien sa nourriture, son entretien, ses vêtements et ses outils, après quoi on lui cherche une place. Les travaux auxquels les pensionnaires sont astreints sont assez divers. Néanmoins la majorité des colons est employée aux travaux agricoles pendant la bonne saison, et au défrichage de bois de sapin pendant l'hiver. Quelques-uns ont des occupations industrielles nécessaires telles que tailleurs, cordonniers, forgerons, cuisiniers, etc.

Les résultats produits par ce premier essai charitable furent vraiment satisfaisants. Dans les seize mois qui suivirent la fondation de Wilhemsdorf, 407 hommes furent placés par l'administration de la colonie (1). Aussi l'exemple de M. le pasteur Bodelschwingh, eut-il bientôt des imitateurs. En 1883, Karstof (Hanovre) fut créé : la culture, l'extraction de la tourbe, l'élevage des abeilles et des moutons, occupant les colons. Quelques mois après, Rickling (Sleswig-Holstein), Friedrichwille (Brandebourg), où l'on cultive surtout l'osier et le houblon ; puis Domahot (Wurtemberg), Seyda (Saxe) ouvrirent leurs portes. En 1884 et les années suivantes, d'autres colonies furent encore fondées, de telle sorte qu'à l'heure actuelle, il y en a vingt-quatre. Nous avons sous les yeux un tableau statistique qui ne concerne que les vingt premières, mais qui montre qu'à la fin de l'année 1888, 29.682 vagabonds ou mendiants étaient venus volontairement leur demander de les régénérer par le travail, et que pour obtenir ce résul-

1. Depuis sa fondation, elle a reçu jusqu'au 31 décembre 1888. 4742 travailleurs.

tat magnifique, les produits de leur labeur quotidien avaient suffi aux dépenses; toutes les colonies ayant mis leur budget en équilibre, quelques-unes même, avec de gros bénéfices, tels que Dannelsberg où les recettes se sont élevées à 16.634 francs jusqu'au 1^{er} janvier 1889, tandis que les frais n'ont pas excédé 14.097 francs, et une seule, celle de Schneckenengrun, ayant fait une perte de 1500 francs (1).

Les vingt-quatre colonies existant aujourd'hui, quoiqu'autonomes, ont un règlement commun copié sur celui de Wilhelmsdorf; elles sont reliées entr'elles par un comité central, qui publie un journal l'*Arbeiter-Colonien*. Entr'autres choses, l'organe des colonies de travailleurs, enregistre les expulsions, dont certains pensionnaires ont été l'objet, de telle sorte qu'ils ne pourront plus dorénavant être admis dans aucune d'entr'elles. L'expulsion est la seule pénalité qui puisse être infligée. Elle est prononcée par le gérant (2).

A l'exemple de ce qui existe à Mettray, la contrainte est bannie des colonies allemandes, et c'est de leur plein consentement que les travailleurs libres y entrent et y restent. Afin d'éviter toute contestation ou réclamation, le jour même où un mendiant arrive, après la désinfection, la douche et le repas qui lui est immédiatement servi, on lui fait signer une acceptation expresse du règlement de la maison.

1. Journal l'*Arbeiter Kolonien*, n° 1, 1889.

2. Les gérants de colonies agricoles comme ceux des auberges chrétiennes et des stations de logement dont nous parlerons plus loin, sont choisis parmi les meilleurs élèves de la «Rauhe-haus».

Des vingt-quatre colonies répandues sur toute l'Allemagne, vingt-deux sont agricoles et possèdent à elles seules plus de 2.700 hectares. Deux seulement sont industrielles, dont l'une est située à Berlin, où le travail consiste à faire des fagots, des paillons de bouteille, des battoirs à tapis en rotin, des brosses et des balais de chien-dent, enfin de la menuiserie. Pendant l'année 1892, cet établissement a reçu 827 individus.

Après tout ce que nous venons de rappeler, on peut dire, croyons-nous, que l'Allemagne a bien compris et bien organisé l'assistance par le travail, et cependant elle a fait plus encore.

Les colonies sont assez éloignées, et pour aller de l'une à l'autre, pour aller d'un point de la province jusqu'à l'une d'elles, il y a souvent une fort longue distance que les « pauvres voyageurs » ne peuvent franchir qu'après plusieurs jours de marche. Aussi a-t-on semé sur les grandes routes, à travers les villes et les villages, les auberges chrétiennes et les stations de logement pour ceux qui n'ont aucune ressource.

Les stations de logement entretenues aujourd'hui par les baillages et les communes, indépendamment de toute opinion religieuse ont leur origine dans les Gesellenvereine catholiques, dont la première fut fondée à Elberfeld, la ville des institutions charitables par excellence, en 1847 par l'abbé Kolping. En 1864, les Gesellenvereine s'étaient syndiqués, au congrès de Wurzburg, pour former une vaste union. A partir de ce moment, tout ouvrier porteur d'un livret émanant d'une des vereines associées, trouvait dans toute autre, la nourriture, un gîte, quelquefois un

placement, ou sinon un secours pour gagner la ville voisine. C'est vers 1880, que quelques personnes charitables conçurent le projet de généraliser ce système en l'appliquant à tous les « pauvres voyageurs » par la création des Naturalverpflegungstationen.

Ainsi que leur nom l'indique les stations de logement ont pour mission de distribuer des secours en nature, qui consistent dans la nourriture et l'abri pendant un jour et une nuit. L'un et l'autre sont donnés moyennant quatre heures de travail, qui doivent être accomplies sous peine de poursuites pour filouterie d'aliments. Le dimanche aucun travail n'est exigé, cependant ceux qui séjournent doivent acquitter leur dette le samedi soir ou le lundi matin. Sur 826 stations de logement que possède aujourd'hui l'Allemagne, 503 sont pourvues d'un bureau de placement. Dans toutes, la vente du vin et de l'alcool est absolument interdite et les voyageurs sans ressources, ont seuls droit d'y être admis.

Pour ceux qui ont quelqu'argent en poche, un autre genre d'établissements est réservé ; ce sont les auberges chrétiennes.

Les Heberge zur Heimath ont été créés à la suite de cette constatation, que les propriétaires de certaines maisons de logement distribuaient, malgré l'amende de 15 marks, aux passagers qui leur étaient envoyés par les communes, de l'eau-de-vie moyennant argent, ou contre remise des vêtements neufs que ceux-ci avaient gagnés par leur travail.

Dans les auberges chrétiennes, la vente des alcools est absolument interdite, et on n'y boit que de la bière, du

café et du lait. La nourriture y est abondante et saine; quant aux lits, ils y sont, d'une propreté parfaite. On peut vivre dans ces établissements pour un mark par jour environ, y compris trois repas, en couchant dans le dortoir commun. Au surplus on peut également y dépenser davantage car il y a des chambres jusqu'à un mark.

Chaque matin et chaque soir, la prière est faite en commun, suivie de la lecture de la Bible. Une bibliothèque est attachée à l'auberge, et un bureau de placement y est en général annexé, où les patrons s'adressent en grand nombre, lorsqu'ils manquent d'ouvriers. Aussi les Heberge zur Heimath, sont-elles devenues à la longue, non plus seulement des lieux de passage, mais de véritables pensions où les travailleurs célibataires, les jeunes apprentis trouvent un home à bon marché, dans un milieu moral et religieux.

Ainsi l'organisation de l'assistance contre le vagabondage et la mendicité, est complète en Allemagne. Les résultats ont montré que les efforts de la charité n'étaient pas restés vains, et de la statistique il résulte que, grâce aux 2000 institutions diverses dont nous venons de rappeler l'organisation, les premières condamnations pour mendicité et vagabondage se sont abaissées en cinq ans (1882-1887) de 23.808 à 15.466, et même dans 304 arrondissements, ont-elles complètement disparu. Faut-il maintenant, après ces constatations si consolantes, prêter l'oreille aux bruits désastreux que les dernières nouvelles d'Allemagne nous apportent? Ces belles institutions trop largement répandues, seraient-elles mortes de leur excès

de vie et le « Krack des stations de secours » serait-il définitivement consommé. L'année 1894 n'avait pas été bonne. Des attaques étaient venues les assaillir de toutes parts. On reprochait aux bonnes volontés trop nombreuses de les avoir répandu à profusion, à la charité de n'être pas assez sévère sur le travail imposé aux mendiants, aux gardiens qui en étaient chargés, quelques actes de brutalité faciles à expliquer d'ailleurs par le caractère des pensionnaires. Enfin de nouvelles charges financières avaient empêché les cercles, d'accorder leurs subventions annuelles, de telle sorte que la situation était devenue véritablement critique.

Les intéressés à la conservation des stations de secours avaient beaucoup espéré d'un projet de loi rédigé par le comte d'Eulenburg, ministre de l'Intérieur, sous le chancelier de Caprivi. La retraite de celui-ci retarda la solution impatiemment attendue. Cependant après de pénibles démarches, des réunions, des interpellations, les avocats « des pauvres voyageurs » réussirent à intéresser à leur cause le ministre actuel M. de Koeller, qui déposa effectivement au Lantag (29 avril 1895) un nouveau projet de loi, réorganisant les stations de secours sur des bases plus solides. Après une première lecture le projet fut renvoyé à une commission. A la rentrée des Chambres en septembre 1895, le texte élaboré par cette commission fut soumis de nouveau aux délibérations de l'assemblée et définitivement rejeté. A l'heure actuelle la crise dont on croyait apercevoir enfin l'issue est donc à l'état aigu et menace de devenir mortelle. Puisse-t-il n'en être pas ainsi !

Quoi qu'il en soit, il est encore des endroits où malgré l'assistance si largement répandue, la répression est nécessaire. C'est le tribunal de police qui en est resté le maître. Il inflige aux vagabonds ou mendiants quelques jours de haft (1) et décide qu'à l'expiration de leur peine, ils seront remis à la direction de la police dont le président peut les envoyer dans une maison de travail, s'il juge que les condamnés ne veulent pas travailler de bon gré.

M. Rivière a visité l'une de ces maisons de travail située à Rummelsbourg, près de Berlin. Elle comprend deux quartiers : celui des hospitalisés (vieillards et infirmes) et celui des gens à corriger (Korrigenden). Ces derniers sont divisés en quatre catégories :

1° Ceux qui ont un métier utilisable dans la maison : menuisiers, tailleurs, cordonniers, etc. ;

2° Ceux que l'on emploie à débiter du bois dans les écoles ou hôpitaux de Berlin ;

3° Les hommes de service à la maison même, ou à l'asile de nuit de la capitale ;

4° Enfin, tous les autres internés qui travaillent tout le jour dans les champs d'épandage réservés à l'écoulement des eaux de Berlin, où le tout à l'égoût est en usage. Ces eaux sont répandues par les ouvriers sur une surface de 7.750 hectares, grâce à un ingénieux système de canalisation. Les champs sont ensuite cultivés par assolement et produisent, paraît-il, des légumes superbes consommés

1. Simple privation de la liberté de un jour à six semaines (*Strafgesetzbuch des deutschen Reiches*, § 18).

par la ville, et dont le prix de vente couvre le montant des dépenses de la maison de travail. Les fermes de Berlin ont procuré à la ville pour l'année 1892, un bénéfice de 40.000 marks, toutes dépenses payées, et la conduite ainsi que le travail des internés, n'ont donné lieu à aucune plainte.

Ne pourrions-nous pas en France, nous inspirer un peu des exemples que nous venons de rappeler, et n'y aurait-il pas, en particulier, dans le dernier cité, comme une solution à ces deux problèmes si intéressants, quoique dans des ordres différents, il est vrai, du vagabondage et du tout à l'égoût qui se posent maintenant à Paris?

Belgique.

La loi Belge du 28 novembre 1891 se rapproche de la législation allemande, en ce sens qu'elle a aussi confié au juge de simple police le soin de réprimer le vagabondage et la mendicité. Celui-ci prononce, suivant les cas, une peine de un à sept jours d'emprisonnement, et met le délinquant à la disposition du gouvernement.

Grâce à cette décision, l'administration s'empare de lui et le dirige, soit sur une école de bienfaisance, soit sur un dépôt de mendicité, soit sur une maison de refuge. Les Écoles de bienfaisance reçoivent les mineurs de dix-huit ans, et même les mineurs de seize ans, contre lesquels l'habitude du vagabondage et de la mendicité aura été prouvée. Nous avons dit précédemment ce qui les concernait. Les dépôts de mendicité sont plus spécialement

affectés aux individus valides, qui font profession de mendier, ont l'habitude de vagabonder, ou appartiennent à cette classe d'innombrables que l'on désigne en les appelant souteneurs. Ils peuvent y être enfermés pour une période qui varie de deux à sept ans, soit, ainsi que nous le rapportons plus haut, en vertu d'une décision de justice de paix, soit même par jugement du tribunal correctionnel qui les condamne pour un autre délit. Ceux d'entre eux qui, âgés de plus de dix-huit ans, sont cependant mineurs de 21 ans, doivent être rangés dans une catégorie à part.

Les uns et les autres peuvent être au besoin soumis à la séparation individuelle, et tous ont la faculté de mériter la libération conditionnelle.

Les frais d'entretien sont payés, jusqu'à concurrence d'un tiers, sur un fonds spécial créé dans chaque province; les deux autres tiers sont partagés par moitié entre l'Etat et la province originaire du détenu. Une exception à cette règle est faite pour les souteneurs dont l'entretien reste à la charge de la commune qui n'a pas su les empêcher d'exercer leur inavouable métier.

Enfin les maisons de refuge sont réservées aux mendiants, vagabonds par accident, et aux invalides. On les y garde tant qu'ils veulent y rester, mais au moins jusqu'à ce qu'ils aient amassé un pécule suffisant pour leur permettre de payer les premiers frais alors qu'ils travailleront, sans que cependant il soit possible de les retenir, malgré eux au-delà d'une année. Les frais de leur séjour sont supportés par le fond provincial auquel nous avons déjà fait allusion.

Ces établissements, ainsi que les écoles de bienfaisance, reçoivent des pensionnaires volontaires, comme ceux de la deuxième et de la troisième catégorie de Nanterre, sur le vu d'une lettre du bourgmestre ou du collège des échevins de leurs localités respectives. Pour ceux-ci leur entretien incombe aux communes qui ont sollicité leur admission.

Telle est, aussi brièvement résumée que le comporte cette étude, l'économie de la Loi Belge de 1891. L'arrêté royal du 20 janvier 1894, l'a complétée, en organisant le travail prescrit aux détenus par l'article 7, dans ces établissements qui renferment aujourd'hui 6.000 personnes environ.

Les principes fondamentaux qui servent de base à cette organisation peuvent se résumer de la façon suivante. Les travaux seront exécutés en régie, et distribués de manière à ne laisser oisif aucun interné valide. Aussi bien tous ceux qui auront un métier capable d'être exercé dans l'établissement, y seront employés, et l'on réservera les travaux dits de « simple occupation », pour les détenus dont la profession les retient ordinairement en plein air. Quant aux industries, elles ne pourront être utilisées qu'à la confection d'objets destinés au service des établissements dépendants du département de la justice, et pour l'entretien, l'amélioration ou l'extension des installations, du matériel et de l'outillage à l'usage de ces établissements, sauf le cas de nécessité absolue résultant de l'insuffisance de commandes relatives aux travaux mentionnés précédemment. Ces sages prescriptions ont pour but de ne pas créer une concurrence différente de celles que

se font entr'eux, dans l'ordre naturel des choses, les travailleurs d'un même groupe industriel. Les travaux des internés seront salariés par le directeur, dans les limites du tarif réglementaire arrêté par le Ministère de la Justice. Les salaires pourront être également réduits par lui, ou augmentés en proportion des efforts faits par les condamnés; les malfaçons, les dégradations d'outils... seront toujours imputés sur eux.

Ces règles sont appliquées dans les deux grands établissements de Bruges pour les femmes, et de Merxplas pour les hommes. Les congressistes d'Anvers en octobre 1890, ont visité ce dernier, dont M. le conseiller Flandin nous a donné la description dans l'intéressant rapport qu'il adressait à M. le Garde des sceaux, à son retour de Belgique. Merxplas est situé à trois heures d'Anvers environ. C'est une propriété de 1200 hectares « divisée en plusieurs sections destinées, soit à la culture des herbages et des céréales, soit à des plantations de sapins. A peu près au milieu on a construit les bâtiments qui comprennent les dortoirs, réfectoires communs, des ateliers, etc., ainsi qu'un quartier d'isolement et un cellulaire. Les habitations du directeur, aumônier, surveillants, sont séparées les unes des autres par de petits jardins ».

Cette colonie magnifique coûte relativement bon marché à l'Etat Belge, qui a payé le terrain 800.000 francs, et donne pour les constructions des subventions s'élevant à 750.000 francs, soit au total 1.550.000 francs. Les bâtiments ont été édifiés par les détenus eux-mêmes, on peut dire depuis le sous sol jusqu'au toit, puisque les briques et les tuiles ont été fabriquées et cuites à Merxplas. La main

d'œuvre pénitentiaire a fourni également le mobilier et les outils. Aujourd'hui les internés, dont un certain nombre est occupé dans les ateliers bien aménagés, où presque tous les corps de métier sont représentés, cultivent la terre, les sapins, ou s'occupent de la ferme où l'on engraisse surtout des moutons pour la vente, sur des pâtures qui nourrissent également des vaches dont le lait procure un sérieux bénéfice: de telle sorte qu'à l'heure actuelle, les chiffres donnés par le Ministère de la Justice à M. le Pasteur Robin, font ressortir au profit du gouvernement Belge une plus-value de 2.506.332 fr. en 20 ans. Dans la même période de temps, le bénéfice sur le prix des journées de travail est de 947.542 francs.

Ces deux dernières constatations sont d'autant plus remarquables que Merxplas, il ne faut pas l'oublier, est le domicile des vagabonds, des paresseux, des fainéants qui s'étaient habitués, avant d'y entrer, à ne rien faire. Mais elles étonnent un peu moins, lorsque l'on connaît le grand moyen imaginé par le directeur pour rendre le labeur aimable à ceux là même qui ne le pouvaient souffrir. Il est fort simple, presque primitif: Quiconque refuse de travailler est mis au pain sec et à l'eau; cependant il triomphe, paraît-il, et en fort peu de temps, des plus endurcis. Bien entendu, on n'exige pas de tous les internés le même travail; chacun en faisant ce qu'il peut a fait ce qu'il doit. Ainsi les invalides reçus à Merxplas, moyennant subvention de leur commune, n'ont pas les mêmes obligations que les hommes jeunes et valides.

Merxplas est donc une maison de travail modèle, et

néanmoins la Belgique ne s'en contente pas. Depuis le Congrès d'Anvers, grâce à l'activité de M. Gallet, juge de paix dans cette dernière ville, les plus assidus efforts se sont poursuivis en vue de l'établissement d'une maison d'assistance par le travail, et c'est ainsi que la Belgique aura bientôt, si elle ne la possède déjà, son œuvre préventive comme elle a depuis vingt-cinq ans son œuvre répressive.

Hollande.

Il y a beaucoup plus longtemps que la Hollande possède des institutions également préventives et répressives du vagabondage et de la mendicité, puisqu'il faut remonter jusqu'à 1818 pour en découvrir l'origine.

C'est à cette date en effet, que le général major Jean van den Bosch fonda la Société néerlandaise de bienfaisance. Le but était de procurer du travail aux 500.000 pauvres qui en demandaient. La misère était grande à cette époque : c'était après les guerres de l'Empire, et « il y avait alors en Europe des millions d'habitants sans aucun moyen d'existence. » On acheta le domaine de Weterbeekslot (province de Drenthe) qui se composait d'environ 600 hectares de terres sablonneuses et de bruyères (1), et on s'y installa en prenant pour devise ce principe : « Quiconque ne travaille pas, ne mangera pas. » Aussi l'œuvre prospéra-t-elle, de telle sorte que sept colonies furent fondées.

1. Voir pour les détails : les Colonies libres de la Société de bienfaisance de Gerlach, et les écrits déjà cités de M. le Pasteur Robin.

Mais une fois ces progrès accomplis, la Société néerlandaise eut le tort de se laisser imposer des invalides et de permettre de faire ainsi une brèche aux maximes de son fondateur, si bien que pendant plusieurs années ses établissements végèterent et furent même sur le point de fermer leurs portes. Ce n'est qu'en 1859 qu'elle parvint à rétablir l'équilibre dans ses affaires en se débarrassant des invalides et en cédant à l'Etat Ommerschaus et Veenhuizen, dont nous dirons un mot plus loin, pour ne conserver que les colonies florissantes aujourd'hui de Frédéricksoord, Wilhemsoord, et Wilheminasoord.

Situées dans les provinces de Drenthe, Frise et Overijssel, ces trois propriétés contiennent environ 2000 hectares de terres et 1800 habitants. Elles sont divisées en petites fermes, dont l'exploitation est confiée aux colons. Ceux-ci sont rangés en deux catégories : les individus et les familles.

Les familles sont logées chacune dans une petite maison entourée d'un jardin, semblable aux habitations ouvrières de Mulhouse. Quant aux individus isolés, ils sont placés dans les familles. Ces sortes de phalanstères ont leurs écoles, où l'instruction obligatoire est donnée aux enfants, leurs médecins et pharmaciens, leurs tribunaux, enfin leurs églises et leurs temples avec leurs aumôniers.

Les travaux auxquels sont occupés les colons consistent surtout dans la culture, le jardinage, l'élevage du bétail, la fabrication du beurre et du fromage et l'exploitation de tourbières. Néanmoins les emplois industriels ne restent pas vacants, et les ateliers de tisseurs, cordonniers, tailleurs, menuisiers, forgerons, etc., ainsi que la confection

des sacs à café, subviennent aux besoins des colonies, occupent les bras oisifs en hiver ou trop faibles pour l'agriculture. Tous les ouvriers ont droit à un salaire, sur lequel l'administration opère un léger prélèvement, et ceux qui se sont distingués reçoivent comme récompense la qualité de fermier libre. Ils disposent alors de deux hectares et demi, moyennant une faible location.

Les résultats obtenus dans les colonies ont été satisfaisants, et il paraît qu'en quatre ans, d'après les chiffres fournis par M. le Pasteur Robin, le capital de la Société néerlandaise s'était augmenté de 50.500 francs environ.

On s'étonne moins de ce succès en pensant que ceux à qui il est véritablement dû sont des travailleurs libres, venant chercher dans le courageux accomplissement de la tâche quotidienne, le soulagement de leur misère pitoyable.

Telles sont les colonies agricoles. Elles réalisent, on le voit, le problème de l'assistance par le travail d'une façon assez originale. A côté d'elles, il faut également citer l'institution dans chacune des grandes villes de « maisons de pauvres », où les malheureux peuvent trouver un abri pour eux et leurs familles. Le travail est exigé, mais avec moins de sévérité que dans les établissements pénitentiaires. Une fois entrés, les pauvres peuvent y rester aussi longtemps qu'il leur convient, sauf pour plus d'une année, à obtenir l'autorisation des magistrats de la ville. Ajoutons à tout cela, les secours à domicile et nous comprendrons, ainsi que nous l'avons d'ailleurs constaté par nous-même, que l'on puisse se promener dans les rues d'Amsterdam, sans y rencontrer de mendiants.

Néanmoins, il existe en Hollande, des mesures répressives contre le vagabondage et la mendicité, qui est naturellement interdite d'une façon absolue. Elles consistent dans un emprisonnement de quelque temps, suivi de l'internement dans une des deux maisons de travail, dont nous avons déjà appelé le nom, de Ommerschaus et de Veenhuizen.

La première de ces deux colonies est à la fois industrielle et agricole. Les travaux des champs y sont réservés aux détenus qui les acceptent volontiers, ou à ceux qui, profitant d'un privilège accordé par la Loi, se rendent avant tout jugement à la maison de travail, de même qu'à Rome, les accusés parfois s'exilaient pour éviter la honte d'une condamnation.

Veenhuizen est entièrement agricole au contraire, sauf, bien entendu, l'exercice des métiers annexes de la culture. Chacun en tout cas, est occupé, suivant ses facultés. Les hommes y sont reçus de seize à soixante-dix ans. Quatre mille places environ permettent de les y garder pendant deux, quatre ou cinq ans, et d'obtenir ainsi par le temps un résultat appréciable sur des natures rebelles, malgré la plus complète liberté laissée à tous les détenus.

Une commission du Conseil municipal de Paris a visité en 1890 cette colonie, et en a rapporté un si bon souvenir au dire de M. G. Berry, qu'elle a proposé de créer un établissement pénitentiaire semblable, sur les terrains de Mery, acquis il y a plusieurs années déjà par la ville pour le transport des cimetières métropolitains.

Danemark.

C'est la loi du 3 mars 1860 qui assure dans ce pays la répression du vagabondage et de la mendicité : le Code pénal n'en ayant pas parlé. Cette loi reconnaît deux catégories de vagabonds, d'abord : ceux qui errent sans travail et ne peuvent prouver qu'ils sont en possession des moyens nécessaires de subsistance, ou qu'ils cherchent au moins à vivre honnêtement, ensuite les pauvres sans métier à qui la police a ordonné de chercher du travail, et ne se sont point préoccupés d'en trouver. Dans le premier comme dans le second cas, le vagabond est arrêté. S'il est invalide, l'assistance publique auquel il est remis le fait reconduire à son domicile de secours. Dès qu'il y est parvenu, il tombe à la charge de la commune, aux termes de la loi du 9 avril 1891, qui le place dans un hospice ou le secoure chez lui, sans préjudice du droit à la pension reconnue à tout individu âgé de 60 ans, indigent et honnête par une autre loi du 9 avril 1891. Si le vagabond amené au poste de police est au contraire en parfaite santé et paresseux, il est conduit devant le tribunal qui l'envoie pour quinze jours, ou six mois au maximum en cas de récidive, dans une de ces maisons de travail, telle que celle de Ladegaarden (près Copenhague), dont chaque arrondissement doit être pourvu.

Dans aucun cas le mineur de 10 ans ne peut être condamné. Il est envoyé dans un internat privé qui rappelle un peu l'école de réforme.

Suède.

La loi du 12 juin 1885 réputé vagabond : Tout individu errant oisif, d'une localité à l'autre, sans moyen d'existence, quand aucune circonstance ne permet de présumer qu'il cherche en réalité du travail. Le vagabond, arrêté pour la première fois, est, à moins de circonstances graves, relâché après un simple avertissement; mais s'il est repris dans les deux ans, le tribunal l'envoie dans une station centrale de travail forcé, pour un an au maximum, et en cas de récidive, pour une durée qui peut être égale à trois années. Dans ces établissements qui, à l'heure actuelle, sont au nombre de sept, les pensionnaires s'occupent aux travaux les plus usuels, suivant leur âge, leur sexe, tels que menuiserie, cordonnerie, couture... Les internés reçoivent une petite gratification dont la moitié est versée au pécule de réserve. Quant aux invalides, l'assistance a été organisée par la loi du 9 juin 1874, qui consacre le droit à une pension pour les vieillards, l'obligation imposée aux communes d'origine de s'occuper des infirmes.

Norvège.

La loi du 6 juin 1863 édicte contre les mendiants des doubles peines, soit le travail forcé dans une maison de travail pendant un mois d'abord, puis quatre mois, six

mois, un an en cas de récidive, soit l'emprisonnement au pain et à l'eau, de trois à sept jours pour la première condamnation et jusqu'à quinze jours ensuite.

Quant aux vagabonds, la procédure est plus rapide. « Celui qui s'est livré à l'oisiveté et à l'ivrognerie, et qui par là-même n'est pas en état de subvenir à ses besoins, comme à ceux de sa famille » (art. 2) est envoyé dans une des huit maisons de travail que possède la Norvège par un simple arrêt de Police.

Les invalides sont, à l'exemple de ce qui se passe en Danemark et en Suède, secourus par leur commune d'origine pour qui l'assistance est obligatoire.

Suisse.

La Suisse est peut être avec la Hollande, le pays où les mendiants sont le plus rares. Cela tient au nombre considérable d'institutions préventives qui y sont établies. A côté de l'assistance, que les communes doivent à leurs administrés pauvres, on y rencontre en effet des sociétés de placement gratuit nombreuses, des asiles de nuit, des sociétés d'assistance matérielle et morale pour les ouvriers, des sociétés de consommation qui, comme celle de Lausanne, donnent à déjeuner pour 35 centimes, et réalisent malgré cela des bénéfices au point de distribuer 6 0/0 aux consommateurs sur le montant de leurs achats, ou même 99,5 0/0 des bénéfices réalisés en quinze ans, à l'exemple de celle de Cardromèche (Neuchâtel) ; des cafés

de tempérance, des maisons de logement copiées sur les stations allemandes, des asiles de vieillards, des sociétés de placement pour les jeunes filles affiliées à l'Union internationale des amies de la jeune fille, etc., etc.

Il faut signaler d'une façon particulière les bureaux centraux de bienfaisance, et les associations pour réprimer les abus de la mendicité.

Les premiers ont pour but de venir en aide aux pauvres étrangers, ou qui ne sont dans le canton que depuis moins d'un an ; ils distribuent des secours en nature, sous forme de bons remis à domicile, par un membre du bureau spécialement chargé d'un certain nombre de familles. Cette organisation a quelques affinités avec celle des conférences de Saint-Vincent-de-Paul. Les associations pour réprimer les abus de la mendicité ont été créées en vue de secourir les passagers à qui elles donnent abri et nourriture dans des asiles pendant vingt-quatre heures. Ce délai expiré, le patronné peut être arrêté comme vagabond et envoyé par jugement dans une maison de travail.

Ces associations distribuent à toutes les personnes qui versent la cotisation annuelle très modeste, de deux francs à Montreux, six francs à Lausanne et à Genève, autant de bons qu'elles en désirent. Elles donnent aux mendiants qui représentent ces bons, quel que soit d'ailleurs leur nombre, le secours d'un morceau de pain et d'une soupe. Cette dernière particularité évite, on le comprend, l'assistance trop fructueuse et les abus de toutes sortes, dont le commerce des bons est souvent l'occasion.

Les associations ont de plus des bureaux de placement bien pourvus, qui leur permettent de mettre en demeure de travailler celui qui se prétend victime du chômage forcé.

D'après ces quelques renseignements, il est facile de voir qu'en Suisse, pas plus qu'en Allemagne ou en Hollande, la mendicité et le vagabondage ne sont excusables. Aussi bien les législations cantonales se sont-elles montrées fort sévères pour les vagabonds et les mendiants de profession, en prescrivant contre eux l'internement dans les maisons de travail. La durée de cet internement varie. Ainsi, à Neuchâtel, il est de un à deux ans, d'après la Loi du 24 mars 1885 ; dans le canton de Vaud, de six mois à trois ans, et même cinq ans dans le cas d'abandon de la famille aux termes du décret du 21 janvier 1875 (art. 1) ; à Berne de six mois à deux ans, par application de la Loi du 11 mai 1884, etc.

Les maisons de travail les plus célèbres sont précisément celles qui appartiennent aux trois cantons que nous venons de citer. Elles sont établies à Devens, dans une situation magnifique, d'où l'on domine le lac de Neuchâtel, et dans le fond toute la chaîne des Alpes, à Payerne et à Orbe ; enfin à Anet pour les hommes et à Thorberg pour les femmes. Dans ces pénitenciers, les hommes sont en général occupés aux travaux agricoles, ou d'utilité publique, tel que le dessèchement du « Grand Marais » par les internés d'Anet. Quant aux femmes, la couture, les soins du ménage, etc., leur sont spécialement réservés.

Ces diverses colonies produisent de bons résultats, puisqu'en Suisse, pays en réalité assez pauvre de com-

merce, de moissons, s'il est riche en paysages, où les communications sont, dans le Sud-Est principalement, difficiles, où la neige arrête toute activité, pendant au moins cinq mois de l'année, on ne rencontre pas de mendiants, s'il faut en croire le compte-rendu fait au conseil d'Etat de Vaud en 1885, qui accuse pour Orbe, un bénéfice net de 2.205 francs, 48 centimes.

Tout le monde trouve donc son compte dans cette bonne organisation; les contribuables d'une part et la charité de l'autre.

Italie.

La mendicité est rangée par le code pénal, au nombre des contraventions. Encore distingue-t-il, entre le mendiant autorisé et celui qui ne l'est pas. Ce dernier seul est puni de cinq jours d'arrêt, et de cinq jours à un mois en cas de récidive dans l'année (art. 430). La peine est plus forte et peut cependant atteindre aussi bien les mendiants autorisés que ceux qui ne le sont pas, s'ils ont tendu la main d'une manière menaçante ou vexatoire (art. 431). Les arrêts peuvent être exécutés, soit par des journées de travaux publics, soit dans des maisons de travail.

Il existe un établissement de ce genre à Gênes, où en échange d'un travail facile, on offre aux pensionnaires des secours provisoires, mais sans limites, c'est-à-dire jusqu'au jour où ils trouvent une place, dans le cas où ils n'en auraient pas avant leur entrée.

L'Italie a aussi ses dépôts de mendicité, mais il est fâcheux de constater qu'ils renferment plus de correctionnels

des libérés et d'incurables, que de pauvres valides ayant besoin d'un secours passager.

Quant aux vagabonds, ils tombent sous l'application de la loi de sûreté générale, et celle-ci les frappe de la peine des arrêts qui peut être portée jusqu'à une année.

Les communes étant obligées de concourir pour une part à l'assistance de leurs pauvres, les vagabonds sont rapatriés avec une feuille de route, et peuvent être arrêtés s'ils s'écartent du chemin qui leur a été tracé.

Enfin la Loi *Autrichienne* du 24 mars 1885, punit également le vagabond des arrêts durs de un à trois mois, et le mendiant de la même peine de huit jours à trois mois. Elle reconnaît à toute commune le droit de leur assigner un travail. Faute d'y satisfaire, ils peuvent être, par le jugement qui les condamne, envoyés dans un établissement de travail forcé.

Voilà l'énumération à peu près complète des efforts qui ont été tentés en Europe (1) pour la répression du vagabondage et de la mendicité. S'ils n'ont pu produire tout

1. Le Code Pénal Canadien promulgué le 1^{er} juillet 1893 considère comme vagabonds : 1^o les désœuvrés avec ou sans domicile qui ne peuvent justifier de moyens d'existence avouables ; 2^o les mendiants sur la voie publique ; 3^o les gens capables de troubler l'ordre tels que ceux qui insultent les passants dans la rue, arrachent les enseignes, racolent, tiennent ou habitent des maisons mal famées..... Le délit constaté sommairement par deux juges de paix entraîne une amende de 50 piastres, ou un emprisonnement avec ou sans travail forcé de six mois au plus. Le vagabond peut être aussi enfermé dans une maison de travail ou de correction, dans un hospice ou dans une prison de réforme, suivant les circonstances.

le résultat auquel on pouvait s'attendre, c'est que le mal, dont ils devaient assurer la guérison, a des causes plus profondes sur lesquelles la prison est impuissante.

A la vérité la fainéantise, la paresse invétérée, l'horreur du travail sont bien les agents de recrutement ordinaires de la grande armée des misérables dangereux mais il en est d'autres encore qu'il faut chercher dans la situation économique actuelle, dans le développement à outrance des fortunes mal acquises, de l'agiotage sans mesure, des institutions financières véreuses; dans les progrès de l'industrie et le délaissement des champs; dans l'avarice, le luxe égoïste, l'indifférence du riche, l'imprévoyance du pauvre; dans l'affaiblissement, pour ne pas dire l'oubli des principes moraux, des croyances religieuses, des préceptes de foi, qui jadis emplissaient les aumôniers, suggéraient aux heureux la compassion pour les infortunés, et apportaient à ceux-ci, avec la leçon de plus dures souffrances, la résignation ici-bas, par la confiance en un avenir meilleur.

Les hommes de bien ne sauraient donc faire trop d'efforts, pour lutter contre l'ordre économique suranné qui tue les petits au lieu de les faire vivre, pour combattre en même temps, les décevantes doctrines, dont le but avoué tend au renversement de toutes les institutions existantes, même des éternels principes sans lesquels ne peuvent prospérer les sociétés ni les hommes, et qui sont cependant incapables de trouver le solide point d'appui sur lequel elles devront asseoir le nouvel état social, au milieu du chaos et des ruines qu'elles auront accumulées.

CONCLUSION

Il y a quelques mois à peine, un savant criminaliste souhaitait qu'un résumé, un tableau synoptique en quelque sorte, des progrès pénitentiaires réalisés depuis vingt ans, fût bientôt rédigé.

Nous n'avons pas voulu faire autre chose. Cette étude n'a point eu pour but de discuter les lois, les règlements relatifs à la répression de la récidive, dont le commentaire n'est plus à faire, ni d'examiner, pour la critiquer, la jurisprudence qui s'y rattache, mais seulement d'exposer les idées théoriques et pratiques qui se sont fait jour pour tomber dans l'oubli, ou bien, au contraire, recevoir la consécration de la réalité.

Nous avons ainsi parcouru les diverses étapes de l'œuvre difficile, et cependant nécessaire, du relèvement et de l'amélioration des coupables. Dans chacune d'elles, nous avons constaté que, non seulement en France, mais encore le plus souvent à l'étranger, le législateur avait épuisé son pouvoir. C'est maintenant au tour des hommes d'appliquer la loi consciencieusement et avec le plus absolu dévouement.

Le redressement et l'amendement des criminels en effet, ont non seulement besoin de discipline et de rigueurs, mais surtout de soins bienveillants, de patience, d'atten-

tions quotidiennes, de paroles réconfortantes, de généreuses évocations.

Puissent les esprits charitables, les cœurs droits, comprendre cette vérité, jeter un regard de pitié sur les coupables repentis pour leur pardonner; sur les modestes auxiliaires (1) du châtiment et de la réhabilitation morale, pour les encourager en leur adressant au nom de la France de sincères remerciements.

1. Le remarquable rapport de M. Maurice Faure sur le budget pénitentiaire de 1895, signale, entr'autres choses, la pénible situation des gardiens de prison.

Vu : le Professeur Président de la thèse,
LAISNÉ DES HAYES

Vu : le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Caen,
E. ZEVORT

TABLE

INTRODUCTION.	5
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Mesures préventives et repressives concernant l'enfance abandonnée ou coupable.	17
CHAPITRE PREMIER. — Assistance des enfants abandonnés.	20
CHAPITRE II. — Mesures repressives contre l'enfance coupable.	63

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — De la répression du crime chez les adultes.	111
CHAPITRE II. — Loi Bérenger. Sursis.	126
CHAPITRE III. — Régime pénitentiaire.	151
CHAPITRE IV. — La libération conditionnelle.	255
CHAPITRE V. — Du patronage.	292
CHAPITRE VI. — De la réhabilitation.	334
CHAPITRE VII. — De la relégation.	353
CHAPITRE VIII. — Aggravation des peines en cas de récidive, d'après la loi du 26 mars 1891.	376
CHAPITRE IX. — Vagabondage et mendicité.	389
CONCLUSION.	436

Mayenne, Imprimerie de l'Ouest, E. SOUDER
